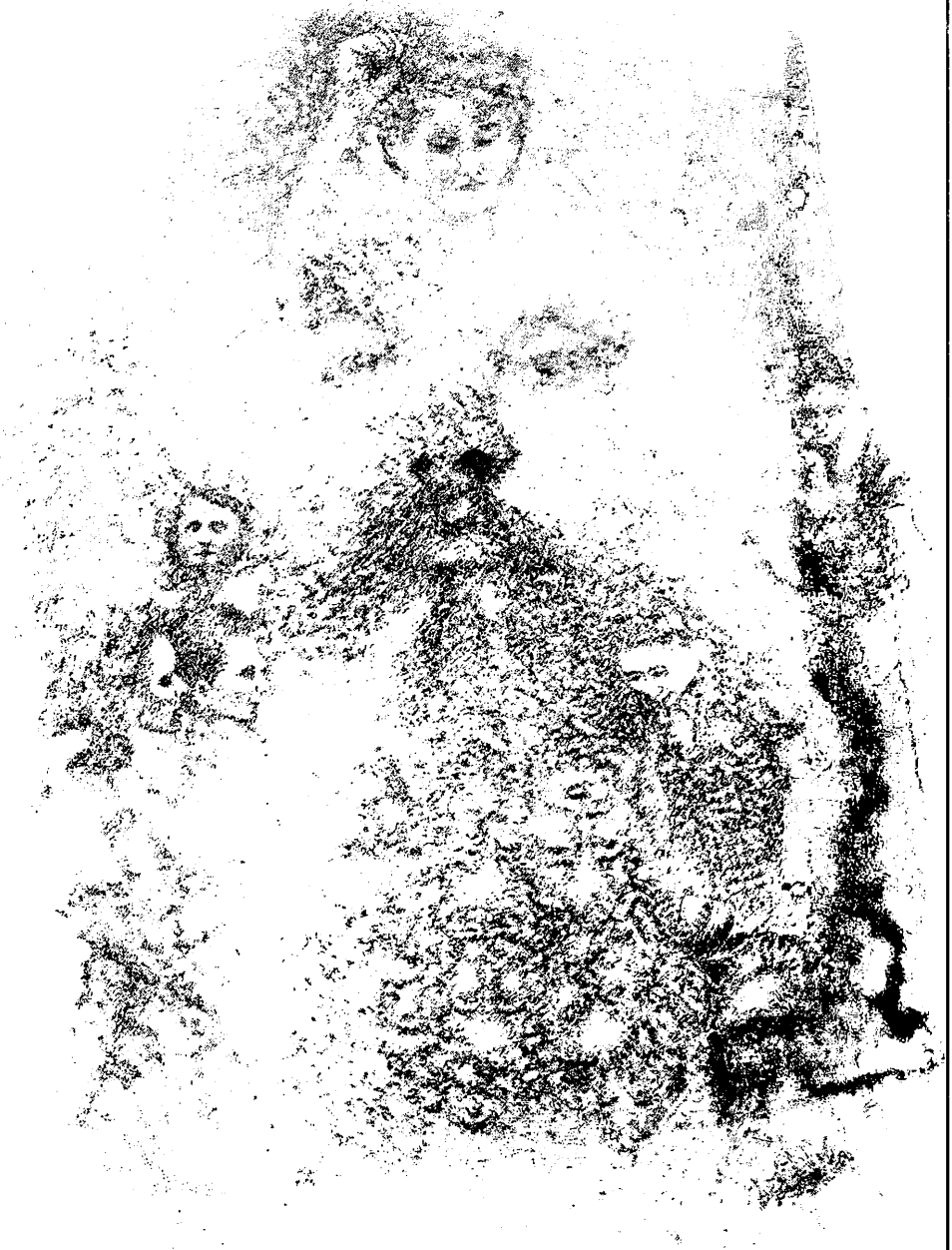
Les premiers communistes français

DANIELLE TARTAKOWSKY



PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

A Jeannine Monny. Cordial
Hommage de l'auteur
— fait !

Une documentation sur les publications de la fondation nationale des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée aux presses de la fondation nationale des sciences politiques
27, rue saint-guillaume, 75341 paris cédex 07

Les premiers communistes français

DANIELLE TARTAKOWSKY

FORMATION DES CADRES ET BOLCHEVISATION

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

© 1980 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
ISBN 2-7246-0439-3 broché

A JEAN MAITRON

REMERCIEMENTS

Qu'il me soit permis d'exprimer ici ma profonde gratitude à Claude Willard, à qui revient l'idée initiale de cette recherche qu'il a bien voulu diriger.

De dire ma reconnaissance à Madeleine Rebérioux, pour ses judicieux conseils.

Mes remerciements vont à la direction de l'Institut Maurice Thorez, et en tout premier lieu à mon ami regretté, Georges Cogniot. Sans les archives de la SFIC, auxquelles il m'a été permis d'accéder, cette thèse n'eût jamais été qu'hypothèse.

Mes remerciements aussi à André Moine, qui a très obligeamment mis à ma disposition le fruit de ses recherches concernant les éditions communistes ; à tous les chercheurs qui ont, deux années durant, participé à une commission de travail à l'Institut Maurice Thorez, et sans qui mon travail n'aurait jamais été ce qu'il est aujourd'hui.

Mes remerciements encore à Victor Fay, pour le temps qu'il m'a consacré, pour tous ses précieux avis.

Mes remerciements tout particuliers à Jacques Girault, pour sa part apportée à la relecture du manuscrit, ses remarques qui m'ont permis de l'enrichir.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 13

CHAPITRE I
LE PARTI COMMUNISTE
AU TEMPS DES ILLUSIONS PÉDAGOGIQUES
JANVIER 1921 — NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1922

1. Groupe dirigeant et avant-gardes révolutionnaires 22
2. Des propagandistes : les cadres de la SFIC 28
3. Pédagogie et politique 34
   L'Internationale : pour une propagande nouvelle 34
   La SFIC : économisme et pédagogisme 36
   La question du front unique : un révélateur 46

CHAPITRE II
LE PRIMAT DE L'ACTION
DÉCEMBRE 1922 — JANVIER 1924

1. Subordonner la propagande à l'action 52
2. Au feu de la conjoncture 55

CHAPITRE III

LE Vᵉ CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE ET LA « BOLCHEVISATION IDÉOLOGIQUE » DU PCF JANVIER 1924 — MAI 1926

1. L'ambiguïté du Vᵉ congrès (juin-juillet 1924) 60
   Pour une idéologie homogène : la théorisation du « léninisme » 61
   Pour une idéologie homogène : une organisation homogène . 66
2. La « bolchevisation idéologique » du PCF : premiers pas (1924-1925) 70
   La lutte contre la « droite » 70
   Pour une direction homogène : les écoles du Parti communiste français (1924-1925) 77
3. La « bolchevisation idéologique » du Parti communiste français au temps des circulaires (mai 1925-mai 1926) 94
   Pour une meilleure propagande des commissions d'agit-prop . 94
   La pratique et ses limites 96

CHAPITRE IV

L'ÉTIAGE MAI 1926 — JUILLET 1929

1. De nouveau la question russe... (mai 1926-novembre 1927) ... 104
2. « Classe contre classe » ou les déséquilibres de la pratique (novembre 1927-juillet 1929) 109

CHAPITRE V

LA QUESTION DU GROUPE DIRIGEANT JUILLET 1929 — 1933

1. Les impératifs contradictoires du Xᵉ plenum (juillet 1929-juillet 1930) 118
   Le Xᵉ plenum 118
   Les moyens du tournant : la politique de formation des cadres (juillet 1929-juillet 1930) 119

2. La « lutte » sur les deux fronts et ses exigences (juillet 1930-août 1931) 128
Le comité central de juillet 1930 128
Pour « la création d'une littérature communiste française » ... 130
La formation des cadres 132
3. Contribution à l'histoire du « tournant » d'août 1931 143
L'élimination du « groupe » Barbé-Célor 143
Les éléments constitutifs de la nouvelle direction 146
Les conditions de gestation du groupe dirigeant 151

Conclusion 159

Notes
Introduction 163
Chapitre I 166
Chapitre II 175
Chapitre III 177
Chapitre IV 190
Chapitre V 196

Index 213

Cartes par André Leroux

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEAR	Association des écrivains et artistes révolutionnaires.
AN	Archives nationales.
APP	Archives de la préfecture de police.
ARAC	Association républicaine des anciens combattants.
BC	*Bulletin communiste.*
BE	Bureau d'éditions.
BEDP	Bureau d'édition et de diffusion de la presse.
BP	Bureau politique (du PCF).
CB	*Cahiers du bolchevisme.*
CC	Comité central (du PCF).
CGT	Confédération générale du travail.
CGTU	Confédération générale du travail unitaire.
CGPT	Confédération générale des paysans travailleurs.
CE	Comité exécutif (de l'Internationale).
CI	*Correspondance internationale.*
ELI	Ecole léniniste internationale.
ES	Editions sociales.
ESI	Editions sociales internationales.
IC	Internationale communiste.
L'IC	*L'Internationale communiste.*
ICJ	Internationale communiste des jeunes.
ISR	Internationale syndicale rouge.
JC	Jeunesse communiste.
MOE	Main-d'œuvre étrangère.
PCF	Parti communiste français.
POP	Parti ouvrier paysan.
POSR	Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (de Russie).
PSI	Parti socialiste italien.
RC	*Revue communiste.*
SFIC	Section française de l'Internationale communiste.
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière.
SOI	Secours ouvrier international.
SRI	Secours rouge international.
USPD	Parti social-démocrate indépendant (Allemagne).

INTRODUCTION

> « Jamais la connaissance ne se trouve, comme le voudrait désespérément l'empirisme, devant un *objet pur* qui serait alors identique à *l'objet réel* dont la connaissance vise justement à produire ... la connaissance. » Louis Althusser, *Lire le Capital* [1].

Ambitieux, nos projets initiaux ne visaient à rien moins qu'à écrire une histoire du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres. Nous disposions de sources majeures pour en tenter l'essai mais, de par leur masse même, elles suscitaient plus de problèmes qu'elles n'en résolvaient. La première question qui se posa à nous fut donc de déterminer une voie d'approche capable de rendre compte de ce parti dans sa spécificité.

Le Parti communiste se donne comme « parti de type nouveau », mais ce n'est encore là qu'une autodéfinition. Consciente de ce que nous nous condamnions à la tautologie en nous enfermant — pour en préciser le sens — dans l'étude du discours que le parti tient sur lui-même, qu'on ne pouvait tenter d'en aborder l'histoire sans rejeter la conception, trop longtemps dominante, qui veut ne voir en lui qu'une essence dont il ne s'agirait plus que de savoir ce qu'elle dit ou ce qu'elle fait, nous comprîmes bientôt qu'il nous fallait écrire l'histoire d'un objet à construire, et dont les clés étaient ailleurs. C'est de cet ailleurs que nous nous sommes efforcée de partir.

Le Parti communiste français, longtemps SFIC (Section française de l'Internationale communiste), ressortit de deux réalités distinctes. Communiste, il se réclame d'une idéologie à laquelle la révolution d'Octobre, puis la création du premier Etat ouvrier confèrent une force matérielle dont aucune des idéologies socialistes n'avait jusqu'alors pu se prévaloir. Français, il prétend exercer ou exerce, sur le

terrain de la formation sociale française, une pratique politique conforme à l'idéologie dont il se réclame et qui seule peut l'exprimer. L'histoire du Parti communiste français[2] renvoie donc à la fois à l'histoire de la formation sociale française, dont il est partie intégrante, et à celle des forces qui s'affrontent à l'échelle mondiale et dont l'Internationale communiste est, pour cette période et en ce qui le concerne, l'élément déterminant. Deux histoires qui, pour l'essentiel, restent encore à écrire... L'affirmation de Gramsci selon laquelle ... « écrire l'histoire d'un parti ne signifie rien d'autre qu'écrire l'histoire générale d'un pays d'un point de vue monographique, mettant en évidence un aspect caractéristique »[3] ne pouvait donc être qu'une prise de position théorique peu susceptible de tenir lieu de méthodologie.

Pour échapper aux problématiques qui conduisent à surestimer tantôt la formation sociale française, tantôt l'Internationale communiste, au détriment l'une de l'autre et au mépris de la spécificité du Parti communiste, nous nous sommes attachée prioritairement au rapport qu'elles entretiennent l'une avec l'autre dans les années 1920. Croyant reconnaître là les données d'un problème qu'après Engels et Kautsky, Lénine avait analysé dans *Que faire ?*[4], celui de la « fusion de la théorie et de la pratique », nous avions résolu d'étudier « la pénétration du léninisme en France », pénétration dont le « parti léniniste » paraissait la première résultante et qui lui permettait de passer, au-delà d'un simple changement de sigle, de section de l'Internationale à l'état de parti véritable, capable d'une élaboration théorique et d'une pratique qui lui soit propre. Mais, parce que c'est prioritairement sous la forme d'une pratique politique qui ne fournit pas sa propre théorie que se donne le léninisme, parce que c'est sous cette forme que le découvre le mouvement ouvrier français, nous nous sommes heurtée à des difficultés plus considérables encore.

De par son mode de constitution et d'intervention (par et dans la conjoncture), le léninisme ne se présente jamais comme un tout achevé à l'aune duquel on pourrait, à chaque instant, mesurer le stade de fusion entre la théorie nouvelle et la pratique du mouvement ouvrier français, désigner ce qui est « déjà » léniniste, ce qui ne l'est pas « encore », ce qui mérite le statut de « révolutionnaire », ce qui reste « réformiste »[5]. Que signifie dès lors, au-delà de l'image, cette fameuse « fusion de la théorie et de la pratique » ? Comment convient-il de l'appréhender ? Parler de léninisme, n'est-ce pas poser l'existence d'une quelconque essence qui transcenderait

ses formes historiques d'apparition ? N'est-ce pas courir à une histoire rétroactive, voire apologétique ? Si la notion de « parti de type nouveau » ou de « parti léniniste » désigne bien une transformation, elle ne permet pas de la connaître[6]. Le léninisme est l'indice d'un problème, non le moyen de sa solution.

Parce que le rapport qui unit le mouvement ouvrier à la théorie n'est pas un simple rapport linéaire et pédagogique, il n'est pas davantage question de poursuivre dans l'après-guerre l'étude que Maurice Dommanget a consacrée à *L'introduction du marxisme en France*[7]. En réduisant le léninisme à ses seules racines théoriques, cela reviendrait, à son instar, à privilégier les seuls écrits au détriment des pratiques dans lesquelles la théorie s'investit. Ce serait passer à côté de l'essentiel : la rupture dans les conditions de pénétration de la théorie révolutionnaire et ses conséquences sur la théorie même, et se condamner à décréter, comme le fit un ouvrage récent, *Le marxisme introuvable...*[8], et le léninisme avec lui.

Parce qu'elle pose de prime abord l'absence d'apports théoriques du léninisme, dont elle limite l'originalité à son seul champ d'intervention : la Russie[9], une telle démarche conduit à sous-estimer, à nier selon toutes probabilités la conjoncture et, au-delà, l'histoire.

Enfin, il ne serait guère plus satisfaisant d'historiciser le léninisme au point de le faire disparaître. C'est assurément sous la forme du bolchevisme que les militants ouvriers français ont d'abord vécu le léninisme, avant même de le connaître ; mais parler de pénétration du bolchevisme en France, ou, comme le dira le Parti communiste lui-même, de « bolchevisation du mouvement ouvrier français », n'est-ce pas en rester à une problématique idéologique ? Décrire la façon dont les événements ont été vécus et non le pourquoi de ces événements, n'est-ce pas réduire le léninisme à une pratique, qui plus est, à un moment de cette pratique ? Les mêmes objections se retrouvent à l'égard d'une étude du « stalinisme »[10] posant comme établie l'existence d'une coupure théorique et pratique à partir de 1924. Dans l'un et l'autre cas, la conjoncture est surestimée et, qui plus est, telle ou telle partie d'elle-même.

Une histoire ainsi comprise ne peut qu'être une histoire des « modèles » et de leur conformité. Elle permet de connaître des segments d'histoire du Parti communiste français, mais rend impossible à poser et surtout à résoudre, autrement que par des déterminations strictement externes, le passage d'un des segments à l'autre, la fameuse question des « tournants ». Elle est enfin prise de parti sur le léninisme lui-même, qui se trouve écartelé au point d'en perdre

tout droit à l'existence. On débouche sur une histoire idéologique, non pas sur une histoire de l'idéologie. C'est cette histoire qu'il s'agit de faire.

Nous refusant à faire de l'idéologie révolutionnaire, quel que soit le nom qu'on lui donne, une doctrine achevée dont il ne s'agirait que de prendre de mieux en mieux connaissance, nous voudrions montrer, après Claude Willard [11] et Rolande Trempé [12], comment celle-ci se constitue au travers d'un certain nombre de pratiques matérielles dont la nature même imprime à l'idéologie ses caractères et ses limites.

Analysant, à ce propos, le rapport que Lénine entretient avec Marx, Etienne Balibar écrit :

> Lénine désigne l'exactitude et la fidélité à la théorie révolutionnaire de Marx et Engels comme une condition préalable, dans le temps même où il la produit comme le résultat d'une pratique à la fois théorique et politique que rien ne garantissait au départ. C'est que Lénine (et avec lui les révolutionnaires bolcheviques) [on peut ajouter le mouvement ouvrier français] subissait pour la première fois dans l'histoire du marxisme ... les effets d'une conjoncture révolutionnaire au cours de laquelle la théorie et la pratique du mouvement ouvrier ont à se refondre sur des bases nouvelles [13].

On ne saurait, de fait, définir le léninisme par référence à la seule théorie ou à la seule pratique, mais bien par le rapport nouveau qu'elles entretiennent l'une avec l'autre, et dans lequel la pratique devient pour un temps dominante et déterminante.

Ce que la crise de 1917 et ses prolongements affectent, c'est moins la théorie révolutionnaire que les conditions de sa « fusion » avec le mouvement ouvrier. Il s'agit donc moins de comparer l'une à l'autre deux idéologies [14], fût-ce en les réduisant à leurs éléments simples, que de déterminer les causes qui, à l'échelle mondiale, ont produit, en 1917 et au-delà, de façon inégale, un bouleversement du champ idéologique dont le « léninisme » et les « partis de type nouveau » sont également mais non exclusivement les effets ; de déterminer ensuite les conséquences de ce bouleversement.

Un bref rappel des conditions de « fusion de la théorie et de la pratique » dans la France d'avant 1914 et pour le mouvement ouvrier le fera mieux apparaître [15].

Pour l'emporter sur la résistance des anciennes classes dirigeantes, la bourgeoisie française a dû s'appuyer, au XVIIIe siècle, sur une large alliance réunissant la petite-bourgeoisie démocratique et, sous

son hégémonie, la paysannerie et les classes populaires [16]. Elle s'est, de ce fait, constituée non seulement comme « classe dominante », mais, pour reprendre la formule de Gramsci, comme « classe nationale dirigeante » [17].

A la faveur de la lutte de longue durée qu'elle a dû déployer, a surgi cette idéologie politique dominante de masse qu'est le jacobinisme. Elle repose, face à la vieille idéologie des ordres, sur les deux notions complémentaires de nation et de sujet qu'un système d'appareils idéologiques pérennise [18]. Le suffrage universel et la propriété parcellaire en sont les deux pièces maîtresses. Ils sont les composantes indissociables d'un réformisme politique, par le biais duquel la bourgeoisie asseoit son hégémonie à partir des années 1880. La contraignant à des compromis avec les classes moyennes, il confère à ces dernières un rôle dirigeant (mais non pas dominant) qu'elles exercent jusque sur la classe ouvrière même. Si le suffrage universel est un moyen d'émancipation qui permet une intervention précoce des masses ouvrières dans le champ politique, il reste longtemps un frein à leur expression autonome. « La conscience de classe se trouve constamment modulée — ou occultée ? — par un fait national essentiel : la conscience républicaine ... La république sociale ? Certes, mais le nom précède l'adjectif. [19] » Prisonnier d'un réformisme politique qui l'organise, le mouvement ouvrier se nourrit d'illusions démocratiques. Attaché à un suffrage universel acquis au prix de longues luttes, il a le sentiment d'être partie prenante à une nation qu'il entend défendre. L'école nourrit ces illusions. Elle contribue à faire des questions de l'Etat et de l'idéologie des points aveugles à la conscience du mouvement ouvrier.

De par l'importance de l'instruction civique, de l'histoire, du *Français national* [20], elle apparaît comme le lieu où les classes s'abolissent par la puissance du savoir. La constitution d'un puissant corps d'instituteurs ne donne-t-elle pas une matérialité nouvelle à l'idéologie jacobine ? Ne sont-ils pas le passage obligé de toute promotion sociale désormais possible ? Ils prennent, en tout cas, le relais des « grands intellectuels » dans l'organisation d'une hégémonie qui imprime ses effets contradictoires jusque dans la structure et la pratique du mouvement ouvrier [21]. Si son caractère émancipateur est indéniable, l'école n'en entretient donc pas moins des illusions idéalistes et pédagogiques jusque dans la classe ouvrière (mythe de l'école égalitaire, de la raison triomphante, du creuset national). Quand une fraction du mouvement ouvrier l'attaque comme « école de classe » [22], c'est pour placer ses espoirs en une autre école, une

autre culture. Culture et contre-culture sont longtemps perçues par lui comme des moyens privilégiés de transformation sociale [23].

La force de l'idéologie républicaine est ainsi telle qu'elle suffit à neutraliser politiquement la classe ouvrière. Rendant inutile, après la Commune de Paris, et jusqu'en 1934, l'intervention des appareils répressifs sur le terrain politique [24], ce réformisme a toutefois un contrepoint : les droits du « travailleur » étant d'autant plus faibles que le « citoyen » a plus de pouvoir, la France est alors même celui des pays d'Europe occidentale où la législation sociale est la moins étendue [25]. En l'absence de tout réformisme social et soumis aux appareils répressifs qui interviennent, en revanche, avec violence sur le lieu de la production, le syndicalisme se veut donc, quant à lui, révolutionnaire. C'est, dès lors, prioritairement sur le terrain des grèves que s'effectue la rencontre entre une classe ouvrière morcelée du fait des structures socio-économiques de la France et la « théorie révolutionnaire » [26]. Les conséquences en sont multiples et durables. « L'idéologie, écrit Yves Lequin, s'affirme au plus fort de la lutte revendicative ; or celle-ci ne dure jamais très longtemps. Après la victoire ou avec l'amélioration de la conjoncture, la retombée n'entraîne-t-elle pas celle de l'adhésion théorique ? Les conditions mêmes d'implantation des idéologies portent les germes de leur disparition possible dans un délai très rapide. [27] » Si les masses ouvrières sont en lutte, la classe ouvrière ne se constitue qu'avec lenteur.

Parce qu'il n'y a pas d'extériorité aux luttes de classe, le mouvement ouvrier se constitue donc et ne peut se constituer que dans l'appareil idéologique politique dont il est initialement partie intégrante mais non dissociable. S'agissant de la France, ce dernier détermine la fameuse césure entre syndicat et parti, qui n'est que la matérialisation dans le mouvement ouvrier de la coupure introduite par l'idéologie jacobine entre le « citoyen » et le « travailleur » ; il répond de ce qu'à partir de leurs congrès d'unification respectifs, SFIO et CGT fonctionnent comme deux partis ouvriers ayant des divergences clairement perçues comme telles, tant sur le plan de la stratégie que de la tactique ; il rend enfin compte de ce réformisme structurel inhérent au mouvement ouvrier français, et qui le réduit à l'impuissance dès lors que se trouve posée la question de l'Etat.

En restructurant le champ des luttes de classe, la crise ouverte par la guerre et qui culmine avec la victoire de la Révolution russe affecte et modifie les conditions d'implantation des idéologies socialistes ; elle modifie, du même fait, le procès de formation de la conscience de classe. Les mutations et reclassements, qui étaient

esquissés dès avant 1914, s'accélèrent [28] à sa faveur. Cégétistes et socialistes se retrouvent dans des organismes qui soutiennent l'Union sacrée ou qui, au contraire, la combattent (comité d'action SFIO-CGT, CRRI) [29] ; après l'armistice, et devant l'existence de ce premier Etat ouvrier qu'est la Russie soviétique, les liens se maintiennent et parfois se renforcent. Face au comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale, où se retrouvent tout à la fois des militants issus du syndicalisme et d'autres, plus nombreux, issus de la SFIO, se tissent des relations toujours plus étroites entre Albert Thomas et Léon Jouhaux [30].

A l'opposition traditionnelle entre parti et syndicat se substitue donc, progressivement, une nouvelle ligne de partage qui sépare, avec quelques incertitudes, les révolutionnaires des réformistes. Ce dernier courant regroupe ceux qui restent attachés à une politique de présence dans les affaires de la nation et ne reconnaissent à l'expérience soviétique aucune portée internationale ; le courant révolutionnaire rassemble, au contraire, ceux qu'animent un même refus de l'Union sacrée, une volonté commune de soutenir la Russie soviétique.

A la différence de ce que furent les grèves, cette dernière constitue un élément de permanence à la faveur duquel il devient possible au mouvement ouvrier français de capitaliser ses acquis, de consolider ses victoires et d'atténuer ses défaites. Extérieure à la formation sociale française, elle pose en des termes nouveaux la fameuse question de la « fusion de la théorie et de la pratique », de l'extériorité de l'une par rapport à l'autre.

De par le rôle qui fut le leur dans le développement de la révolution bourgeoise, les écrivains ont longtemps joui, en France, d'un statut « d'éclaireurs » ou « d'éducateurs » du peuple [31] qui leur était d'autant plus volontiers reconnu que le « rôle dirigeant de la classe ouvrière » tardait à s'affirmer. L'affaire Dreyfus leur permit de franchir une étape nouvelle. Du fait de l'inadaptation des organisations politiques (et en particulier des organisations ouvrières) à la lutte qui s'était engagée de façon spontanée, surgirent en effet de véritables organisations (Ligue des droits de l'homme, Ligue de l'enseignement) qui rangèrent, par leur intermédiaire, de larges fractions de la classe ouvrière sous la direction des classes moyennes. Le mouvement ouvrier s'en trouva lui-même affecté. On doit à cette situation que les intellectuels constituent à la veille de la guerre l'essentiel des cadres de la SFIO. Ils développent en son sein un socialisme d'éducation susceptible de dissiper, comme l'écrivait alors Jaurès, « les fan-

tômes de la nuit »[32], et se donnent donc comme les détenteurs privilégiés d'un « savoir » que la classe ouvrière se doit « d'apprendre » et lui insufflent une idéologie radicale dont elle commençait à peine à s'émanciper.

C'est au contraire, après 1917, au premier Etat ouvrier, à l'Internationale communiste, comprise comme l'un des moyens de l'organisation hégémonique de la classe ouvrière au pouvoir, qu'il revient de transmettre une théorie dont ils se présentent comme les premiers effets. Parce que, de par leur existence même, ils produisent l'un et l'autre des effets politiques et pratiques dans le mouvement ouvrier français et, au-delà, dans la formation sociale tout entière, les liens qu'entretient l'Internationale avec sa section française (et, dans une moindre mesure, avec les masses ouvrières) ne relèvent plus prioritairement de la pédagogie. Celle-ci n'est plus la forme privilégiée de transmission de l'idéologie[33]. Il semble, du reste (encore qu'on ne puisse, ici, aborder ce point capital autrement que sous la forme d'une hypothèse) qu'en Russie soviétique même, l'appareil scolaire n'occupe alors plus une place dominante dans le système des appareils idéologiques que met en place l'Etat ouvrier. Ce rôle paraît dévolu à l'appareil politique[34].

Savoir jusqu'à quel point ces mutations que subit le mouvement ouvrier remettent en cause l'empreinte dont le marquait jusqu'alors l'idéologie dominante conduit à étudier l'ampleur des variations qui affectent la propagande du Parti communiste, sa place et sa fonction. Etant donné son rôle déterminant au sein de la SFIO, elle apparaît comme un révélateur possible de cet objet que l'expression de « parti de type nouveau » désigne mais ne décrit pas.

On est rapidement contraint à distinguer — comme le fait l'Internationale communiste — entre la propagande qu'elle destine au parti, et l'agitation qui s'adresse aux plus larges masses, ce qui est une première indication de ce que le statut de la propagande, et dès lors de la politique, est déjà plus ce qu'il était avant guerre.

Que l'étude des *Ecoles et des éditions communistes*[35], qui sont les principaux supports de cette propagande ainsi repensée, conduise à une première approche de la formation des cadres du Parti communiste français est plus révélateur encore de ce qu'est le Parti communiste, des conditions spécifiques qui ont présidé à sa gestation et à son développement.

CHAPITRE I

LE PARTI COMMUNISTE AU TEMPS DES ILLUSIONS PÉDAGOGIQUES

janvier 1921 - novembre-décembre 1922

1. GROUPE DIRIGEANT ET AVANT-GARDES RÉVOLUTIONNAIRES

> « La transformation du vieux type de parti européen parlementaire, réformiste à l'œuvre et légèrement coloré d'une teinte révolutionnaire, en un nouveau type de parti, vraiment communiste, est chose extraordinairement difficile. C'est certainement en France que cette difficulté apparaît le plus nettement. » Lénine [1].

> « Ne nous endormons pas sur votre victoire de Tours. Elle n'est qu'un premier pas sur le chemin difficile de l'action révolutionnaire. Les minorités se montrent toujours plus agissantes que les majorités. Ne l'oublions pas. Il nous reste à *faire de notre majorité communiste une majorité de communistes.* » Paul Vaillant-Couturier [2].

Parti tendanciellement capable d'assurer l'hégémonie du prolétariat en brisant les formes d'organisation hégémonique traditionnelle de la grande bourgeoisie qui produisent leurs effets jusque dans le mouvement ouvrier, le parti de type nouveau ne peut se constituer (et plus encore se développer) qu'à la faveur d'une crise révolutionnaire. Aussi la question de l'Etat, de sa nature de classe, est-elle au cœur des débats du congrès constitutif de l'Internationale communiste (mars 1919) [3], qui s'assigne comme objectif d'organiser le mouvement révolutionnaire par une rupture théorique et pratique avec la conception du parti de la classe ouvrière développée par la Deuxième Internationale.

Une telle rupture ne saurait être, toutefois, le fait d'un quelconque subjectivisme. Si elle se produit en Allemagne et en Italie, c'est que les partis communistes naissent à la faveur d'une crise qui affecte la formation sociale tout entière et, par là même, l'appareil d'Etat [4]. Des luttes s'y engagent sur des terrains que l'idéologie dominante ne désigne pas comme lieu du politique, sur des objectifs qui visent à assurer, par le truchement d'une pratique nouvelle de la politique, l'hégémonie du prolétariat (prise du pouvoir d'Etat, con-

seils ouvriers). Elles voient surgir des cadres qui, de par l'intervention à la fois théorique et pratique qui est leur, deviennent les noyaux dirigeants des Partis communistes allemand et italien (Rosa Luxemburg et les Spartakistes, Gramsci et l'*Ordine nuovo*). Construire une organisation communiste en Allemagne ou en Italie suppose donc de s'appuyer sur ces noyaux communistes pour obtenir le ralliement de la majorité du PSI ou de l'USPD, et combattre les idées spontanéistes et gauchistes de groupes dont il convient d'utiliser le potentiel révolutionnaire. Ces deux fronts sont d'un inégal intérêt stratégique. L'existence d'une crise révolutionnaire fait que la gestation d'un groupe dirigeant a précédé la création de partis au sens propre du terme. Parce que ceux-ci ne sauraient se développer sans que les noyaux communistes n'opèrent leur liaison avec les plus larges masses, la lutte contre « la maladie infantile »[5] est, les concernant, une tâche prioritaire.

Toute différente est la situation française : sortie victorieuse de la guerre, harcelée mais jamais menacée dans ses formes hégémoniques, la bourgeoisie demeure maîtresse du terrain politique et idéologique ; elle contient la classe ouvrière par un appareil d'Etat solide. Si crise il y a bien en 1919-1920, celle-ci se limite au seul mouvement ouvrier[6]. Les luttes qui se développent ne peuvent être, par conséquent, que sectorielles. Elles se cantonnent aux terrains étrangers à la vie politique dite « normale ». Celui des grèves d'abord, dont la bourgeoisie peut espérer limiter l'ampleur du fait des conditions de la paix, des espoirs qu'elle véhicule. Celui de la défense de la Russie soviétique ensuite. Bien que désignés comme décisifs par l'Internationale communiste[7], ces terrains ne sauraient, de par leur extériorité même, mettre en péril un Etat qui reste assez puissant pour que les avant-gardes révolutionnaires portent jusque dans leurs divisions l'empreinte d'une idéologie demeurée dominante.

Au lendemain du congrès constitutif de l'Internationale communiste (où la France est représentée par la gauche zimmerwaldienne), ce sont, en effet, des avant-gardes révolutionnaires qui se structurent pour répondre à son appel, au risque de se figer dans leur diversité. Le groupe de *La Vie ouvrière*, qu'anime Monatte, réunit les syndicalistes zimmerwaldiens décimés par le ralliement de Merrheim et de Dumoulin à la majorité confédérale (avril 1919) ; le squelettique Parti communiste de Péricat rassemble les syndicalistes anarchistes (mai 1919)[8] ; le comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale prend naissance, en mai 1919, sur les ruines du CRRI, et témoigne de la radicalisation de l'extrême gauche de la SFIO. Souvarine en

assure le secrétariat ; le mouvement Clarté (mai 1919) entend d'abord rassembler les intellectuels révolutionnaires, les pacifistes libéraux et les socialistes sur un programme humaniste, mais évolue bientôt dans le sens d'une défense de la Russie soviétique [9]. La Fédération nationale des jeunesses socialistes-communistes, enfin, naît, en 1920, d'une scission précoce au sein des jeunesses socialistes divisées devant l'expérience soviétique.

C'est par le canal de ces diverses organisations que l'Internationale imprègne la France de sa propagande [10]. La Librairie de l'Humanité, la Librairie du travail [11], les Editions Clarté et la Bibliothèque communiste [12] éditent ou rééditent les textes traduits du russe et d'abord publiés en Suisse ou en Russie, sans offrir pourtant la même image de l'expérience soviétique.

Toutes font état des réalisations du bolchevisme. L'image de Lénine, homme d'Etat, prime en conséquent sur toute autre. Des quatre textes de Lénine édités à Genève durant la guerre [13], la *Lettre aux ouvriers américains* [14], qui expose le pourquoi de Brest-Litovsk et la nature de l'Etat qui se construit, a seule été publiée en 1918. Il faut attendre le triomphe de Lénine homme d'Etat pour que Lénine théoricien du parti de type nouveau puisse se faire entendre — encore n'est-ce que de milieux restreints.

Les éditions nées de la guerre ou d'un soutien direct à la Révolution russe publient un certain nombre d'ouvrages de Lénine, Boukharine et Trotsky [15], exposant les principes du nouveau régime. Un régime que la Librairie de l'Humanité n'aborde, quant à el[l]
que par le seul biais des documents gouvernementaux (*Constit*
de la RSFSR, L'œuvre économique de la République des S
S'agit-il de défendre ce nouveau régime, et les différences
Celles-là éditent, ou simplement diffusent, la *Lettre*
américains, et publient nombre de textes dénonçant la po
Alliés vis-à-vis de la Russie soviétique [16] ; celle-ci contribue à
collectif de défense en éditant les interventions parlementaires
Cachin, Lafont, Mayeras, critiquant la politique du gouvernemen
français à l'égard du nouvel Etat. Qu'on en vienne au Parti bolchevique et plus encore à l'Internationale, et les divergences se font plus grandes encore. Considérant que ce qui se produit en Russie est strictement russe et ne saurait dès lors avoir une quelconque incidence au-delà de ses frontières, la Librairie de l'Humanité ne publie aucun des textes relatifs au parti, aucun des manifestes de l'Internationale. Aborde-t-elle ces problèmes, qu'elle le fait en donnant la parole à ces cadres traditionnels du mouvement socialiste que sont

les intellectuels français : c'est à un professeur agrégé de la Faculté de droit qu'elle confie le soin de rendre compte du IIe congrès de l'Internationale communiste [17] ; c'est à Mathiez qu'il revient de fournir une interprétation globale du bolchevisme : elle est — on s'en doute — strictement jacobine [18].

La Librairie de l'Humanité ne publie pas Lénine. Fidèle à son passé [19], elle édite ou réédite, en revanche, certains écrits théoriques des dirigeants de la Deuxième Internationale, tels Kautsky et Otto Bauer ; elle consacre nombre de ses publications à un Parti socialiste dont elle ne remet en cause ni l'existence ni la pratique. Ses ouvrages publiés ne sont le plus souvent que la simple reprise des interventions parlementaires des élus socialistes.

A ces cadres hérités du passé, les autres centres d'édition tentent d'en opposer de nouveaux. Tous exaltent l'aventure soviétique en donnant la parole à ces témoins d'abord forcés de la Révolution russe que sont Pascal, Sadoul ou Marchand, et qui se sont rangés au rang de ses fidèles soutiens [20], ou aux intellectuels pacifistes tel Barbusse [21]. La conjoncture est venue rapprocher ces hommes qui, pour certains, sont nouveaux à la politique, des avant-gardes révolutionnaires et pacifistes ; ils leur parlent depuis le poste avancé qui est le leur et qui leur confère un prestige à la taille de l'expérience qu'ils traversent. Un poste pourtant trop éloigné des lignes françaises pour qu'ils puissent prétendre à autre chose qu'à une intervention ponctuelle. Ils témoignent.

Dépasse-t-on ce simple témoignage que des divergences surgissent au sein même de ces avant-gardes qui, à la différence de la Librairie de l'Humanité, consacrent pourtant aux textes de l'Internationale une place dominante. La Librairie du travail traite du rôle des syndicats dans la Révolution russe (et cette étude se double d'une réflexion sur l'attitude des syndicats français durant la guerre), d'un rappel des positions théoriques anciennes [22], mais ferme ses portes tant aux intellectuels pacifistes qu'au comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale ; Internationale avec laquelle, du reste, elle polémique [23].

Les Editions Clarté et la Bibliothèque communiste présentent une parenté plus grande, et se rangent l'une et l'autre sur les positions de l'Internationale. La Bibliothèque communiste est pourtant seule à diffuser l'essentiel des textes théoriques et ceux qui sont relatifs au parti de type nouveau (63 % de ses publications) [24]. Encore se borne-t-elle, pour l'essentiel [25], à reproduire sur ce sujet les seules éditions de l'Internationale.

Unies dans leur volonté de défendre la Russie soviétique, les avant-gardes révolutionnaires offrent donc du bolchevisme une image morcelée, réductrice et doublement contradictoire [26]. Contradictoire, puisque cohabitent dans chacun de leurs centres d'édition des textes français et des textes russes dont la compatibilité est loin d'être évidente. Contradictoire encore puisque, loin de porter sur elles-mêmes un regard critique, de s'interroger, à la lumière de l'expérience soviétique, sur la nécessité qu'il y aurait à articuler leur propre pratique sur celle des autres, elles donnent au contraire de cette expérience une interprétation qui demeure à l'image des pratiques limitées qui sont leurs.

Si l'Internationale se félicite de ce que certaines d'entre elles participent à son IIe congrès [27], elle ne saurait moins que partout ailleurs s'en satisfaire. C'est parce que les avant-gardes françaises se sont constituées en dehors d'une crise de l'appareil d'Etat, et qu'elles sont, dès lors, sans prise sur une organisation hégémonique qui continue à les marquer de son empreinte, que l'Internationale s'efforce d'obtenir la participation, puis le ralliement, de l'organisation social-démocrate, pourtant la plus éloignée de ses thèses. De par la nature de l'appareil d'Etat, des liens qu'elle entretient avec lui, des instruments de masse dont elle dispose, la SFIO est, plus que dans tout autre pays, le rouage indispensable à la construction d'un parti de type nouveau.

Un parti politique de la classe ouvrière, écrit Etienne Balibar, est inévitablement pris dans le jeu d'une contradiction ... D'un côté, il représente l'accès du prolétariat à l'autonomie politique, la forme sous laquelle le prolétariat peut diriger lui-même sa propre lutte de classe à partir de sa propre base sociale, sur ses propres positions idéologiques, en se dégageant de l'emprise de l'idéologie bourgeoise dominante ... Mais au même moment, parce que la lutte de classe du prolétariat ne se déroule pas en dehors des rapports sociaux existants, et pour lui conférer tout l'ensemble de ses dimensions politiques, du haut en bas de la pratique sociale, il faut que le parti de la classe ouvrière s'insère dans le jeu de la « machine » d'Etat bourgeoise : précisément dans le jeu de l'appareil idéologique d'Etat politique [28].

En 1920, le ralliement de la SFIO est indispensable à cette « insertion ». « On peut, poursuit Etienne Balibar, s'insérer dans une machine comme un rouage ou comme un grain de sable qui la grippe. »

Si tel est bien l'enjeu du congrès de Tours [29], force est aussitôt de constater que, de par les caractéristiques qui sont siennes et rendent

précisément son ralliement déterminant, la SFIO ne saurait encore, au lendemain de Tours, s'insérer dans la « machine » d'Etat que comme un rouage. Parce que c'est pourtant avec et contre elle qu'il s'agit d'avancer, « l'opportunisme de droite » est, en France, à l'inverse de l'Italie ou de l'Allemagne, le danger principal. L'Internationale ne saurait toutefois s'appuyer, pour le combattre, sur des noyaux communistes comparables aux avant-gardes allemandes ou italiennes.

2. DES PROPAGANDISTES : LES CADRES DE LA SFIC

La propagande était, avant-guerre, le maître mot d'une SFIO qui faisait du Parlement et de la presse ses moyens d'expression privilégiés. Les mutations qui l'affectent dès avant 1914, et la conduisent à s'interroger sur le moyen d'une propagande plus efficace parce que plus liée aux luttes, ne sont pas telles qu'elles remettent en cause son primat, celui des cadres qui en sont issus.

A la différence du SPD allemand qui s'est doté, dès 1906, d'une école de cadres fréquentée par quelque deux cents étudiants, et où enseignaient Bebel, Rosa Luxemburg, Heinrich Cunow et Franz Mehring [1], la SFIO ne s'est, en effet, jamais préoccupée de former ses propres cadres [2] ; elle les a largement recrutés parmi ceux que Gramsci a nommé les « intellectuels traditionnels ». En 1914, quarante-trois de ses cent trois députés sont avocats, enseignants, journalistes ou médecins [3]. De par leur formation, et en l'absence de toute crise qui viendrait bouleverser leur idéologie ancienne en les confrontant à des cadres d'un autre type, ils revendiquent, au-delà même de la guerre, d'être des « phares ». Dans un discours prononcé le 18 mars 1919 devant les étudiants socialistes révolutionnaires, Marcel Cachin peut ainsi déclarer :

> Après l'effroyable cataclysme que nous venons de subir, la victoire sera aussi lourde pour le vainqueur que pour le vaincu. Il faut donc que les masses populaires soient éduquées afin qu'elles puissent être prêtes le jour où, à la théorie, devra succéder l'action pratique et vigoureuse qui mettra fin au régime honteux sous lequel nous vivons. Cette tâche, c'est à vous, étudiants socialistes, qu'elle est dévolue [4].

De telles déclarations ne sont pas isolées [5]. Elles nourrissent des illusions pédagogiques, que le parti né à Tours ne récuse en rien.

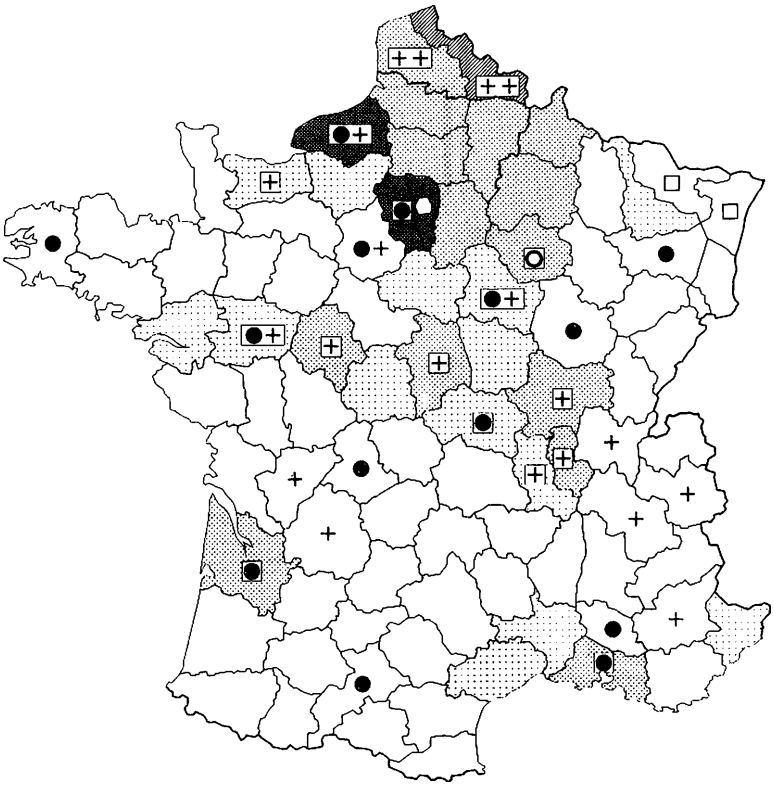
Son comité directeur, réuni au lendemain du congrès de Tours, met en place quatre commissions. Les trois premières doivent lui permettre d'assurer sa réorganisation interne : il s'agit des commissions des Finances, Archives, Statuts et règlements. A la quatrième, consacrée à la propagande, et à elle seule, revient d'assurer la liaison

du parti avec les masses[6]. Le jeune parti lui accorde d'autant plus d'importance qu'il place toute sa confiance dans les armes que la scission lui a conservées et qui sont les seules dont il dispose. S'il a perdu la plupart des parlementaires de la SFIO[7], il a pu sauver l'essentiel de la presse social-démocrate[8]. On continue à lire *L'Humanité, La Voix paysanne,* on continue à lire ceux des journaux de province demeurés au parti[9]. De par leur tirage et leur répartition, ils matérialisent, et sont seuls à le faire, une assise de masse que le parti se doit de gagner et d'affermir[10]. Ces moyens d'expression demeurent, comme la direction même du parti, aux mains des cadres issus de la SFIO. Le comité directeur de la SFIC, élu par le congrès de Marseille en décembre 1921, compte vingt-trois journalistes, médecins et instituteurs pour un seul ouvrier[11]. La propagande demeure, de son côté et comme par le passé, le fait essentiel des intellectuels. De 1921 à 1922, la Librairie de l'Humanité publie vingt-six brochures françaises. Leurs auteurs se répartissent ainsi : sept parlementaires ; huit intellectuels (avocats, instituteurs, « grands intellectuels ») ; quatre « témoins » de la Révolution russe ; deux rééditions de « classiques » du socialisme. Un seul texte émane du Parti communiste français en tant que collectif : il s'agit du rapport au IIe congrès du parti.

A des intellectuels sont encore confiés l'essentiel des cours prononcés devant l'école communiste-marxiste de Rappoport, devant l'école du propagandiste, aux objectifs pourtant plus politiques, sur laquelle nous reviendrons. Des critères universitaires ont, du reste, prévalu au choix des enseignants dont on n'a éliminé que « les majoritaires traîtres au marxisme, sans hésiter à s'adresser même aux grands savants de bonne foi »[12]. Les enseignants sont rétribués. Ces mêmes intellectuels rédigent la plupart des articles de fond et plans de conférence destinés à alimenter, par le canal du *Bulletin de la presse de province* (créé en 1921), et aux fins de les mieux uniformiser, les journaux provinciaux[13]. Par le biais de ces divers moyens d'expression qui leur appartiennent parfois en propre[14] et ne sont, dans le meilleur des cas, que formellement soumis au contrôle du parti[15], ils ne peuvent insuffler que l'idéologie qui reste leur.

Nous n'en voulons pour exemple que les pétitions de principe de ces deux revues, dont un rapport de l'Internationale dit pourtant qu'elles sont « les deux grands ravitailleurs en idées et précieuses informations du parti »[16]. Leurs titres seuls indiquent déjà la volonté de renouveau. Il s'agit de *La Revue communiste*[17] et du *Bulletin communiste*. « L'une des tâches principales de la revue sera d'étudier

Carte 1. La presse communiste en 1921.



Vente de l'*Humanité* quotidienne

- plus de 4000 exemplaires
- 2000 à 4000 exemplaires
- 1000 à 2000 exemplaires
- 500 à 1000 exemplaires
- moins de 500 exemplaires

Source : AN F7 13 983, 19 septembre 1921.

1921 ○ / 1922 □ existence d'un quotidien

1921 ● / 1922 + existence d'un hebdomadaire

Source : AN F7 13 090, 25 avril 1921. Congrès de Paris

cf. : Sources

à fond les causes de l'effondrement de la Deuxième Internationale et les moyens d'éviter à l'humanité le retour d'un pareil désastre », dit l'éditorial du premier numéro de *La Revue communiste*[18]. Le *Bulletin communiste* entend, quant à lui, lutter contre le sous-développement théorique du mouvement ouvrier, responsable, à ses yeux, de la faillite de 1914. Il s'attaque aux dirigeants sociaux-démocrates dont l'intérêt était de « gouverner une masse aveugle, d'autant plus faible à leurs entreprises personnelles qu'elles étaient moins aptes à former leur jugement »[19]. « L'idéal de l'Internationale est [au contraire] que les militants puissent tous ou presque tous accéder aux fonctions et aux responsabilités dictatoriales [sic] ... Plus il y aura dans le parti d'hommes utiles, je veux dire de militants instruits, moins il y aura d'hommes nécessaires, d'hommes soi-disant indispensables », écrit Dunois qui poursuit, après avoir déploré que « le communisme doctrinal ait [en France] moins d'attraits que le communisme de mouvement ... pour agir il faut savoir, et savoir c'est avoir compris ... La force incomparable du Parti bolchevique avant la révolution de Novembre ne lui venait nullement du nombre de ses inscrits — il était relativement faible — mais de la qualité intellectuelle de ses adhérents »[20]. Le *Bulletin communiste* consacre, du reste, de nombreux articles à ces problèmes pour lesquels l'Allemagne reste la référence obligée.

S'agit-il alors, pour un parti qui a malgré tout perdu une partie de ses cadres, de former ceux qui vont les relayer, et c'est tout naturellement en terme de propagandistes qu'il pose le problème. Lors du congrès administratif de mars 1921, Frossard se plaint de ce que le parti n'ait pu conserver que trois délégués à la propagande[21]. La fédération de la Seine, prépondérante dans le nouveau parti[22], est la première à réagir ; elle se dote, dès janvier 1921, d'une école du propagandiste (le projet était, du reste, antérieur à la scission). Dominée par la personnalité de Rappoport qui dirige, depuis mars 1919, une école « communiste-marxiste »[23] dont elle se réclame, l'école du propagandiste est un organisme de la fédération de la Seine. A la différence de ce que seront ultérieurement les écoles du parti, celle-ci n'est donc ni centrale, ni nationale et reproduit, jusque dans les structures mêmes du parti, le rôle majeur de Paris en matière culturelle. Dirigée par un conseil d'études[24] et soumise au contrôle de la commission de propagande que le conseil fédéral de la Seine a élue en mars 1921[25], elle est l'expression de cette fraction que constitue au sein du parti la fédération de la Seine, et dont elle cherche à étendre l'influence.

Elle s'adresse à des militants (ou de « futurs militants », comme les appelle Rappoport [26]) choisis par les sections communistes de la région parisienne. Prévue pour cent cinquante élèves, elle en recevra cent sept lors de sa première année d'existence. *L'Humanité* du 27 janvier 1921 en publie la liste nominale. « Tout en n'ayant pas à votre disposition beaucoup de loisirs, beaucoup de connaissances ni d'instruction, puisque vous appartenez à la classe exploitée, leur dit Rappoport ... vous aurez la possibilité d'avoir une vue générale sur le développement de la société humaine. [27] »

Est-ce une clause de style ? Les travaux effectués par Jacques Girault pour le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, et dont il a bien voulu nous faire bénéficier, permettent de préciser la profession de treize de ces élèves : cinq sont employés, huit ouvriers. Ces chiffres ne sauraient pourtant être représentatifs de l'école telle qu'elle fut, dans sa globalité, en 1921. Nous pouvons conclure à la présence effective d'ouvriers, non à leur prédominance. La politique de bolchevisation ultérieurement mise en œuvre peut, en effet, expliquer qu'ils surnagent plus facilement que d'autres à la crête de l'activité politique du parti.

L'école ainsi composée s'assigne comme objectif de « porter dans la masse prolétarienne la " parole " socialiste, l'amener à "comprendre " les causes de sa misère et la véritable " signification " des événements mondiaux. Réfuter sans cesse " l'argumentation " des adversaires, tel est le rôle des propagandistes. Créer un cadre d'orateurs instruits, d'administrateurs éclairés formant l'armature solide du parti, tel est le but de l'école du propagandiste » [28].

La fédération de la Seine répond bien à cette attente : vingt-trois de ses cent-sept élèves, soit 21 %, occuperont, à des degrés divers, des responsabilités et ce, parfois, pour une longue période (sans qu'on puisse bien évidemment en créditer l'école !). Ils seront ces « militants charnières » [29] qui assurent une certaine continuité à la vie de l'organisation, au-delà des crises qui l'affectent. Dix de ces élèves ont été présentés à diverses élections (en particulier aux législatives de 1928), et quatre autres élus [30] ; on n'y trouve, en revanche, que deux futurs responsables syndicaux. En sélectionnant des cadres, ce sont donc bien des propagandistes que cherche la fédération de la Seine :

Ceux qui seront admis à suivre les cours, écrit Paul Louis [31], iront porter à travers nos groupements les connaissances de toutes natures qui leur auront été dispensées ... L'école instituée par la fédération de la Seine fonctionnera par eux dans tout le pays [32]. Ainsi se multipliera le nombre des hommes qui

arracheront la classe ouvrière à la stagnation et au doute, qui la convaincront de la nécessité de l'action et montreront la supériorité matérielle et morale du communisme sur le régime capitaliste, opposant aux sujétions actuelles la liberté illimitée de demain [33].

Les cadres formés par cette école se devront de faire reculer l'ignorance en étendant du même coup les frontières du parti.

Omniprésentes, les illusions pédagogiques renvoient donc, en dernière analyse, à une conception du parti, de la politique.

3. PÉDAGOGIE ET POLITIQUE

L'Internationale : pour une propagande nouvelle

Sans nourrir la moindre illusion quant à la possibilité pour ces écoles de former des cadres [1], l'Internationale s'efforce du moins de lutter contre l'idéologie qu'elles véhiculent, et qui demeure dominante au sein de la SFIC. Pour lui en opposer une autre, elle poursuit, en l'amplifiant, son effort de propagande [2].

Demeurée propriété du parti, la Librairie de l'Humanité édite, de 1921 à 1922, cinquante-cinq nouveaux ouvrages. Les auteurs étrangers y sont désormais prépondérants, et les ouvrages soviétiques occupent en leur sein la première place.

Consacrée aux questions du mouvement communiste international, et plus précisément au rôle du parti, une majorité d'entre ces ouvrages (onze sur dix-neuf) s'attache à combattre l'opportunisme de droite dénoncé jusqu'en juillet 1930 [3] par l'Internationale comme le danger principal au sein de la SFIC [4]. Outre quatre textes consacrés aux rapports de l'Internationale avec sa section française et qui, pour trois d'entre eux, émanent de Trotsky, les ouvrages théoriques alors publiés privilégient, en effet, la question de l'Etat, perçue comme la pierre de touche qui permet de démarquer les réformistes des révolutionnaires [5]. Sa qualité de responsable aux questions françaises (qu'il assure à partir de l'exécutif élargi de juin 1921), les liens qu'il a noués, durant la guerre, avec le groupe de *La Vie ouvrière*, valent à Trotsky d'occuper la première place parmi les textes russes (sept sur dix-neuf) et d'être l'un des plus cités dans le *Bulletin communiste* [6]. Dès 1920, un auteur français lui consacre une biographie de 160 pages [7] ; les premières biographies de Lénine ne paraissent, quant à elles, en français, qu'en 1922 et émanent de Gorki et Zinoviev.

Préoccupé par l'offensive qui le met en cause, le Parti français se conforte dans ses positions, et choisit de s'attaquer à l'opportunisme de gauche par lequel il se sent moins directement menacé. Rééditée en 1920 par la Bibliothèque communiste, *La maladie infantile du communisme* est celui des ouvrages qui, bien qu'il ne concerne pas

directement la SFIO [8] (ou peut-être justement parce qu'il ne la concerne pas ...) connaît la plus large diffusion [9].

Après les ouvrages soviétiques, viennent les ouvrages allemands (cinq dont trois de Marx et Engels). L'Allemagne, qui conserve la tête, n'est pourtant plus l'Allemagne dirigeante de la Deuxième Internationale. C'est l'Allemagne en lutte. Au-delà, ce n'est peut-être déjà plus le même « marxisme » que l'on diffuse. C'est en 1912 qu'ont été publiés en France les derniers textes de Marx et Engels. Il s'agissait de *Salaires, prix et profits* (Edition Giard), de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (Editions de la SFIO). De 1912 à 1920, aucun des textes des fondateurs du marxisme n'est publié, que ce soit par ces éditions ou par les éditions avant-gardistes dont nous avons parlé. Dans le *Programme des communistes* qui pénètre en France clandestinement en 1920, Boukharine affirme : « Quand nous nous appelons communistes, nous retournons aussi à l'ancienne appellation du parti révolutionnaire à la tête duquel était Karl Marx. » Mais, au-delà de ce rappel en filiation, Marx ne semble pas être l'objet d'un combat tel qu'il nécessite édition ou réédition. Il le devient au lendemain de la scission.

« Marx devint le dénominateur commun, ce qui n'avait pas été vraiment le cas avant-guerre. La Révolution russe et la scission communiste rapprochèrent tous ceux qui soutenaient que la Révolution violente n'était pas souhaitable ou bien qu'elle n'était pas encore " prête " ; dans l'un et l'autre cas, ils étaient en mesure d'accepter l'interprétation matérialiste de l'histoire et, à un niveau simpliste, la conception marxiste de l'action socialiste telle qu'elle apparaissait dans les derniers ouvrages de Kautsky. Même la droite du parti ... en appelle à Marx pour une meilleure analyse de la situation. [10] » La référence à Marx devient, dès lors, un des termes obligés du combat. A Rappoport et Dunois demeurés à la SFIC, la SFIO oppose Compère-Morel. Elle réédite *Le Manifeste communiste* [11]. La SFIC ne saurait lui abandonner cette arme. Si le *Bulletin communiste* ne publie, durant cette période (1920-1922), que deux textes de Marx et Engels [12], il multiplie les articles affirmant la fidélité du bolchevisme au marxisme [13] et précisant ses rapports avec les formes d'organisation traditionnelles du mouvement ouvrier français [14]. La Librairie de l'Humanité réédite, de son côté, Lafargue et Jaurès. Dans son *Précis du communisme* [15], Rappoport en tente même une manière de synthèse. Face au *Manifeste communiste*, la Librairie de l'Humanité édite encore l'*Adresse inaugurale* qui, en démontrant la nécessité d'une organisation internationale, prend un caractère de polémique

contre le marxisme de la SFIO [16]. Enfin, et pour ne pas laisser le *Manifeste* à la SFIO, elle le réédite à son tour en 1922 [17], en lui adjoignant ce classique de la lutte contre le révisionnisme qu'est la *Critique du programme de Gotha*.

« Quelques-unes des idées lassalliennes contre lesquelles s'élevait, en 1875, la mordante critique de Marx, n'ont plus aujourd'hui qu'une signification historique, lit-on dans la préface de Dunois. Mais, prises dans leur ensemble, ces idées n'ont pas cessé et trop souvent avec succès, hélas, de disputer l'esprit des masses ouvrières aux conceptions révolutionnaires et anti-étatistes du marxisme. » Devant le Marx traditionnel des Editions Rieder et Costes (qui rééditent, entre 1921 et 1922, le *Manifeste*, mais aussi *Misère de la philosophie*), se dresse désormais un Marx plus « politique », celui des Editions de la SFIO et de la SFIC, à la mesure de l'enjeu. On ne choisit de lui que les textes qui portent sur l'organisation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

Ce serait sombrer à notre tour dans l'illusion pédagogique qu'imaginer que de telles mutations puissent affecter profondément la propagande émanant directement de la SFIC.

La SFIC : économisme et pédagogisme

« Le vrai marxisme, écrit Paul Vaillant-Couturier, ne doit pas être livresque mais en contact avec la réalité. [18] » Parce que nulle révolution sociale n'est venue produire en France de révolution théorique, il conclut pourtant de ce premier principe à un sociologisme ou un scientisme vulgaire. « Il faut, poursuit-il, par la documentation, compléter la doctrine au lieu de la commenter ... faire de la propagande réaliste avec des chiffres et des faits. » Peut-il en être autrement ? Peut-on concevoir que des cadres, dont rien n'est venu modifier la pratique, puissent tenir un discours qui soit radicalement différent de leurs discours passés ? S'ils diffusent bien les idées nouvelles, ils ne s'en imprègnent aucunement. Les cours qu'ils professent et les brochures qu'ils rédigent en attestent à l'envi.

Nous avons recensé cent quatorze cours et conférences [19]. Prononcés en 1921 et 1922. Ils se répartissent ainsi : histoire et théorie, cinquante-neuf (environ 50 %) ; parti, dix-huit ; économie, sept ; Révolution russe et Russie, sept ; analyses concrètes de la situation internationale, cinq ; sciences de la nature, cinq ; guerre, trois ; géographie, trois ; mouvement ouvrier étranger, trois ; questions socia-

les, deux ; paysannerie, deux. C'est l'intensité des luttes de classes en France, ce qu'Engels a nommé leur « transparence », qui répond d'une telle prépondérance de l'histoire. Le mouvement ouvrier français a fait d'elle, dès le XIXe siècle, sa voie d'accès privilégiée à la théorie. Elle le demeure. Cela n'est pas sans conséquence sur l'histoire que celui-ci diffuse. Ainsi la Librairie de l'Humanité s'intéresse-t-elle à l'histoire de la Révolution (Jaurès, Dommanget), à celle du mouvement socialiste, dont elle n'aborde pourtant que les précurseurs (Paul Louis). Les écoles communistes abordent, de leur côté, les thèmes suivants : histoire de la pensée socialiste, trente-trois (C. Rappoport, P. Louis, A. Ker, A. Dunois) ; histoire des travailleurs (du Moyen Age au XIXe siècle), douze (A. Ker, Ripert) ; histoire des peuples, huit (J. Travaux) ; histoire de la Commune, trois (Ker, P. Louis) ; Révolution française, deux (Labrousse, Treint) ; histoire des guerres de défense nationale, un (Labrousse). Parce qu'elle se doit d'être immédiatement démonstrative, l'histoire enseignée se limite à celle de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, elle privilégie les temps forts de l'histoire des masses populaires.

Cela n'est pas, au-delà de l'histoire, sans conséquences même sur l'appréhension qu'on peut avoir de ce qui se déroule en Russie. Ernest Labrousse a enseigné à l'école communiste-marxiste. Il expose aujourd'hui le pourquoi de son soutien à la Révolution russe, de son adhésion à la SFIC :

> J'avais été séduit par la Révolution soviétique : elle évoquait des réminiscences scolaires [20] : *La Révolution française*. ... La Troisième Internationale nous demandait d'être socialistes, c'est-à-dire d'être fidèles à nous-mêmes [21]. Il n'était pas question d'une réforme profonde du parti. Il fallait que le parti redevienne le parti et c'était un argument qui portait. Le problème de la constitution d'un parti léninien (*sic*) n'était posé que de façon très accessoire. Il s'agissait d'un retour au parti et non de la construction d'un parti de type nouveau, d'une restauration plus que d'une révolution ... L'adhésion à Tours et à la révolution d'Octobre signifiait être fidèle à son ancienne image. Rares étaient ceux qui, avant 1914, n'avaient pas fait un stage dans l'étape essentiellement républicaine, marqués par la fidélité à la Révolution française et au sentiment républicain. C'était une source de difficultés : la France vivait de souvenirs historiques et d'une expérience en cours. Cela constituait un barrage à la construction du parti de type nouveau. Le léninisme s'était implanté sur un fond marqué par l'origine républicaine, la morale plus que l'économie, la vulgarisation, l'implantation large des idées socialistes. Il y a eu pré-formation de sympathie due à l'événement choc de la Révolution française [22].

Si cette « préformation de sympathie » répond en partie de l'ampleur des soutiens à la Révolution russe et au nouveau parti, elle

incite à réduire le nouveau au connu ou prétendu tel. Parce que c'est à la seule lumière du passé qu'on éclaire le présent, c'est en les aplatissant sur le passé que les cours appréhendent la Révolution russe, les apports de Lénine, de l'Internationale, le parti de type nouveau.

Ainsi est-ce par référence aux décembristes qu'on analyse la Révolution russe : « Si nous voulons comprendre l'histoire de la Révolution russe, écrit Rappoport, nous devons commencer nos recherches non en octobre 1917 ... non pas en août 1903 ... Il faut remonter plus loin et commencer par l'étude et par la compréhension du grand mouvement décembriste. [23] »

Plus fréquemment, c'est par référence à la Révolution française qu'on en tente l'approche [24]. Dans un article intitulé « Octobre 1917, An I de la République socialiste universelle : plus loin que 89 » [25], Ernest Labrousse insiste sur le rôle de la paysannerie dans cette « révolution sociale » (et non pas socialiste). En Russie, comme dans la France de 1793, la dictature se révèle être le moyen historique de la démocratie, le moyen d'assurer la liberté.

Cette image que j'avais développée pour mon propre compte était acceptée par l'organe central du parti, nous raconte Ernest Labrousse. J'étais un jeune homme inexpert et sans autorité à *L'Humanité*, mais le seul historien de la révolution. C'était le plus long article de ce numéro commémoratif. Ces thèses n'ont pas choqué ... Beaucoup comme moi étaient dominés par certaines ressemblances fondamentales entre la Révolution russe et la Révolution française. J'avais d'ailleurs utilisé cet argument lors de la campagne électorale pour expliquer la dissolution du Parlement par l'exemple de la Convention et de la Commune. Cachin disait : ça ne portera pas, mais les syndicalistes révolutionnaires qui étaient à côté de lui n'étaient pas de son avis. L'évocation de la Révolution française provoquait toujours un frémissement dans les salles [26].

Cette double référence à l'histoire russe et à la Révolution française sert pareillement à appréhender le parti de type nouveau.

Rappoport assimile le Parti bolchevique aux décembristes, aux narodniki [27], et Treint aux jacobins qui étaient, « en matière d'organisation et de propagande [28], des Bolchevistes avant la lettre ... Ils prennent figure d'un grand parti, fortement centralisé qui correspond tout à fait, du point de vue de la révolution bourgeoise, à ce qu'est notre parti du point de vue de la révolution sociale ... Ils appliquent de façon inconsciente les principes qui ont été posés de nos jours par Lénine en ce qui concerne le Parti communiste ... Parce que ces gens sont des révolutionnaires, ils réalisent d'*instinct*

ce qui aujourd'hui est exprimé doctrinalement comme étant les conditions que doit réaliser un parti d'action politique et sociale »[29]. Cette démonstration permet au passage de calquer la révolution qui se fait dans le moule des révolutions bourgeoises : le prolétariat ne s'organise jamais que dans des formes déjà données, déjà construites par la bourgeoisie pour sa propre révolution.

Lénine est de la même façon déjà dans Marx. C'est par référence au seul marxisme que Rappoport explique *La maladie infantile du communisme*[30], qu'il s'évertue à analyser la Révolution russe : « Opposer Marx, le réalisme de Marx à une réalité qui dure depuis des années, c'est absurde. Qu'est-ce que le marxisme ? C'est une théorie qui se base sur des faits, sur une réalité pour déduire une méthode d'action.[31] »

Il argumente : « Il faut distinguer entre la prise du pouvoir et l'organisation du nouveau régime ... Dans la prise du pouvoir, il ne s'agit pas de la question du développement des forces productives ... au point de vue pratique aussi bien qu'au point de vue tactique. L'une des bases du marxisme est que la révolution doit être faite par le prolétariat. Or en Russie, le prolétariat était du côté du bolchevisme. L'autre base est l'idée de dictature, il faut que le prolétariat ait la possibilité de s'emparer du pouvoir politique. C'est également le cas pour le bolchevisme.[32] »

A trop vouloir défendre, sur cette base, la révolution contre ses détracteurs, Rappoport occulte la spécificité de l'analyse léniniste, celle-là même qui autorise à décréter qu'une situation est révolutionnaire. Disparaît, en particulier, ce qui ne saurait avoir droit de cité dans le marxisme de la Deuxième Internationale, dont Rappoport reste porte-parole dans la SFIC : la théorie du maillon le plus faible.

C'est que l'histoire n'a pas simple valeur pédagogique. Si elle se donne comme directement explicative. Si l'on n'échappe que rarement à de longs développements sur les origines[33], si analogies et comparaisons tiennent lieu d'analyse et d'explication, c'est que le temps de l'histoire, celui de la pratique, sont identiques. Linéaire, homogène et réversible[34], il ne connaît ni crise ni rupture. Une telle conception exclut toute analyse de la conjoncture. Cela n'est pas sans incidence sur la lecture du marxisme lui-même.

On conclut parfois de cet intérêt du mouvement ouvrier pour l'histoire à son adhésion au matérialisme historique, ou ce qu'il croit tel, et au-delà au marxisme. Une majorité de cours se réclame, de fait, explicitement[35] du marxisme et de lui seul. Ainsi est-ce par

référence à lui que Rappoport explique le pourquoi de la création de l'école communiste-marxiste :

C'est au milieu des ruines de la guerre, ruines matérielles et morales que des amis du Nord, militairement et socialistement (*sic*) dévasté, étaient venus me trouver avec la proposition — c'était au début de 1918 — de fonder une école marxiste. Ils m'ont dit : « Nous sommes victimes du réformisme et de l'électoralisme, il faut faire un retour à la doctrine de la lutte des classes, au marxisme [36].

Il s'agit, pour éviter le retour aux errances passées, de restaurer cette « doctrine révolutionnaire » qu'est le marxisme et dont Rappoport et Paul Louis se donnent en France comme les garants depuis la mort de Lafargue. Mais de quel marxisme s'agit-il ? Si Lénine est déjà dans Marx, Marx lui-même est déjà dans Platon, ou du moins dans le socialisme français. Tel est ce qui ressort des cours sur l'histoire de la pensée socialiste que Rappoport et Paul Louis présentent en 1921, puis en 1922, à l'école du propagandiste [37]. Une histoire qui se développe sans heurt le long d'un processus logique. Platon en constitue le point de départ et Marx l'aboutissement. « Si vous jetez maintenant un coup d'œil en arrière, écrit Rappoport, si vous parcourez de nouveau le chemin que nous avons fait ensemble depuis l'Antiquité jusqu'à Karl Marx, Engels, Lassalle, vous verrez que l'évolution socialiste a suivi la même direction que la pensée humaine ... elle est passée de l'utopie à la science, du rêve à la réalité. [38] » La référence à Auguste Comte ne relève pas du hasard. C'est en effet avec Saint-Simon, « qui fut le précurseur de Marx, le co-fondateur du positivisme d'Auguste Comte » [39] que Rappoport fait débuter le socialisme scientifique. Saint-Simon ne considérait-il pas que « la transformation sociale doit sortir des entrailles mêmes de la réalité historique » [40] ; les saint-simoniens n'ont-ils pas été « des marxistes avant la lettre, des marxistes pratiquants, des marxistes organisateurs de la production » [41] ?

« La doctrine de Marx, écrivait Lénine, est le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIXe siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français. [42] »

Le parti diffuse, de fait, un marxisme décomposé, réduit et comme aplani sur sa composante française qu'est la lutte de classe et son histoire. Le catalogue de la Librairie socialiste et de *L'Humanité* témoigne, du reste, de cette « décomposition du marxisme » [43] : les

ouvrages italiens y côtoient les brochures guesdistes, et le matérialisme dialectique y est la grande muette. Face aux ouvrages économiques qui ne se voient attribuer que la part du pauvre, le matérialisme historique, réduit à un quelconque évolutionnisme ou déterminisme, est, quant à lui, dominant [44].

« Dans les facultés de droit, nous a confirmé Ernest Labrousse, on considérait alors qu'il y avait deux marxismes : le marxisme économique et le marxisme sociologique. Le premier passait pour mort. La valeur de travail était une fantaisie, la concentration industrielle n'avait pas encore déraciné l'artisanat ; l'agriculture se maintenait dans ses formes anciennes ; la classe ouvrière ne se constituait pas selon le schéma marxiste et le poids des classes moyennes restait considérable. " Dans le carré des théories mortes, le marxisme occupe une place de choix ", pouvait déclarer un professeur de l'université d'Aix. Le marxisme sociologique avait, en revanche, remporté la victoire : le rôle des forces collectives était admis. Aulard écrivait l'histoire des partis politiques, c'est-à-dire des courants politiques, et Mathiez achevait ses études sur la vie chère qui mettaient en lumière le rôle des mouvements collectifs, l'importance des révolutions en histoire. »

Cette « décomposition du marxisme » et ce silence sur le « matérialisme dialectique », qui n'en est que la contrepartie, caractérisent tout aussi bien ceux des textes de Marx publiés avant-guerre [45] que les cours des écoles organisés entre 1921 et 1922.

L'économie politique s'y fraie péniblement la route. Les cours d'économie politique n'apparaissent au programme de l'école du propagandiste qu'en 1922. Ils sont professés par Laurat. Rappoport a connu, il est vrai, quelques infortunes en tentant d'introduire dans l'école communiste-marxiste un exposé sur *Le Capital*, et a dû interrompre prématurément [46] l'étude linéaire qu'il en avait entrepris.

> Je me suis aperçu, déclare-t-il alors, que si j'en prolongeais trop l'exposé, vous ne suivriez peut-être pas avec le même intérêt parce que les théories seraient trop abstraites ... avec un peu de patience vous auriez pu voir ... que *Le Manifeste* lui-même n'est que la conclusion pratique, la conclusion politique de cette analyse qui se trouve dans *Le Capital*. Mais il faut tenir compte de toutes les circonstances et je suis obligé, moi aussi, de faire de l'opportunisme mais de l'opportunisme pédagogique ... Je suis donc obligé d'abréger [47].

La situation n'est guère meilleure lorsqu'il s'agit d'appliquer à la situation du moment les principes marxistes de l'économie politique.

Les quatre conférences qui tentent une approche de la conjoncture économique se bornent à en fournir une analyse strictement technique [48].

Si l'économie politique est un parent pauvre, le matérialisme dialectique demeure, quant à lui, le grand absent. Bien qu'aucun cours ne soit consacré en propre à la philosophie, Rappoport tente une approche de la « méthode de Marx ». « La dialectique, écrit-il, c'est l'idée de l'évolution aboutissant à une révolution [49] » et il ajoute qu'il convient de rendre justice à Hegel, « auquel Marx emprunte sa terminologie philosophique » [50].

Son hégélianisme n'est pourtant que de surface [51]. Dans le cours qu'il consacre au *Capital*, il développe ses conceptions de « la méthode dialectique ». Elle « peut être considérée comme la conciliation entre la méthode descriptive, qui examine les faits " tels qu'ils existent ", et la méthode historique, qui considère les faits non seulement sous leur forme constante, immobile, mais sous leur forme vivante. Marx considère la vie économique, la vie sociale d'un pays comme une science naturelle dont les lois ne sont pas déterminées par nos désirs ... comme des faits qui ont un caractère de nécessité qui s'impose. Mais ... les lois économiques se distinguent des lois naturelles par leur caractère historique, vivant, toujours en transformation. Selon Marx, chaque forme sociale doit être considérée dans sa genèse, son développement et son passage à une forme de société supérieure » [52].

Cette analogie entre sciences sociales et sciences naturelles se retrouve dans les cinq cours que le professeur Albert Mary [53] consacre à la biologie et à la sociologie (comparées) s'appuyant sur moult références à Comte, Darwin et Fabre, empruntant des comparaisons au monde animal (où castors et abeilles tiennent, bien sûr, une grande place ...), il démontre qu'il faut considérer les « faits humains comme des choses » ; des choses dotées de vie et obéissant, comme tout ce qui vit, aux lois naturelles de l'évolution et du déterminisme. « Nul phénomène de la vie sociale, qu'il soit habituel et relativement durable, ou qu'il soit transitoire et cataclysmique, ne peut être soustrait à ce principe du déterminisme individuel. » C'est animé des mêmes principes qu'il analyse les causes des révolutions.

Dans les organisations collectives de l'humanité, écrit-il, il n'existe le plus souvent, ni préservation des valeurs individuelles, ni équivalence de consommation en regard d'activités égales. Le classement utilitaire des fonctions sociales n'est fait que pour être foulé aux pieds ; et le classement idéologique, qui seul semble avoir force de loi, entraîne une inégalité de vie indivi-

duelle. La réparation, surabondante d'un côté, est déficitaire de l'autre : surabondante du côté des catégories dites improprement dirigeantes ; déficitaire du côté des catégories laborieuses. D'où pléthore et misère. La pléthore a pour effet une hypertrophie, et celle-ci — tous les physiologistes le savent — coïncide avec un hypofonctionnement. Avec l'expansion matérielle des classes privilégiées, concorde le développement de leur incapacité fonctionnelle, phénomène dont j'ai déjà signalé un autre aspect à propos du parasitisme biologique et social.

Et voici le plus curieux. La régression fonctionnelle produit une diminution proportionnelle de l'influence inhibitrice que l'organe en voie d'hypertrophie exerçait sur les autres organes. Ceux-ci deviennent alors capables de reconstituer l'organisme entier. Ainsi se déclarent les révolutions. Préparées par l'insuffisance physiologique d'une classe décadente, elles nous montrent une autre classe reconstruisant de toutes pièces la société complète avec des différenciations plus ou moins analogues à celles de la société révolue [54].

Aux limites du caricatural, l'exemple n'en traduit pas moins le scientisme, l'évolutionnisme et le déterminisme, hérités de la philosophie française du XIXe siècle, qui imprègnent l'ensemble des cours alors prononcés [55]. Si la théorie n'est que la lecture de ce qui est, si elle se résume à l'histoire, c'est que « ce qui est » peut être — en dernière analyse — déterminé par son passé. Ainsi « le socialisme moderne considère [-t-il] l'idéal socialiste comme l'aboutissant de l'évolution historique des forces sociales, économiques, politiques et morales actuelles qui ont aussi agi dans le cours des siècles passés et agissent actuellement, en se développant, à des réalisations communistes » [56]. Le marxisme nous a paru se réduire au matérialisme historique, mais celui-là même n'est en fait qu'un déterminisme historique [57]. Appliqué à l'analyse du présent, il cède la place à l'économisme.

Rien n'existe jamais qui ne soit strictement déterminé et donc lisible et enseignable. « La véritable façon de juger une tactique révolutionnaire, écrit Rappoport, c'est de voir si cette tactique correspond à la situation générale économique, au degré de développement des forces productives. [58] »

Ce développement des forces productives a pour effet d'éliminer, partout en Europe, les classes moyennes et plus spécifiquement, en France, la paysannerie [59]. Plus que la manifestation « du rôle dirigeant de la classe ouvrière » [60], c'est l'expropriation massive de ceux qu'on ne désigne jamais que par la seule place qu'ils occupent dans la production, sans leur accorder la moindre autonomie, fût-elle relative [61], qui permettra ce qu'on n'ose appeler la révolution. « Si vraiment la classe moyenne, la classe des petits propriétaires, pouvait

vivre tranquillement dans un bien-être relatif, il n'y aurait pas d'espoir, pour l'humanité, de sortir de l'enfer social actuel. [62] »

Animés de tels principes, les cours réduisent la formation sociale au seul mode de production, aux deux seules classes antagonistes du livre I du *Capital* (auquel se borne, du reste, pour l'essentiel, la connaissance qu'on en peut avoir). Leur analyse rend inutile, parce qu'inopérante, la conception léniniste de l'alliance.

Dans cette perspective, le parti ne saurait se définir comme l'organisateur des luttes. Il est celui qui, dans un rapport de transparence avec le réel et alors que tous les autres sont dans un rapport d'opacité, peut faire le mieux comprendre ce qui est train de se dérouler. Mener la lutte politique, c'est avant tout comprendre (par le biais d'une lecture correcte ce qui est), c'est ensuite enseigner. La lutte politique se réduit ainsi à une lutte d'idée qui seule permet de transformer les choses.

Les conceptions pédagogistes [63] du parti ne sont donc que le contrepoint de son économisme ; elles substituent (ou du moins superposent) aux contradictions fondamentales de la formation sociale française une coupure dominante entre « éducateurs » et « éduqués » [64]. Elles interdisent de comprendre l'idéologie (fût-elle dominante) comme une pratique matérielle et donc organisée. Le parti (qu'on ne perçoit que comme celui qui sait) n'a, face à lui, que des individus-sujets (qui ne savent pas encore) et, puisque n'existe entre ce parti et les masses qu'une différence dans le degré de connaissance [65], c'est en élargir les frontières qu'étendre la connaissance.

Rien de surprenant, dès lors, à ce que l'école du propagandiste, qui seule s'adresse à des « cadres » futurs, accorde à la propagande une place importante et consacre la première de ses trois séries de cours à la formation des « orateurs » [66]. Elle la confie à Fernand Corcos et Georges Pioch. Le premier volet de leurs cours traite de la façon de « devenir orateur » ; ils étudient, à cette fin, « les qualités requises pour parler en public », « le contenu et la forme du discours », « les genres oratoires », etc. Un second volet analyse ensuite les rapports entre « les publics et l'orateur » ; il insiste sur la nécessité d'approprier son langage à l'originalité du public auquel on s'adresse, une originalité dont des traits sont constitués par « le climat, la race, la nationalité, la tradition et la culture ». Expert en la matière, Pioch affirme « l'utilité de mêler à la doctrine un peu de sentiment et même de poésie, de considérer, dans un auditoire, la partie principalement émotive : les femmes ». En 1921, ses cours

incluent même « un parallèle entre la manière d'un Jaurès et celle d'un Lénine, avec une ébauche de discours où ces deux manières seraient confondues »[67].

La gauche du parti s'indigne parfois de telles conceptions. Paul Vaillant-Couturier écrit dans *L'Humanité* : « Qu'il soit entendu une fois pour toutes que, pour faire un propagandiste, l'éloquence n'est pas indispensable ; ce qui est indispensable, c'est la connaissance des faits.[68] » Lui-même privilégie pourtant, dans sa réflexion, les moyens de la propagande à son contenu.

Nombreux sont les cours qui insistent, du reste, sur le rôle que joue la propagande pour maintenir ou renverser la domination bourgeoise. Ainsi Rappoport quand il analyse les causes du triomphe de la Révolution russe : « Les classes dominantes y étaient faibles car elles n'avaient pas ce système d'éducation savante ... ces prêtres, ces savants et ces écrivains qui chloroforment les cerveaux populaires. Les intellectuels, ajoute-t-il, étaient du côté du peuple.[69] »

Dans le cours qu'il prononce sur « le rôle de la presse dans la société capitaliste », Paul Louis revient sur la même idée. Il souligne l'importance croissante de la presse et déclare : « On a tâché de constituer une mentalité spéciale à ce pays ... Le grand obstacle à la diffusion des idées bourgeoises, ce n'est pas seulement l'égoïsme de la bourgeoisie, l'inertie ou l'apathie des masses ouvrières, c'est la presse. Aussi longtemps que la presse capitaliste l'emportera sur la nôtre, aussi longtemps il nous sera difficile de conquérir, dans ce pays, des millions d'adhérents.[70] »

Ainsi l'Etat se voit-il réduit à ceux de ses appareils qui, en France, sont les plus manifestes[71]. Ceux-ci peuvent être conquis et non détruits.

Parce qu'il s'agit d'opposer à la domination d'une propagande une autre propagande, un droit à un autre droit[72], le parti se réduit, à son tour, à celles de ses pratiques qui sont l'effet des appareils d'Etat dans la classe ouvrière. L'école du propagandiste consacre la seconde partie de son programme à « l'organisation socialiste »[73], « syndicaliste »[74], « municipale »[75] et « coopérative »[76]. Dans la brochure plusieurs fois citée, qui annonce le programme de l'année 1921, on peut lire que le cours sur « l'organisation socialiste » sera modifié conformément aux changements apportés aux statuts du parti par le prochain congrès administratif. C'est assez dire quelle conception techniciste de l'organisation (et donc du parti) préside à l'élaboration de ces cours qui se limitent à l'analyse des pratiques traditionnelles du mouvement ouvrier et ne débouchent sur aucune

réflexion quant à l'articulation de ces pratiques entre elles, c'est-à-dire le parti [77].

Analysant la pratique des mencheviks, l'historien soviétique, M. Gefter, écrit qu'« en prétendant enseigner la révolution, ils ne voyaient pas la nécessité d'apprendre d'elle » [78]. C'est toute l'attitude de la Deuxième Internationale qui peut être ainsi caractérisée, celle d'une SFIO qui, bien que devenue SFIC, n'en continue pas moins à se donner comme l'éducateur des masses sans s'interroger jamais sur sa capacité (autre que quantitative) à jouer ce rôle de « précepteur de l'histoire » [79] auquel elle prétend. Plus qu'au contenu de la propagande, c'est à celui-là même que l'Internationale va bientôt s'attaquer.

La question du front unique : un révélateur

Les défaites subies en 1921 par le mouvement ouvrier contraignent l'Internationale à repenser le rapport que ses principales sections entretiennent avec les masses. Réuni du 22 juin au 12 juillet 1921, son IIIe congrès enregistre, en effet, le fléchissement que connaît la lutte du prolétariat pour le pouvoir. Constatant qu'aucun des partis communistes qui se sont constitués ne sont jusqu'ici parvenus à assurer « la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire », il s'interroge sur le moyen d'y parvenir à l'heure où, dans chacun des pays européens, le pouvoir d'Etat paraît s'être renforcé, où la Deuxième Internationale et l'Internationale centriste [80] réorganisent avec succès leur influence sur de larges fractions de la classe ouvrière d'Europe.

Critiquant le gauchisme de celles de ses sections qui se sont lancées inconsidérément dans « l'offensive », et ont ainsi conduit le mouvement ouvrier à la défaite [81], il s'attaque aussi à l'attentisme qui prévaut dans d'autres de ses sections, en particulier en France. En 1920, l'Internationale invitait la SFIO à transformer ses pratiques traditionnelles, à les rendre plus révolutionnaires et plus prolétariennes. Celle-ci se devait de barrer la route à l'opportunisme de droite en s'engageant dans une véritable politique syndicale, en développant l'action sur ces terrains jusqu'alors laissés à découvert que sont l'armée et les colonies, et auxquels le rôle alors joué par l'impérialisme français conférait une importance stratégique [82]. Deux ans plus tard, la tâche reste entière. La SFIC n'assure aucunement l'initiative ou la direction des efforts qui sont déployés dans ces domaines ; son

action en direction des masses et de l'appareil d'Etat demeure le fait essentiel des parlementaires et des propagandistes. Tant de survivances contribuent à maintenir dans l'expectative les avant-gardes issues du syndicalisme et de la lutte antimilitariste. Parce qu'elles se refusent à venir grossir les rangs de la SFIC, celle-ci laisse à l'écart les masses ouvrières qui persistent à voir dans le syndicat leur forme privilégiée d'organisation.

Cette situation objective répond de ce que la SFIC conserve certains de ses caractères anciens. Elle s'affirme sans doute comme le meilleur soutien de la Russie soviétique [83], mais en accueille les idées sans bien les repenser. Un texte qu'un rapport de police attribue à Zinoviev affirme que « le bolchevisme de l'ouvrier français est surtout en paroles et en gestes et n'a point de racines sérieuses, car il est basé avant tout sur un mécontentement du gouvernement et un amour platonique pour Moscou » [84]. Jugement sans doute sommaire mais pas totalement dépourvu de vraisemblance.

Répondant de ce que l'opposition entre réformistes et révolutionnaires tende à se substituer aux courants qui se côtoyaient traditionnellement dans le mouvement ouvrier français, la Russie soviétique ne saurait en effet suffire, de par sa seule existence, à les faire dépérir. Ils demeurent lisibles tant à l'intérieur du courant réformiste qu'à l'intérieur du courant révolutionnaire en voie de constitution : la SFIC réserve à la paysannerie une part non négligeable de sa propagande, mais abandonne effectivement à la Librairie du travail le monopole de toute intervention vers la classe ouvrière, intervention à laquelle elle contribue ainsi à conserver un caractère strictement syndical. Consciente du véritable rapport des forces, l'Internationale communiste entretient, du reste, cette manière de division du travail : elle confie à la Librairie du travail, et à elle seule, les documents de l'ISR [85], aux éditions de *L'avant-garde* [86] les ouvrages de caractère antimilitariste [87].

Le IIIe congrès de l'Internationale affirme la nécessité d'en finir avec une telle situation ; il voit dans « la fusion du groupement syndicaliste révolutionnaire avec l'organisation communiste dans son ensemble ... une des conditions de la lutte sérieuse du prolétariat français » et s'interroge sur les moyens d'en hâter la réalisation.

Adoptées le 9 juillet, les thèses sur la tactique réaffirment que le problème le plus important de l'heure est « la conquête de l'influence prépondérante dans la classe ouvrière ... Les partis communistes, poursuivent-elles, ne deviennent des facteurs d'union du prolétariat que dans la lutte pour ses intérêts ... Même les plus

petits partis ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masse du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui, par là, leur révèle la traîtrise de tous les partis non communistes. C'est seulement à la condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature »[88].

L'Internationale communiste invite ainsi ses sections à substituer un rapport politique aux relations pédagogiques qu'entretenaient avec les masses les partis adhérents à la Deuxième Internationale, et qui les conduisaient à ériger la propagande en pratique dominante. « Parti d'action », le parti de type nouveau doit moins s'attacher à convaincre des individus qu'à gagner la classe ouvrière ; une classe qu'il ne saurait appréhender que par le biais des pratiques de masse et organisations et dans lesquelles elle s'est historiquement constituée et au nombre desquelles figurent en bonne place les organisations réformistes. Conscient du poids qui reste leur, le IIIe congrès invite en conséquence les sections de l'Internationale à asseoir leur influence sur les syndicats réformistes, à exercer sur les autres partis, avec l'appui des masses, une pression telle qu'elle permette d'engager avec eux la lutte commune. Il pose ainsi les premiers jalons des thèses sur le front unique qui seront adoptées en décembre 1921[89].

Ce serait poser à notre tour l'existence de rapports pédagogiques entre l'Internationale et ses sections qu'imaginer qu'un mot d'ordre puisse être à même de faire surgir les nouvelles pratiques de lutte qu'elle appelle de ses vœux. Celui-ci ne « pénètre » jamais qu'autant qu'il est une réponse à un problème déjà posé par la formation sociale concernée, la solution possible d'une crise déjà ouverte. Le degré de « compréhension » qu'en peuvent avoir les différents partis ne saurait donc outrepasser les limites des données objectives auxquelles il leur faut faire face. Parce qu'elles ont valeur autocritique pour le Parti communiste allemand, les thèses sur le front unique peuvent prétendre en transformer la pratique. Parce que la crise française demeure limitée au mouvement ouvrier, le Parti communiste français n'en peut avoir au contraire qu'une vision réductrice. Qu'il s'en félicite ou le déplore[90], il réduit la question de l'unité à celle de l'unité organique. Interprétant le front unique en des termes strictement organisationnels ou idéologiques, il peut alors le déclarer « inapplicable en ce qui touche l'accord avec les états-majors

dissidents et les majoritaires confédéraux »[91]. La conférence des secrétaires fédéraux, qui se réunit fin janvier 1922, fait sienne cette appréciation du comité directeur. Battu lors du débat qui s'engage à ce propos devant l'exécutif élargi de février, celui-ci se rallie tardivement aux thèses sur le front unique, mais se voit désavoué par le conseil national d'avril. Cristallisées par ce problème, les tendances s'affrontent devant le congrès de Paris[92].

A défaut de pouvoir susciter les conditions objectives d'une large politique de front unique, l'Internationale peut du moins prétendre à ce que soit admise la validité théorique des thèses qu'elle énonce. Elle s'attaque, en conséquence, à l'opportunisme de droite que révèle la crise de 1921-1922, et plus précisément aux pratiques qui le sous-tendent. L'opposition ne peut s'exprimer que par le canal de ces moyens d'expression privilégiés que sont encore, pour la SFIC, la presse et le Parlement[93]. En l'absence de toute élection nationale[94], c'est la presse, pourtant théoriquement placée sous le contrôle du comité directeur du parti[95], qui devient l'instrument principal de sa lutte contre l'Internationale. Un rapport, établi en 1922 par les soins de cette dernière, s'inquiétait déjà de l'état de la presse communiste française. Il s'attaquait aux « journalistes qui ne font qu'intercaler dans leurs articles le mot communisme, révolution ... Nous avons besoin, déclarait-il, de militants convaincus qui écrivent pour semer les grains de l'idée communiste sur des terrains tout préparés à l'y faire germer »[96]. Regrettant qu'aucun des organes de presse ne soit sous le contrôle effectif du comité directeur, que « les camarades français (n'aient) que très peu, voire presque pas l'habitude de penser collectivement, (que) leurs journaux et revues n'expriment jamais que la pensée propre de leurs auteurs », il poursuivait :

> J'ai la crainte que l'indépendance par trop prononcée de l'édition et de ces publications n'entretienne officiellement la possibilité de chacun de se cantonner dans sa propre maison et d'oublier l'impérieuse nécessité de créer une mentalité communiste des membres du parti qui doit devenir avant-garde du prolétariat français. Je ne serais pas surpris qu'autour de la *Revue communiste* se forme un courant Rappoport, ou bien une tendance Souvarine autour du *Bulletin*, ou une tendance Cachin autour de *L'Huma* (sic), Frossard autour de l'équivoque *Journal du peuple*. C'est le comité directeur qui doit être la seule tendance, c'est lui qui doit donner le ton aux journaux et aux périodiques ; s'il est indispensable de discipliner les membres du parti, il n'est pas moins indispensable de discipliner la pensée des militants[97].

Le débat sur le front unique confirme les prévisions les plus noires. La presse cristallise les oppositions pour le plus grand profit des

tendances de droite et d'extrême droite. Forte de nombreux organes de presse [98], cette dernière parvient à se faire entendre bien au-delà des limites que lui vaudrait son poids effectif dans le parti. La presse se ferme, au contraire, à une gauche qui soutient les positions de l'Internationale mais ne dispose pour toute arme que du *Bulletin communiste* [99].

C'est un des soucis du IVe congrès de l'Internationale (novembre 1922) que de s'attaquer à la toute-puissance de ceux qui perpétuent au sein de la SFIC les pratiques héritées du passé [100].

CHAPITRE II

LE PRIMAT DE L'ACTION
décembre 1922 - janvier 1924

1. SUBORDONNER LA PROPAGANDE À L'ACTION

> « L'avant-garde communiste de la classe ouvrière a besoin naturellement d'intellectuels qui apportent à son organisation leurs connaissances théoriques, leurs dons d'agitateurs ou d'écrivains, mais à condition que ces éléments rompent absolument et sans retour avec ces mœurs et coutumes du milieu bourgeois ... Les intellectuels si nombreux en France qui entrent dans le parti en amateurs ou en carriéristes lui causent seulement un immense dommage. Ils le compromettent devant les masses prolétariennes et l'empêchent de conquérir la confiance de la classe ouvrière. » Résolution sur la question française, IVe congrès de l'Internationale communiste [1].

> « Le PCF doit être une organisation non de simple propagande mais de combat. » Souvarine [2].

La résolution sur la question française qu'adopte le IVe congrès de l'Internationale [3] dénonce le poids « des intellectuels carriéristes dans l'appareil de direction du parti » et réaffirme, pour en limiter l'effet, l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et à « ces institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie radicale que sont la franc-maçonnerie, la Ligue des droits de l'homme et la presse bourgeoise » ; elle prévoit que neuf dixièmes des candidats que le parti présentera lors des élections à venir devront être ouvriers ou paysans. Pour ôter à ces intellectuels, qu'elle combat, les moyens d'expression qui leur ont assuré jusqu'ici le pouvoir, elle réaffirme la validité du statut de la presse adopté en 1921 [4] et qui subordonne cette dernière au contrôle du comité directeur du parti. Il en va de même pour les moyens d'éducation qui relèveront, de surcroît, de la section correspondante du comité exécutif de l'Internationale communiste dont le IVe congrès vient de jeter les bases [5].

Pour laver le marxisme des soupçons que lui vaut d'avoir été professé par ces intellectuels dont il se défie [6], le *Bulletin communiste*

s'attache à le démarquer du marxisme de la Deuxième Internationale [7]. Il lui oppose un « marxisme révolutionnaire » [8], dont Lénine, mais aussi Rosa Luxemburg [9], sont donnés comme les continuateurs. La Librairie de l'Humanité cesse d'ailleurs de publier Marx et Engels pour ne plus faire place qu'aux seuls théoriciens bolcheviques. Face au *Précis du communisme* [10] de Rappoport, elle dresse l'*ABC du communisme* de Boukharine et Preobrajenski, et bien sûr Lénine.

Parce qu'il s'agit moins de soutenir, en 1923, l'expérience soviétique que d'expliquer la situation que traverse le mouvement ouvrier français et lui permettre d'y faire face, elle privilégie certains des aspects théoriques [11] de l'œuvre de celui que l'on commence à vénérer [12] à leurs aspects plus conjoncturels, Lénine théoricien à Lénine acteur d'une révolution en cours. Dans le *Bulletin communiste*, Pierre Pascal analyse « la méthode marxiste » de Lénine, une méthode qui permet de fournir « dans chaque pays ... l'étude originale, minutieuse, mathématique si possible de sa composition sociale, [de soutenir] tout mouvement progressiste si éloigné qu'il soit du socialisme, [de constituer] un parti délibérément ouvrier, non pas comme une fin en soi, propre à satisfaire quelques intellectuels, mais comme instrument pour guider la classe ouvrière » [13].

C'est pourtant moins au contenu de la propagande qu'à sa conception même que s'attaque l'Internationale. Elle entend la subordonner aux actions que le parti se doit d'engager et dont le « programme de travail et d'action du Parti communiste français » fixe les lignes majeures [14]. La « gauche » récupère, en conséquence, la direction du *Bulletin communiste* [15] et réorganise à son profit le comité directeur qu'elle avait quitté aux lendemains du congrès de Paris, en signe de protestation contre ses décisions. Treint entre au secrétariat aux côtés de Frossard et, après la démission de ce dernier [16], en assure la direction conjointement avec Sellier.

Réuni le 18 février 1923 [17] pour entériner les décisions du IVe congrès, le conseil national de Boulogne-sur-Seine réorganise la propagande en fonction des axes d'action qui lui ont été dessinés. Il se propose de remplacer « l'équipe d'orateurs [qui] est partie avec Frossard » [18], en recrutant parmi « les militants ouvriers communistes distingués parmi les plus intelligents, [les] plus au fait de la doctrine » [19]. Il entend surtout modifier le lieu de la propagande, « persuader les sections que les réunions de centres professionnels [sont] de beaucoup préférables à la réunion publique et contradictoire ... qui [si elle peut] à la rigueur répondre aux tâches d'un parti d'opi-

nion ou d'action purement électorale [elle ne peut] en aucune mesure satisfaire les besoins d'un parti d'action révolutionnaire et de travail systématique dans la masse ouvrière » [20].

La décentralisation régionale qu'il opère alors lui permet de réorganiser sa presse [21] en un sens plus conforme aux vœux de l'Internationale : la plupart des petits hebdomadaires départementaux sont fondus dans des hebdomadaires de base plus large, susceptibles de couvrir leurs frais par leurs propres moyens. Une telle concentration permet de surcroît de mieux lutter « contre l'esprit localiste et fédéraliste » [22] qui sévit encore dans le parti ; elle profite aux régions les plus ouvrières. Du fait de son poids lors du vote de Tours [23], le Nord, qui reste numériquement, en 1921, la deuxième fédération du parti [24], jouit à cet égard d'une situation privilégiée. Il se voit doté d'un nouveau quotidien, *L'Enchaîné du Nord*, d'une filiale de l'école marxiste [25] également.

Là se limite, semble-t-il, l'effort qu'accomplit le parti en matière d'éducation. L'école marxiste se survit à elle-même dans la fédération de la Seine, mais le *Bulletin communiste* déclare n'y voir que « l'embryon d'une véritable centrale d'éducation » [26]. Il n'y a que la Jeunesse communiste, moins marquée par les pesanteurs du passé [27], pour tenter de se doter d'écoles conformes aux décisions du IVe congrès. Doriot en informe l'ICJ et demande, en juillet 1923, qu'on lui envoie les schémas de cours des écoles russes et allemandes.

« Vous voyez, écrit-il à Hoernlé, ce qu'il faut comme programme. Quelque chose de beaucoup moins difficile que ce que nous avions prévu à Moscou pour l'école française. Il s'agit de donner un bagage marxiste élémentaire à de bons militants ayant participé à de grandes luttes mais n'ayant jamais pris contact avec des éléments de doctrine. [28] »

En contraignant un parti, jusqu'alors enfermé dans des débats internes, à engager la lutte, l'intervention militaire française dans la Ruhr [29] vient accélérer le processus engagé par le IVe congrès, mais lui fixe en même temps certaines de ses limites.

2. AU FEU DE LA CONJONCTURE

C'est à la faveur des prolongements de la première crise de l'impérialisme qui l'a vu naître que la SFIC fait ses premières armes et remporte ses premières victoires[1]. Le comité d'action contre l'occupation de la Ruhr, qui réunit autour d'elle, et à son initiative, l'ARAC, la CGTU et l'Union anarchiste, apparaît, en effet, comme une première tentative de front unique. Cette bataille, dont la contrepartie est de faire essuyer à la SFIC, pour la première fois de son histoire, le feu de la répression, n'est pas sans effet sur le parti lui-même.

Menée de concert par la CGTU, la SFIC et les Jeunesses, elle contribue à transformer les relations que ces organisations entretiennent entre elles. Le compromis réalisé avec l'ISR relativement aux statuts de la CGTU[2] avait, d'ores et déjà, facilité les rapprochements entre cette dernière et le Parti communiste. Les mutations qui affectent la SFIC à partir de 1923, et la répression qui la frappe, lui attirent la sympathie de militants de la CGTU demeurés jusqu'alors sur la réserve. De 1923 à 1925, ils sont nombreux à en rejoindre les rangs ; parmi eux, Monatte puis Monmousseau.

De nouveaux cadres surgissent : issus des Jeunesses communistes[3] ou du mouvement syndical[4], ils s'intègrent, lors du congrès de Lyon[5], à la direction d'un parti affecté jusque-là de constantes hémorragies. Si le comité directeur devient, de ce fait, plus ouvrier, il se heurte pourtant à deux problèmes qui sont corollaires à son mode de constitution. Parce que les cadres qu'il vient d'intégrer ne sauraient immédiatement remplacer les cadres traditionnels sur le terrain de la propagande, celle-ci s'essouffle ; on en vient même, par réaction, à lui nier toute spécificité. « Il nous faut nous instruire nous-mêmes, lit-on dans le *Bulletin communiste*, mais la propagande et l'éducation ne seront rien sans une propagande et une éducation pratique ... La doctrine marxiste est sortie de l'observation des faits économiques[6], il faut que toute l'action du parti soit un cours vivant, vécu, une démonstration par l'exemple de la vérité du communisme, de l'insignifiance du réformisme ... L'action économique est, en ce moment, la meilleure propagande.[7] »

Là n'est pas le problème le plus grave. Parce que la lutte contre l'intervention de la Ruhr se mène dans des formes qui ne sauraient engager tout le potentiel du parti, elle voit surgir des militants révolutionnaires, mais n'assure pas la cohésion des courants anciens qui se survivent d'autant plus facilement à eux-mêmes que leurs pratiques demeurent globalement inchangées. Nous en voulons pour preuve les quatre articles par lesquels le *Bulletin communiste* rend hommage à Lénine au lendemain de sa mort. Ils font surgir l'image encore brisée d'un parti qui, bien que confronté à l'action, n'a pas pu, pour autant, trouver son unité.

Souvarine salue en Lénine « Marx ressuscité ». « Lénine, écrit-il, nous a pour ainsi dire tout appris ... il nous a appris ce qu'est une révolution sociale, il nous a inculqué la notion concrète de dictature du prolétariat, nous a donné conscience de la nécessité et du rôle d'un PC, nous a rassemblé dans une nouvelle Internationale, nous a débarrassé des préjugés pacifistes, nous a fait comprendre l'emploi de la violence armée ; [il] nous a mis en garde contre le sectarisme, l'intransigeance verbale, nous a enseigné la souplesse et les mobilités dans la tactique. [8] »

Il rappelle ainsi ce que furent les motivations du comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale. Lénine est avant tout, à ses yeux, l'auteur (au double sens du terme) de *L'Etat et la révolution,* le bâtisseur de cet instrument qu'est le parti. Lui être fidèle, c'est poursuivre la construction d'un parti capable d'en reproduire l'œuvre [9].

Dunois intervient au nom de ceux dont nous avons déjà fait état et qui ont adhéré à la SFIC par fidélité au passé. « *La tradition léninienne,* écrit-il, continue la tradition marxiste, blanquiste, babouviste et jacobine. [10] »

Paul Marion rappelle, quant à lui, quelles furent les motivations réductrices des communistes « nés de la guerre » : « Lénine, c'était pour nous le défaitisme, l'aventurier ... l'importance de la révolution d'Octobre nous échappa. Le bolchevisme apparaissait sous sa forme élémentaire, réduite à cette simple formule : " Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ", qui connut un accueil immense. [11] » En dépit de l'autocritique que manifeste l'emploi de l'imparfait, cette génération d'adhérents conserve une cohésion telle qu'elle n'opère que difficilement sa fusion avec les précédents. La fusion s'avère plus difficile encore pour ceux qui, comme Louzon [12], rendent hommage à ce « génie de notre classe » que fut Lénine. « Dans les pays latins, écrit Louzon, la réaction contre la social-

démocratie ... prit les formes du syndicalisme révolutionnaire. Dans les pays germano-russes, elle prit la forme du léninisme ... Au Parlement bourgeois, Lénine oppose la Commune prolétarienne. [13] »

Réapparaissent ainsi, trois ans après Tours et avec une netteté trop parfaite, les courants qui ont soutenu la Révolution russe [14]. Unis derrière Lénine (et pour ce, adhérant au parti), ils l'appréhendent au travers du prisme déformant des pratiques qui restent leurs. Hors de toute crise de la formation sociale qui viendrait les focaliser sur la question décisive et unifiante de l'Etat, ils ne font, en effet, que coexister, cohabiter dans les rangs du parti et sa direction même. Ils ne sauraient donc fusionner en un groupe dirigeant, être cette « direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien » dont le IIe congrès proclamait la nécessité. Les conditions ne sont pas davantage créées pour le surgissement d'un « léninisme français » (au sens où l'on peut parler d'un léninisme de Gramsci, c'est-à-dire de sa capacité d'intervention à la fois théorique et pratique sur la formation sociale italienne).

Le Ve congrès va s'affronter à ce problème qu'est l'homogénéisation d'un parti hors d'une crise révolutionnaire.

CHAPITRE III

LE Ve CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE ET LA « BOLCHEVISATION IDÉOLOGIQUE » DU PCF

janvier 1924 - mai 1926

1. L'AMBIGUÏTÉ DU Ve CONGRÈS JUIN-JUILLET 1924

> « Avec vingt pour cent de jaurésisme, dix pour cent de marxisme, vingt pour cent de léninisme, vingt pour cent de trotskisme et trente pour cent de confusionnisme, le parti ne deviendra ni révolutionnaire, ni bolchevique, ni capable de mener les masses prolétariennes et paysannes aux batailles décisives ... Le parti doit viser à ce grand but : cent pour cent de léninisme. » *Cahiers du Bolchevisme* [1].

> « Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. » Staline [2].

Le Ve congrès mondial, qui met à son ordre du jour la « bolchevisation » des sections de l'Internationale décidée par l'exécutif du 21 janvier 1924, s'ouvre dans une période marquée par le reflux de la vague révolutionnaire et par la crise ouverte, en URSS, à la suite de la mort de Lénine.

Il s'interroge et sur les causes des défaites subies par le mouvement ouvrier en Allemagne, en octobre 1923, puis en Bulgarie et en Pologne, et sur celles de la survie du capitalisme [3].

> Si la bourgeoisie n'a pas été vaincue au terme de la guerre, affirment les thèses sur la tactique, c'est surtout parce que nous n'avions pas, dans les pays décisifs, de grands partis capables d'organiser la révolution et de mener au combat les masses spontanément levées contre les fauteurs de guerre. Au moment où le capitalisme ne peut plus régner sans appel à la social-démocratie, où le mal qui le mine, bien que chronique, devient de plus en plus irrémédiable, le facteur subjectif, c'est-à-dire le degré d'organisation du prolétariat et de son avant-garde, les partis communistes, devient dominant [4].

Si c'est une des faiblesses majeures de ce V^e congrès que de surestimer, sous la pression de la gauche, les facteurs subjectifs de la phase de « stabilisation » [5], cette surestimation même conduit contra-

dictoirement à une réflexion plus approfondie sur ce qu'est un parti communiste.

Les défaites de 1923, les difficultés de compréhension et de mise en œuvre de la tactique de front unique sont autant de symptômes de ce que les partis n'ont encore trop souvent qu'une existence formelle. Les thèses sur la propagande y voient l'effet des « survivances » idéologiques qui pèsent sur eux :

> Les conflits intérieurs de l'Internationale communiste sont en même temps des crises d'idéologie. Les déviations de droite ou de gauche sont inséparables de l'idéologie prolétarienne, du marxisme-léninisme. La « maladie infantile de gauche », qui se manifesta au IIe congrès mondial et après était une déviation du marxisme-léninisme vers le syndicalisme. Les conflits actuellement en cours dans certains partis communistes, dont le début coïncida avec la défaite allemande d'octobre, sont une suite des survivances dans ce parti de la vieille idéologie social-démocrate [6].

Et parce que l'Internationale et ses sections analysent en termes de crise idéologique, la crise qu'elles traversent, les « Thèses sur la propagande » lui apportent naturellement une réponse idéologique.

> Le moyen d'en venir à bout est de bolcheviser les PC ... Par « bolchevisation des PC », il faut entendre le triomphe idéologique définitif du marxisme et du léninisme [... il sera assuré] par une pénétration plus profonde du marxisme et du léninisme dans la conscience des partis communistes et de leurs membres. La bolchevisation, affirment-elles encore, n'est pas une adoption mécanique des mesures concrètes du PCR, mais l'adaptation des méthodes du bolchevisme à la situation de chaque pays dans l'époque historique donnée [7].

Le conflit qui oppose Trotsky à la direction du PC(b)US, passée depuis le XIIe congrès du parti aux mains du triumvirat, Staline, Zinoviev et Kamenev [8], lui confère pourtant un caractère conjoncturel qui affecte jusqu'à ce « léninisme » qui se donne comme le moyen de l'homogénéisation des sections de l'Internationale.

Pour une idéologie homogène : la théorisation du « léninisme »

En décembre 1923, Zinoviev présente, pour la première fois, dans la *Pravda*, le « trotskysme » comme un tout cohérent, caractérisé par un mépris de la paysannerie et la réduction du parti à un agglomérat d'individus [9]. Quelques jours plus tard, Boukharine procède à un

inventaire systématique des divergences entre Lénine et Trotsky [10]. Ce même mois de décembre 1923, Trotsky publie, sous le titre de *Cours nouveau* [11], les articles où il s'attaque aux risques de bureaucratie encourus par le parti, ainsi qu'aux dangers de la NEP. Lors de la 13e conférence du parti [12], Staline lui reproche son manquement à la discipline du parti ; il l'accuse de n'avoir pas dit clairement s'il se situait sur les positions du comité central ou sur celles de l'opposition, de s'être opposé au parti, d'avoir dressé les « jeunes » contre les « vieux », d'avoir valorisé le rôle joué par les intellectuels et les étudiants, d'admettre enfin les fractions. En réponse au *Cours nouveau*, la résolution de la 13e conférence décide de renforcer le pourcentage de travailleurs dans le parti, d'y intensifier le travail d'explication en développant, en particulier, l'histoire de la lutte du bolchevisme contre le menchevisme. On créera, pour ce faire, des cercles léninistes. Ainsi le « léninisme » se constitue-t-il d'abord comme arme aux mains du triumvirat ; il se veut le moyen d'une démarcation d'avec un « trotskysme » d'ores et déjà caractérisé.

Le 21 janvier 1924, la mort de Lénine [13] exaspère les conflits au sein du PC(b)US. Le substantif acquiert force de loi : « Lénine est mort, le léninisme vit », proclame Zinoviev [14], en le présentant au nom de l'Internationale comme un ensemble cohérent et structuré dont les apports majeurs sont la dictature du prolétariat, l'alliance ouvrière et paysanne, la prise en compte des questions coloniales et nationales [15]. « Le devoir des léninistes, écrit-il, est d'affermir, en l'absence de Lénine, l'idée essentielle du léninisme : l'alliance de la classe ouvrière et de la classe paysanne, d'affermir la liaison avec les masses ouvrières sans parti, de sauvegarder l'unité du parti, de rester le parti du bochevisme militant. [16] » Il définit ainsi le léninisme par référence tacite au seul débat ouvert dans le Parti russe.

En énonçant ses *Principes du léninisme* [17], Staline tente d'en donner une définition plus universelle. Son léninisme se donne comme « le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne » ; réponse globale et structurée s'accordant à une situation inédite, il s'attaque à l'impérialisme, et non plus seulement, comme le faisait et comme le fait encore le marxisme de la Deuxième Internationale, au capitalisme ; il prend de ce fait en compte les questions coloniales et nationales, la question paysanne, l'Etat, et la dictature du prolétariat [18]. Parlant de « principes du léninisme », Staline court-circuite jusqu'à la référence à Marx. « Lénine est marxiste, écrit-il, et la base de sa conception du monde est évidement le marxisme ; mais il ne s'ensuit nullement que l'exposé du

léninisme doive commencer par l'exposé des principes du marxisme ... Exposer les principes du léninisme, c'est exposer ce qu'il y a de particulier et de nouveau dans les travaux de Lénine.[19] » A la traditionnelle référence aux « trois sources », il en substitue une autre en caractérisant le « style léniniste » dans le travail par « l'élan révolutionnaire russe allié au sens pratique américain ».

Bien qu'émancipant le léninisme de toute référence directe au « trotskysme », Staline n'en combat pas moins implicitement des positions qui réduisent l'œuvre de Lénine à une suite d'interventions politiques dont certaines sont critiquables et réfutent jusqu'à la notion même de léninisme[20]. Il ne souscrit pas davantage aux positions de Boukharine. « D'aucuns pensent, écrit-il, que l'essentiel, dans le léninisme, est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance ; c'est tout à fait faux, la question du léninisme, de son point de départ, n'est pas la question paysanne, mais la question de la dictature du prolétariat, des conditions de sa conquête ... de sa consolidation. La question paysanne est une question dérivée.[21] »

Seule la question du parti lui apparaît dominante. Il définit ce dernier comme « un détachement[22] d'avant-garde de la classe ouvrière, armé de la théorie d'avant-garde tout en étant lié à la classe ouvrière, à la masse des sans-parti ... un détachement organisé [de cette classe ouvrière] ». « Forme suprême de l'organisation de classe », ce parti dont « l'unité est incompatible avec l'existence des fractions se fortifie en s'épurant ; il est l'instrument de la dictature du prolétariat »[23].

Si sa définition reprend certains des caractères fondamentaux du parti de type nouveau, tels qu'ils ont été exposés lors du IIe congrès de l'Internationale, en particulier le centralisme démocratique, elle n'en relève pas moins d'une démarche différente. Dans ce texte qui prend valeur de manifeste pour l'Internationale tout entière[24], le parti ne se définit, en effet, plus comme une construction tendancielle à partir des pratiques de luttes que la classe ouvrière s'est données, mais, prioritairement, par sa théorie et son organisation. Dans un discours de novembre 1924[25], Staline situe, du reste, la « naissance du léninisme » en 1903, en en privilégiant ainsi les aspects organisationnels. La référence n'est plus *La maladie infantile* ..., ni les *Vingt et une conditions*, textes l'un et l'autre rédigés à l'occasion d'un congrès de l'Internationale et, pour ses sections, elle est désormais *Que faire ?*[26], publié en 1902 dans les conditions de l'illégalité, et dans lequel les aspects conjonctuels le disputent aux données théoriques, sans qu'il soit toujours aisé de les départager.

Si la Librairie de l'Humanité réédite pour la seconde fois, en 1924, *La maladie infantile...* [27], elle publie, du reste, en 1925, et pour la première fois, *Que faire ?* [28]. Les *Cahiers du bolchevisme* le présentent sous le titre ambigu d'« un nouveau livre de Lénine » et le caractérisent comme « le premier ouvrage politique vraiment important qu'ait écrit Lénine ... l'embryon de tout ce qui deviendra le léninisme tel que nous le connaissons aujourd'hui. [29] »

Pour assurer le triomphe idéologique de la nouvelle orthodoxie par rapport à laquelle les « survivances » (dans les masses) sont désormais comprises comme « déviations » (dans les partis), le Ve congrès ne retient des « principes du léninisme » que ce qui concerne la seule social-démocratie. Si l'étude du léninisme est à l'ordre du jour, c'est que « les théoriciens de la Deuxième Internationale sont morts pour le marxisme. Par une nécessité historique et toute naturelle, le marxisme révolutionnaire approfondi et développé par Lénine est devenu l'idéologie de la Troisième Internationale, l'idéologie du mouvement ouvrier contemporain » [30].

Les thèses sur la propagande [31] adoptées par le Ve congrès s'emploient à le mieux définir :

> Le marxisme et le léninisme comprennent l'un et l'autre à la fois la théorie et la pratique de la lutte ouvrière. Ils font à eux deux l'unité de la théorie révolutionnaire et de la pratique révolutionnaire. Au rebours du marxisme des épigones de Marx, du marxisme de la Deuxième Internationale qui, sous une forme prétendue orthodoxe sépare la théorie de la pratique, et rejette en pratique l'action révolutionnaire après l'avoir admise en théorie, le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

Le congrès invite, en conséquence, l'Internationale à « élaborer théoriquement l'expérience qu'elle traverse, à organiser de façon sérieuse la propagande du marxisme et du léninisme » [32].

Décision est prise de créer dans ce but une section centrale d'agitation et de propagande, de réformer le service de presse de l'Internationale communiste, pour lui permettre « de munir les partis non seulement de matériaux d'actualité politique, mais aussi de matériaux sur la théorie » [33]. Considérant « qu'un des obstacles essentiels à la propagande du marxisme-léninisme consiste dans la pauvreté de la littérature marxiste-léniniste, dans le manque d'éditions des ouvrages originaux, dans l'absence de manuels et de guides populaires ». Les thèses sur la propagande incitent à un effort en matière d'édition. Pour lutter contre l'image tronquée que donnent de Marx les

éditions social-démocrates, le congrès décide, ainsi, après avoir entendu un rapport de Riazanov, d'éditer les œuvres de Marx et d'Engels avec le concours de différents partis et dans une traduction autre que celle des éditions allemandes [34]. Il s'engage à intensifier parallèlement l'édition des œuvres de Lénine qui devra relever, dans toutes les sections, d'une même politique. Il est encore décidé de publier une revue destinée à former les propagandistes tout en permettant aux partis d'unifier leurs méthodes de propagande et d'éducation et de confronter les résultats de leurs recherches marxistes-léninistes. Enfin, et pour « répondre aux besoins les plus pressants des principaux partis en fait de théoriciens qualifiés », une école s'ouvrira à Moscou.

Les sections de l'Internationale sont invitées à prendre toutes mesures pour développer à leur niveau un même effort de propagande et d'éducation ; elles se doivent de « recenser les marxistes qualifiés, procéder à la création d'un nouveau cadre de propagandistes et transformer les anciens dans l'esprit du léninisme » ; il leur faut encore « obliger formellement tous leurs membres, et en particulier les fonctionnaires [35] élus, à s'instruire » en développant un système diversifié d'écoles allant des écoles centrales à l'organisation de cours élémentaires. La presse devra collaborer à cet effort général d'éducation.

Les « Thèses sur la tactique du Parti communiste français », adoptées par son comité directeur du 18 mars 1924 [36] en préparation du Ve congrès de l'Internationale, avaient placé « le développement de l'éducation et [du] sens communiste de ses adhérents parmi les tâches prioritaires au même titre que la création des cellules d'usine, le développement des organisations de liaison avec les masses, l'incorporation du groupe parlementaire dans l'appareil du parti, la direction des municipalités, le contrôle de la presse ... le remplacement des liens avec les partis frères ... Le parti, précisaient-elles, doit savoir que l'éducation de ses adhérents se fait aussi dans la lutte interne contre les erreurs et les déviations, surtout au cours de l'action quotidienne contre le capitalisme ». Le Ve congrès renforce encore cette idée. Se refusant à voir dans les écoles le lieu privilégié de transmission de l'idéologie, il subordonne tout son édifice pédagogique à la cellule d'usine [37], organisme qui n'est pédagogiquement fondamental que parce qu'il l'est politiquement. Il développe par là une nouvelle conception de la lutte idéologique et engage les partis dans la voie de transformations plus profondes.

Pour une idéologie homogène : une organisation homogène

En 1923, l'Internationale s'était limitée à affirmer le primat de l'action sans parvenir à autre chose qu'à un déclin des formes traditionnelles de la propagande. Elle prétend, cette fois, dépasser le simple déplacement du lieu d'intervention du parti. En définissant la cellule d'usine comme moyen principal d'éducation, comme le meilleur instrument dans la lutte contre ces fameuses « survivances idéologiques » ou « réminiscences », elle énonce une conception politique et pédagogique nouvelle, définit des rapports les unissant l'une à l'autre. Elle s'attaque ainsi plus frontalement à ce qui demeure du passé dans les partis.

Un rapport de police, dont nous ne saurions garantir la fidélité aux documents dont il s'inspire, traduit cependant assez bien les divergences qui peuvent l'opposer, à cet égard, à sa section française.

> La correspondance entre le Parti communiste français et l'exécutif de l'Internationale devient de plus en plus fréquente. [L'exécutif considère que] la propagande du Parti communiste français est pour ainsi dire non exempte de bourgeoisie (*sic*), non révolutionnaire. C'est une faible offensive d'un parti politique contre d'autres partis politiques. Le bureau politique objecte que toutes les directives de Moscou sont strictement appliquées en France, mais ce n'est pas la faute du bureau politique si la mentalité des communistes français diffère de celle des communistes russes. Les méthodes révolutionnaires sont évidemment excellentes, mais, pour pouvoir les appliquer en France, il faut avant tout léniniser et bolcheviser les masses ouvrières sans excepter celles qui ne font pas partie du Parti communiste français. En réponse, l'Internationale communiste fait ressortir qu'il n'est nullement besoin de perdre du temps, des efforts et de l'argent pour bolcheviser les masses, du moment qu'il existe en France un Parti communiste comptant des milliers de membres et capable d'agir révolutionnairement. Ce ne sera que pendant la révolution que le gros des masses se bolchevisera ou tout simplement s'inclinera devant le fait accompli [38].

Peu soucieux de se remettre en cause, le parti français fait de la propagande le maître mot de ses progrès. Comprenant l'idéologie comme une pratique matérielle dont le militant communiste serait la résultante et non plus le sujet, l'Internationale considère, au contraire, le développement d'une pratique nouvelle de la politique comme l'élément déterminant de la transformation des idéologies traditionnelles du mouvement ouvrier, de la construction, par là même, du parti de type nouveau. Elle s'essaie à faire surgir à froid,

c'est-à-dire en l'absence de toute crise révolutionnaire, une telle pratique, transformatrice parce qu'unifiante.

Les « Thèses sur les questions d'organisation » adoptées par le Ve congrès [39] assignent aux partis de se restructurer sur la base de cellules d'usine qui prendront, dans un délai rapide, la place des anciennes divisions territoriales. Elles placent ainsi la politique sur son vrai terrain, celui de l'exploitation ; un terrain que la bourgeoisie s'est attachée à occulter comme tel. Lieu où s'élabore principalement l'analyse concrète des situations concrètes, moyen d'une meilleure connaissance des masses travailleuses, d'une juste appréhension de l'exploitation capitaliste, les cellules d'usine sont le chaînon fondamental de l'élaboration d'une nouvelle pratique de la politique. Elles permettent au parti de fonder sa politique sur l'usine où elle s'élabore. A plus long terme, elles se veulent, pour la classe ouvrière, le moyen d'assurer sa « mainmise sur la production » [40]. « Les communistes, déclare à cet égard la résolution du Ve congrès, doivent dès aujourd'hui considérer les usines comme des mécanismes que, tôt ou tard, la classe ouvrière sera appelée à faire fonctionner. [41] »

Par cette transformation qui s'opérera dans les rapports qu'elles établissent avec les masses, de telles cellules agiront du même coup sur le parti et le transformeront.

Dans ses débuts, énonce une brochure contemporaine du Ve congrès, la cellule pourra contrôler la valeur de notre propagande, mais si elle comprend bien son rôle, elle devra bientôt la diriger, et c'est d'après les rapports des cellules en contact direct avec la masse que le centre sera guidé et pourra marcher ferme. Cela exige une grande transformation dans l'esprit et les méthodes de travail de tous les membres du parti. C'est la tâche de l'éducation d'y aider et de l'accélérer. La meilleure étude qui puisse être faite de la conception marxiste, poursuit cette même brochure, est celle qui s'appuie sur l'exemple vivant de l'usine, or nous avons dans une cellule les matériaux vivant à pied d'œuvre : l'usine et la doctrine. Soumettons-les à l'épreuve réciproque et de cet examen sortira la compréhension très claire de notre rôle et de nos responsabilités, l'éducation de la cellule dont l'avantage est de prendre un fait que chacun peut observer chaque jour, de remonter à l'aide de ce fait jusqu'à la théorie et d'en confirmer l'exactitude [42].

Condition du centralisme démocratique, la cellule se donne comme le moyen de gestation du parti de type nouveau et lui subordonne l'éducation des militants (et non plus des masses inorganisées) : c'est en abolissant la coupure entre « citoyen » et « travailleur », « l'économique » et « le politique » qu'elle prétend lutter

contre l'empreinte de l'appareil d'Etat sur la classe ouvrière et faire surgir le militant de type nouveau ; ce militant communiste, encore inexistant, et qui ne saurait naître que d'une pratique unificatrice et nouvelle qui le libère non seulement de l'idéologie dominante mais de ses supports que sont les pratiques de masse spontanées, hétérogènes les unes aux autres, souvent même en rapport de concurrence (parlementarisme, coopération et surtout syndicalisme) et qui se donnent pour *la* politique [43].

Si la bolchevisation aboutit à mettre l'accent sur les questions d'organisation [44], à déplacer le terrain de la lutte idéologique vers les seuls débats internes [45], c'est qu'elle ne s'assigne plus d'éduquer l'individu, le citoyen, mais le parti, pris comme un tout organique. D'éducateur, celui-ci devient éduqué.

Cette mutation profonde de la pratique pédagogique ne parvient à s'amorcer qu'en raison de la pratique politique nouvelle que déploie la classe ouvrière à l'échelle internationale : il s'agit moins de lui apprendre une théorie livresque que ce qui fonde une pratique déjà devenue sienne.

Lors de la conférence d'organisation qui se réunit à l'occasion du Ve congrès, l'Internationale retourne contre leurs auteurs les arguments qui lui sont opposés. Ceux qui prétendent que la bolchevisation ne permet pas d'organiser effectivement les membres du parti, loin d'appartenir tous, il s'en faut, à de grandes entreprises [46], ne voient pas qu'elle a justement pour but de déplacer le centre de gravité du parti vers ces grandes entreprises, d'améliorer de la sorte la composition sociale du parti. Celle-ci « doit être telle que la majorité écrasante puisse être organisée directement en cellule ; c'est-à-dire qu'il doit y avoir un solide noyau prolétarien » [47]. La perte d'un certain nombre d'adhérents consécutive à la réorganisation du parti constitue un risque calculé et pris d'autant plus volontiers que les cellules de rue englobent « la fraction quantitativement et qualitativement la moins importante de ses membres » [48]. Certains estiment encore que les partis déjà dépourvus de cadres ne pourront faire face aux besoins nouveaux et consécutifs au passage des sections aux cellules, ne réalisant pas que la bolchevisation vise précisément à favoriser l'émergence d'un plus grand nombre de cadres d'un type nouveau issus de la classe ouvrière, et qui se révèleront comme tels dans l'organisation de ses luttes.

La bolchevisation ne saurait donc se résoudre à la simple imposition d'un modèle idéologique et organisationnel [49] sur les sections de l'Internationale communiste. Elle doit tendre à rendre les partis

mieux à même d'affronter les questions nouvelles à résoudre. « On n'est pas communiste, déclare l'éditorial du premier numéro des *Cahiers du bolchevisme* (qui succèdent, en matière de rupture, au *Bulletin communiste*), si on ne sait pas se pencher patiemment, longuement, sur tous les événements historiques, sur tous les faits économiques, afin de les analyser et d'en tirer la ligne à suivre, la tactique à employer, l'action à mener. [50] »

A court terme, et parce que la question russe s'exacerbe à nouveau, les aspects conjoncturels de la bolchevisation prédominent pourtant ; elle est prétexte, au nom d'une orthodoxie qui vient d'être définie, à des épurations tant de droite que de gauche. L'uniformisation (qui ne peut que renforcer les tendances de « gauche ») tient le plus souvent lieu d'homogénéisation (qui ne peut se réaliser que par l'existence d'un réel centralisme démocratique). La direction du Parti communiste français, pourtant mise en place avec l'aval de l'Internationale, en fait la difficile expérience.

2. LA « BOLCHEVISATION IDÉOLOGIQUE » DU PCF PREMIERS PAS (1924-1925)

La lutte contre la « droite »

C'est en août 1924 que le comité directeur du Parti communiste français lance le mouvement de réorganisation du parti à l'échelle nationale. Il adresse, dans ce but, une circulaire à ses fédérations et les invite à se transformer avant le 31 décembre 1924 selon les directives du Ve congrès ; les délais impartis témoignent d'un certain optimisme. Lors du congrès de Clichy [1], le parti doit reconnaître qu'il lui reste beaucoup à faire. Il existe encore près de 2 000 sections locales et si l'on compte bien 2 500 cellules d'usine, elles n'ont, pour beaucoup d'entre elles, qu'une existence toute théorique [2]. Le congrès repousse, en conséquence, en avril 1925, la date où le parti devra avoir achevé sa réorganisation. Pour engager une mutation aussi fondamentale dans la vie politique française, remettre en question tant d'habitudes, c'est un report bien timide. Respecter les délais suppose une volontarisation certaine qui s'accompagne de maladresses. S'exaspèrent, en conséquence, les réactions de ceux qui exprimaient d'ores et déjà — pour des raisons diverses — des réticences sur le bien-fondé de la bolchevisation.

L'Internationale communiste s'était très tôt émue de sa difficulté à contrôler la politique de Souvarine en matière d'édition [3]. La place qu'il accorde aux ouvrages de Trotsky (et dont le tableau ci-dessous fait état) inquiète bientôt davantage.

1923	Sur la Russie		Sur la France		Autres		Total	
	BC*	LH**	BC	LH	BC	LH	BC	LH*
Trotsky	12	2	7	—	5	—	24	2
Zinoviev	4	—	—	—	12	1	16	1
Kamenev, Staline...	—	—	—	—	—	—	0	0

* *Bulletin communiste*

** Librairie de l'Humanité.

Rendu peut-être plus conscient du rapport des forces, il publie assurément, de janvier à mars 1924, dix articles émanant du triumvirat Staline, Zinoviev, Kamenev, contre cinq seulement de Trotsky. Parmi ces derniers, pourtant, *Cours nouveau*, que le *Bulletin communiste* reproduit sans en avoir référé à la direction du parti. Déjà tenu en suspicion du fait de son attitude devant la question allemande et les problèmes du front unique, Souvarine se voit alors retirer au profit de Calzan [5] la direction du *Bulletin communiste*. Sa position vis-à-vis de la question russe l'amène à se dresser contre la politique de bolchevisation dans laquelle il ne veut voir qu'une arme aux mains des « zinovievistes ». Toutes différentes sont les motivations de ceux qui, tels Monatte ou Rosmer, prennent la tête de l'opposition à la bolchevisation après que l'exécutif élargi (qui prolonge le Ve congrès) eut décidé d'exclure Souvarine du parti [6].

D'abord indifférents au débat engagé dans le parti russe, ces militants issus du syndicalisme révolutionnaire s'inquiètent d'une politique qui remet en question la fonction du syndicalisme compris comme le moyen privilégié de la lutte à l'entreprise. Mis en minorité lors de la conférence des secrétaires régionaux réunis en septembre 1924, ils n'en maintiennent pas moins leur opposition et se proclament, en outre, solidaires de Souvarine. Ils sont, à ce titre, exclus du Parti communiste français en décembre 1924.

Si leur exclusion ne met pas un terme aux attaques envers la bolchevisation, celles-ci changent toutefois de caractère. La polémique qui s'engage au sein du PC(b)US, et dès lors dans l'Internationale à propos des *Leçons d'octobre*, publiées par Trotsky en novembre 1924, exacerbe, en effet, le débat tout en en modifiant les termes.

Pour répondre à ces critiques, Trotsky s'attache, dans cet ouvrage, à comparer les positions développées par Lénine dans ses *Lettres de loin ;* il en dégage un certain nombre de convergences et met en avant les problèmes qui opposèrent alors Lénine aux « vieux Bolcheviques » en ce qui concerne en particulier « la dictature démocratique du prolétariat et des paysans », alors qualifiée par Lénine de « menchevique et droitière », et retourne ainsi contre Zinoviev et Kamenev l'accusation de menchevisme. Staline répond en l'accusant de « trotskysme », déviation qu'il définit par son attachement à la révolution permanente, « c'est-à-dire la révolution sans égard à la paysannerie pauvre qui doit être considérée comme force révolutionnaire, (par) l'absence de foi en l'essence du Parti bolchevique, son

caractère monolithique, (par) l'absence de foi dans les chefs bolcheviks, en particulier Lénine »[7].

Opposant à Trotsky, qui la conteste, la possibilité de construire « le socialisme dans un seul pays »[8], Staline dresse face à face « trotskysme » et « léninisme », les présente comme deux blocs cohérents entre lesquels il convient désormais de choisir. « Le léninisme, écrit-il, n'est pas une théorie éclectique ; c'est une théorie indivisible, née en 1903, enrichie des expériences de trois révolutions et qui est maintenant celle de la lutte du prolétariat mondial ... Le bolchevisme et le léninisme sont identiques[9], c'est pourquoi la division du léninisme vise à la destruction du bolchevisme.[10] »

En définissant le léninisme[11] comme « le marxisme de l'époque des guerres impériales et de la révolution mondiale en partie réalisée dans un pays où prédomine la paysannerie »[12], Zinoviev en accentue encore le caractère antitrotskyste. De telles pratiques ne font que conforter dans leur attitude les détracteurs du léninisme et de la bolchevisation, et les rendent plus enclins à n'y voir que la simple imposition d'un modèle idéologique et organisationnel visant à les mieux aligner sur la ligne zinovieviste désormais triomphante au sein de l'Internationale. Par simple analogie avec la question russe, et du fait des équations qui viennent d'être posées, l'Internationale les qualifie alors de « trotskystes » et les accuse de constituer « un groupement international »[13]. Elle donne ainsi à l'opposition une cohésion qu'elle était loin d'avoir.

Ayant réduit à une simple « déviation » idéologique ce qui est pourtant l'expression de ce réformisme structurel dont les prolongements de l'appareil d'Etat dans la société civile ont affligé le mouvement ouvrier français, elle s'attache à la combattre idéologiquement, en accélérant le processus « d'homogénéisation idéologique » de ses actions. Elle s'efforce, à cet effet, d'étendre son contrôle sur les divers moyens de propagande. En novembre 1924, s'ouvre la première école centrale du Parti communiste français, et s'accroît brusquement le nombre des journaux de cellules. A la même date, sont créés les *Cahiers du bolchevisme*[14], qui prennent la suite du *Bulletin communiste*, pourtant amendé, depuis mars 1924, dans le sens souhaité par l'Internationale.

Soucieuse de ne pas rompre avec les cadres anciens qu'elle espère conserver pour les acquérir à ses idées, cette revue, dans son adresse « Aux lecteurs du *Bulletin communiste* », déclare vouloir « faire connaître, pour la pratiquer, l'œuvre géniale de Lénine, doter les militants du parti, ses adhérents, de cet instrument parfait qu'est le

marxisme et de cette arme inégalable qu'est le léninisme »[15]. Le fameux « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », issu de *Que faire ?* lui sert, du reste, d'exergue[16]. Elle prend, dans l'immédiat, plus directement parti dans la question russe[17] et publie les pièces du débat en désignant clairement Trotsky comme cible. Les *Cahiers du bolchevisme* publient un de ses textes sous le chapeau : « La lutte contre le trotskysme »[18] ; ils multiplient, en outre, les articles orientés contre lui, essentiellement d'origine soviétique. Les articles consacrés au débat intérieur au Parti bolchevik prennent d'une façon générale le pas sur ceux qui visent à soutenir ou exalter l'expérience soviétique[19].

Les éditions du parti s'engagent dans la même direction. De 1924 à 1925, la Librairie de l'Humanité édite en moyenne 46 ouvrages par an, contre 25 de 1921 à 1923. Cette progression est pour l'essentiel le fait des ouvrages étrangers ; conformément aux décisions du Ve congrès, la place consacrée à Lénine s'accentue. La pratique du choix de textes témoigne pourtant d'une nouvelle façon d'en appréhender l'œuvre. Lénine est désormais utilisé « à l'appui », pour illustrer[20] ; on publie de lui ce qui peut aider à lutter contre le trotskysme[21]. A côté des « grands textes » apparaissent, en effet, pour la première fois, deux recueils de morceaux choisis intitulés *Trotsky jugé par Lénine*, et *Lénine et la France*, qui ont pour objet de détruire la réputation que Trotsky doit à son passé de responsable aux questions françaises.

En mettant l'accent sur les divergences idéologiques qui la font se dresser contre la direction du parti et celle de l'Internationale, de telles méthodes dispensent l'opposition de remettre en cause ses pratiques qui sont la cause fondamentale de son hostilité à la bolchevisation. Elles lui rallient, qui plus est, de nouveaux partisans en la personne de ceux qui se donnent comme les gardiens du marxisme dans la SFIC et croient voir celui-ci menacé. Le 9 février 1925, une lettre signée de 80 membres du parti est adressée, à l'initiative de Loriot, à l'exécutif de l'Internationale. Elle dénonce les conditions dans lesquelles s'effectue la politique de bolchevisation et la rend responsable des écarts croissants entre le parti et les masses. Devant le congrès de Clichy, Rappoport, Dunois et Loriot attaquent la bolchevisation au nom du marxisme même[22]. Dunois déplore que le bureau politique ait « tué toute vie intellectuelle dans le parti ». Il réclame la liberté de discussion dans les cellules « qui permettent (assurément) d'être mieux lié aux masses organiquement mais non politiquement. La bolchevisation, poursuit-il, est un mot que

n'aurait pas aimé Lénine qui, dans un de ses livres, proteste contre ce nom absurde et barbare de " Bolchevique " qui ne signifie rien ... La prolétarisation, telle que vous l'entendez, est une caricature de prolétarisation ... Il y a dans le parti actuel une suspicion générale pour tout ce qui n'est pas ouvrier ; c'est une vieille connaissance que l'ouvriérisme ... Puisse Lénine (dont nous nous inspirons au risque parfois de méconnaître Marx), nous apprendre à ne plus traiter l'intellectuel en communiste de " seconde zone " sinon tout à fait en paria »[23]. Rappoport soutient des positions identiques : « Il faut que chacun comprenne bien que Karl Marx est le premier maître en matière de révolution, et qu'il est, par conséquent, désobligeant et ridicule de citer toujours Lénine et d'employer le mot bolchevik pour tout ce qui se rattache au communisme.[24] » Loriot déclare enfin s'attaquer à la bolchevisation « si l'Internationale et les partis l'interprètent en un sens limitatif et étroit ; si on cherche à créer, sous le nom de léninisme, une nouvelle doctrine cristallisée »[25].

Le 25 octobre 1925, 250 adhérents du parti s'appuient sur ces critiques pour affirmer que les cellules ne sauraient constituer, en France, la base du parti. A la différence de ce qui se produit dans les principales sections de l'Internationale[26], l'opposition ne théorise pourtant pas ses positions. Soumise aux mêmes déterminations que la direction du parti, elle se définit par ses seules pratiques. C'est ce que perçoit Ferrat, qui écrit (en 1931, il est vrai) : « La droite proprement dite est (alors) composée de plusieurs courants : d'abord un courant individualiste petit-bourgeois personnalisé par Souvarine ; ensuite un courant social-démocrate personnalisé par Dunois, Loriot[27]... Un autre courant est d'ordre anarcho-syndicaliste, personnalisé par Monatte, Rosmer, Louzon.[28] » S'agit-il de se doter d'une attache théorique, et d'aucuns se replient vers Marx, d'autres vers Trotsky.

La Bibliothèque socialiste a réédité par deux fois *Le Manifeste*. Les éditions Costes poursuivent, de leur côté, l'œuvre qu'elles ont entreprise avant guerre et éditent quatre volumes du *Capital* et huit volumes des *Doctrines économiques*. N'est-ce pas, en effet, sur Marx économiste que les mencheviks, et derrière eux la Deuxième Internationale, fondent leur critique de la révolution d'Octobre et de ses conséquences ? Parce que le débat interne au Parti bolchevik a pris le pas sur le débat qui se menait avec le marxisme de la Deuxième Internationale, les éditions communistes n'apportent pas de réponse immédiate à cette offensive. En 1924 et 1925, les *Cahiers du bolchevisme* ne publient qu'un seul texte de Marx. Encore est-il des-

tiné à commémorer la Commune [29]. La Librairie de l'Humanité, dont Dunois conserve la direction jusqu'en avril 1925, et qui continue, au contraire, à éditer Marx, salue la parution des ouvrages dont on vient de faire état et ne se livre à aucune critique interne à leur égard. Soucieux d'affirmer le caractère marxiste du parti, au sens le plus traditionnel du terme, Dunois édite ou réédite, en revanche, Rappoport [30] et Dommanget [31], choisit et annote un certain nombre de documents de la Commune de Paris [32] et réédite enfin, en les préfaçant, *La genèse du Capital*, *Le Manifeste* [33], et *La guerre civile en France*.

Consacrent-ils à Lénine quelques articles, que ces « marxistes français » en donnent une image qui diffère quelque peu de celle des articles soviétiques. C'est par rapport aux principales formes d'opportunisme qui caractérisent le mouvement ouvrier français qu'ils s'attachent à le définir [34].

Plus directement oppositionnelle est la référence à Trotsky. Face à l'offensive idéologique en cours, la « droite » exclue du parti s'est, en effet, dotée de moyens d'expression. C'est en janvier 1925 qu'est créée *La révolution prolétarienne*, que dirigent notamment Monatte, Rosmer et Louzon. Elle dénonce, dès son second numéro, « la légende du trotskysme » [35], multiplie les publicités relatives aux ouvrages de Trotsky et publie, en particulier, la préface de l'édition française de l'ouvrage de Eastman intitulé *Depuis que Lénine est mort* [36], qui suscite une vive polémique dans la SFIC [37]. En novembre 1926, elle publiera pour la première fois en France *Le testament de Lénine* [38]. La Librairie du travail se range, de son côté, sur les positions de Monatte et Rosmer : elle fait place à ceux qu'exclut désormais la Librairie de l'Humanité. En 1924 et 1925, paraissent six ouvrages de Victor Serge et Trotsky, dont deux sont consacrés à Lénine. Désormais oppositionnelle, la Librairie du travail cesse d'éditer les textes de l'ISR. Les éditions nouvellement créées par la CGTU prennent le relais. En octobre 1925, enfin, Souvarine reprend la publication du *Bulletin communiste*, désormais qualifié d'« organe du communisme international », et dont le premier numéro s'ouvre sur un article de Souvarine intitulé « Exclus, mais communistes ». Il consacre, en 1925 et 1926, près des quatre cinquièmes de ses articles à la question russe. Ses « Chroniques de la vie soviétique » dénoncent régulièrement « les concessions faites aux paysans, à la bourgeoisie, au capital étranger » [39] et rappelle que « la Révolution russe n'a pas besoin de flagorneurs, mais de camarades informés, de collaborateurs avertis » [40]. Nombreux sont les articles qui émanent de l'Oppo-

sition ouvrière, de Trotsky, de ceux qui le soutiennent. Souvarine analyse personnellement le XIVe congrès du PC(b)US en un sens favorable à l'opposition [41]. Se réclamant de Marx et de Lénine, la revue attaque les « néo-léninistes » [42].

Au lendemain de la guerre, la Révolution russe et la construction de l'Etat soviétique ont été le facteur unifiant des avant-gardes révolutionnaires. Parce que rien n'est venu les homogénéiser les unes aux autres, la crise que traverse le PC(b)US rend les coupures à nouveau manifestes. Au-delà des qualificatifs de « trotskystes » ou de « néo-léninistes » que l'on échange, ce sont des antagonismes anciens qui ressurgissent.

Dénoncée comme trotskyste, l'opposition se reconnaît en Trotsky sans développer pour autant des positions qui soient cohérentes avec les siennes [43]. En l'absence de grands bouleversements qui seraient susceptibles d'homogénéiser le parti en entraînant toutes ses forces dans une pratique unique et nouvelle de la politique, de faire surgir du même fait des cadres d'un type nouveau, la direction du parti ne trouve de son côté sa force de cohésion que dans sa seule fidélité à la direction du PC(b)US. Certains de ses membres — c'est le cas de Sémard [44] — représentent en son sein les forces vives de la classe ouvrière que l'Internationale entend gagner à ses positions ; d'autres, c'est le cas de Suzanne Girault et de Treint, n'en intègrent les rangs [45] qu'à la seule faveur de leur adhésion inconditionnelle à la politique de bolchevisation et du soutien qu'ils manifestent aux positions de Staline, Zinoviev et Kamenev. S'il n'existe pas, en 1924, de véritables « trotskystes » français, il existe donc, en revanche, et du seul fait de ce que des critères idéologiques ont présidé au choix de certains des dirigeants du parti, des « zinovievistes » [46]. Il est, dans ces conditions, aisé pour l'opposition d'ironiser.

En novembre 1925, le *Bulletin communiste* nouvelle manière dénonce la « bobignisation du parti » [47] : « ... Le parti a besoin de cadres ? Belle découverte mais un peu tardive. On se débarrasse par tous les moyens des militants instruits ... puis on s'avise que les cadres font défaut. Rien de plus facile que de remédier au manque de cadres d'après les " bolchevisateurs " : il suffit de fabriquer des militants en série. Et l'on crée une deuxième école léniniste [48]. Qu'est-ce qu'une école léniniste ? C'est une réunion de pauvres types, choisis pour leur docilité et soumis à un régime d'abrutissement soigné. On leur fait ânonner des formules, réciter des clichés, singer les " sommets ". C'est ce qu'on a justement appelé la " bobignisation " du parti. [49] » Si la formation des cadres, dans les

formes où l'engage le Parti communiste français, en novembre 1924, est un moyen parmi d'autres « d'homogénéisation idéologique », elle répond pourtant à des finalités plus complexes.

Pour une direction homogène : les écoles du Parti communiste français (1924-1925)

Dans un article-manifeste intitulé « Idéologie, direction et organisation homogène », les *Cahiers du bolchevisme* affirment que « L'éclectisme idéologique de la droite retarde la création de cadres, la croissance du parti, et livre les masses à l'influence spirituelle de la bourgeoisie ... La direction joue dans le parti un rôle immense : elle doit former l'avant-garde, embrasser toutes les tâches, savoir concrétiser les aspirations du parti. [50] » Ils soulignent ainsi l'importance des cadres dans le parti de type nouveau ; une importance d'autant plus grande qu'en se donnant comme cette avant-garde dont parle *Que faire ?*, le parti se veut un « détachement avancé », un parti de cadres en quelque sorte.

La politique de bolchevisation a produit, à cet égard, des effets contradictoires.

> La réorganisation sur la base des cellules d'entreprise ... n'a pas seulement élevé considérablement le besoin en militants capables, elle a aussi transformé le contenu de la vie des organes intérieurs du parti et, par suite, des tâches qui se posent devant les militants. L'activité du parti a été élargie, spécialisée, ce qui exige, pour l'accomplissement des tâches dans tous les domaines une formation politique générale plus élevée ... Mais, en même temps, les partis ont perdu une grande partie de leurs anciens militants ; les uns, les grands « as » d'autrefois, de l'organisation territoriale, ont été pratiquement liquidés par la réorganisation sur la base des cellules d'usines ; les autres ont disparu. Ceux qui sont restés, le plus souvent plongés jusqu'au cou dans le petit travail d'organisation, n'ont jamais eu le temps de penser à leur culture théorique [51].

En l'absence de tout bouleversement social qui puisse lui permettre de rompre avec un opportunisme demeuré dominant, le parti français connaît, de ce point de vue, une situation particulièrement difficile. Déterminante à bien des égards, la question des cadres est au cœur de ce que l'Internationale va nommer « la question française ».

Dans les rapports qu'elles renvoient au centre, fin 1924, et qui portent sur l'état d'avancement de la bolchevisation, un certain nombre de régions soulignent, comme une des causes de leurs difficultés, le manque de cadres capables de procéder aux remaniements et d'animer les cellules nouvellement créées [52].

Parce qu'il incombe à l'école de doter le parti des cadres qui lui font défaut, elle ne saurait être simple répétition de ce que furent les écoles marxistes. Le rôle dévolu à l'éducation est, en effet, trop important pour qu'elle demeure aux mains des « éléments petits-bourgeois, le plus souvent opportunistes ou trotskystes déguisés » [53] qui ont prétendu y voir, au congrès de Clichy, le moyen de « sauver le parti de la mort », et veulent rétablir par son biais « les clubs de discussions qu'étaient les anciennes sections » [54], reprendre de l'influence. C'est l'Internationale qui assure, en rupture avec les écoles anciennes, la mise en route de ce travail nouveau. Du fait des spécificités françaises qui rendent plus nécessaire qu'ailleurs la formation de cadres, elle tient en France deux des quatre écoles organisées entre le Ve congrès et novembre 1926.

Le 24 juillet 1924, le secrétariat du comité exécutif de l'Internationale communiste nomme Alfred Kurella directeur du travail d'éducation en France. Il le restera jusqu'en 1927, date à laquelle il quitte la France pour devenir secrétaire adjoint de la section d'agitation et de propagande de l'Internationale communiste [55]. Membre du Parti communiste allemand, secrétaire de l'exécutif de l'Internationale communiste des jeunes, A. Kurella a l'expérience pratique du travail d'éducation dont il a assuré la direction au sein de l'ICJ. Fort de cette expérience, il dirige la première école de la Jeunesse communiste à Saint-Denis [56], puis les deux écoles centrales de Bobigny (novembre 1924-janvier 1925) et de Clichy (novembre 1925-janvier 1926). Désireux de rompre avec les cadres anciens qui, même lorsqu'ils « savent adapter leur collaboration aux besoins du parti bolchevisé », risquent d'y « apporter d'anciennes méthodes d'enseignement marxiste » [57], il assure directement une partie des cours. Il est, toutefois, secondé par Paul Marion, le seul enseignant à être attaché en permanence à l'école de Bobigny, où il assure les cours d'économie politique et ceux d'histoire du mouvement ouvrier. Confiés à un des rares universitaires encore au Parti communiste, ces cours ont souvent un contenu un peu académique et sont hétérogènes, comparés au reste de l'enseignement dispensé à l'école. Ainsi, ses analyses économiques sont-elles volontiers monétaristes. Les dirigeants du parti viennent épisodiquement traiter de questions politiques ponc-

tuelles [58] : se dessinent ici les faiblesses d'un parti dont les dirigeants ne sont pas en mesure de fournir une analyse autre que sectorielle de la situation française.

Des élèves de la première école centrale, Kurella dira : « Ce que les camarades possèdent en fait de formation théorique est le fruit du hasard. Leur savoir se réduit à des fragments sans liaison exacte entre eux. » Cette réflexion de Kurella pourrait tout aussi bien s'appliquer aux enseignants eux-mêmes et définir jusqu'à la pratique politique du Parti communiste français dans son ensemble.

C'est dans ces conditions qu'il revient à Kurella d'homogénéiser et d'harmoniser les expériences et connaissances fragmentaires des élèves, d'en faire « un tout cohérent afin qu'ils apprennent à comprendre comment ils doivent aborder toutes les questions du travail du point de vue unique de la théorie marxiste-léniniste » [59]. Il assure, à cette fin, les cours relatifs aux rapports entre les questions théoriques et la pratique quotidienne du parti, son travail d'agitation. Les cours de synthèse sont également de son ressort [60]. Il publie, à partir de son expérience, trois fascicules qui constituent la « Bibliothèque d'éducation léniniste » [61] et doivent permettre d'étendre le travail d'éducation au-delà des seules écoles centrales. Ils contiennent conseils pédagogiques, programmes et documents pour l'organisation « d'écoles léninistes » qui tranchent radicalement, conformément aux résolutions du Ve congrès, avec les écoles dirigées par Rappoport [62] « à qui on ne pouvait plus se fier politiquement » [63].

Si les programmes d'étude établis par l'Internationale rappellent que « le léninisme ne peut être opposé au marxisme » [64], ces écoles léninistes s'opposent à ce point à ce qu'était l'école marxiste que le marxisme lui-même se voit entaché de quelque suspicion. On s'estime tenu de le définir [65] par opposition aux conceptions qui prévalaient dans les écoles anciennes : « Dans leurs plans d'étude, écrit Kurella, vous trouverez d'excellentes leçons sur la dialectique, le matérialisme historique, les origines du *Manifeste*, la Commune de Paris ... Mille connaissances scientifiques qui n'ont aucun rapport avec les tâches quotidiennes des adhérents à l'usine. [66] »

A l'encontre d'une telle conception du marxisme, il assigne aux enseignants « de montrer comment la fausse perspective historique de la social-démocratie découle de la non-compréhension du fait que l'impérialisme est une étape nécessaire du capitalisme et non pas un phénomène accidentel, de montrer que les sociaux-démocrates, ne comprenant pas les contradictions fondamentales de l'époque impérialiste, sont devenus les laquais de la bourgeoisie » [67]. « Pour un

militant de 1925, écrit encore Kurella, il est plus important de connaître la divergence des intérêts impérialistes entre l'Amérique et l'Angleterre que de savoir par cœur la différence entre Fourier et Owen. [68] »

Ainsi et à la différence de ce qui se produisait avant 1924, le débat sur le marxisme ne se mène-t-il plus avec ceux qui sont restés dans la « vieille maison ». Il passe à l'intérieur du parti. En définissant l'enseignement politique comme enseignement de la politique [69], comme analyse de la conjoncture, on donne une définition nouvelle de la pratique politique même. Le parti ne se donne plus comme celui qui dit ce qui est, ce qui se déroule ; il se veut la force capable de fournir « l'analyse concrète d'une situation concrète », capable d'une intervention à la fois théorique et pratique dans la conjoncture.

Se refusant à faire de ses élèves des « rats de bibliothèque », Kurella critique encore l'éducation générale dispensée dans les écoles marxistes :

> C'est une invention petite-bourgeoise que cette théorie encore répandue selon laquelle le prolétariat doit défendre le « bien », le « beau », le « noble » et toutes les abstractions chères aux boutiquiers. Battre la bourgeoisie voilà le « bien » prolétarien, dénoncer l'exploitation capitaliste, la trahison socialiste, reconnaître le fascisme sous le masque radical ou socialiste, voilà le « vrai » prolétarien. Jeter la bourgeoisie à terre et faire flotter le drapeau rouge sur l'Elysée, voilà le « beau » prolétarien. Soutenir les paysans contre les hobereaux et l'huissier, aider les peuples coloniaux opprimés à se libérer du despote impérialiste, voilà le « noble » prolétarien ... L'éducation générale entraîne l'ouvrier dominé par une véritable soif de savoir dans le domaine des sciences bourgeoises et le conduit à abandonner la lutte pour rejoindre les rangs de l'ennemi ... en régime capitaliste, l'éducation générale, c'est l'éducation bourgeoise ... Qui veut acquérir la science prolétarienne doit se jeter dans la bataille [70].

A l'encontre de telles conceptions, l'école entend éviter programmes et méthodes abstraites. « Les programmes devront avoir leur centre de gravité dans l'économie et la théorie marxiste-léniniste de l'Etat » [71], c'est-à-dire les secteurs jusqu'alors négligés par les écoles marxistes. Démarqués des *Principes du léninisme*, ils donnent priorité à l'analyse concrète de l'impérialisme, ses conséquences sur la tactique des luttes : « C'est cette forme historique du capitalisme et du communisme que les membres du parti doivent connaître en premier lieu » [72], écrit Kurella. Aussi est-elle au centre de son *ABC de la politique communiste*. C'est de l'analyse de la conjoncture que

l'on doit déduire la « méthode marxiste ». « La théorie, écrit-il encore, est l'expérience des luttes du passé ... l'expérience que les générations précédentes du prolétariat ont accumulée dans leurs batailles ; elle est, dès ses origines, étroitement liée à la lutte de classe ; elle ne peut pas être étudiée isolée de la vie et de l'action pratique. Débuter l'école par l'étude de l'économie politique, par l'histoire des précurseurs du socialisme, serait supposer que les élèves ont une connaissance du matérialisme historique. [73] » Toute la pédagogie mise en œuvre repose, au contraire, sur l'idée qu'il peut y avoir une lecture immédiate de la théorie dans les faits. Aussi Kurella recommande-t-il de toujours rattacher l'enseignement aux choses déjà connues de l'élève, de toujours partir des faits (situation de l'usine, du rayon, mot d'ordre actuel du parti) [74]. Cette conception se retrouve dans le plan des cours qui, tous, vont de l'analyse politique concrète vers la théorie.

En janvier 1925, les *Cahiers du bolchevisme* reproduisent le texte du cours sur le fascisme qui vient d'être prononcé à Bobigny. Une préface précise que « l'étude de tout sujet doit permettre de prouver la justesse des règles de notre méthode » ; une méthode qui, selon Kurella, est « l'essence de la théorie » et se résume en quatre règles :

> Aller de l'apparence au fond : en ce qui concerne les événements sociaux, il faut toujours en chercher l'origine dans les événements économiques fondamentaux dont ils découlent et se représenter l'ensemble des événements en s'appuyant sur les statistiques et en embrassant le plus possible de dates. Analyser les relations du phénomène étudié avec les autres phénomènes. Analyser le développement de l'objet étudié : toutes les choses ont un commencement et une fin ; pour bien les comprendre, il faut les observer dans leurs changements successifs, de leurs origines à leur fin. Se placer toujours du point de vue de la classe prolétarienne.

Ecoles centrales et fédérales reposent sur ces mêmes principes [75] : ainsi déduit-on la notion d'Etat du cours sur le bloc des gauches et le fascisme. Car il apparaît, pour reprendre la formule de Gaillard, que les faits permettent « de remonter jusqu'à la théorie et d'en confirmer l'exactitude » [76].

A trop concevoir la théorie comme achevée, à trop considérer qu'elle existe une fois pour toutes au travers de ses effets que sont la Révolution russe et les partis de type nouveau, on s'interdit pourtant toute réflexion sur les conditions de l'élaboration théorique. Si les écoles fédérales, et sans doute les écoles centrales, dont nous n'avons pas retrouvé les programmes, consacrent un de leurs cours à la

« méthode dialectique », un autre à « Marx et Engels », ceux-ci disparaissent totalement des écoles de régions et rayons qui se limitent à l'étude des seules « idées obtenues par l'application de cette méthode » [77]. La crainte de l'historicisme conduit à rejeter de l'école, tout aussi bien l'histoire que le matérialisme historique [78].

A Lénine, on préfère enfin l'étude du « léninisme ». Telle est, du moins, la conclusion qui ressort des textes choisis édités par Kurella. Il déclare, dans sa préface, en avoir exclu les textes « qui doivent se trouver entre les mains de tous les militants » et cite *Le Manifeste*, et *Le léninisme théorique et pratique* de Staline. Sur un ensemble de vingt-six textes, on trouve, toutefois, deux textes de Lénine extraits de *Que faire ?* et des *Trois sources*.

Ce rejet de la « théorie pure » peut conduire au praticisme, à une relative sous-estimation du travail d'éducation désormais subordonné à l'activité générale du parti. Définissant la spécificité du travail accompli dans les écoles centrales par rapport à la pratique quotidienne du parti, Kurella met l'accent sur le facteur temps : « Où auraient-ils eu le temps de faire connaissance de la théorie ? » [79]. Kurella considère par là que les conditions de vie, de travail et de militantisme étant autres qu'elles ne sont, la théorie pourrait s'acquérir ailleurs que dans l'école, une école qui n'est pas conçue comme lieu d'élaboration ou d'apprentissage privilégié de cette théorie. La fameuse liaison toujours réaffirmée de la théorie et de la pratique doit passer à la fois dans l'école et en dehors d'elle, tant il est vrai que celle-ci n'est pas, dans les conceptions développées par la section centrale d'agitation et de propagande, hétérogène à l'activité d'ensemble du parti. Kurella l'exprime en ces termes :

> Le parti se forme dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et les social-traîtres. Il accumule les expériences des générations précédentes et du prolétariat des autres pays. L'approfondissement méthodique des expériences faites, l'étude de la théorie ne peuvent pas précéder l'action quotidienne de défense de la classe ouvrière et de défense de la révolution, mais doivent les suivre. C'est pourquoi l'enseignement communiste est un travail accessoire dans le parti. C'est pourquoi les écoles du parti ne s'adressent pas à cette couche de bourgeois « intéressés » au socialisme et à la théorie qui veulent « apprendre » le communisme avant de l'appliquer ... L'école léniniste est destinée à l'ouvrier militant actif du parti qui, durant des années de travail pratique, a accumulé des tas d'expériences précieuses, mais qui n'a pas pu les approfondir, les systématiser et les compléter par l'étude de la théorie [80].

Le même état d'esprit préside à la rédaction des circulaires de la section d'agitation et propagande du Parti communiste français. On

y lit : « Là où l'action quotidienne n'existe pas, l'éducation ne peut trouver qu'une place tout à fait secondaire, là où l'action se traduit par de mauvais résultats, il y a lieu de donner une éducation de redressement politique. [81] » L'école peut faire de militants révolutionnaires des communistes ; elle ne peut en aucun cas créer des militants. Subordonné au travail d'ensemble du parti, le travail d'éducation ne lui doit être d'aucune gêne. Kurella souligne le danger qu'il y aurait « à voir nos meilleures forces se jeter sur cette tâche nouvelle intéressante et sérieuse, risquant de négliger les autres formes d'activité du parti ». Aussi précise-t-il que ce travail ne saurait avoir qu'un « caractère accessoire » et ce d'autant plus que « l'action pratique quotidienne du parti à tous les degrés de l'organisation peut exister sans aucun travail systématique d'éducation ». Aussi ne peut-on entreprendre ce travail d'éducation que « là où l'action quotidienne est en bonne voie de développement, là où le parti dispose d'assez de forces pour compléter heureusement cette action » [82].

De tels principes guident le choix des élèves appelés à participer aux deux écoles centrales organisées par Kurella. La première d'entre elles s'ouvre le 19 novembre à Bobigny. Elle est inaugurée par Pierre Sémard, Marcel Cachin, Marguerite Faussecave, Albert Treint, Victor Cat et Jacques Doriot. Commentaire de *L'Humanité* : « Cet événement marquera une date dans l'histoire du parti. [83] » Les cours débutent le 20 novembre dans des locaux mis à la disposition du parti par Clamamus [84]. Ils seront suivis par soixante élèves, dont quatorze étrangers admis au titre d'aide apportée par le parti français aux partis frères. Expulsés à la suite d'une perquisition faite à l'instigation du président du Conseil Edouard Herriot, ces derniers ne peuvent toutefois suivre l'école jusqu'au terme de son programme [85].

Une lettre adressée aux militants choisis pour y présenter des cours apporte des précisions sur la façon dont s'est opéré le choix des élèves :

> Ce que le parti veut atteindre, c'est éviter l'éternelle erreur des anciennes écoles marxistes ou socialistes, qui ont éduqué ou de simples militants locaux capables de bien administrer un journal, la caisse de la fédération, préparer les locaux pour le discours du grand député venant du centre, ou ont formé de grands théoriciens perdus pour l'action pratique. Le Parti bolchevique français a besoin de camarades ouvriers qui réalisent en eux-mêmes l'unité de la théorie et de la pratique, unité qui est une des pierres fondamentales du léninisme [86].

C'est la part jusqu'ici prise dans le processus de bolchevisation du parti qui est donnée comme pierre de touche de cette unité ainsi

réalisée. La plupart des élèves ont été désignés par les régions pour s'être illustrés dans la mise en place de cellules d'usine.

Une circulaire, adressée aux régions pour les inviter à sélectionner des candidats en vue de la seconde école centrale, précise le caractère de cette sélection :

> Ceux qui ont déjà une expérience du travail du parti et qui, soit dans le comité régional, soit dans un comité de rayon, dans leur cellule ou dans le mouvement syndical, ont déjà travaillé pratiquement du point de vue de l'organisation ou qui ont des qualités d'agitateur et de propagandiste. Ces camarades devront avoir au moins un an de parti et s'être montrés, vis-à-vis de celui-ci, d'une fidélité ou d'un dévouement indiscutable. Nous vous demandons de rechercher ces camarades, en particulier parmi les éléments ouvriers, ce qui n'exclut pas les candidatures de camarades paysans, si vous en connaissiez qui soient susceptibles de participer à l'école avec fruit. Sans tenir compte des diplômes officiels, il est nécessaire que les camarades que vous présenterez aient une instruction suffisante pour leur permettre de profiter de l'enseignement de l'école [87].

Dans ces conditions, les élèves se recrutent principalement dans les régions ouvrières, celles où la bolchevisation est la plus avancée. On trouvera en note [88], les noms de ceux d'entre eux qui ont pu être identifiés. Vingt-six sont originaires de la région parisienne et vingt-cinq de province [89]. Cinq d'entre eux, au moins [90], viennent du Nord et du Pas-de-Calais. Sont ensuite représentés l'Aveyron, la Loire-Atlantique, la Seine-et-Oise, la Haute-Vienne, les Ardennes, la Loire (Saint-Etienne) et l'Hérault. S'y ajoutent enfin quatre « coloniaux » [91]. En tout, cinquante-trois hommes et sept femmes. Les élèves de l'école de la JC ont entre seize et vingt ans ; l'âge moyen des élèves de Bobigny est de vingt-cinq ans, celui des élèves de Clichy de vingt-sept ans. La plupart d'entre eux sont des militants syndicalistes.

Date d'entrée au syndicat des élèves de Bobigny :

1906 : 1 ; 1910 : 1 ; 1912 : 1 ; 1913 : 2 ; 1914 : — ; 1915 : 1 ; 1916 : 3 ; 1917 ; 4 ; 1918 : 3 ; 1919 : 7 ; 1920 : 5 ; 1921 : 2 ; 1922 : 6 ; 1923 : 6 ; 1924 : 2.

Les biographies confirment ces données chiffrées : nombreux sont les élèves qui déclarent avoir été influencés par l'anarchisme ou l'anarcho-syndicalisme ; cela se double le plus souvent d'une profonde méfiance vis-à-vis du Parti socialiste, qu'illustre d'ailleurs le tableau suivant, relatif à leur date d'adhésion au parti.

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Bobigny	1	—	—	—	—	2	2
Clichy		2	—	1	—	—	1
	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Bobigny	8	8	10	12	7	4	—
Clichy	7	6	3	3	6	9	1

Quatre élèves seulement ont adhéré avant la Révolution russe ; ils restent marqués — et Kurella y insiste dans sa préface — par les illusions jauressistes. La tranche des élèves qui ont adhéré entre 1917 et 1920, sous l'influence conjuguée de la Révolution russe et de la guerre, est importante. Prédominent pourtant les adhérents d'après Tours, ceux qui déclarent avoir attendu, par méfiance envers la social-démocratie, l'adhésion aux vingt et une conditions pour donner la leur propre. Qu'ils aient vécu la guerre ou que leur jeunesse en ait été marquée, les élèves se recrutent donc principalement dans « la génération du feu », nommée par Kurella « la génération léniniste du prolétariat français ». Les pesanteurs du passé sont plus lourdes parmi les délégués au congrès de Clichy. 51,9 % d'entre eux ont adhéré avant Tours, contre 41 % seulement des élèves. Un tel écart est révélateur d'un rejet certain des anciennes forces social-démocrates ; un rejet qui risque de se retrouver dans le choix des élèves.

« Les camarades, commente Kurella, ont surtout été formés idéologiquement et pratiquement pendant la guerre ; l'avantage, c'est qu'ils ne sont pas gênés par des tendances social-démocrates et syndicalistes ; mais le désavantage, c'est que la plupart du temps, ils n'ont point de liaison avec le passé du mouvement révolutionnaire de leur pays et ne possèdent qu'une formation marxiste très faible. [92] » La première partie de cette affirmation est quelque peu infirmée par les biographies des élèves qui montrent, au contraire, l'importance des influences idéologiques anciennes et, en particulier, du syndicalisme révolutionnaire sur la pratique militante des élèves.

Si certains de ces élèves sont permanents du parti avant leur entrée à l'école, ce n'est pas là la règle générale ; presque tous occupent pourtant d'importantes responsabilités : vingt sont secrétaires de rayon, six secrétaires de cellule, sept militants actifs de la Jeunesse communiste, trois enfin sont responsables d'organisations de masse telles que l'ARAC ou la FSGT. On trouve encore à Bobigny un cer-

tain nombre de députés et de candidats battus aux élections législatives de mai 1924. Pour la première fois, le Parti communiste, appliquant les nouvelles directives de l'Internationale, avait présenté des listes essentiellement ouvrières où les candidats étaient présentés dans l'ordre alphabétique. Il éprouve le besoin de donner les rudiments d'une formation politique à ceux qui le représentent ou seront amenés à le représenter à l'Assemblée. Selon Marcel Cachin[93], cinq députés (dont Bourlois, député de la Seine) étaient inscrits à l'école. Le témoignage de Fernand Grenier diffère quelque peu : les députés avaient — selon lui — tous été conviés à suivre les cours de l'école centrale, mais firent preuve de peu d'enthousiasme. Si tous étaient présents le jour de l'inauguration, il en manquait, dès le lendemain, près de la moitié[94].

C'est la composition sociale des élèves qui atteste le mieux de la rupture recherchée avec les écoles du passé. Plus encore que celle des délégués au congrès de Clichy[95], elle est à l'image de ce que le parti entend devenir :

	Bobigny	Clichy
Ouvriers	47 dont 3 femmes	31 dont 17 métallurgistes
Employés	7 dont 4 femmes	5
Ménagères	0	2

Les « ouvriers de l'industrie » sont pour plus de la moitié d'entre eux mineurs ou métallurgistes[96]. Pour autant que l'on puisse en juger par les vingt-deux biographies publiées par Kurella[97], ils ont souvent dû changer plusieurs fois d'emploi du fait de la répression patronale, ou, parfois, pour des raisons personnelles. Ce ne sont que très rarement des ouvriers qualifiés ; lorsqu'ils le sont, leur qualification a été acquise sur le tas. Intervenant au nom de l'école de Bobigny devant le congrès de Clichy, Jacques Duclos dira : « Il faut que les " intellectuels petits-bourgeois " qui viennent dans les rangs du prolétariat pour s'y créer un marchepied leur permettant d'accéder à des fonctions dans le monde bourgeois soient éliminés. Cette situation ne peut exister, elle n'existe plus dans le parti.[98] »

Elle n'existe assurément plus dans l'école de Bobigny, pas plus qu'elle ne semble exister parmi les délégués au congrès de Clichy. C'est pourtant davantage le fait d'une volontarisation absolue que le reflet de transformations réelles. La prolétarisation du parti s'effectue par abandon pur et simple de ce qui n'est pas ouvrier ; sa « bolche-

visation », par exclusion de ce qui n'est pas « bolchevique »[99]. Conçues et réalisées dans leur composition sociale et leur pratique mêmes comme homogènes au parti, les écoles sont l'image qu'il projette de lui-même à un moment de son histoire. Cela leur confère leurs limites.

Se déclarant, bien des années après, globalement satisfaits de leur expérience, Fernand Grenier et Jacques Duclos font état des difficultés des élèves à assimiler pleinement l'enseignement dispensé. Seuls, deux de ces vingt-deux élèves dont nous possédons la biographie ont poursuivi leurs études au-delà du certificat d'études : l'un a fait un premier cycle dans le secondaire, l'autre a suivi une école professionnelle ; dix autres ne précisent pas s'ils ont ou non obtenu leur certificat d'études en quittant l'école. Tous témoignent d'une même soif d'apprendre. Dans sa brochure intitulée *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste*, Kurella trace un portrait qui pourrait être celui de la plupart des élèves de l'école, le portrait de l'ouvrier « dont la conscience de classe s'est développée dans les organisations ouvrières d'avant-garde, qui connaît une véritable soif de savoir, veut s'instruire à tout prix, fouille et devient un mauvais autodidacte » : leur « soif de connaître », ils la réalisent effectivement au hasard des rencontres, des livres prêtés, des amitiés, des influences familiales. Treize des vingt-deux élèves parlent de leurs lectures : deux déclarent avoir lu des brochures de Lénine, trois des brochures anarchistes et socialistes (Deslinière, Paul Louis, Jaurès, Sébastien Faure, Proudhon), et le *Capital* (dans la version abrégée de Deville ; il s'agit d'ailleurs de celui qui a suivi un premier cycle dans le secondaire). Là se borne leur bagage théorique. La presse joue un rôle primordial dans leur formation : six déclarent, du reste, avoir été formés par *L'Humanité*, trois par *La Vague*, deux par *La Guerre sociale*. Viennent ensuite *La Petite République*, *La Vie ouvrière*, *La Bataille syndicaliste*, *L'Œuvre*, *Le Libertaire*.

Ce sont pourtant, avant tout, des œuvres littéraires qui les ont marqués. Ils citent : Emile Zola (deux fois), Henri Barbusse, Romain Rolland, Jean-Jacques Rousseau, Jules Michelet, Victor Hugo, Honoré de Balzac, Anatole France, Maxime Gorki. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'ils éprouvent parfois des difficultés à assimiler pleinement l'enseignement qui leur est dispensé. Dans l'esprit des enseignants, le fait que les élèves se soient d'ores et déjà engagés dans une pratique politique de type nouveau doit leur permettre de comprendre ce qui leur est exposé. Entrés dans la voie de l'action révolutionnaire, ils détiennent déjà une théorie dont il ne s'agit plus que de leur

faire prendre conscience. Aussi Kurella néglige-t-il leur niveau de culture générale, considéré comme valeur bourgeoise. Saine en ce envers quoi elle réagit, une telle conception ne saurait pourtant déboucher sur une parfaite réussite pédagogique. Un bilan critique, dressé en avril 1925 [100], réclame que l'enseignement dispensé dans les écoles soit désormais moins extensif, plus intensif, afin que les élèves puissent s'assimiler les matières enseignées. A trop miser sur la spontanéité, compte tenu du faible niveau scolaire moyen des élèves, le risque était grand de tomber dans ce qu'Edouard Herriot qualifie dédaigneusement, lors de l'interpellation qui suit la perquisition effectuée à Bobigny, de « métafouillis » [101].

Ce même bilan regrette qu'on ait tenté de trop en faire en une seule et unique école :

> Nous devons tendre à former non pas des théoriciens possédant des connaissances générales, mais des spécialistes se destinant à des tâches spéciales de propagande et d'organisation. Ce n'est qu'en spécialisant dans la plus large mesure possible leurs fonctionnaires que les Partis bolcheviques seront à même de lancer « en général » des mots d'ordre et de mener des actions concertées, mais aussi de les adapter à la situation politique concrète.

Un bilan dressé par Vassart est souvent cité à l'appui de ces jugements sévères portés sur l'école de Bobigny. Trente des élèves de l'école auraient, selon lui, quitté le parti dans les cinq années qui ont suivi, huit autres au cours des années 1930 [102]. Chute considérable dont il ne faut, toutefois, pas nécessairement attribuer la responsabilité à l'école : la défaite de « l'opposition » zinovieviste lors du XIVe congrès du PC(b)US, ses conséquences sur le parti français [103], ont sans doute produit des effets particulièrement vifs sur des militants formés alors que les conceptions zinovievistes du léninisme faisaient foi. Elève de l'école, Béors sera du reste un des signataires de la lettre de l'opposition française contre l'Internationale en novembre 1927 [104].

Considérant que de telles écoles ont été le moyen de donner une formation accélérée à des jeunes dont l'expérience était récente et souvent limitée, il est apparu plus significatif de poser le problème en des termes inverses à ceux de Vassart. Il s'agissait donc, en conséquence, de savoir combien de ces élèves sont devenus des cadres en dépit de leur manque d'expérience [105] et des difficultés de la vie militante et quelle a été leur activité avant que de nouvelles crises internes à l'Internationale ne soient venues brouiller les cartes. Les

résultats sont alors apparus moins maigres qu'il n'y semblait de prime abord.

Se voulant « au service du travail courant du parti », les écoles centrales ont d'abord aidé à la mise en place d'un certain nombre de cellules d'usines de la région parisienne. Ce n'est pas par simple désir de lier la théorie à la pratique que les élèves de l'école de la Jeunesse sont tenus d'assister aux réunions des cellules et parfois même de les organiser. Ils sont, pour la région parisienne, autant de permanents susceptibles d'accélérer le processus de bolchevisation. La quatrième entente des Jeunesses communistes organise ainsi plusieurs réunions où les élèves de l'école doivent prendre la parole (usine Renault, Compagnie des wagons-lits de Saint-Denis, Citroën, Chantiers de la Loire de Saint-Denis, usine Lorraine-Dietrich, à Argenteuil, etc.). Le comité national des Jeunesses, réuni le 16 octobre 1924, en présence de tous les élèves de l'école de Saint-Denis, leur assigne la tâche d'aider, dès leur retour, à l'organisation de cours de deux jours dans les ententes régionales, à la formation des militants capables d'impulser la transformation des fédérations de la Jeunesse sur la base de cellules d'usine [106].

Il en va de même dans les écoles centrales du parti qui font appel à l'intervention active des élèves. Durant la partie théorique, de neuf heures du matin à midi, ils rendent compte de leur expérience. Ainsi, Fernand Grenier, qui s'était illustré par ses initiatives pour créer des cellules de soldats, est-il chargé de présenter à ses condisciples un rapport sur l'activité antimilitariste du parti et les problèmes rencontrés dans sa pratique propre. L'après-midi est consacrée au travail pratique : chaque élève s'est vu, à son arrivée à l'école, affecté à une cellule ; il en suit l'activité : son travail consiste à rédiger les journaux d'entreprise, à participer à des meetings aux portes des usines. Le 11 décembre, J. Duclos et O. Lambert interviennent aux usines Pathé à Vincennes. Quelquefois toute l'école est mobilisée. Pour la manifestation Jaurès [107], par exemple, ou encore pour organiser une contre-tournée au Cercle socialiste Inghels en Seine-et-Oise. Cette partie du travail est effectuée en liaison directe avec la direction du Parti communiste français, et l'Internationale se félicite tout particulièrement de ses résultats.

Pendant leur séjour à l'école, les élèves sont, du reste, considérés comme permanents et reçoivent à ce titre une indemnité journalière [108] ; celle-ci leur est versée grâce à l'aide financière consentie à ces écoles [109] par l'Internationale. Si ses élèves ne deviennent pas automatiquement permanents à la fin du cours, il leur est du moins

précisé qu'« ils devront être prêts à se mettre éventuellement à la disposition du parti » [110].

En mai 1925, le bureau d'organisation recrute parmi les élèves sortis de Bobigny un certain nombre de ses instructeurs [111]. Lorsqu'ils sont issus de régions à forte implantation communiste, ceux-ci se voient affectés dans leurs régions d'origine. Il leur arrive parfois d'être envoyés à l'aide des régions plus démunies [112]. Un des élèves est affecté à la commission d'agit-prop du Parti communiste français composée de Treint, Calzan, Chasseigne et Ferrat : il s'agit de Garay [113].

On ne saurait tirer argument de ce que trois des élèves seulement entrent au comité central lors des congrès de Clichy et de Lille [114] sans s'exposer au contre-sens. C'est à l'école léniniste internationale et à elle seule que revient alors la tâche de former des cadres nationaux [115] ; celle-ci tarde toutefois à ouvrir ses portes.

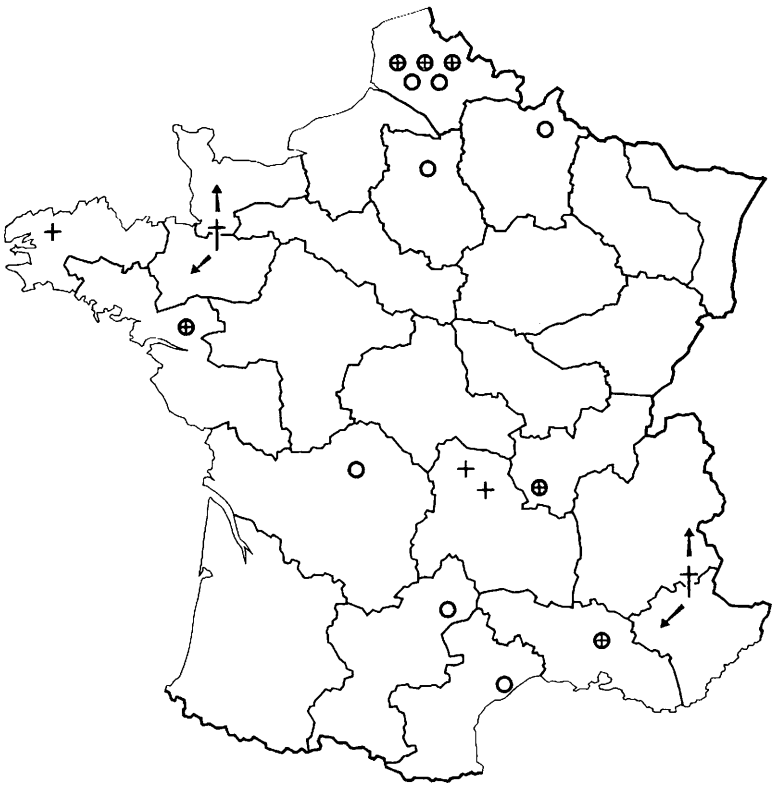
On mesure enfin mieux le succès (relatif) de telles écoles en comparant leurs résultats avec le maigre bilan de ceux des secteurs d'éducation qui sont privés de l'aide politique et financière de l'Internationale.

Les *Cahiers du bolchevisme* affirment que la direction du parti est submergée de lettres qui, « de tous côtés de la France », réclameraient « directives, conseils et matériaux » [116]. Les *Notes russes* affirment, de leur côté, que le parti disposerait, en janvier 1925, de trente-huit cours de léninisme [117]. Comme il est difficile de déterminer ce que les rapports de police classent sous une telle dénomination, l'analyse se limitera aux rares exemples recensés [118].

C'est dans la Jeunesse communiste que l'effort en matière d'éducation semble avoir été le plus systématique et le plus cohérent. En octobre 1924, Doriot invite la quatrième entente (c'est-à-dire la région parisienne) à organiser une école nationale de trois semaines, des cours de huit jours pour quinze à vingt élèves, enfin des cours de deux jours en nombre illimité [119]. Leurs programmes semblent être très directement en prise sur la politique du moment. En décembre 1924, Bachelet se félicite de ce que le plan de travail ait été globalement rempli.

Dans le parti, les exemples recensés ne paraissent pas ressortir d'un plan d'ensemble et se caractérisent par leur hétérogénéité. Certaines de ces écoles semblent s'inspirer des schémas mis en place par Kurella ; c'est le cas pour l'école léniniste fédérale de la région parisienne (décembre 1924) [120], pour l'école fédérale du Nord, où assistent trente et un communistes (juin-juillet 1925) [121] ; c'est sans doute

Carte 2. Provenance et affectation des élèves de l'école de Bobigny.



O provenance
⊕ affecté comme permanent dans sa région d'origine
+ affecté comme permanent dans une autre région

Le tracé des régions est publié dans les *Cahiers du bolchevisme,* 12, 6 février 1925 (étude partielle).

encore le cas pour l'école de la région limousine, organisée grâce à l'envoi « d'instructeurs » du centre [122]. Leurs résultats sont inégaux. La tenue de l'école du Nord permet de renforcer le bureau régional [123] ; celle de Limoges est, au contraire, durement critiquée par le délégué de la région limousine au congrès de Lille :

> J'ai demandé aux camarades ce qu'ils avaient appris ... Ce qu'on nous a surtout appris, c'est qu'il y avait un Parti communiste né à Tours et qu'il avait fallu, immédiatement après Tours, former une fraction pour foutre Frossard en l'air, mais qu'après, il avait fallu former une fraction pour foutre Souvarine en l'air, puis qu'après il avait fallu former une fraction pour prendre solidement la direction du parti. Les camarades ont été déçus ... Ils étaient venus pour savoir ce qu'était le parti et ce qu'ils devaient faire en tant que communistes [124].

Sans doute un peu caricaturale, cette intervention est néanmoins significative [125] de ce que devient le schéma largement organisationnel établi par Kurella en l'absence des cadres concepteurs.

Ces écoles, conformes aux schémas de Kurella, cohabitent du reste avec d'autres, de type ancien. C'est le cas des cours de propagande pour secrétaires de cellule, organisés par Dunois dans le 6e rayon, en mars 1925 (c'est-à-dire après le congrès de Clichy) et au cours desquels il recommande la lecture du *Manifeste* [126], des « Cours marxistes et du militant » organisés par Doron pour les secrétaires de cellules de Saint-Etienne aux fins de doter le parti de « cadres instruits et documentés » [127]. Le système d'éducation élaboré par Kurella implique une dépendance par trop grande vis-à-vis des cadres que l'Internationale communiste peut mettre à la disposition de sa section française pour pouvoir se développer ailleurs qu'au plan national. Au-delà, il s'étiole. Les cadres anciens restent fidèles à un « marxisme » qu'ils complètent ou qualifient, tel Doron. Les cadres nouveaux envoyés par le centre semblent davantage plaquer des schémas que s'adapter aux conditions locales. Les rapports de police, pourtant le plus souvent enclins à surestimer les forces du parti, ne s'inquiètent, du reste, que modérément du développement des cours léninistes. « Au point de vue pratique, dit-on dans les *Notes russes*, cela ne donne pas ce qu'escomptaient les chefs ... Le communiste " bolchevisé " doit se jeter dans la lutte pour convaincre les autres. Or c'est justement ce qui ne se produit pas ... A quelques rares exceptions, les communistes admis aux cours de léninisme laissent au parti le soin de faire de l'agit-prop. »

En avril 1925, une conférence des services d'agitation et de propagande de l'exécutif de l'Internationale communiste, réunie à l'occasion de la convocation de l'exécutif élargi, dresse un premier bilan du travail accompli depuis le Ve congrès et donne de nouvelles directives de travail.

3. LA « BOLCHEVISATION IDÉOLOGIQUE » DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AU TEMPS DES CIRCULAIRES (MAI 1925-MAI 1926)

« La commission d'agit-prop ne fonctionne pas effectivement ... L'essentiel de ses travaux et directives du travail sont effectués par circulaires dont l'exécution est contrôlée par les comités régionaux ; autant dire que cette exécution reste aléatoire. [1] »

« Il ne suffit pas, pour que nous ayons un parti communiste puissant, que les secrétaires de cellules se contentent de *lire* les diverses circulaires. Il faut, dans chaque cellule, établir un débat sur leur contenu, mettre en application les décisions qu'elles renferment [2]. »

Pour une meilleure propagande des commissions d'agit-prop

La conférence des services d'agit-prop, réunie à l'occasion du Ve plenum, caractérise la période écoulée comme « une étape d'agitation en faveur de la propagande » [3]. Dans le rapport qu'il y prononce, Bela Kun reproche à la plupart des partis de n'avoir pas su lier leur propagande aux questions politiques du moment, de s'être cantonnés à l'exposé de mots d'ordre plus ou moins abstraits. « Bolchevisation, rappelle-t-il, ne veut pas simplement dire transmission des expériences du parti [bolchevique] ou des formes d'organisation qu'il a créées ... Le vrai sens de la bolchevisation consiste en ce que les partis adoptent l'ensemble du léninisme et l'appliquent, pratiquement, dans leur politique et leur organisation. [4] »

Les commissions d'agit-prop des partis, auxquelles les statuts types des partis, élaborés en mai 1925, accordent la plus grande importance [5], se voient chargées d'éduquer, à cette fin, les cadres dirigeants des partis « dans l'esprit du léninisme », tout en diffusant parmi les masses « les enseignements de Lénine » [6]. Elles se doivent d'agir en étroite liaison avec la section centrale du CE de l'Interna-

tionale communiste pour intensifier à tous les niveaux la diffusion du marxisme-léninisme [7]. Si telle devient désormais l'expression officialisée, c'est que la démission de Trotsky de son poste de président du conseil militaire et de commissaire du peuple a consacré, en janvier 1925, sa défaite politique. La 14e conférence du PC(b)US condamne officiellement ses thèses et entérine la théorie du « socialisme dans un seul pays » [8]. Le « trotskysme » n'étant plus danger prioritaire, le Ve plenum peut engager la lutte contre les déviations qui s'opèrent au nom du marxisme même. A l'identification du léninisme et du bolchevisme s'en substitue donc une autre : « Tout ce qui s'éloigne du léninisme s'écarte par là même du marxisme », déclarent désormais les « Thèses sur la bolchevisation ». Cela confère aux sections de l'Internationale une double responsabilité vis-à-vis du marxisme.

Parce qu'il ne peut y avoir de léninisme sans marxisme, qu'on ne saurait les opposer l'un à l'autre, les sections se doivent de les connaître. « Bolcheviser le parti, affirment les " Thèses sur la bolchevisation ", c'est en faire, par le moyen du léninisme, le continuateur conscient de tout ce qu'il y avait de vraiment révolutionnaire et de vraiment marxiste dans la Première et la Deuxième Internationales. [9] » Les sections doivent, à cette fin, déterminer « nettement dans l'histoire de la pensée socialiste de leur pays les éléments marxistes non orthodoxes dont ils peuvent de droit se considérer comme les adversaires » [10]. S'agissant du parti français, les « Thèses sur les objectifs de la propagande » désignent plus particulièrement le syndicalisme révolutionnaire et le jaurésisme : « Le Parti communiste français doit indiquer ce que nous prenons dans Jaurès, en quel sens nous reconnaissons sa signification historique ; en même temps, il doit être assez fort pour surmonter le révisionnisme de Jaurès. Le parti français ne pourra y réussir qu'en s'armant de la théorie de Marx et de Lénine, en adoptant comme " orthodoxes " les conquêtes idéologiques de Lafargue et de Guesde [11]. »

Parce qu'on ne saurait négliger les apports nouveaux du léninisme, que résument les *Principes du léninisme*, qu'il ne saurait y avoir de « marxisme révolutionnaire sans léninisme », les sections se doivent également de « lutter contre les erreurs théoriques [qui se développent] parmi les communistes » et qu'entretiennent certains « marxistes éminents ». Les thèses sur la propagande s'attaquent, à cet égard, tout particulièrement à Rosa Luxemburg [12]. S'agissant du Parti communiste français, ce second front est toutefois secondaire.

Pour faire face à ces tâches nouvelles, la commission française

d'agit-prop [13] s'étoffe. Elle est placée, à partir de mai 1925, sous la responsabilité directe de Treint assité de Garay, qui contrôle la sous-section d'agitation, et de Arrighi, plus directement chargé de la propagande [14].

Cette dernière sous-section est elle-même divisée en plusieurs secteurs de travail : Journaux d'usine et correspondants ouvriers (?) ; Editions (Calzan) ; Ecoles léninistes (Marion) ; Presse et *L'Humanité* (direction politique : Treint ; contrôle de la province : M. Marty) ; Bulletin de dépouillement de la presse de province (Borel) ; *Cahiers du bolchevisme* (Marion) ; Documentation (Dupleix) ; Informations russes (Anette) ; Traductions (Labarre) [15].

Sous le double contrôle du bureau politique et de l'agit-prop centrale, la section assure désormais la direction de l'ensemble des moyens de diffusion idéologique.

La pratique et ses limites

En matière d'éducation, elle poursuit le travail engagé. En novembre 1925, s'ouvre l'école de Clichy, mais elle n'en assure pas davantage la direction réelle qu'elle ne l'avait fait à Bobigny. Elle élabore, en revanche, à partir de février 1926, et pour démultiplier l'effet d'un travail resté par trop central, des schémas de cours adressés aux régions après qu'ils aient été soumis au contrôle de l'Internationale [16]. Moins ambitieux que ne l'étaient les projets de Kurella, ces cours portent avant tout sur le parti [17]. Ils définissent en premier lieu ce qu'il faut entendre par parti d'un « point de vue bourgeois », puis d'un « point de vue marxiste ». « Les partis, peut-on lire dans le premier d'entre eux, résultent de la division de la société en classes et de leur lutte ... Le Parti socialiste fut à son origine le grand parti de la classe ouvrière » (cette appréciation a entraîné un point d'exclamation de la main du correcteur allemand). Bien que ce parti représente aujourd'hui « l'aile gauche de la bourgeoisie », son passé et sa politique opportuniste lui permettent « d'entraîner [encore] la *partie la plus avancée du prolétariat* dont il représente les intérêts d'ensemble et une partie des classes moyennes radicalisées » [18]. Ce sont ses mutations qui ont rendu nécessaire, en 1917, l'avènement d'un parti « vraiment révolutionnaire », capable de mener la lutte politique pour détruire et remplacer l'Etat bourgeois, un parti capable d'accomplir ainsi « la mission historique du prolétariat » [19].

S'agissant de sa pratique, les cours ne mettent, en conséquence, l'accent que sur ce qui le distingue des partis d'avant-guerre : le fait qu'il déplace à l'usine le lieu du politique [20], qu'il développe une conception nouvelle des rapports entre parti et syndicats [21], qu'il prenne en compte la lutte anti-impérialiste [22] donnée comme « une des questions les plus importantes pour le Parti communiste français ». Se limiter à la lutte contre la seule exploitation capitaliste, comme l'ont trop longtemps fait les partis ouvriers, serait en effet abandonner à la bourgeoisie française son principal terrain d'offensive. Aussi, le cours consacré aux questions coloniale et nationale les définit-il comme le moyen « d'affaiblir l'impérialisme français, d'élever le niveau politique du prolétariat en l'opposant, dans une question pratique, à la bourgeoisie, en répandant en son sein l'idée de fraternisation ; [le moyen] d'accentuer la pression en faveur du front unique » [23]. Il rappelle qu'à l'encontre de la Deuxième Internationale qui « veut en somme l'éducation des peuples coloniaux par le développement de la démocratie dans leur pays, les léninistes [entendent] dresser contre l'impérialisme le front mondial des ouvriers et des paysans des métropoles unis aux peuples opprimés » [24].

Si les cours attribuent toujours au manque d'éducation des militants, à leur incompréhension des mots d'ordre, le peu de vie politique des cellules d'usine, ils rejettent toute illusion pédagogique vis-à-vis des masses et critiquent la conception social-démocrate qui abandonne aux syndicats et aux coopératives la lutte économique pour réserver au parti le privilège d'une lutte politique réduite en fait à la seule propagande. Le parti de type nouveau ne saurait se contenter de « propager l'idée révolutionnaire, [il doit] diriger effectivement les organisations prolétariennes » [25]. C'est reconnaître par là que la CGTU [26] et la Jeunesse communiste restent les principaux agents de ces pratiques que le parti donne pour « essentielles » [27]. Sans prétendre fonder ici cette affirmation, nous rappellerons simplement que 63 % des journaux de cellule étudiés par Josiane Dragoni [28] appellent à l'adhésion au parti, 36 % à un syndicat. A Paris, où l'activité du parti en tant qu'organisation politique est plus forte qu'ailleurs, les pourcentages sont de 73 % pour le parti et de 36 % pour le syndicat [29] ; ils s'inversent, en revanche, dans ces deux régions ouvrières que sont le Nord (60 % pour le parti, 64 % pour le syndicat) et la région lyonnaise (17 % pour le parti et 25 % pour le syndicat). La confusion entre parti et syndicat, et plus précisément entre cellule et section syndicale, est d'autant plus grande que

s'amenuisent les forces et que, du fait de l'éloignement du centre, le poids des structures anciennes l'emporte sur des mots d'ordre marqués par le volontarisme. Elle joue au profit du syndicat. Le témoignage de Matline, alors secrétaire du syndicat des casquettiers-chapeliers, apparaît, à cet égard, éclairant. Il explique qu'à l'intérieur de sa corporation, syndiquée à 100 % puisque étant une profession à label, la création des cellules et fractions avait constitué une gêne : « Les travailleurs, déclare-t-il, étaient tous syndiqués. Ils ne comprenaient pas pourquoi les communistes se réunissaient à part, pour discuter de leurs affaires ... Ce n'était pas, poursuit-il, comme dans les grandes usines où il n'y avait que peu de syndiqués et où la cellule pouvait aider au travail syndical. Cela nous avait gênés énormément. [30] »

S'il est vrai que, dans nombre de grandes entreprises, la cellule prend en charge une partie du travail syndical et aide éventuellement à la constitution ou à la reconstitution de la section syndicale [31], il n'en est pas moins vrai que ce sont, en 1925, les organisations de masse qui assurent au parti son assise.

Les cours de 1926 peuvent, dans ces conditions, affirmer qu'il « n'est pas nécessaire d'avoir la majorité de la classe ouvrière dans le parti. Il faut seulement entraîner, au moment décisif et sur des points décisifs, la majorité du prolétariat et gagner la sympathie agissante des classes moyennes et des paysans pauvres » [32]. Discipliné, détenteur d'une théorie révolutionnaire (que le premier cours nomme marxisme et le second léninisme), régi par les principes du centralisme démocratique, le parti représente « le prolétariat dans son ensemble » mais n'en regroupe que « les éléments les plus conscients ». Avant-garde minoritaire, parti de « cadres », il ne se donne pas comme l'organisateur des masses, mais comme le coordinateur des organisations existantes qu'il doit tendanciellement gérer pour les faire dépérir au sein d'une pratique désormais unifiée de sa politique.

Tout en reconnaissant aux syndicats la primauté, ces cours ne leur confèrent, en effet, qu'une existence historiquement limitée. « Du fait des circonstances historiques » de leur création, syndicats et parti sont « deux organisations parallèles distinctes ... les syndicats sont beaucoup plus une organisation de masse de la classe ouvrière que le parti ... L'histoire verra se fortifier de plus en plus et finalement se réaliser la création d'une organisation unique de la classe ouvrière » [33], dont la cellule d'entreprise est à la fois l'embryon et le pivot.

« On condamne en bloc le passé lorsqu'on ne parvient pas à s'en différencier », écrivait Gramsci [34]. Cela pourrait caractériser l'image qu'au travers de ses cours, le parti offre de lui-même. Soucieux de son devoir être, craignant de retomber dans des ornières dont il ne s'écarte guère, il privilégie jusqu'à l'exclusive les pratiques autrefois négligées par la social-démocratie, et fait le silence sur celles de ses pratiques traditionnelles qui lui assurent pourtant une audience de masse [35]. En s'interdisant de les repenser, il laisse ses militants désarmés devant l'idéologie dominante qui y règne en maître.

Aussi la région parisienne qui, parce qu'elle bénéficie d'une tradition en la matière et que l'implantation du parti y est meilleure [36], accomplit alors un important effort en matière d'éducation [37], fait-elle fi des conseils pédagogiques de Kurella [38] tout aussi bien que des schémas de l'agit-prop centrale. En prise sur la pratique réelle des militants, elle prête une attention toute particulière à ces « pratiques anciennes » que sont les questions syndicales, mais aussi la coopération et l'action municipale. Une école municipale y est d'ailleurs organisée en septembre 1925 [39], et l'implantation des écoles recouvre en partie la carte des succès communistes aux municipales de 1925.

L'excessive volontarisation des cours, qui les rend inadaptés aux besoins du parti « réel », ne saurait donc suffire à expliquer la faiblesse que connaît le travail d'éducation, une fois quittée la région parisienne. Des expériences ont lieu, il est vrai, qui échappent, semble-t-il, à tout contrôle de l'agit-prop [40], mais leur caractère est limité. L'envoi de circulaires est une aide par trop insuffisante pour des régions qui crient leur manque de cadres [41], au point qu'elles suggèrent parfois de subordonner le renforcement du parti à leur formation. Si toutes ne théorisent pas ainsi leur impuissance, elles ne parviennent néanmoins pas à mener de front l'ensemble des tâches qui leur incombent. Elles sacrifient d'autant plus volontiers l'éducation que, par réaction contre le passé, la direction même du parti lui substitue le primat de l'action jusqu'à friser le praticisme.

Devenu « spécialiste » ès théorie, Marcel Ollivier [42] invite assurément le parti à se doter d'une « culture marxiste » [43], à prendre conscience de la « nécessité d'une culture prolétarienne » [44], mais ne parvient aucunement à se faire entendre. Parce que la direction du parti soupçonne toujours la théorie d'être « pure », et que les vieux démons menacent encore, les conceptions de Treint prévalent à l'encontre des siennes. Etendant au Parti communiste français l'usage stalinien des métaphores militaires, celui-ci voit en l'idéologie une arme : « Il y a encore, écrit-il, des taches mal effacées de rouille

social-démocrate sur le glaive idéologique du bolchevisme français. Chacun travaillera à éliminer les restes de l'idéologie de la Deuxième Internationale qui subsistent en nos rangs. » Le parti doit se doter à cette fin d'une « arme idéologique claire, solide et tranchante »[45].

Animées de telles conceptions, les publications du parti tendent alors à réduire le parti à sa pratique. Par désir de mettre en lumière la contradiction fondamentale qui oppose le travail au capital, elles se penchent sur la société au travers du prisme déformant du seul mode de production capitaliste, et ne peuvent dès lors que la réduire aux deux seules classes antagonistes du livre I du *Capital*[46]. Cette réduction des luttes à leurs formes simples oblitère tout recours à l'idéologie. L'idéologie dominante ne semblant menacer que par social-démocratie[47] ou trotskysme[48] interposé, l'Etat n'est jamais abordé autrement que par le biais de son appareil répressif qu'est l'armée[49].

Plus qu'à l'appareil d'Etat, c'est aux aspects les plus immédiatement transparents de la politique gouvernementale que sont les crises monétaires ou la répression que le parti s'attaque. L'Etat n'est-il pas le simple jouet des banques et du patronat[50] ? Le considérer comme dépourvu de toute autonomie dispense, du reste, d'analyser les partis bourgeois et leur stratégie pour ne se pencher que sur la stratégie patronale[51].

Cet économisme rend inévitable une question : N'est-ce pas plutôt par un retour pur et simple au guesdisme que le parti tente d'échapper à l'idéologie qui reste sienne[52] ? Un guesdisme d'autant plus résistant que, du fait de la bolchevisation, de la volontarisation avec lesquelles elle s'accomplit, les fédérations rurales, où la tradition jaurésienne était vivace, déclinent au profit des centres industriels où la tradition guesdiste se maintient et parfois même s'implante[53]. Conclure de ce guesdisme théorique au guesdisme du Parti communiste française serait pourtant réduire à son discours un parti qui se refuse justement à faire de la pédagogie et de la propagande ses pratiques dominantes. S'il paraît abusif de conclure de l'étude de l'une des pratiques qu'il développe ou impulse au parti tout entier, du moins peut-on souligner certaines limites de son « léninisme » théorique. S'interrogeant sur la nécessité de faire « progresser l'idéologie communiste », l'agit-prop, et avec elle les organes qui en dépendent, raisonnent en termes par trop quantitatifs. « Il ne s'agit pas, écrit Chauvelon, de la faire progresser en elle-même, dans sa valeur intérieure, depuis Marx et Engels elle est ce qu'elle doit être, mais dans sa diffusion et sa puissance de rayonnement.[54] » A trop concevoir la

théorie comme achevée, à trop considérer qu'elle existe une fois pour toutes dans ses effets que sont la Révolution russe et le parti de type nouveau, le Parti communiste français s'interdit toute réflexion sur les conditions de l'élaboration théorique. Il ne s'interroge pas, pour reprendre une formule de Georges Labica, sur « le sens du verbe continuer dans l'expression : Lénine continue Marx » [55].

Les dirigeants du parti n'écrivent pas, n'élaborent pas ; ce que l'on publie d'eux n'est jamais que la reprise des discours obligés aux plénums et congrès, de leurs interventions parlementaires, et présente donc toujours un caractère conjoncturel [56]. Parcellaires, morcelées, parce que uniquement descriptives, ces interventions sont l'image même des luttes du parti.

Loin de fonctionner comme un « intellectuel collectif », il apparaît comme un corps où chacun des cadres décrit ce qu'il fait, la pratique qui est sienne. S'agit-il d'aborder, à des fins d'agitation, les questions municipales, parlementaires et coopératives, secteurs dont les cadres traditionnels ont été écartés des organismes de direction et il faut faire appel à des « spécialistes » [57]. Cette extrême spécialisation est l'indice de l'inexistence de tout centralisme démocratique, de l'absence de recul stratégique. Au-delà des actions qu'il engage et qui laissent à découvert de nombreux angles morts, le parti ne peut que répéter ce que dit l'Internationale. Son léninisme ne serait-il dès lors qu'un relief postiche surimposé au socle ancien du guesdisme et qui masquerait l'hétérogénéité qui lui demeure inhérente ? Humbert-Droz le donne à penser, qui écrit à l'Internationale, à la veille du congrès de Lille [58] : « Le groupe Sémard est loin d'être homogène et compact ... chacun se taille son fief, son tremplin : Doriot dans les *Jeunesses*, Thorez dans *le Nord*, Monmousseau dans la *CGTU*. [59] » Une telle situation se retrouve dans le parti tout entier. Il est traversé de courants horizontaux qui correspondent aux générations qui cohabitent en son sein [60], et surtout de courants verticaux qui matérialisent des pratiques demeurées hétérogènes entre elles. Il existe bien, en conséquence, des militants révolutionnaires (qui sont, pour certains d'entre eux, à l'extérieur du parti) [61], une avant-garde, mais le parti révolutionnaire reste à faire.

Cette situation est caractéristique d'un parti qui, comme le rappelle la résolution sur la question française adoptée par le VIe exécutif, n'a pas subi « l'épreuve de la guerre civile ». L'opposant aux partis allemand et italien, elle rappelle qu'« il a vécu sous le régime de la légalité ; son expérience politique est extrêmement limitée, et ses mouvements de masse se sont traduits par des grèves ou des

manifestations de rue qui aboutissaient tout au plus à des heurts avec la police ... C'est à tâtons que le parti cherche à élaborer sa ligne tactique, il agit au jour le jour, sous le coup des événements quotidiens »[62]. En l'absence de toute crise de l'appareil d'Etat qui viendrait entraîner les composantes diverses du mouvement révolutionnaire dans la lutte et en unifierait la pratique, celles-ci convergent lors des grandes campagnes[63] et se séparent au-delà.

Conçue comme un palliatif, la bolchevisation ne saurait, en effet, unifier autre chose que le discours du parti. Parce qu'elle n'assure à sa direction qu'une cohésion toute idéologique, la moindre crise idéologique en rend la fragilité apparente.

L'occasion ne se fait guère attendre. L'attachement à la Russie soviétique reste le plus grand commun dénominateur à ceux qui se sont regroupés au sein du parti. Il est le médiateur vers un parti dont on ignore souvent l'essentiel et lui assure une audience que sa seule pratique ne saurait expliquer[64]. Que la « question russe » s'exacerbe à nouveau, et ce qui unifiait devient ferment de division.

CHAPITRE IV

L'ÉTIAGE
mai 1926 - juillet 1929

1. DE NOUVEAU LA QUESTION RUSSE...
MAI 1926 - NOVEMBRE 1927

« De 1925 à 1927, le bolchevisme officiel fut largement boukharinien. » Stephen Cohen [1].

« Nous avons été coincés entre les élections et le VIe congrès mondial. » Pierre Sémard [2].

L'alliance nouée entre Staline, Zinoviev et Kamenev ne survit que de peu à leur victoire commune sur l'opposition. Confrontés aux effets de la NEP, ceux-ci rejoignent bientôt le camp de ceux qu'ils avaient contribué à éliminer [3]. Ils croient pouvoir compter sur ceux des cadres placés par Zinoviev [4] à la tête des principaux partis communistes et précisément recrutés en raison de leur soutien inconditionnel aux principes du léninisme (Ruth Fisher en Allemagne, Treint et Suzanne Girault en France, Bordiga en Italie), sur ceux des cadres moyens formés par cette « pédagogie stalinienne » exemplarisée par Kurella.

Pour priver l'opposition de ses appuis dans l'Internationale et lutter contre ce « léninisme » [5] au nom duquel Zinoviev s'en prend à sa politique, Staline est donc paradoxalement contraint de frapper ces cadres « staliniens » [6] et de s'appuyer sur Boukharine [7] : « le bolchevisme officiel devient largement boukharinien » [8]. Boukharine en avait exposé les données dès février 1924. Dans une conférence intitulée « Lénine marxiste » [9], il réagissait contre la sous-estimation faite de Lénine théoricien, et soulignait son apport théorique sur l'étude de l'impérialisme, l'Etat, la paysannerie et le socialisme. Négligeant la question du parti [10], il voyait dans « la théorie de Lénine sur l'alliance et les rapports de la classe ouvrière et de la paysannerie, une des pierres angulaires de son apport au marxisme » et analysait dès lors l'avenir de la Russie soviétique à la lumière des cinq derniers écrits de Lénine [11] dans lesquels il voulait voir un testament

politique [12]. Minoritaires en février 1924, ses conceptions acquièrent, en 1926, force de loi. Elles influent sur la politique de front unique à laquelle s'essaie l'Internationale et que combat alors l'opposition « zinovievo-trotskyste » [13].

Victorieuses dans l'Internationale, elles triomphent en France sans trop de difficultés. En continuant à défendre leurs positions, celles qui leur ont valu d'accéder à la direction du parti, Suzanne Girault et Treint aliènent, en effet, au « zinovievisme » bien des sympathies. Celui-ci perd d'autant plus facilement ses partisans que l'« alliance Zino-Trotsky » [14] déconcerte ceux qui furent éduqués dans un esprit de lutte sans merci contre le « trotskysme ».

La conférence nationale de la SFIC, réunie en décembre 1925, condamne en conséquence les méthodes de Treint qualifiées d'ultra-gauchistes. Dans une « Lettre ouverte à tous les membres du parti », elle critique certaines des erreurs commises dans l'application de la politique de bolchevisation, et préconise une meilleure mise en œuvre du front unique [15]. Les éléments de la direction du parti les plus directement liés aux masses ouvrières abandonnent d'autant plus facilement « l'opposition » qu'ils se félicitent d'une telle mutation. « Sémard, écrit alors Humbert-Droz, ne se prononce pas sur la question russe qu'il veut étudier. Mais, dans la question de l'unité syndicale, des nécessités de combattre aussi le gauchisme de Suzanne [Girault], en général dans l'analyse de la situation internationale, il est d'accord avec les résolutions du presidium et la ligne fixée là-bas. Je crois qu'il sera possible de l'amener sinon à une complète adhésion, du moins plus près de nous que de l'opposition [16]. » Les clivages que fait apparaître la question russe renvoient donc en dernière analyse à d'autres clivages, internes au Parti communiste français, et dont nous avons à maintes reprises expliqué le pourquoi [17].

Délégué par l'Internationale pour suivre le congrès de Lille [18], Humbert Droz écrit :

> Le parti est absent des tâches qu'il devrait accomplir dans les régions ouvrières ; il juge secondaire la lutte contre le capitalisme français et primordiale la question de savoir si on est avec Staline, ou Zino (*sic*) ou Trotsky ... Au fond tout le congrès est dominé par cela. Dans ces conditions, il n'y aura, il ne peut y avoir de direction homogène, mais un groupe des meilleurs camarades qui s'efforcent de conduire le parti [19].

Parce qu'ils n'ont « aucune racine sérieuse dans le parti (et ne sont) pas davantage l'expression d'un courant quelconque actuel du

prolétariat mais un simple reflet dans le Parti communiste français de l'opposition Trotsky-Zinoviev dans le Parti bolchevique »[20], Treint et Suzanne Girault sont exclus du bureau politique élu par ce congrès. A la différence de l'opposition de 1924, qui s'était vue purement et simplement assimilée à l'opposition russe, ils doivent leur défaite à la défaite de la ligne à laquelle ils avaient adhéré et qui leur avait valu d'accéder à la direction du parti. Cette situation n'a que peu de répercussions sur les secteurs qui déploient une pratique effective leur permettant de se doter de cadres ; elle est davantage ressentie par ceux dont les cadres ont, au contraire, été recrutés en fonction de leur adhésion à la ligne ancienne, de leur capacité à la répercuter. L'agit-prop est, bien sûr, au nombre de ces derniers.

Dès le lendemain de la conférence nationale de décembre 1925, Treint s'en était vu dépossédé au profit de Marion[21]. Après que l'opposition « zinovievo-trotskyste » s'est structurée, le remède s'avère pourtant pire que le mal. On ne peut laisser plus longtemps l'agit-prop aux mains de ceux qui ont été formés alors que prévalaient les interprétations « zinovievistes » du léninisme et qui semblent assez peu soucieux d'extérioriser le tournant théorique et stratégique que vient de prendre l'Internationale[22]. Aussi la houle frappe-t-elle bientôt à nouveau les sommets.

En avril 1926, Marion et Garay[23] sont désignés par le comité central pour assister à la première école léniniste de Moscou qui s'ouvrira en octobre 1926[24]. Ne s'agit-il pas de rééduquer ces « spécialistes » de l'agit-prop par trop marqués par le passé ? L'hypothèse nous paraît d'autant mieux fondée que Kurella lui-même est rappelé à Moscou en mars 1927.

Confiée à Fontenay, l'agit-prop fait désormais preuve de plus de discipline vis-à-vis de la « ligne » nouvelle. En janvier 1927, et contrairement à ce qui s'était précédemment produit, elle rédige ses propres « thèses pour l'anniversaire de la mort de Lénine », et les aligne sur celles de l'Internationale[25]. Boukharine devient son médiateur privilégié vers la « question russe ». Une telle adhésion au « bolchevisme boukharinien » produit des effets contradictoires. Elle perpétue les lectures sélectives et largement rétroactives du marxisme. Les ESI[26] éditent, en effet, à partir de 1927, une collection intitulée la « Bibliothèque marxiste »[27]. Sans disputer encore aux éditions Costes[28] le monopole de l'édition des textes fondamentaux de Marx et Engels, elle publie du moins des études théoriques de premier plan qui sont pour la plupart d'inspiration boukharinienne. Paraissent successivement *Marx et Engels*, de Riazanov[29], les *Questions*

fondamentales du marxisme, de Plekhanov, et la *Théorie du matérialisme historique*, de Boukharine, dont la préface est d'ailleurs reprise par les *Cahiers du bolchevisme* sous le titre « De l'importance pratique des sciences sociales » [30].

Pour en faciliter l'approche, les *Cahiers du bolchevisme* publient deux études à caractère pédagogique qui « permettront aux lecteurs de prendre contact avec les conceptions fondamentales de Marx et de Lénine » [31]. La première est française et porte, comme il se doit, sur le matérialisme historique [32] ; il revient aux Soviétiques d'aborder la dialectique. Ils le font, et c'est à notre connaissance une première, du moins dans les *Cahiers du bolchevisme*, au travers d'un article qui tente de démontrer en quoi Lénine était marxiste [33].

L'acquisition du matérialisme historique n'est toutefois pas telle qu'elle ne laisse subsister dans les *Cahiers du bolchevisme* quelques contradictions. L'article qu'Arrig et Caza consacrent au matérialisme historique affirme que « les philosophes et les économistes français du XVIIIe siècle sont loin d'avoir joué un rôle déterminant ; ils élaborèrent le système philosophique dont avait besoin la bourgeoisie pour arracher le pouvoir à la noblesse et au clergé qui entravaient son développement économique ».

Quelques semaines plus tard, Chauvelon écrit dans ces mêmes *Cahiers du bolchevisme :*

> Il n'est pas mauvais, avant de vaincre par les armes, de vaincre par l'idée. Lénine, avant la révolution de 1917, avait sa révolution toute faite, toute prête dans son cerveau. Pour réussir, il n'avait pour ainsi dire qu'à suivre son idée. De même, les philosophes du XVIIIe siècle avaient, pendant plus de cinquante ans, mûri la révolution bourgeoise ... Notre révolution (*sic*) du 4 septembre 1870 avait été soigneusement préparée par la franc-maçonnerie ... [34].

Le matérialisme ambiant n'est décidément pas la voie la plus courte vers le matérialisme historique ...

Si la qualité nouvelle des écrits théoriques en provenance de Moscou contribue à rapprocher du parti les intellectuels attirés alors par le marxisme [35], un autre fait retient notre attention, assurément lié au premier, sinon dépendant de lui : la production propre du parti atteint à cet instant l'étiage [36]. Abaissement plus nettement encore marqué dans le secteur de l'éducation où rien ne vient pallier les insuffisances de l'agit-prop française. Le départ de Kurella met, en effet, un terme provisoire à tout effort de formation des cadres à un niveau central [37]. Sans en théoriser l'abandon [38], l'agit-prop avoue

son impuissance [39] ; elle en est réduite à transmettre aux agit-prop régionales, constituées dans le courant de l'année 1927 [40], des schémas de cours toujours soumis au préalable au contrôle de l'Internationale. Ils présentent peu de différences, comparés aux schémas de 1926, à deux réserves près : l'étude des questions coloniales et nationales disparaît, et un vaste tableau de la « situation française » s'ajoute aux cours habituels.

Seul à connaître un remaniement, le cours sur l'impérialisme suscite de vives critiques de l'Internationale. Elle reproche à l'agit-prop française de « faire du degré d'habileté des entrepreneurs victorieux » la cause profonde de l'élimination des entreprises les plus faibles et rappelle, à l'encontre, que la concentration résulte d'un progrès objectif. Elle recommande encore l'approfondissement des notions de développement inégal, d'impérialisme [41], de sur-impérialisme.

Fontenay reconnaît le bien-fondé des critiques formulées, tout en leur opposant l'impossibilité où se trouve le parti de développer un cycle éducatif plus vaste, seul à même de répondre pleinement à ses souhaits [42]. Confronté aux réorientations stratégiques de la fin 1927, il est même plutôt porté à restreindre davantage le champ de son intervention.

2. « CLASSE CONTRE CLASSE » OU LES DÉSÉQUILIBRES DE LA PRATIQUE NOVEMBRE 1927 - JUILLET 1929

Vainqueur de « l'opposition zinovievo-trotskyste », le VIIIe plenum [1] engage l'Internationale et sa section française dans une ligne dite de « gauche » [2]. Il définit les grands traits de la tactique « classe contre classe » adoptée par le Parti communiste français en novembre 1927 [3].

Conçu comme moyen du « redressement » dans le sens souhaité par l'Internationale, ce mot d'ordre répond, tout comme celui de « bolchevisation », à divers impératifs. Conjoncturel, il vise à faciliter l'alignement du Parti communiste français sur les positions qui l'emportent alors au sein du PC(b)US et de l'Internationale [4], et permettront bientôt l'élimination de Boukharine [5]. Celle-ci entraîne, par voie de conséquence, la liquidation définitive du « groupe trotskyste Treint-Suzanne Girault » [6].

Revendiquant, dans ses *Mémoires*, la paternité de cette tactique, Humbert-Droz conteste pourtant que tel ait été son objectif principal [7] : le « parti de type nouveau » reste à créer, la bolchevisation n'a pas suffi ; la SFIC n'en a pas fini de « refléter en son sein, de manière correspondante, les traditions que (l'Internationale) doit surmonter dans la classe ouvrière » [8]. En s'attaquant à celle de ses pratiques demeurée la plus entachée de social-démocratisme, cette tactique nouvelle vise, selon Humbert-Droz, à transformer le parti en en transformant la pratique. Le type de campagne qu'elle lui enjoint d'engager pour les législatives de 1928 doit le faire sortir de l'ornière du parlementarisme ; d'où l'obligation d'entreprendre de vastes luttes de masse à la faveur de la campagne électorale, de rompre avec le vieux principe de la discipline républicaine en faisant de la signature d'un accord national et exclusif avec la SFIO la condition de tout désistement au second tour.

Cette tactique, qui coûte à la SFIC treize de ses députés [9], s'inscrit, quoi qu'il en soit, dans la stratégie énoncée par le VIIIe plénum. Mettant l'accent sur les dangers de guerre que court l'Union soviétique et sur la lutte nécessaire des peuples pour conjurer la guerre qui menace l'Etat soviétique, il en fait la question la plus

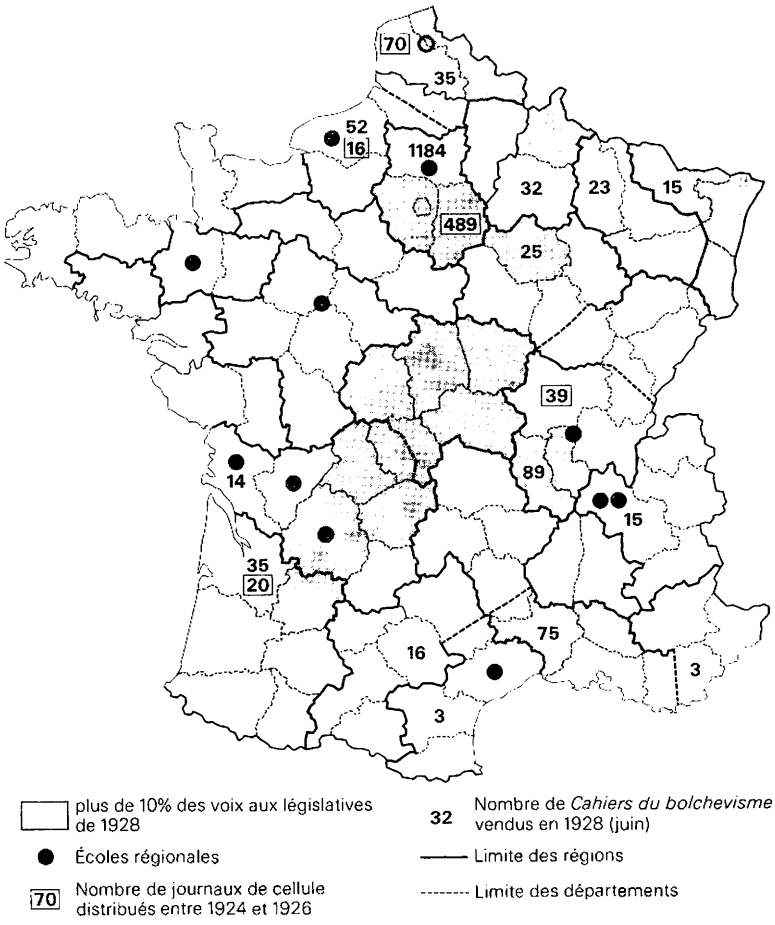
brûlante du mouvement international, privilégiant ainsi jusqu'à l'exclusive celles des luttes qui se développent sur le terrain direct de l'affrontement impérialiste.

Parce que l'encadrement a été remanié dès la première phase de lutte contre les « zinovievo-trotskystes », point n'est besoin d'épurer à nouveau l'agit-prop [10] pour qu'elle s'aligne sur ces résolutions nouvelles et leur subordonne toute son activité. Loin de contrebalancer les déséquilibres naissants, elle les accentue. Rappelant que « l'axe de toute l'activité du parti est et reste la lutte contre les dangers de guerre, pour la défense de l'URSS et pour le soutien de la Révolution chinoise, elle précise que les diverses campagnes d'agitation que (le parti aura) à mener dans les semaines à venir ne peuvent être considérées que comme des moyens d'appuyer ce mot d'ordre central du parti » [11]. Son travail d'éducation s'en trouvera lui-même infléchi : en novembre 1927, décision est prise de limiter à deux cours les écoles élémentaires et de les consacrer à *Lénine et ses enseignements fondamentaux* [12], et *L'utilisation léniniste du parlementarisme* [13]. Ces mêmes considérations incitent à orienter le programme d'auto-éducation alors mis sur pied autour de trois thèmes : *Lénine et la guerre* [14], *Les communistes et le parlementarisme*, *Les élections de 1928* [15].

Cette propagande s'avère mal adaptée aux besoins des militants [16]. Là ne réside pourtant pas sa seule limite. Les remaniements de cadres qui ont favorisé l'adhésion de l'agit-prop à la ligne énoncée par l'Internationale ne sauraient suffire à lui assurer une audience. Lors de la conférence nationale d'agit-prop qui se tient à la veille du VIe congrès de l'Internationale communiste, Bouthonnier se félicite de la qualité des rapports que celle-ci entretient avec l'Internationale [17] ; il déplore, toutefois, le mauvais fonctionnement des commissions régionales d'agit-prop qui auraient dû lui servir de relais, mais sont demeurées purement formelles [18]. Que la commission centrale d'agit-prop ait abandonné aux régions le soin de former leurs cadres depuis le départ de Kurella explicite le propos.

La région parisienne s'est assurément employée à se doter des cadres qui lui étaient nécessaires. Outre des « séances hebdomadaires de répétition » [19], où sont formés des enseignants chargés d'assurer la tenue de nouvelles écoles de rayon [20], elle organise une école d'agitateurs [21] destinée à répondre aux besoins de la campagne électorale et une école régionale regroupant 105 élèves parmi lesquels on compte 64 ouvriers [22], 13 travailleurs des services publics, 15 employés, 3 artisans et 4 « fonctionnaires de l'Etat » [23] ; 35 d'entre eux sont de sim-

Carte 3. La "bolchevisation idéologique".



ples adhérents du parti, 21 sont membres d'un bureau de cellule et 49 d'un comité ou bureau de rayon ou sous-rayon. Leurs dates d'adhésion se répartissent comme suit : 1920 ou avant : 23 ; 1921-1923 : 20 ; 1924-1925 : 30 ; 1926-1928 : 27 ; ? : 5.

Quoique prépondérante, la part des ouvriers et des « adhérents de la bolchevisation » y est moins écrasante qu'elle ne l'était à Bobigny ou Clichy. Au-delà des particularités sociologiques de la région parisienne, peut-être faut-il y voir l'effet des premières rectifications de la bolchevisation. De tels efforts demeurent pourtant exceptionnels. Une fois les frontières de la région parisienne franchies, la « bolchevisation idéologique » des cadres (par école interposée) paraît inversement proportionnelle à l'ampleur de la bolchevisation organisationnelle [24].

Des écoles ont été organisées dans la région charentaise (Rochefort, Angoulême) ; la région languedocienne (Agde) ; normande (Caen) ; lyonnaise (Oyonnax) ; dans la Basse-Seine (Rouen, Sotteville) ; région troyenne (Aube) ; tourangelle (Bléré), Alpes (Grenoble, Valence, Romans) ; limousine (Bergerac) ; région Ouest (Rennes) [25]. Bien qu'Alby n'y fasse aucune allusion, il semble que la région Nord ait tenté, sans grand succès, de s'inscrire dans ce bilan [26]. Une étude plus approfondie de ces écoles montrerait peut-être que c'est autour des noyaux ouvriers de ces régions à dominante paysanne [27] que se sont organisées les écoles [28]. Cette hypothèse, fût-elle vérifiée, n'infléchirait guère nos conclusions.

L'effort en matière d'éducation semble plus marquant dans les régions de faible implantation communiste. Cherchant par là un palliatif aux difficultés qu'elles rencontrent, elles se montrent fidèles à tout un passé social-démocrate. Submergées par d'autres tâches [29], les régions ouvrières, qui constituent les forces vives du parti [30], ont au contraire négligé cette tâche. Elles abandonnent à la pratique le soin de former les cadres qui leur font défaut.

Loin d'atténuer les déséquilibres entre les régions, une telle situation contribue à les reproduire. Elle reproduit, de façon plus sensible encore, les déséquilibres entre les pratiques de types différents. Les secteurs de luttes qui correspondent à des pratiques anciennes, profondément ancrées dans la tradition de lutte du mouvement ouvrier français, qui ne relèvent, en conséquence, d'aucun volontarisme, sont seuls à se doter spontanément de cadres. De façon significative, les commissions syndicales et coopératives parviennent seules à mettre sur pied des sections régionales susceptibles de leur servir de relais [31].

Ce développement spontané des cadres ne favorise pas la mise en

place de véritables directions régionales capables « d'organiser, de fortifier cet engrenage qui lie le parti aux masses »[32]. « Si les principales régions de notre parti ont su redresser leur faiblesse, déclare Sémard lors de l'examen de la question française devant le secrétariat latin du VIe congrès... il n'en est pas moins vrai que leur direction reste faible, que, dans la plupart des régions, il ne s'est pas constitué le noyau de direction, qu'il n'y a que quelques éléments qui travaillent, pas toujours, d'ailleurs, de façon collective. Il nous faut hâter cette formation véritable de directions de régions, non pas de directions individuelles mais collectives, avec toutes les forces que nous pouvons appeler au sein de ces régions.[33] »

Si cette « absence de noyau de direction » explique la disproportion entre « l'influence politique (du parti et son) organisation[34] », elle répond surtout de ce que la direction nationale du parti ne puisse être autre chose que le résultat « d'une de ses spéculations malsaines sur les affaires intérieures du parti russe, une espèce d'équilibre sans ligne politique[35] ». Celle-ci ne dispose, en effet, d'aucun terrain dans lequel elle pourrait puiser des cadres capables d'exprimer autre chose que leur seule pratique. Aussi les critères idéologiques continuent-ils à prévaloir dès lors qu'il s'agit de désigner les cadres nationaux[36]. Ils connaissent, en conséquence, une instabilité à la mesure des crises qui affectent l'Internationale communiste[37].

Dans les conclusions qu'il dégage de l'examen de la question française, Humbert-Droz souligne la nécessité qu'il y aurait à rompre avec de telles pratiques. « Il faut, déclare-t-il, poser la question de la direction du parti sur la base de la ligne politique du parti en France. (Il faut) que, sur la base de cette ligne politique, se forme une direction qui ait une majorité assurée pour son application.[38] » Cette majorité ne doit aucunement être obtenue par l'élimination de ceux qui n'ont pu être « bolchevisés ». Humbert-Droz réagit, en conséquence, contre un ouvriérisme[39] dont le plus clair effet a été d'enfermer certains des cadres traditionnels dans leur spécificité sans leur permettre en rien de se transformer[40]. Se demandant « si le bureau politique doit être absolument homogène, c'est-à-dire comprendre exclusivement des camarades convaincus à cent pour cent de la ligne politique », il répond : « En effet, je pense que ce ne serait pas juste. Le bureau politique doit avoir une majorité homogène qui ait la possibilité de diriger le parti, ce qui n'exclut pas que quelques camarades, par leur influence, leur expérience, par les courants qu'ils représentent dans le parti, soient dans le bureau politique.[41] » Il

signale, en particulier, le cas de Marcel Cachin « qui représente dans le bureau politique l'opinion d'une partie du parti »[42].

Abordant ensuite la question des directions régionales, il invite les régions à « faire sortir des militants du terroir ... Il est certain, affirme-t-il, que la force de la social-démocratie dans les pays où elle est fortement ancrée dans les masses provient de ce qu'elle a des cadres sortis de la classe ouvrière de l'endroit et qu'il nous est très difficile, à cause de cela, de les déraciner. Il faut que ... nous formions des cadres qui restent à travailler où ils sont connus de la classe ouvrière ..., que le renforcement des directions régionales provienne de la base même des régions ... mais vous ne réussirez pas à renforcer les régions si vous ne procédez pas à la formation des cadres »[43]. Le comité central d'avril 1929 fait donc du problème des cadres moyens « la question la plus importante de l'heure actuelle »[44].

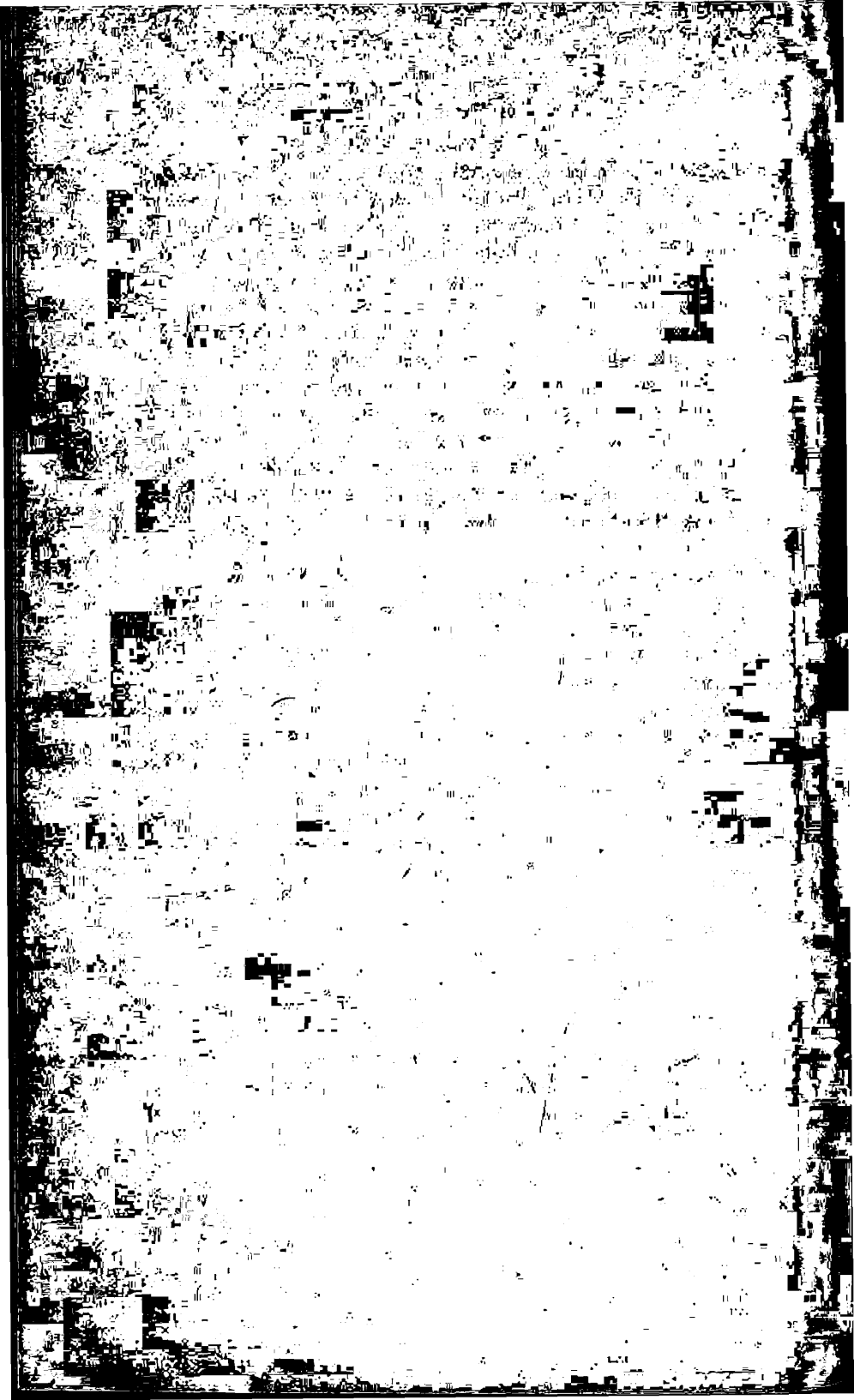
Les résolutions qu'adopte le VIe congrès de l'Internationale créent, toutefois, des besoins d'un autre ordre. Caractérisant « la troisième période » (du capitalisme) par le relèvement de l'économie capitaliste et le relèvement presque parallèle de celle de l'URSS au-delà de leur niveau antérieur, le VIe congrès conclut à une inévitable aggravation des contradictions entre la croissance des forces productives et la réduction des marchés qui va rendre tout aussi inévitable une nouvelle phase de guerres impérialistes, aiguiser les contradictions internationales et intérieures[45] et déchaîner enfin des mouvements coloniaux[46]. Les « Thèses sur la situation et les tâches de l'Internationale » se fondent sur une telle analyse pour engager les sections à lutter sur ces trois fronts mais privilégient pourtant le premier d'entre eux[47].

« A l'inverse de la Deuxième Internationale social-démocrate, où chaque parti se soumet à la discipline de " sa propre " bourgeoisie nationale et de sa " patrie ", les sections de l'Internationale communiste ne connaissent qu'une discipline, celle du prolétariat international qui assure la lutte victorieuse des ouvriers de tous les pays pour la dictature mondiale du prolétariat », déclare le programme de l'Internationale communiste qui poursuit : « A l'inverse de la Deuxième Internationale qui divise les syndicats, combat les peuples coloniaux et s'unit à la bourgeoisie, l'Internationale communiste est l'organisation qui défend l'unité des prolétaires de tous les pays, les travailleurs de toutes les races et de tous les peuples en lutte contre le joug impérialiste. [48] »

Parce que les classes antagonistes semblent désormais s'affronter

principalement à l'échelle mondiale, et sans plus de médiations, l'Internationale privilégie celles des luttes qui mettent directement en jeu les « contradictions principales », au détriment peut-être de celles qui s'affrontent aux aspects plus immédiats et manifestes de l'exploitation capitaliste. Sous-jacente lors du VIe congrès, cette interprétation devient la règle après la défaite de Boukharine [49].

Elle a pour effet d'accroître dans le Parti communiste français le poids des cadres issus de la Jeunesse communiste. Formés au travers des luttes contre la guerre impérialiste auxquelles l'Internationale entend précisément donner plus d'ampleur, ils apparaissent mieux à même de combattre un « opportunisme de droite » jugé à nouveau menaçant [50], d'où un renforcement de leurs positions tant dans l'agit-prop [51] qu'à la direction du parti [52]. C'est l'amorce d'une contradiction. Le Xe plenum la rend manifeste.



CHAPITRE V

LA QUESTION DU GROUPE DIRIGEANT
juillet 1929-1933

1. LES IMPÉRATIFS CONTRADICTOIRES DU Xe PLENUM JUILLET 1929 - JUILLET 1930

« Les masses avec nous et même en avant de nous. » Maurice Thorez [1].

« Comprendre la politique du parti, la réaliser à travers tous les épisodes de la lutte des classes et viser constamment, dans toutes les batailles, à l'organisation large des masses ... et au renforcement du Parti communiste, c'est le tournant. » Maurice Thorez [2].

Le Xe plenum

Lors de la réunion de juillet 1929, le Xe plenum réoriente le VIe congrès sans toutefois en remettre en cause la ligne. L'une des manifestations les plus visibles de cette réorientation tient dans l'élimination, du présidium de l'Internationale, de Boukharine, accusé en la circonstance d'avoir sous-estimé les contradictions internes du capitalisme, les contradictions entre capitalismes nationaux et, dès lors, les dangers de crise.

Le redressement de la ligne s'accompagne d'un renouvellement des cadres, jugés « opportunistes et passifs » [3]. A la différence de ce qui se produit dans les autres partis communistes, il confère, en France, aux cadres issus de la Jeunesse communiste, un poids plus grand encore que par le passé [4].

Cette pratique fondée sur des choix idéologiques n'est, toutefois, pas dépourvue d'inconvénients. Ces militants nouvellement promus aux plus hautes responsabilités diffèrent de ceux qui surgissent « spontanément » de la lutte politique ; ils se font malaisément entendre de la base et n'en sont que plus enclins au volontarisme. Un article paru en 1925 soulignait les risques de sectarisme qu'il y aurait à bolcheviser le parti sans accomplir une « parallèle bolchevisation des masses » [5] ; en 1929, le danger paraît interne au parti lui-même.

Si les priorités définies par le VIe congrès demeurent et justifient la place accordée aux cadres issus des Jeunesses, les moyens de lutte préconisés par le Xe plenum ne sont pas tels que ceux-là même apparaissent comme les meilleurs moyens de leur mise en œuvre. Parce que ses *Thèses sur la fin de la stabilisation du capitalisme et l'imminence de la crise* tendent, en effet, à surestimer l'essor des luttes de masses[6] et les potentialités des « inorganisés »[7], l'Internationale en vient même à théoriser le rôle créateur et parfois dirigeant de ceux dont elle attend qu'ils régénèrent les partis communistes et les syndicats adhérant à l'ISR, aux effectifs également déclinants[8]. Dans un article publié par les *Cahiers du bolchevisme*, Lominadzé rappelle ainsi que « la théorie ... comprise par les masses ouvrières devient force matérielle ». S'appuyant sur Lénine, il porte un jugement sévère sur les « théoriciens de cabinet » toujours prompts à apprendre aux masses des formes de lutte étrangères à leurs aspirations et à leur expérience et estime qu'il est du devoir des partis « d'étudier les nouvelles formes de lutte que les masses élaborent elles-mêmes durant les périodes révolutionnaires (pour) les diffuser (ensuite) dans les masses en période de réaction »[9].

C'est aux fins de compléter le dispositif des cadres en dotant le parti de responsables qui soient « à l'écoute des masses » que le travail d'éducation reprend à partir de juillet 1929. Il se déplace au niveau des régions.

Les moyens du tournant : la politique de formation des cadres juillet 1929 - juillet 1930

L'expérience ayant prouvé l'incapacité des régions d'assurer, seules, la tenue régulière d'écoles, des instructeurs sont mis à leur disposition. Pour permettre à cet enseignement de garder sa cohésion réelle, ces instructeurs ne seront qu'au nombre de deux : il s'agit de Victor Fay et de Vital Gayman[10].

Membre du Parti communiste polonais, Victor Fay arrive à Paris en 1929, pour y passer son doctorat[11]. Il assiste clandestinement, à partir de cette date, aux réunions du comité central. Ferrat le charge du cours d'économie politique de la première école régionale parisienne. Il assure bientôt, et ce jusqu'en 1934, la direction de la totalité du travail d'éducation du Parti communiste français[12]. Entre juillet 1929 et juillet 1930, il se rend en province pour y organiser

des écoles différentes par leur profil de celles de Bobigny et Clichy puisqu'elles entendent tenir compte, dans leur composition, « de la répartition des forces [de la région], de l'importance de ses points stratégiques, aussi bien territorialement que par branches d'industrie ou par usines, être en quelque sorte, un modèle réduit de la région » [13].

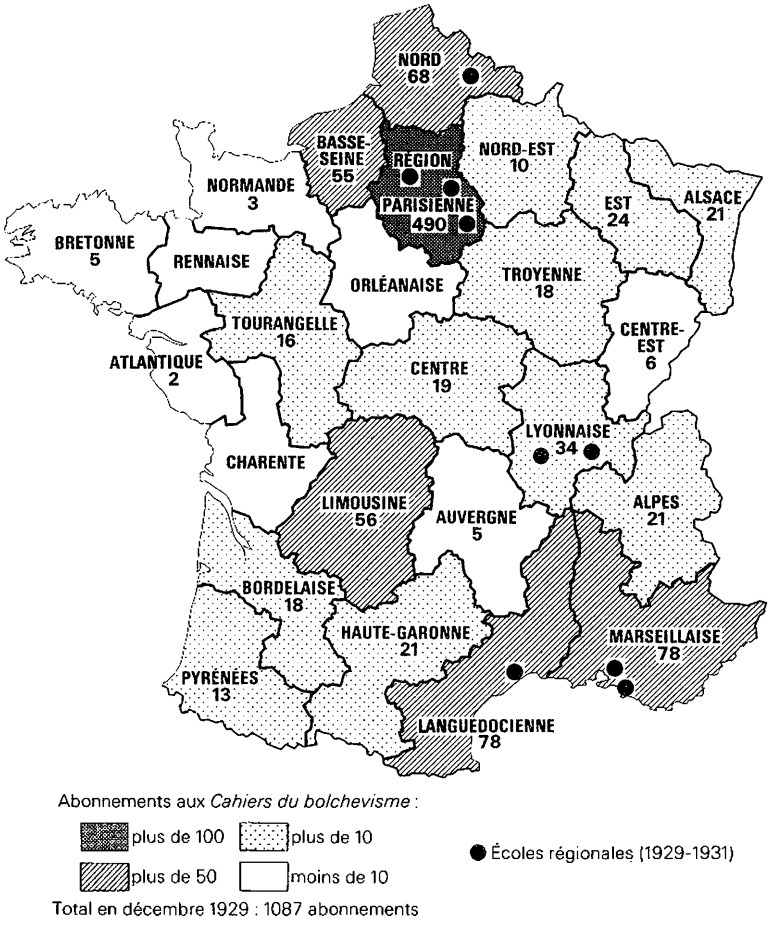
En formant ses cadres à partir de la région et non plus de la seule cellule, l'agit-prop prend en compte la texture du parti dans sa complexité. Il ne s'agit plus de sélectionner des cadres ouvriers dans l'espoir qu'ils formeront un jour et par simple addition une direction ouvrière, mais de promouvoir des directions appropriées, organiquement issues de leur milieu [14]. Cela doit permettre au parti d'échapper à l'ouvriérisme.

Animée de tels principes, l'agit-prop privilégie moins les ouvriers que les régions ouvrières. C'est dans la région parisienne mais aussi le Nord, à Lyon et à Marseille, que se déroulent cette fois les écoles [15]. Organisées par Victor Fay et placées sous son contrôle, elles ont une durée de huit, puis de douze jours [16], et se décomposent en quatre séries de cours [17]. Leur conception tranche avec celle qui prévalait en 1925 et qui visait à déduire la théorie des faits. C'est sur un cours relatif aux « problèmes de la méthode marxiste-léniniste » qu'elles s'ouvrent désormais. Cours théorique suivi de sept autres consacrés au capitalisme, l'impérialisme, l'Etat et la révolution, le parti (deux cours), les questions paysanne, coloniale et nationale.

Un second volant de l'école est consacré à l'histoire, absente des programmes de 1925. Le parti n'a plus, face à lui, « la génération léniniste du prolétariat français » [18] née du « feu » et de la Révolution russe. Les motivations de l'adhésion des nouveaux adhérents sont plus ponctuelles, moins immédiatement idéologiques, il devient nécessaire de raconter davantage. L'histoire se veut unificatrice ; idéologique, elle limite son champ à la Révolution russe et aux organisations ouvrières ; la Deuxième Internationale, la Troisième, le Parti communiste français enfin. Il convient de noter que l'histoire de la Deuxième Internationale, est, dans ce cours, réduite à celle des causes de l'opportunisme que sont l'aristocratie ouvrière et « l'impérialisme ouvrier ». Ce cours, autre observation, est seul à aborder la question du réformisme. En l'historicisant, on en peut minimiser l'importance pour la pratique politique et ne plus y voir qu'une de ces « survivances » qu'il s'agit de combattre.

Victor Fay [19] assure les parties théoriques et historiques ; les directions régionales doivent prendre en charge les cours politiques [20] et

Carte 4. Écoles régionales et abonnements aux *Cahiers du bolchevisme* (1929-1931).



les travaux pratiques. Il s'agit, en effet, d'être au maximum en prise sur l'activité de la région et de ses problèmes [21].

Les directions régionales s'acquittent le plus souvent assez mal de cette tâche [22]. Parce que l'école ainsi conçue est un investissement à long terme qui outrepasse leurs moyens, elles n'accordent qu'un soin très relatif au choix des élèves. Voici ce qu'en dit Victor Fay :

> A Lyon, le responsable fédéral, Doron, instituteur, était de ce fait [23] contre les écoles : préparer une école, c'était du travail en plus ; dès lors, le recrutement se faisait en dépit du bon sens, de manière étroite : il s'agissait de se débarrasser de la tâche à moindre frais. Il y avait si peu de gens et tant de boulot ; surtout ils ne comprenaient pas l'intention : « Ils se débrouillent », disaient-ils en parlant de leurs cadres. Ils ne comprenaient pas que nous montions une nouvelle génération de cadres dirigeants. Tout ce qu'ils voyaient, c'est que certains de leurs cadres allaient disparaître pour quinze jours et peut-être ensuite pour plus longtemps. Duisabou, responsable fédéral de Marseille, disait : « Tu me démolis ma direction », et c'était vrai [24].

Pour organiser ces écoles, les circulaires, fussent-elles répétées, ne suffisent pas. Lorsque le 12 mai 1930, Victor Fay arrive à Marseille pour assurer les cours, rien n'est prêt [25]. Il profite de ce laps de temps pour se rendre, avant la date prévue, dans le Sud-Ouest où doit s'ouvrir une prochaine école. On s'est borné, là encore, à l'envoi d'une circulaire ... Aussi faut-il se livrer, le terme est de Victor Fay, à du « racolage ».

Les élèves recrutés de la sorte sont souvent moins nombreux que prévu [26] ; leur choix n'est pas toujours judicieux [27]. Victor Fay déplore la mauvaise composition sociale des écoles : celle de la région parisienne compte avant tout des militants des « petites boîtes ». Aucune femme. Dans la région marseillaise, ces écoles souffrent de l'absence de représentants de l'arsenal de Toulon, des produits chimiques, de la MOI (main-d'œuvre immigrée) ; dans le Nord, ce sont les ouvriers du textile, des produits chimiques et des docks qui font le plus défaut ; les mineurs eux-mêmes sont en nombre insuffisant, du fait de la défaillance de trois délégués retenus par des élections locales. « Dégager un cadre » revient, dans les faits, à dégarnir un front [28].

La répression rend les choses plus difficiles encore. Les écoles sont clandestines. Si Victor Fay déplore que les directions régionales la sous-estiment [29] et négligent, de ce fait, les mesures de sécurité, celles-ci n'en existent pas moins ; il n'est pas exceptionnel que des

élèves manquent la première et même la seconde journée de cours, faute d'avoir pu trouver l'adresse de l'école. Par crainte d'une intervention policière, on élimine de l'école de Lyon les élèves étrangers [30], puis, pour tromper la surveillance des forces de l'ordre, on fait courir le bruit de la suspension de l'école. En avril 1930, à Paris, la police interrompt par deux fois la tenue des cours [31]. Aussi, la vigilance devient-elle la règle de conduite : les sorties hors de l'école sont limitées au maximum ; on nourrit et loge les élèves chez les militants locaux [32].

Toutes choses qui nuisent à la qualité de ces écoles : il faut abaisser « de cinquante pour cent et plus le niveau des cours » [33], repenser les méthodes de travail. Aux discussions libres qui « favorisent seulement les élèves les plus doués et les plus courageux » [34], on préfère le cours magistral [35] et les répétitions collectives. Ce type d'exercice, qui consiste à reconstruire l'exposé qui vient d'être entendu à partir de questions posées, privilégie la répétition par rapport à la réflexion ; du moins apprend-il aux élèves à s'exprimer [36]. Peut-on davantage pour des militants classés, pour la majorité d'entre eux, comme des « nourrissons politiques » [37] ?

Victor Fay souligne leurs difficultés à assimiler les questions coloniales, la notion d'exploitation dont ils croient qu'elle a pour cause la seule hausse des prix, l'Etat, toujours réduit à ses appareils répressifs [38]. Les questions les plus liées à la pratique font elles-mêmes parfois problème. « L'école, écrit-il alors, joue le rôle de mesure de la maturité organique et politique de nos régions. Ici, le bluff est impossible. L'organisation et la préparation technique de l'école nous révèlent, dès le début, le sérieux que l'on attache à ce travail, comme la compréhension de la répression actuelle et de son envergure. La composition de l'école montre dans quelle mesure la région se rend compte de la répartition de ses forces et de l'importance de ses points stratégiques ; enfin, au cours du travail à l'école, nous constatons les points faibles de la région ... , les écoles régionales sont une forme indirecte du contrôle du travail dans la région ; plus que n'importe quelle commission de révision, elle peut révéler à la direction du parti ses principales faiblesses à réviser. [39] »

Les écoles permettent effectivement au parti d'appréhender plus concrètement des régions peu ou mal connues de lui. Jusqu'à leurs difficultés qui l'éclairent. La seconde série d'écoles organisée entre avril et juillet 1930 en retiendra la leçon.

Parce que la sous-section d'éducation constitue désormais l'embryon de ce qui sera la section des cadres [40], la composition

socioprofessionnelle des élèves des écoles organisées à partir d'avril 1930 dans la région parisienne [41], la région marseillaise [42], le Centre-Est, Lyon, les Alpes [43] et le Languedoc [44], nous est connue. (On trouvera en note leur liste nominale.)

Comparaison de la structure socioprofessionnelle des écoles avec celle des cadres et du parti

	A*	B**		C***		D	
	(%)		(%)		(%)		(%)
Métallurgistes	11,61	107	39,3	119	26,5	29	28,3
Bâtiment	7,51	19	6,5	55	12,4	11	13,3
Produits chimiques	0,72	6		18	4,3	1	
Textile	4,30	18	6,3	19	4,4	1	
Ports et docks	0,48	1		12	2,7	5	9,4
Cuirs et peaux	1,64	5		16	3,6	2	3,8
Bois	3,64	9		12	2,7		
Mineurs	6,41	8		19	4,4	6	11,3
Etablissements militaires				4	0,9		
Transports divers	2,43	2		4	0,9		
Livre - papier	0,68	6		10	2,2	1	
Alimentation	1,63	6		4	0,9	1	
Autres industries	4,40			3			
PTT	1,30	29	10,6	7	1,6		
Cheminots	10,03			49	10,9	2	3,8
Eclairage	1,07						
Employés	3,84	21	7,6	33	7,6	1	
Services publics	1,94	3		3			
Fonctionnaires	1,47						
Ouvriers agricoles	4,46	9		12	2,7	6	11,3
Paysans	9,90			9	2		
Artisans	3,05	9		10	2,2	2	3,8
Commerçants	2,16						
Ménagères	0,88	10					
Intellectuels	0,38			4			
Instituteurs		4		5	1,1		
Divers				15	3,4		
Total		272		442		53	

A. *Au parti en 1929.*
* Recensement opéré sur 20 000 membres du parti, publié dans *L'Humanité* du 17 février 1929 (le total des chiffres fournis par *L'Humanité* n'est pas égal à 100 %).
B. *Délégué au Congrès de Saint-Denis.*
** *L'Humanité* du 5 avril 1929.
C. *Membres des comités régionaux.*
*** *Cahiers du Bolchevisme,* 1930.
D. *Ecoles régionales.*

Victor Fay dresse, au terme de chacune d'entre elles, un bilan indiquant les potentialités de chacun des élèves qu'il adresse ensuite

à l'Internationale [45]. Cela doit permettre, selon ses termes, « une utilisation plus rationnelle du matériel humain » [46]. Plus que d'une formation des cadres, l'école est, peut-être, avant tout, le moyen de leur sélection. Il devient possible de déterminer, à la faveur de ces bilans, le profil des cadres régionaux dont le parti entend se doter [47]. Du point de vue de l'âge, les élèves sont sensiblement comparables à ceux de Bobigny et Clichy (leur âge moyen est de vingt-sept ans). Parce que l'école est un investissement, le choix se porte sur des cadres jeunes, considérés de surcroît comme plus disponibles [48].

La proportion des ouvriers demeure de loin supérieure dans l'école à ce qu'elle est dans le parti [49]. Près de la moitié des élèves se recrute dans la métallurgie et le bâtiment, qui fournissent d'ores et déjà le gros des cadres du parti. On tente pourtant de promouvoir également des cadres dans ceux des secteurs d'industrie où l'implantation du parti reste faible. Aussi, sur-représente-t-on des branches qui, tels les ports et docks, les mineurs ou les ouvriers agricoles, n'ont jusqu'ici donné que peu de cadres (et d'adhérents) au parti. Comme c'est le cas dans le parti, les élèves sont pour la plupart des ouvriers qualifiés [50]. Exception faite pour deux d'entre eux, qui travaillent respectivement chez Citroën et aux Chantiers navals de Marseille, ils viennent de petites entreprises [51]. Les écoles se tiennent, il est vrai, après la journée du 1er août 1929 qui a vu la répression s'intensifier et ce tout particulièrement dans les grandes entreprises : trois des quatre employés municipaux, participant à l'école de la région parisienne, sont d'anciens ouvriers révoqués pour leur activité politique ou syndicale. L'un d'entre eux vient de chez Hotchkiss [52].

Date d'adhésion :	des cadres	des délégués au congrès de Saint-Denis	des élèves
	(en %)	(en %)	(en %)
1920 ou avant.....	21,7	46,2	6,7
1921 à 1923.....	21,3	15,4	8,1
1925 à 1927.....	34,2	31,1	39,2
1928 à 1930.....	23,8	7,3	46

Si les adhérents d'avant 1920 ne sont pas éliminés des organismes de direction, leur participation à l'école est faible. Seule la région parisienne leur fait place [53]. Ceux des adhérents de la première heure qui participent aux écoles le doivent sans doute avant tout à leurs responsabilités syndicales, et donc à leur audience de masse : dans la majorité des cas, pour les années antérieures à 1924, l'adhésion au

syndicat a précédé l'adhésion au parti ; les luttes du premier ont conduit au second. Ce cheminement devient exceptionnel à partir de 1925. L'adhésion au Parti communiste semble le plus souvent déterminée par un mot d'ordre politique — la lutte contre la guerre du Maroc en tout premier lieu — l'adhésion au syndicat n'intervient qu'ensuite, quelques années plus tard parfois.

L'orientation qui consiste à porter l'effort politique sur l'entreprise conduit ayant, à partir de 1929-1930, des syndicalistes de longue date à rejoindre les rangs d'un parti dont ils s'étaient tenus à l'écart, la date d'adhésion au syndicat précède à nouveau, à partir de là, la date d'adhésion au parti.

Si certains des élèves sont passés par la CGT, tous, au moment de leur arrivée à l'école, sont membres de la CGTU ou de la CGPT. La base de recrutement demeure donc étroite. Les élèves semblent choisis à un niveau de responsabilité plus élevé que ce n'était le cas en 1925. Lors de leur arrivée à l'école, ils occupent effectivement les responsabilités suivantes :

Politiques	
CC	1
Bureau régional ou d'entente	7
Membres de comité régional	9
Secrétaires (ou anciens secrétaires) de rayons ou sous-rayons	16
Membres d'un bureau de rayon	7
Membres d'un comité de rayon	16
Secrétaires de cellule	6
Trésoriers de cellule	1
Secrétaire d'agit-prop de ville	1
Simples membres	2
Syndicales	
Membres de conseils syndicaux	5
Secrétaires de syndicat de ville	4
Secrétaires de section d'usine	16
Trésorier syndical adjoint	1
Autres organisations	
Secrétaires de section du SRI	2
Comités de chômeurs	2

Cela n'implique pas nécessairement leur promotion, par la suite, à des responsabilités plus hautes. D'après les indications portées sur les fiches adressées à l'Internationale, 54,2 % sont considérés comme aptes à recevoir une promotion, syndicale pour certains. S'agit-il de remplir des tâches au niveau régional et 15,6 % seulement en sont déclarés capables [54].

Deux des quarante-six élèves dont les noms nous sont connus [55] deviennent, de fait, secrétaires régionaux. Il s'agit de Delmas et de Soupé. Ce dernier entre d'ailleurs en 1932 au comité central. Trois autres renforcent le comité régional de la région marseillaise [56].

Pour parachever l'ouvrage et permettre aux directions régionales ainsi renforcées de mieux assumer leurs tâches, l'agit-prop fait suivre à sept de ces élèves une école nationale d'agit-prop (avril 1930) [57]. Elle entend les perfectionner par un « travail essentiellement technique, axé sur les nouvelles formes de l'agit-prop (théâtre, cinéma, radio) ». Bien que frais émoulus des écoles régionales, ceux-ci se plaignent du caractère trop technique de l'enseignement. « Vous nous prenez pour des types calés, déclarent-ils, vous vous trompez. Avant de nous expliquer comment agiter les masses, expliquez-nous pourquoi il faut le faire. [58] » Retour est alors fait à un programme plus classique.

Les élèves sont, de fait, à l'image d'un parti où bien souvent commissions et directions n'existent encore que formellement ; où, en l'absence de tout centralisme démocratique, chaque militant ne représente avant tout que lui-même et ne dispose d'autre expérience que de la sienne propre. « Il n'existe aucune division du travail dans les régions, conclut Victor Fay, le travail d'agit-prop se fait, s'il se fait, par la direction régionale exclusivement et les responsables régionaux, à part Chabanis, de Lyon, ne connaissent que les rayons où ils travaillent, non comme " agit-propistes " mais comme membres dirigeants des rayons. [59] »

Il propose néanmoins que cinq des sept élèves désignés constituent la base d'un réseau national d'agit-prop. Promotion de cadres ? Consolidation plutôt. Le « tournant » engagé par le comité central de juillet 1930 lui confère tout son sens.

2. LA « LUTTE » SUR LES DEUX FRONTS ET SES EXIGENCES JUILLET 1930-AOÛT 1931

Le comité central de juillet 1930

Réuni en février 1930, le présidium élargi de l'Internationale communiste critique les premiers effets des thèses de juillet 1929[1]. A surestimer par trop le mouvement des masses, on a abouti à sous-estimer le rôle propre des partis dans la maturation des crises révolutionnaires. Engagés dans des actions volontaristes, ils se sont un peu plus isolés, prêtant plus facilement le flanc aux coups de la répression[2]. A un point inquiétant : alors même que se développent les luttes[3], Parti communiste français et CGTU perdent de leurs adhérents, les organisations de masse qu'ils influencent ont la vie brève[4]. A l'encontre, la social-démocratie, trop tôt proclamée moribonde, se renforce[5], et la CGT progresse aux élections professionnelles[6]. Si l'adhésion du Parti communiste français à la ligne fixée a toutes raisons de satisfaire l'Internationale, il n'en va pas de même pour les résultats de son activité. L'Internationale communiste lui reproche avant tout son incapacité à organiser durablement les masses[7].

Aussi la délégation française[8] convoque-t-elle, pour le 30 mars, lors de son retour à Paris, une conférence nationale dite « conférence du renforcement de la liaison du parti avec les masses ..., du perfectionnement des méthodes et du travail d'organisation des prolétaires sous le drapeau et dans les rangs du parti »[9]. Toutes choses conditionnées par le renforcement du rôle dirigeant du parti, rôle dirigeant que combattent « les opportunistes et les réformistes du mouvement syndical ... sous le signe de l'indépendance et de la neutralité des syndicats, les élus renégats[10] [sous couvert de] " la construction différente " du parti [c'est-à-dire d'un] amalgame hétérogène qui place le parti au même niveau que les autres organisations et les conduit à revendiquer l'indépendance des élus, leur hégémonie sur le parti »[11]. Le combattent encore, dans une certaine mesure, « certains dirigeants de la Jeunesse communiste [qui] prétendent que c'est la Jeunesse communiste qui doit diriger »[12]. C'est en ces termes[13] que le rapport préparatoire à la conférence de mars 1930

dénonce les atteintes portées au « rôle dirigeant du parti ». Il en ressort clairement qu'en l'absence de toute pratique unifiante de la politique, qu'aucune crise de la formation sociale, et donc de l'appareil d'Etat, n'a rendu possible, le parti tend à se décomposer en une série d'organisations qui, pour certaines, lui préexistaient et qui correspondent aux découpages imposés à la vie politique française par les structures mêmes de l'appareil d'Etat. Pour conjurer le tels risques de désagrégation, le comité central adopte, en juillet 1930, le mot d'ordre de « lutte sur les deux fronts ».

Démarquant les analyses de février 1930 [14], il reconnaît que « l'opportunisme demeure le principal danger dans le parti », mais dénonce aussi — phénomène nouveau en France — le « danger gauchiste ». Le parti se doit, pour les combattre, d'occuper tous les terrains de lutte, de cesser de surestimer certaines pratiques au détriment d'autres, ce à quoi se résume, fondamentalement, l'opportunisme, qu'il soit de droite ou de gauche.

En qualifiant d'opportunistes ceux qui limitaient leurs perspectives de réflexion et d'action à des pratiques traditionnelles, auxquelles la conjoncture conférait soudain une importance secondaire ; en les éliminant au profit de ceux dont la pratique se trouvait au contraire brusquement privilégiée, le parti n'a fait, jusqu'alors, que déséquilibrer constamment sa direction. Ce phénomène qui, en août 1931, trouvera sa désignation sous le nom de « groupe » Barbé-Célor [15], n'est, semble-t-il, qu'un effet limite, inhérent à un parti qui n'a pas pu parvenir à se doter d'un véritable groupe dirigeant et dont la direction oscille au gré des pratiques que la conjoncture [16] donne prioritaires.

Le comité central de juillet se porte en faux contre de telles méthodes ; il se prononce en faveur du regroupement des cadres issus des horizons les plus divers, en estimant que l'unanimité ne doit plus être la résultante d'éliminations successives : « Nous avons besoin, déclare Maurice Thorez, d'avoir de nouvelles forces, de nouveaux cadres, mais nous devons faire des efforts pour la rééducation des anciens cadres. Il n'est pas possible d'avoir cette conception qu'à chaque tournant du parti doit correspondre un cadre nouveau. [17] » C'est un appel à l'unité de pensée et d'action du parti, à un fonctionnement fondé sur le centralisme démocratique. En l'affirmant, Maurice Thorez tente de placer le parti dans un rapport plus organique avec les masses, les formes d'organisation et d'action qu'elles ont élaborées au cours de leur histoire. Moyen de la conquête des masses et du renforcement du parti [18], la « lutte sur les deux fronts »

est donc, et du même fait, la condition nécessaire, sinon suffisante, de la gestation d'un véritable groupe dirigeant. Elle nécessite une réorientation du travail d'agit-prop.

Pour « la création d'une littérature communiste française » [19]

Parce qu'on ne saurait conquérir les masses sans se mettre à leur écoute, sans leur parler un langage qu'elles comprennent, la conférence européenne d'agit-prop, qui se réunit en juillet 1930, incite les sections nationales à « extérioriser plus largement la politique et les mots d'ordre du parti ; à rapprocher la politique du parti des revendications immédiates et spéciales des ouvriers des grandes entreprises, à rendre plus accessibles aux masses les problèmes nationaux et internationaux, plus populaire le vocabulaire communiste » [20].

Cela suppose de rompre avec les habitudes. « Le parti apparaît trop comme le parti avec lequel, demain, on fera la révolution ... Aux yeux des ouvriers, ce n'est pas lui qui apportera des solutions à la lutte politique » [21], déclare Maurice Thorez qui déplore les excès de langage qui tiennent trop souvent lieu de démonstration, qui critique les constants déplacements opérés par la propagande du parti, dans l'espace, le temps ou la théorie et qui ne sont que le reflet de son impuissance à intervenir dans la conjoncture [22].

« Renforcée » [23], et non plus « redressée » (et donc épurée), l'agit-prop confirme ces dires, mais déplace les responsabilités. Un rapport, qu'elle établit en janvier 1931, regrette la part trop importante des ouvrages étrangers dans la propagande du parti et constate qu'ils « ne correspondent pas aux besoins du mouvement ouvrier français » [24]. La dépendance trop grande du bureau d'éditions par rapport au bureau international lui paraît être la cause d'une telle inadaptation [25] :

> Qu'on ne vienne pas nous dire que les Français n'écrivent pas. S'ils écrivaient davantage, les crédits manqueraient pour éditer des textes non inclus dans le plan. Nous voulons entreprendre la création d'une littérature communiste française. Nous voulons diffuser plus largement livres et brochures parmi les masses, mais nous ne le pouvons que dans la mesure où le système actuel du bureau d'éditions sera modifié [26].

Ce rapport qui a le mérite de poser les vrais problèmes surestime, selon toute vraisemblance, la capacité du parti à les résoudre.

Salué, en 1929, comme une des « premières études indispensables pour adapter la politique du parti »[27], l'ouvrage intitulé *L'Economie et la lutte politique en France* et publié sous le pseudonyme de Chavaroche est en fait de Manouilski.

L'agitation mise à part, les brochures françaises demeurent quant à elles abstraites, coupées des préoccupations des masses.

C'est par le seul biais des traductions ou des rééditions que le parti répond à la demande d'ouvrages de vulgarisation[28] exprimée par de nombreux militants. Il édite, en 1929, *Le droit à la paresse*, de Lafargue, et le *Précis du communisme*, de Rappoport, relégué au second plan durant toute la période de bolchevisation[29] (la dernière édition datait de 1924). Non repensées, ces brochures contredisent la propagande traduite. Ainsi le *Précis* de Rappoport reste-t-il empreint de messianisme en dépit d'une introduction visant à l'insérer dans les perspectives du VIe congrès : « Les communistes russes, y lit-on, construisent la nouvelle cité du travail et de la justice ..., le communisme est le salut du monde. » Cette vision idéologique tranche sur celle développée, à la même date, dans le *Manuel élémentaire du communisme*[30] qui ne traite jamais du communisme que sous sa forme organisée et actuelle qu'est le parti, et prône la nécessaire violence organisée du prolétariat quand Rappoport déclare n'y point voir le corollaire obligé de toute révolution. De telles dissonances sont à l'image des contradictions réelles du parti. Refoulées, mais non dépassées, elles resurgissent pour peu que s'entrouve la brèche, que les cadres anciens reprennent la parole.

En juillet 1930, sont jetées les bases d'un « Cercle d'études marxistes ». Il a pour objectif de répondre aux exigences nouvelles de la propagande, ce qui implique de surmonter les contradictions et d'élaborer « des travaux scientifiques originaux, d'un caractère théorique général ou plus spécialement consacré à la situation en France, [de] fournir au comité central la documentation et les informations scientifiques dont celui-ci a besoin »[31]. Il pourra regrouper « tous les travailleurs intellectuels inscrits au parti et tous les membres s'intéressant aux questions théoriques »[32].

Cette reconnaissance de l'existence de « travailleurs intellectuels » dans le parti, de leur spécificité[33], est en partie conditionnée par une situation originale : un certain nombre d'entre eux, non communistes pour beaucoup, sont engagés dans des recherches similaires[34]. Elle met un terme à l'ostracisme qui prévalait à leur égard, sans faire disparaître pour autant toute suspicion. Le rapport de l'agit-prop précise : « Il est vrai qu'il existe un certain nombre

d'intellectuels sans parti qui s'orientent vers le marxisme et c'est un mouvement que nous devrions utiliser pour l'opposer au mouvement confusionniste et antimarxiste de *Monde*[35], mais ... nos forces théoriques communistes capables de guider un tel mouvement sont si faibles théoriquement, ou bien, si elles ont de grandes connaissances théoriques, sont si peu communistes que nous ne pouvons entreprendre une telle œuvre en agglomérant autour de nos faibles forces des éléments sans parti qui auront tendance à nous écarter des buts qu'un vrai travail théorique doit poursuivre[36]. Opposé à la création défendue par certains d'une « société pour l'étude et la propagation du marxisme », il lui substitue une commission qui sera « placée sous la direction *effective*[37] d'un membre du bureau politique, et travaillera auprès de ce dernier ou de l'agit-prop[38] ». La direction du parti n'entend pas mettre un terme à la division entre travail théorique et travail pratique qui sévit alors à l'échelle internationale, pour lui substituer une même divison, nationale cette fois, entre intellectuels-théoriciens et militants-praticiens.

Regrettant que l'assimilation du léninisme se soit jusqu'ici bornée à « répéter sempiternellement [que] sans théorie révolutionnaire il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire », Servet écrit, en juillet 1930 : « Pour que le mouvement soit révolutionnaire[39], il doit être imprégné de la théorie révolutionnaire. Pour que le praticien soit un véritable révolutionnaire, il doit être imprégné de la théorie marxiste-léniniste[40], synthétiser dans sa personne la théorie et la pratique léninistes.[41] » Mais parce que la direction du parti n'est encore nullement l'expression synthétique de ses composantes (dont les intellectuels), qu'elle ne réalise pas en elle-même cette unité organique de la théorie et de la pratique qui ferait d'elle un groupe dirigeant, elle ne peut que poser en termes contractuels la question de ses relations avec les intellectuels. Ceux-ci ne sauraient en regard résoudre ce que le « mouvement » même n'a résolu que fort imparfaitement. Et l'expérience avorte[42].

Décisive, la formation des cadres va connaître des mutations plus profondes et plus immédiatement sensibles.

La formation des cadres

Un rapport, postérieur à août 1931, accuse ceux qu'on ne désigne plus que sous le nom de « groupe », d'avoir négligé, depuis juillet 1930, la formation des cadres par calcul[43].

Si la date de juillet 1930 marque certes le terme de l'expérience des écoles régionales, l'existence du « groupe » n'explique pas tout. Le travail de formation des cadres ne s'est-il pas développé, dès avant cette date, en dépit d'un mouvement contradictoire, à l'initiative de l'Internationale et au corps défendant des directions ? Victor Fay ne bénéficiait-il pas d'un statut particulier au sein de la sous-section d'éducation [44] ?

L'expérience des écoles régionales n'est interrompue qu'avec l'aval de l'Internationale. Parce qu'elle organise de façon désormais systématique des écoles léninistes à Moscou, elle désigne à l'agit-prop française de nouvelles priorités qui, faute de forces suffisantes, deviennent exclusives de toutes autres [45]. Celle-ci se préoccupe désormais avant tout de mieux sélectionner les élèves de l'ELI qui s'étaient, en 1927, distingués par leur médiocrité.

Une bonne partie des élèves, qui suivent en 1930, puis 1931, les cours de l'école internationale, se recrutent parmi les militants formés lors des dernières écoles régionales (on trouvera en note [46] leur liste nominale). Si, seuls, trois élèves sur trente-cinq ont franchi le cap de l'école primaire [47], deux tiers d'entre eux ont, en revanche, fréquenté une école du parti : école de Clichy, un ; écoles régionales, treize ; école centrale d'agit-prop, trois ; autres écoles spécialisées, deux [48] ; écoles de rayons divers, quatre [49].

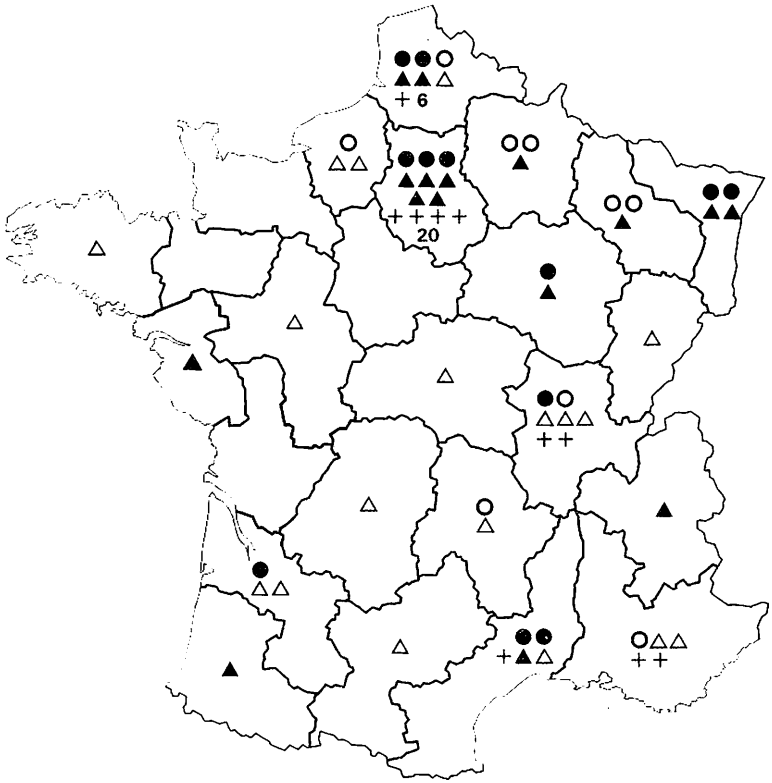
L'Internationale, qui entend former à l'ELI les éléments d'une direction nationale, insiste, il est vrai, sur l'envoi d'élèves pourvus d'un minimum de « littérature marxiste » [50]. Les critères de capacité personnelle et d'orientation politique des élèves [51] doivent primer sur ceux qui amenaient à privilégier jusqu'alors les jeunes célibataires [52]. L'Internationale souhaite enfin que les candidats sélectionnés aient au moins une expérience de secrétaire de région. De ce point de vue, la sélection est moins satisfaisante.

Fonction occupée dans le parti lors du départ pour l'école [53] :

	1930-1931		1931-1932	
Membres du CC			2	
Secrétaires de région ou ancien	2		3	*
Membres de bureaux régionaux	—	8	5	16
Membres de comités régionaux	6		8	
Secrétaires de rayon			3	
Membres de bureaux de rayon	1	3	5	15
Membres de comités de rayon	2		7	
Membres de comités de sous-rayon		1	1	
Conseiller municipal		1		

* Dont un de la *JC*.

Carte 5. Origine géographique des élèves de l'École léniniste internationale (1930-1931).



○ Propositions de l'agit prop centrale (1930)
● Départs effectifs (1930)
△ Propositions de l'agit prop centrale (1931)
▲ Départs effectifs (1931)
\+ Écoles régionales
6 Écoles de rayons

En 1930, la sélection privilégie encore les régions ouvrières. Mais celles-ci hésitent à se départir de leurs cadres moyens. « Il est évident, lit-on dans un rapport de l'agit-prop, que si nous n'avions pas fait nous-mêmes des propositions de candidatures, le nombre d'étudiants eût été plus faible ... l'absence de cadres dans les régions fait que nos directions régionales s'opposent à ce qu'on leur enlève leurs meilleurs militants ; nous avons à lutter pour leur faire comprendre que c'est justement en envoyant des camarades à l'ELI que nous pourrons avoir des cadres dirigeants capables. En raison de notre faiblesse en cadres dirigeants, nous croyons qu'il sera préférable de ne pas garder à l'ELI quelques camarades sur les treize que nous avons envoyés pour le cours de deux ans et demi. Ces régions, qui se sont démunies des meilleurs de leurs cadres dirigeants, comptent retrouver ces camarades l'année prochaine et en ont besoin. [54] »

En 1931, les propositions de l'agit-prop visent à doter chacune des régions (ou presque) d'un cadre passé par l'ELI. Les régions, où des écoles régionales ont d'ores et déjà été organisées, sont toutefois seules en mesure de répondre à la demande [55]. Renforcées par le retour des élèves de la première école, elles le font de façon plus satisfaisante qu'en 1930. Ainsi choisissent-elles leurs candidats parmi des militants assumant de plus hautes responsabilités tant au plan politique que syndical [56].

Responsabilités syndicales

	1930-1931	1931-1932
Secrétaires d'union régionale	—	2
Membres de CE d'union régionale	3	9*
Membres de CE d'union locale	—	1
Membres de conseils syndicaux	—	6
Bureau de section syndicale	1	—
Secrétaire de section syndicale d'entreprise	4	

* Dont un permanent.

La composition socioprofessionnelle des élèves est moins satisfaisante.

Vassart déplore, en particulier [57], la trop faible représentation des salariés de l'industrie chimique, du textile, des mines et des transports, le poids encore trop lourd des petites entreprises au détriment des grandes [58].

	1930-1931	1931-1932	Total
Métaux	7	9	16
Textile	—	2	2
Bâtiment	—	2	2
Alimentation	—	1	1
Jardiniers - Ouvriers agricoles	2	1	3
Manœuvres	—	2	2
Cordonniers	1	2	3
Bois	1	1	2
Mineurs	2	—	2
Employés	—	2	2
Total	13	22	35
dont femmes	1	2	3
étrangers*	—	4	4

* Il s'agit de trois Polonais et d'un Algérien.

Si les ouvriers demeurent prépondérants, les autres professions opèrent une timide réapparition. C'est l'indice d'un élargissement relatif des bases de recrutement que fait apparaître conjointement l'étude des dates d'adhésion des élèves au parti et au syndicat : près du tiers des militants sont issus du mouvement syndical [59] (soit un peu plus que pour les militants ayant participé aux écoles régionales) [60], et nombre d'entre eux ont adhéré avant 1923. C'est là la conséquence des décisions visant à « rééduquer » les cadres anciens pour leur redonner place au sein du parti. Le rapport se plaint même de ce que quatorze des vingt-deux élèves (de 1931) n'aient pas plus de trois ans de parti. Leur passage par la JC ne compense pas, selon lui, cette faiblesse. Certains de ces élèves seront sélectionnés pour suivre l'école de trois ans.

Les seuls résultats connus de nous, nous paraissent infirmer le bilan négatif de ces écoles qu'a dressé Barbé. Il est sans doute exact que, « sur les six ou sept sélections d'étudiants passés par ces écoles de 1927 à 1933 (soit une centaine d'élèves), dix étaient encore membres du parti dans les années 1950 » [61] ; il semble plus décisif de constater que quatre des trente-cinq élèves dont les noms sont connus entrent, avant-guerre, au comité central comme membres titulaires ou suppléants, cinq autres devenant secrétaires régionaux.

Parce que l'ELI se veut le lieu d'homogénéisation des cadres venus d'horizons divers destinés à renforcer les directions régionales et nationales, la section française d'agit-prop se consacre, quant à elle, à la formation, à partir des élèves déjà passés par les écoles régionales, de spécialistes chargés d'appliquer, dans un secteur de travail

déterminé, la ligne élaborée par la direction que l'ELI contribue à rendre plus homogène. Elle organise, de juillet 1930 à mars 1932, plusieurs écoles spécialisées : journalistes[62], organisation[63], femmes, une école centrale « anti » qui regroupe douze élèves, une autre pour les originaires des colonies où se retrouvent huit Annamites et six Arabes ; en 1932, enfin, du fait de la proximité des élections municipales, une école municipale[64].

Pour favoriser le déploiement d'une ligne communiste dans les organisations qui assurent au parti sa base de masse et permettre à ce dernier d'en mieux coordonner la pratique, l'agit-prop centrale prend encore en charge la formation des cadres de la JC, de certains syndicats[65], d'organisations de masse influencées par le parti[66].

En juillet 1930, la conférence européenne d'agit-prop avait énoncé cinq priorités : la région parisienne, le Nord, la région lyonnaise, l'Est et la CGTU[67]. Un an plus tard, la région parisienne est seule à s'être dotée d'un « appareil vivant d'agit-prop »[68] qui lui permet d'organiser une école régionale, deux écoles d'agitateurs regroupant respectivement vingt, puis seize élèves[69].

L'agit-prop centrale concentre, en conséquence, ses efforts sur le Nord : délégué au titre d'instructeur à l'organisation, Victor Fay élabore un plan de travail régional, apporte une aide directe à un rayon et à une cellule d'importance stratégique[70]. Sa participation s'étend également aux luttes en cours (dont la grève des mineurs de mars). Il cherche à donner à la région la possibilité d'organiser seule ses futures écoles. En décembre 1930, s'ouvre une école d'instructeurs[71] qui doit former des enseignants pour cinq écoles régionales appelées à se tenir à Lille, Douai, Lens, Tourcoing et Valenciennes sous le contrôle (et non plus la direction) de Darnar et de Fay. On espère organiser ensuite, à partir d'elles, une nouvelle école régionale de composition plus satisfaisante que par le passé.

De telles expériences supposent la présence prolongée d'un instructeur dans une région. Faute de forces suffisantes, on ne saurait les multiplier. L'agit-prop invite donc les autres régions à organiser elles-mêmes des écoles de rayon qui devront regrouper « quinze à vingt élèves sur les trente ou quarante ouvriers actifs que compte normalement le rayon »[72]. Elle publie, pour les y aider, une brochure de neuf cours destinée aux seuls enseignants. Sous la forme de questions et réponses, elle présente les axes majeurs du VIe congrès et du comité central de juillet 1930[73].

Le programme adopté par le VIe congrès dénonçait « la formidable puissance sociale de l'Etat impérialiste et de toutes ses institutions

auxiliaires : école-presse-théâtre-Eglise [qui] se traduit avant tout dans la classe ouvrière par l'existence de tendances confessionnelles et réformistes, obstacle principal à la révolution socialiste du prolétariat »[74]. Les cours élaborés suite à ce congrès abordent donc, pour la première fois à notre connaissance, les questions de l'idéologie et de l'Etat. Consacré au capitalisme, le premier d'entre eux analyse d'abord les formes anciennes d'exploitation de l'homme par l'homme. « Les bourgeois, peut-on y lire, maintiennent les ouvriers par la force et la ruse. » L'Etat « dirigé par les propriétaires d'usines »[75] ne dispose-t-il pas, outre l'armée et la police, de la presse, de l'Eglise et de l'école ? Les éditions, qui s'attachent pareillement à mieux saisir l'idéologie, demeurent pourtant, comme du reste les écoles, prisonnières des analyses du XIe plenum qui assimilent « la démocratie bourgeoise contemporaine, le fascisme et la social-démocratie », occultant du même fait les formes spécifiques de l'hégémonie bourgeoise dans chacune des formations sociales considérées. Ce sont les expériences étrangères, et en tout premier lieu l'expérience allemande, qui déterminent le choix de celles des idéologies que le VIe congrès dénonce avec véhémence et avec lesquelles le Parti communiste français polémique. Il s'agit des « tendances confessionnelles et réformistes », de l'anarchisme, du syndicalisme révolutionnaire et de certaines déviations propres aux pays coloniaux. Si certaines d'entre elles sont effectivement dominantes dans le mouvement ouvrier français, elles ne le sont en aucune façon dans la classe ouvrière et moins encore au-delà. Le Parti communiste français combat des idéologies qui ne sont que l'effet sur le mouvement ouvrier français de cette idéologie dominante non religieuse qu'est le jacobinisme et dont le radicalisme est alors l'expression politique la plus directe ; il laisse à découvert le système qui les organise, c'est-à-dire l'Etat dans sa complexité.

Conformément aux réflexions amorcées en juillet 1930, l'analyse du capitalisme se veut plus concrète ; elle s'appuie sur des expériences récentes de rationalisation pour expliquer la socialisation croissante de la production : « Personne ne sait qui a produit l'auto Citroën, elle est passée par trop de mains », dit-on dans un des cours[76].

Le cours sur le parti enregistre plus timidement les résolutions en juillet 1930. Il insiste sur le nécessaire travail de masse mais continue à faire du renforcement des organisations de masse le moyen principal de renforcement du parti. Minorité agissante, celui-ci doit se défendre de l'opportunisme en recrutant exclusivement parmi « les

éléments les plus conscients, les plus exploités »[77]. Trois cours sont enfin consacrés à l'Union soviétique.

Thèmes abordés par les cours des écoles de rayon

	1928	1929	1930	
PC	xxxx		xx	
Mouvement syndical	x			
Question paysanne	x		x	x
Le capitalisme				
La troisième période/la situation actuelle		xx	x	xx
L'agit-prop			x	
La Révolution russe			x	x
Les dangers de guerre et la défense de l'URSS			x	x
Eléments de théorie communiste		x		
Situation CO et politique PC		x		
L'œuvre de l'URSS		x		
La politique d'unité nationale		x		
La SFIO, le social-fascisme		x		

Des écoles de rayon sont organisées sur ce modèle dans la Basse-Seine[78], la région marseillaise[79], l'Est[80] et, bien sûr, la région parisienne, où se tiennent huit écoles entre juillet 1930 et août 1931.

Lors du congrès de Paris, on chiffrera à trente-cinq ou quarante le nombre d'écoles de ce type, à cinq ou six cents le nombre d'élèves passés par elles[81]. Mais, parce que le retard accumulé est tel qu'on ne saurait en ouvrir les portes qu'au seul noyau de militants actifs, l'idée d'une école centrale par correspondance est relancée dès mars 1930. Son objectif est de dépasser le rôle jusqu'alors imparti aux écoles en étendant la formation au-delà des seuls cadres. Elle se situe dans le prolongement de l'expérience avortée de 1927 mais est annoncée dans *L'Humanité* de façon assez confuse, pour amener des parents, qui ont cru y voir un cours de perfectionnement par correspondance, à y inscrire leurs enfants[82] !

Les ambiguïtés sont bientôt levées. Les élèves, dont l'inscription doit être ratifiée par les secrétaires de cellule, reçoivent chaque quinzaine un schéma d'étude, une bibliographie, des questions de contrôle à retourner au bureau de l'école[83]. Leurs réponses seront l'objet de corrections.

Destinée, dans l'esprit de ses organisateurs, aux seuls membres du parti, cette école s'inspire du programme des écoles de rayon. Toute-

fois, le cours sur le parti disparaît au bénéfice d'un cours sur la trahison de la SFIO. Se défendant d'être une école de cadres, elle n'aborde pas le parti en tant que tel, se contentant de le cerner par le biais des pratiques traditionnelles des participants à ses cours. Pour l'essentiel, cependant, ce sont des militants responsables qui s'inscrivent : 65 % des cent vingt élèves sont des cadres [84]. Si trente-trois n'ont de responsabilités qu'au niveau de leur cellule, on compte huit cadres régionaux. L'école par correspondance est pour ces cadres le moyen de parfaire leurs connaissances, de mieux faire face aux responsabilités qui sont leurs [85]. Dans un parti où l'étude paraît trop souvent suspecte, elle apporte un souffle d'air et court-circuite les directions régionales hésitantes, nous l'avons vu, à dégager des cadres nécessaires à ces écoles [86]. Les réponses des élèves attestent de leurs difficultés. Leur niveau est le suivant [87] :

Cours	Titres	% *	Dont : Bon	Moyen	Faible
1	Capitalisme et impérialisme	50	24	17	19
2	Trahison de la SFIO	45	22	20	12
3	Situation actuelle	41	26	23	1
4	Mouvement syndical.....	37	29	14	2
5	Question paysanne	22	16	9	2
6	URSS	14	10	7	
7	Dangers de guerre.....	10	7	5	

* Pourcentage de réponses par rapport aux inscrits.

Comme dans toute école de ce type, le nombre d'envois décline rapidement [88]. Les élèves les plus faibles s'éliminent les premiers et, si l'école séduit d'abord, le déchet est énorme. Les cours n° 2, 3 et 4, plus proches de la pratique quotidienne des élèves font le moins problème [89]. Les fondements théoriques de leur pratique, les résolutions du VIe congrès leur sont, en revanche, étrangers [90]. « La crise générale du capitalisme a été une découverte pour nos meilleurs élèves », observe le bureau de l'école, qui déplore de surcroît que soit sous-estimé le rôle des communistes face à la guerre, que soit méconnue la question paysanne [91]. Si le relatif succès quantitatif de l'école est une surprise, sa composition en est une plus grande encore. Du fait de la répression, sans doute, mais aussi d'un ouvriérisme persistant, les cellules d'entreprises sont alors exclusivement ouvrières [92] ; elles tiennent soigneusement à l'écart tout élément appartenant à la maîtrise ou l'encadrement [93]. Ajouté à la faible

implantation dans les entreprises, un tel ouvriérisme ne peut que renforcer le poids des cellules locales. En dépit d'un volontarisme certain, elles représentent, lors du congrès de Lille, 52 % du total des cellules ; un pourcentage qui ira croissant jusqu'au Front populaire[94]. Parce que le tissu des cellules de rues est lui-même lâche, il est fréquent que des travailleurs de petites entreprises ou des habitants de villages disposent d'une carte du parti sans être organisés nulle part. Il leur arrive, plus fréquemment encore, de ne pas trouver le chemin d'un parti presque exclusivement tourné vers les ouvriers des grandes entreprises.

L'école par correspondance draine ces « isolés ». « Membre du PC depuis 1920, écrit un élève, je ne suis membre d'aucun syndicat ni de cellule[95]. Seul dans une population de quatre cents habitants et mal documenté, je crois que souvent une réponse erronée peut faire plus de mal au PC que le silence. C'est pour cette raison que j'ai demandé mon inscription à l'école, dans l'espoir que je pourrais parfaire mon éducation politique.[96] »

Cette école donne, dès lors, du parti une image bien différente de celle des écoles centrales ou régionales : 52 % des élèves sont « plus ou moins isolés » ; 51 % des ouvriers inscrits travaillent dans des entreprises regroupant de un à cinquante salariés ; 36 % enfin demeurent dans des villages. L'école apparaît donc comme une structure d'accueil pour tous ceux que le parti a, de fait, écartés de par sa structure, son ouvriérisme et sa relative faiblesse d'implantation. Ne reçoit-elle pas l'inscription de sept sympathisants dont deux adhérents à la CGT ?

Se donnant comme minorité agissante, le parti n'a, jusqu'alors, guère cherché à recruter. Ouvre-t-il quelques vannes que des adhésions s'effectuent[97], l'école rend ainsi manifeste le décalage tant de fois relevé et critiqué entre l'influence du parti et sa faible capacité d'organisation. A l'heure où se forgent les instruments de sa résolution, elle dessine l'image d'un parti réel différent sur bien des points du parti légal ...

Le XIe plenum, qui se réunit en avril 1931, déplore l'importance de ce décalage entre « les possibilités objectives et les capacités de fait » du parti[98], un décalage dont les écarts entre parti légal et parti réel ne sont que le symptôme. N'est-il pourtant pas la résultante obligée d'une politique dont l'objectif a été de former des cadres capables de diriger les luttes ; des luttes dont il était tenu pour acquis qu'elles se menaient par le canal des organisations de masse et en tout premier lieu des syndicats ? La « bolchevisation du Parti

communiste français » n'a-t-elle pas été avant tout une « bolchevisation des cadres » ? « La crise économique [qui] continue à s'étendre et à s'approfondir »[99] contraint à repenser les objectifs et, partant, à se donner le moyen de les atteindre.

3. CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU « TOURNANT » D'AOÛT 1931

L'élimination du « groupe » Barbé-Célor

Le Parti communiste français avait, dès avant le XIe plenum, caractérisé la crise qui frappe la France de « crise politique ». Ses positions sont critiquées en avril 1931 [1] : « La XIe session a établi clairement qu'une crise politique ne peut actuellement être autre chose qu'une crise révolutionnaire [2]. En France, une telle situation n'existe évidemment pas pour le moment. [3] » La poussée révolutionnaire des masses y est plus faible qu'en Allemagne. Le rapport énumère les forces engagées dans la lutte : les masses ouvrières et, en tout premier lieu, les travailleurs du sous-sol et du textile, des paysans, des ouvriers agricoles et des chômeurs, des éléments oppositionnels dans la SFIO, les « mouvements autonomistes et anti-impérialistes d'Alsace-Lorraine », les peuples coloniaux enfin. Parcellarisées, ces luttes ne sont de surcroît que très partiellement dirigées par le parti. La faiblesse des liens organiques qu'il entretient avec les masses laisse libre cours à la « démagogie de la social-démocratie et des organisations syndicales réformistes ». Réaffirmant qu'on ne saurait parler de crise révolutionnaire sans que s'exerce pleinement le rôle dirigeant du parti, le XIe plenum s'interroge sur le comment d'un tel exercice :

> Si nous nous proposons sérieusement de faire en sorte que les partis communistes ne soient pas seulement des agit-prop, mais des partis de masse de la classe ouvrière, dirigeant la lutte de cette dernière, déclare Manouilski, nous devons avant tout pousser nos partis à devenir un facteur actif révolutionnaire de la vie politique du pays. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent faire de la « haute politique » en négligeant le travail quotidien d'organisation des masses, cela veut dire que les partis communistes, dans leur travail d'agitation, doivent s'adapter aux questions que la bourgeoisie, dans le moment donné, met en relief en vue de ses fins de classe. Cela veut dire que les partis communistes doivent offrir une réponse à toutes les questions brûlantes de la lutte de classe, une réponse qui ne soit pas toujours bâtie sur le même modèle, répétant toujours la même formule, mais qui soit inspirée par nos positions de principe, qui soit imprégnée de faits compréhensibles aux masses et de l'expérience de leur lutte [4].

Le XIe plenum assigne à cette fin pour tâche au Parti communiste français : 1) la question des luttes ouvrières et la politique syndicale ; 2) la lutte contre la dictature bourgeoise sous toutes ses formes ; 3) la lutte contre la guerre impérialiste et l'intervention antisoviétique[5]. La « lutte sur les deux fronts » ne saurait, en effet, dépasser le stade du simple mot d'ordre sans que soit déterminée, à chaque étape, l'importance relative de chacun de ces fronts. La crise contraint, à cet égard, à un renversement des priorités énoncées par le VIe congrès. Jusqu'alors subordonné au combat planétaire où s'affrontaient « deux mondes », le front des luttes de classes au plan national devient décisif. Le Parti communiste français s'insère, en conséquence, davantage dans le rythme de la vie nationale. Les campagnes qu'il anime à la fin de l'année 1930, et au-delà, ne relèvent plus de la « gymnastique révolutionnaire ». Elles sont directement en prise sur les luttes engagées. C'est en particulier le cas de sa campagne contre le projet de loi sur les assurances sociales et le versement ouvrier, de l'action pour la défense des mineurs. L'organisation d'une conférence nationale sur les questions syndicales qui vise à diversifier les pratiques syndicales et politiques[6] traduit cette même préoccupation.

L'Internationale modifie, en conséquence, le dispositif stratégique de ses cadres[7]. Elle envoie en France, en juin 1931, une délégation[8] qui précipite ce qu'une littérature va bientôt nommer « le tournant » de l'histoire du Parti communiste français[9]. Ce « tournant » se manifeste d'abord par l'élimination de Barbé et de Célor de la direction du parti, la remise en cause de leurs méthodes de direction à tous les niveaux. Les rapports établis après le comité central d'août 1931 accusent la section d'agit-prop d'avoir été « comme tous les autres organismes du comité central ... entre les mains du groupe Barbé-Célor-Lozeray[10] ... Du fait de l'illégalité de Barbé et de Servet, déclarent-ils, la section a échappé au contrôle du bureau politique jusqu'en août 1930 ... Dans la section d'agit-prop, les camarades Barbé et Servet ont mené un véritable travail de groupe »[11]. Ces rapports, qui pourfendent ainsi le « groupe » au travers de toutes ses manifestations, épargnent pourtant Victor Fay ; Servet bénéficie également de circonstances atténuantes[12]. L'un et l'autre sont, du reste, reconduits dans leurs fonctions après le comité central d'août 1931 et, pour ce qui est de Victor Fay, après le congrès de Paris.

Il apparaît donc qu'au-delà des mots, et en l'absence de tout groupe dirigeant, certaines[13] sections de travail auprès du comité central vivent à leur rythme propre. Elles disposent d'une autonomie

qui a pour contrepoint leur dépendance extrême vis-à-vis des sections correspondantes auprès de l'Internationale, de sa stratégie même, et calquent donc leur rythme d'existence sur celui des plenums et congrès internationaux.

Ceci est plus particulièrement vrai de l'agit-prop. Ses cadres sont protégés, eu égard au statut particulier que lui confèrent les conditions de gestation du Parti communiste français. Né d'une crise du mouvement ouvrier et non d'une crise de la formation sociale tout entière, celui-ci n'a pu développer les premières de ses luttes que sur ceux-là seuls des terrains où l'exploitation était la plus manifeste. De ces luttes sectorielles ont surgi des militants révolutionnaires qui ne pouvaient fusionner de façon spontanée en un groupe dirigeant. Aussi la question des cadres a-t-elle été jusqu'alors, pour l'Internationale, et en ce qui concerne le Parti communiste français, la question décisive. Elle est au cœur de ce qu'on appelle communément « la question française ».

En l'absence de luttes susceptibles d'unifier les pratiques des militants révolutionnaires issus d'horizons divers pour faire surgir une avant-garde telle qu'en ont connue l'Italie ou l'Allemagne, l'Internationale s'est attachée à unifier leur idéologie [14]. Tout en affirmant le primat de l'action sur la propagande, elle a fait de la « bolchevisation idéologique » le moyen privilégié de formation des cadres qui lui faisaient défaut pour mener la lutte contre l'opportunisme de droite. Ceci n'a pu que conférer à l'agit-prop un rôle déterminant, renforcé du reste par la conjoncture.

Contrainte de s'appuyer prioritairement sur les cadres de la JC, meilleurs garants à ses yeux de la ligne énoncée par le VIe congrès, l'Internationale s'est, en effet, efforcée de promouvoir, dans le même temps, des cadres mieux à même d'en hâter la réalisation. Ce fut précisément la tâche de la sous-section d'éducation que d'aider à la mise en place, à partir de juillet 1929, et dans les régions décisives, de directions régionales qui seront le pivot dont l'Internationale a besoin pour opérer le tournant nécessaire. De telles données nous paraissent détruire la notion même de « groupe », l'omniprésence qu'on lui a voulu conférer.

Si l'inaptitude probable de Barbé et de Célor à faire face aux impératifs nouveaux peut répondre de leur élimination, elle nous paraît, par conséquent, insuffisante à expliquer les formes du « tournant ». Sans doute faut-il y voir un effet des méthodes qui entrent en vigueur en URSS. En novembre 1930, s'ouvre le procès du « parti industriel » ; en 1931, celui du parti paysan et, en mars, celui des

Menchevicks. On peut émettre une seconde hypothèse, non contradictoire, du reste. N'est-ce pas pour se démarquer avec éclat d'un mode de fonctionnement jusqu'alors inhérent au parti, et qui consistait à privilégier certaines pratiques jusques à l'exclusive, plus que de Barbé et Célor que l'on qualifie de « groupe » ce qui ne fut qu'un effet limite d'un tel fonctionnement ? Barbé et Célor ne tombent-ils pas en victimes expiatoires de quelque « sacrifice symbolique » [15] destiné à accélérer un processus en cours et pour lequel l'Internationale a depuis plusieurs mois posé des jalons ? On constatera, en tout état de cause, que les éléments constitutifs de la nouvelle direction s'apparentent beaucoup aux directions régionales d'ores et déjà mises en place et qui vont être le terreau où leur action va s'enraciner.

Les éléments constitutifs de la nouvelle direction

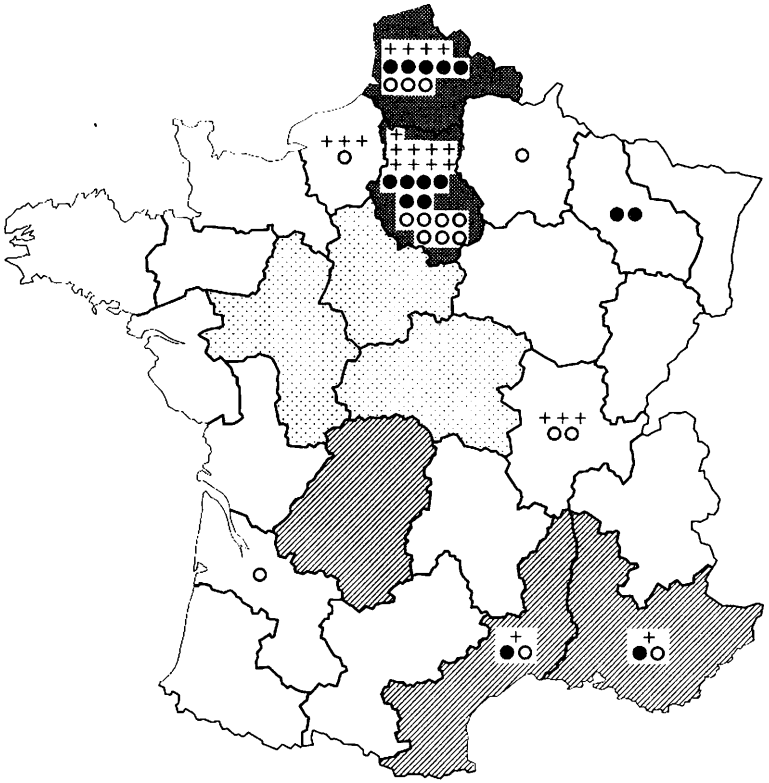
Un double impératif a commandé leur choix. En se donnant comme l'organisateur des luttes menées par le canal d'autres organisations, le Parti communiste français a jusqu'alors laissé libre cours aux mouvements spontanés des masses. C'est, de ce fait, par le biais privilégié de la pratique syndicale qu'il s'est implanté dans les masses ouvrières [16].

Consciente de ce qu'une telle situation hypothèque tout aussi bien le développement du parti que celui du syndicat, et condamne le premier à l'ouvriérisme, l'Internationale la prend en compte pour la mieux transformer. « De la confusion entre parti et syndicat, déclare la résolution qu'elle adopte lors du XIe plenum, découle l'incompréhension du rôle dirigeant du parti, conçu de façon formelle, mécanique, et, en fait, non réalisé dans la pratique. »

Le nouveau secrétariat du parti est composé de façon à assurer une liaison plus organique avec les masses ouvrières en repensant dans la pratique le rapport qu'entretiennent parti et syndicat. Il est constitué de Maurice Thorez, issu d'un Nord ouvrier dont on a vu combien il avait d'ores et déjà été privilégié par l'agit-prop ; de Benoît Frachon, secrétaire général de la CGTU, et de Jacques Duclos qui incarne, au travers de l'ARAC, la « génération du feu ». Le bureau politique élu par le congrès de Paris présente des caractéristiques analogues : s'il laisse en place certains des cadres issus de la JC [17], il renforce le poids de ceux qui se sont formés dans le mouvement syndical et acquiert ainsi un caractère presque exclusivement prolétarien [18].

L'origine sociale et géographique des élèves appelés à suivre les

Carte 6. Origine géographique des élèves des écoles centrales (1932-1933).



cours des écoles de cadres organisés en 1932 et 1933, s'avère en conformité parfaite avec celle du noyau de direction mis en place : les régions rurales y demeurent sous-représentées (le Limousin, qui compte pourtant en 1931 142 cellules [19], n'y envoie aucun cadre) ; et si des éléments de « couches petites-bourgeoises » [20] en franchissent timidement le seuil, ce n'est que par le biais d'un « ancien » employé et d'un « ancien » instituteur [21], permanents l'un et l'autre lors de leur arrivée à l'école. La sociologie ne doit donc pas faire illusion : les écoles, elles aussi, restent « purement prolétariennes » [22]. Nous pouvons préjuger qu'il en va de même pour les élèves qui suivent alors les cours de l'ELI [23].

Les écoles conservent donc un public homogène, comparable à celui des écoles antérieures au « tournant » d'août 1931 ; elles changent pourtant de caractère. Un rapport d'avril 1932 se montre critique vis-à-vis d'un projet de l'agit-prop qui visait à l'organisation de nouvelles écoles régionales identiques (ou presque) [24] aux précédentes.

> Il convient, déclare-t-il, de former de véritables cadres dirigeants du parti, théoriquement formés, capables d'agir en bolcheviques au cours des graves événements qui s'annoncent ... Ce type d'école centrale devrait nous servir de point de départ pour former d'abord les cadres dirigeants du parti et, par leur intermédiaire, d'élever le niveau idéologique du parti ... Seuls les cadres formés idéologiquement donnent la garantie de stabilité et de résistance contre la pression idéologique de la bourgeoisie et contre l'infiltration social-fasciste, trotskyste et anarcho-syndicaliste dans nos rangs [25].

La conférence nationale de mars 1931 avait insisté sur la nécessité de différencier le travail syndical du travail politique. La section de propagande et d'éducation s'associe à cet effort en organisant des écoles centrales de la CGTU [26]. Elle est, selon toute vraisemblance, à l'origine de l'Ecole internationale des militants de l'enseignement qui se tient en décembre 1933 [27]. Il s'agit d'assurer, dans le cadre d'une stratégie commune (et que l'école centrale contribue à rendre collective), la spécificité et l'efficacité des organisations influencées ou dirigées par le parti.

Nous n'avons pu disposer que des seules archives de la première des écoles centrales de la CGTU. Elle recrute ses élèves, dont on trouvera la liste en note [28], parmi les militants trempés au feu de la seule pratique syndicale et qui n'ont, pour beaucoup, adhéré au parti que plus tardivement. Il y a trois non-communistes [29]. Organisée par Gautier et Victor Fay, cette école est dirigée conjointement

par Léon Mauvais, qui représente les enseignants, et Eugène Hénaff, les élèves. A la différence de celui qui avait été mis sur pied en 1930 pour une école syndicale qui ne vit pas le jour[30], son programme se veut spécifique. Il aborde les points suivants : économie politique (Fay) ; histoire du mouvement ouvrier (Bouthonnier) ; stratégie et tactique (Tillon) ; organisation syndicale (Mauvais) ; législation ouvrière (Henri Raynaud) ; problèmes actuels (Mauvais) ; politique générale (Fay).

Il s'agissait, en 1925, de former des militants ouvriers capables d'accélérer, au niveau de l'usine, le processus de bolchevisation, de mettre en place, en 1929, des directions régionales ; c'est le renforcement de la direction nationale qui est maintenant à l'ordre du jour. La section de propagande et d'éducation[31] abandonne, en conséquence, ses projets initiaux, pour organiser de nouvelles écoles centrales de deux mois[32]. Pour mieux contribuer au processus d'homogénéisation des militants du parti, elles recrutent leurs élèves parmi les cadres du parti, les responsables de la CGTU, du SRI et de la JC[32] et s'attachent à ne négliger aucune des diverses générations du parti.

Parce que ces écoles centrales du parti ou de la CGTU visent toutes à former des cadres nationaux, elles recrutent évidemment leurs élèves à un haut niveau de responsabilité. Cinq des seize élèves de 1932 et six des vingt élèves de 1933 ont d'ores et déjà suivi une école du parti.

Responsabilités politiques

	Base	Cellule	Rayon	Région	Centre
1932.....	1		8	7	0
1933.....	3		5	9*	3**
CGTU.....	20	4	5	4	11

* Dont six secrétaires régionaux.
** Dont deux membres du CC.

Responsabilités syndicales

	Base	UL	Sec. rég. UD	CE
1932.....	5	6	5	—
1933.....	14	4	4	1
CGTU.....	16 +	2	3	2

\+ cadres de sections d'entreprise.

Faute de connaître chacun de ces élèves, nous ne saurions nous livrer à une étude systématique de leur trajectoire future. Du moins pouvons-nous avancer certaines conclusions relatives au mode de sélection des cadres du Parti communiste français.

Il convient d'abord de souligner qu'aucun des éléments constitutifs de la direction mise en place en août 1931 n'est, à l'exception de Jacques Duclos [34], passé par une école du Parti. Il existe donc, jusqu'à cette date, un double processus de sélection des cadres : les écoles organisées par l'agit-prop française ont pour fonction de former les directions régionales qui seront les relais obligés de la direction nouvelle ; elles ne contribuent qu'exceptionnellement à la constitution de cette direction même [35]. Si les conditions spécifiques de gestation du Parti communiste français confèrent aux écoles une importance suffisante pour que leur étude nous ait permis d'aborder la question de ses cadres, cette étude nous contraint donc à demeurer au seuil d'une véritable histoire de la formation des cadres du Parti communiste français. Un seuil que l'état actuel de nos sources ne saurait nous permettre de franchir. Faute d'avoir accès aux archives de l'Internationale communiste, il est impossible de déterminer autrement que par des hypothèses ce qui, en dernière analyse, la conduit à nommer tel ou tel à un poste de direction nationale ; ce qui la conduit, par exemple, à privilégier, en 1931, Thorez à Doriot. Le critère de la pratique nous paraît l'emporter sur les critères idéologiques qui prévalaient avant 1931, mais nous en sommes réduite aux hypothèses. L'Internationale demeure, en dernier ressort, maîtresse de la décision.

Nous récusons, toutefois, les interprétations mécanistes qui veulent ne voir dans le Parti communiste français qu'un simple rouage de l'Internationale. C'est au travers des éléments qui lui sont régulièrement fournis par les différentes sections de travail de la SFIC, et dont nos sources attestent la richesse, que s'effectuent ses choix. Leur validité dépend donc en partie de la validité de ces rapports ; celle-là même est d'autant plus grande que le parti se trouve engagé dans une pratique politique effective qui ne permet plus l'illusion ou les faux semblants, toutes choses qui facilitent en particulier le choix des élèves. Il nous paraît à cet égard significatif qu'à partir de 1932 plus nombreux sont les élèves issus des écoles centrales ou de l'ELI qui accèdent au comité central du Parti communiste français ou à la commission exécutive de la CGTU [36] et intègrent ainsi le groupe dirigeant en construction pour le mieux renforcer.

C'est déjà dire que le seul choix des cadres, quelle qu'en soit la

valeur, ne saurait suffire à doter cette avant-garde révolutionnaire qu'est encore le parti (et plus encore ces avant-gardes révolutionnaires qui cohabitent encore largement en son sein) d'un véritable groupe dirigeant.

Les conditions de gestation du groupe dirigeant

S'appuyant sur *Que faire ?* [37], le parti croit voir, un temps, dans la « théorie » le moyen de rompre avec l'économisme, de rendre du même coup possible l'avènement de ce groupe dirigeant qui lui fait défaut. « Sans théorie, proclame un éditorial des *Cahiers du bolchevisme*, nous pouvons avoir des mouvements spontanés plus ou moins liés entre eux, jamais un mouvement d'ensemble, dirigé, à travers les écueils et les obstacles vers le but unique : la révolution prolétarienne. [38] »

La crise qui s'abat nécessite un parti mieux à même d'élaborer des solutions originales convenant à la situation sans précédent que connaît la France. Le congrès du Parti communiste français élabore, en 1932, et pour la première fois de son histoire, une « résolution sur le travail théorique du Parti communiste français » [39]. Le décrétant « tâche d'importance primordiale dans l'activité générale du parti », elle s'affirme en rupture avec la politique du « groupe » et attribue au retard théorique du parti dont elle lui impute la responsabilité « la fluctuation de ses effectifs » [40] et la survivance des « courants anti-léninistes qui subsistent encore en son sein (guesdisme, jaurésisme, anarcho-syndicalisme) » [41].

Cette dernière assertion contredit la volonté d'homogénéisation des divers courants du mouvement ouvrier conçus comme l'expression de pratiques que le centralisme démocratique doit tendre à unifier, et qui nous paraît caractériser le travail de formation des cadres qui se poursuit alors même. Il faut y voir l'effet des conceptions staliniennes désormais triomphantes, et auxquelles la résolution sur le travail théorique se réfère explicitement en citant la lettre adressée par Staline à la revue soviétique *La révolution prolétarienne* [42]. Staline y critique les conceptions de l'historien Sloutski. Dans une étude consacrée à l'attitude des bolcheviques devant la social-démocratie allemande, celui-ci affirmait que Lénine avait sous-estimé les dangers centristes dans l'Allemagne d'avant-guerre. « Il en découle, écrit Staline, que dans la période d'avant-guerre, Lénine n'était pas encore un vrai bolchevique et ... que c'est à la fin de la guerre qu'il l'est

devenu ... On ne peut transformer en discussion la question du bolchevisme de Lénine.[43] » Ce raisonnement en termes d'essence interdit d'appliquer au léninisme le matérialisme historique.

Ces conceptions staliniennes n'affectent guère une politique de sélection des cadres à laquelle elle paraît pourtant s'opposer, mais qui a pour elle de travailler sur un matériel concret et par là non réductible ; elles impriment, en revanche, leurs caractères aux ouvrages que le parti diffuse alors et qui, en dépit des résolutions, continuent à dépendre, pour l'essentiel, des envois qui lui sont faits.

L'image qu'ils offrent de l'URSS se transforme : rares sont les analyses qui sont consacrées au PC(b)US, à ses débats internes[44]. Abordée par le biais privilégié des discours de Staline, la vie politique de l'Union soviétique passe elle-même au second plan[45]. « Politique » et « lutte de classe » ne paraissent plus être que le fait de ceux-là seuls qui attaquent, de l'intérieur ou de l'extérieur, un Etat obligé avant tout de se défendre ; se défendre pour mieux se consacrer à ce qui prime : l'économie, la réalisation du plan quinquennal dressé comme un défi au monde en crise. Des monographies donnent à ses succès la taille de l'épopée (*Dnieprostroï, Magnitogorsk, Kouzbass nouveau centre industriel, Hydrocentrale, L'épopée du travail moderne, L'usine soviétique et sa vie. Exploits de géants des cosaques rouges, Le torrent de fer* ...)[46]. Au pays de l'économie triomphante naît l'humanisme nouveau (*La jeunesse la plus heureuse du monde, La construction de l'homme socialiste*)[47]. Toute notion de classe, fût-elle ouvrière, a disparu (*L'ouvrier à l'usine*) : le singulier acquiert désormais force de loi[48].

La théorie connaît elle aussi d'importantes mutations. Jusqu'en 1931, la Bibliothèque marxiste s'efforce d'arracher aux éditions Costes la publication de certaines des œuvres de Marx et Engels. Elle édite *Le 18 Brumaire*, traduit par Marcel Ollivier, *La guerre des paysans*, que préface Riazanov, les *Lettres à Kugelmann*, traduites par Rosa Michel, et *Travail salarié et capital*. Outre un recueil de textes choisi par Riazanov et intitulé *Marx, homme, penseur et révolutionnaire*, elle édite encore des études qui se veulent une application du marxisme à tel ou tel domaine. D'inspiration d'abord boukharinienne, celles-ci s'infléchissent, à partir de 1929, dans un sens plus conforme aux thèses développées par Staline dans sa lettre à *La révolution prolétarienne*.

A *L'économie mondiale et l'impérialisme*, de Boukharine, succède *Le précis d'économie politique*, de Lapidus et Ostrovitianov[49], présenté comme un « résumé » complet du *Capital*, mais qui en élimine

l'accumulation primitive, les étapes de la division du travail. Comparant terme à terme les concepts fondamentaux de l'économie en système capitaliste et socialiste, il dresse, l'un face à l'autre, deux mondes sans jamais poser le problème de leur gestation ou de leur devenir historique [50]. Une telle démarche théorique qui se veut toujours histoire des modèles et de leur conformité se retrouve alors dans nombre d'écrits français [51]. La Bibliothèque marxiste aborde encore l'histoire en cours au travers de deux ouvrages : *Chartisme et trade-unionisme* [52], et *Pages d'histoire* de Pokrovski [53]. Elle aborde enfin la politique en rééditant *La maladie infantile...* sous-titrée, pour l'occasion, « Essai de vulgarisation de la stratégie et de la tactique marxistes » [54], en rééditant encore *L'Impérialisme...*, puis, à partir de 1931, de façon exclusive, les ouvrages de Staline [55].

Les ESI entreprennent parallèlement de publier, en français, à partir de 1928, les *Œuvres complètes* de Lénine, traduites par Victor Serge [56]. Une telle approche tranche avec les lectures utilitaristes qui prévalent alors dans le Parti communiste français [57]. Il est prévu de publier trente volumes à raison de quatre par an. De 1928 à 1930 paraissent en fait six volumes : le tome 20 d'abord, consacré à la révolution de 1917. « Il n'y a pas, écrit à son propos Marcel Cachin, de volume doctrinal plus décisif sur la nature de l'Etat ... Pour les partis qui n'ont pas réalisé leur propre révolution, le rappel des événements de 1917 est le plus utile, le plus instructif des enseignements. C'est aussi le plus urgent. » Paraît ensuite le tome 13, à savoir *Matérialisme et empiriocriticisme*, première tentative d'intervention des éditions sur le terrain philosophique. Suivi du tome 4 (période de l'*Iskra*, 1900-1902, et organisation du parti) ; tome 7 (1905) ; tome 10 (la tactique électorale des bolcheviques) ; tome 11 enfin (vers la prise du pouvoir : 1917). En 1930, l'Internationale suggère pourtant au Parti communiste française de ralentir le rythme de parution et d'entreprendre la publication d'*Œuvres choisies* de 450 pages « mieux adaptées au public français » [58]. L'agit-prop française reconnaît la nécessité de petites brochures, bon marché et par thème, mais s'oppose à tout ralentissement dans la parution des œuvres complètes [59]. Il faut, déclare-t-elle, respecter les engagements pris vis-à-vis des souscripteurs. La publication des *Œuvres complètes* s'interrompt néanmoins pour laisser la place à une « Petite bibliothèque Lénine » [60]. Le Bureau d'édition la présente comme suit : « Les conceptions de Lénine sur les problèmes fondamentaux de l'économie, de la politique et de l'action révolutionnaire ont beau être en trente épais volumes, soit plus de vingt mille pages, elles n'en cons-

tituent pas moins un ensemble coordonné, un bloc d'une solidité et d'une clarté parfaite. Aussi rien de plus facile (*sic*) que de les rassembler, les grouper par sujets traités et d'en faire autant de brochures, faciles à lire, méditer, utiliser en toute occasion. » Douze tomes paraissent de 1932 à 1935 [61]. Ils sont tirés à trois mille exemplaires et précédés d'une notice qui situe historiquement les textes choisis. Les crises traversées alors par l'Union soviétique ne sont pas étrangères à cet infléchissement. En 1931, Riazanov est éliminé de la direction de l'Institut du marxisme-léninisme [62] ; en 1933, Victor Serge, traducteur de Lénine, est arrêté ; l'édition de textes jusqu'alors inédits de Marx ou de Lénine s'en trouve interrompue et laisse place aux seules rééditions dont se charge le Bureau d'éditions [63]. L'édition des textes inédits reprend en 1934 [64]. Apparaissent ou réapparaissent alors, au côté des ouvrages de Staline, des écrits de Rosa Luxemburg [65], de Dimitrov et, plus tardivement, d'Ercoli et de Varga.

Commentant la résolution sur le travail théorique, Sémard déclarait : « Aucun des membres du parti ne peut être considéré comme un véritable communiste s'il ne possède pas de connaissances élémentaires du marxisme. [66] » Bien que le parti s'attache à diversifier et étendre sa propagande [67], qu'il s'efforce de faciliter l'approche de la théorie qu'il diffuse en développant, dans les *Cahiers du bolchevisme*, un important matériel pédagogique [68], et qu'il lui

Lecture des élèves des écoles de cadres	Ecole centrale PCF 1932 : 16 élèves [71]	Ecole de la CGTU 1932 : 20 élèves [72]
Lisent régulièrement :		
CB	9	10
VO	7	14
CI	4	4
ISR	—	6
Ont lu des ouvrages de :		
Marx	4	1
Lénine	8	—
Staline	8	—
Lecture des élèves de l'école par correspondance	**1931-1932 [73] 620 élèves**	**1932-1933 580 élèves**
Ne lisent que *L'Humanité*..	180	26
Lisent les CB	13	38
Disent avoir lu *Le Capital* .	8	10
Disent avoir lu une œuvre quelconque de Marx, Engels, Lénine, Staline [74]...	34	43

consacre dans ses écoles centrales une place désormais plus grande [69], la théorie ainsi comprise paraît pourtant séduire davantage les « milieux bourgeois » [70] que ses adhérents ou même ses cadres.

Ce n'est donc pas dans la surimpression d'un nouveau « modèle » idéologique qu'il faut chercher le pourquoi du « tournant ». Si l'élimination de Barbé et de Célor marque bien un point de non-retour dans l'histoire du parti [75], c'est que la crise qui s'ouvre alors en France contribue à « remettre sur ses pieds » ce raisonnement, capital mais détourné, qui voulait voir en la théorie le moyen de la fusion des pratiques demeurées spontanées et juxtaposées les unes aux autres.

Que la crise économique présente en France une intensité moins grande que dans d'autres pays n'enlève rien à l'ampleur de ses contrecoups politiques. Elles les doit à la contradiction non résolue qui oppose, tout au long des années 1920, la bourgeoisie française à sa base de masse traditionnelle que sont les couches moyennes et dont elle entend s'émanciper pour mieux s'adapter aux conditions nouvelles de l'impérialisme. En garantissant à ces dernières le droit à la parole, le régime parlementaire lui rend la tâche malaisée. Elle s'attaque, aux lendemains de la guerre, au réformisme politique, jusqu'alors instrument traditionnel de son hégémonie ; le rapport des forces n'est, toutefois, pas tel qu'il lui permette de s'en émanciper en opérant la réforme de l'Etat qu'elle appelle de ses vœux. En essayant de développer, à partir de 1929, un timide réformisme social, elle tente de se rallier une nouvelle base de masse qui lui permette de renverser ce rapport de forces existant.

La crise vient mettre un terme à cette mutation à peine esquissée. Condamnée à tenter d'opérer à chaud la réforme de l'Etat qu'elle n'a pu jusqu'alors mettre en œuvre, la bourgeoisie française s'attaque à la fonction hégémonique des classes moyennes, aux privilèges économiques qu'elle leur a jusqu'alors concédés, rejette au profit du fascisme l'idéologie dont les intellectuels [76] se sont fait les porteurs, et remet en cause leur rôle d'organisateur de son hégémonie. Elle sape ainsi les bases matérielles qui avaient jusqu'alors assuré, au-delà des contradictions, la cohésion et la reproduction d'un système idéologique capable de freiner la constitution de la classe ouvrière puis de lui dénier tout rôle dirigeant, et se voit contrainte à le sacrifier à ses impératifs nouveaux, alors même qu'elle est engagée dans une lutte frontale avec une classe ouvrière qu'elle n'a guère eu loisir de gagner aux mérites de « l'organisation scientifique du travail ». Les crises qui traversent alors le Parti radical, les mutations idéologiques

qui s'opèrent chez les intellectuels, et dont la multiplication des revues et groupements sont autant d'indices, révèlent la profondeur des failles qui traversent l'ancien bloc dirigeant.

Parce qu'elle met en jeu les formes mêmes de la domination de classe de la bourgeoisie, la crise s'étend donc à la formation sociale tout entière. Elle crée, de ce fait, les conditions objectives d'un combat unifié sur un objectif unique désigné par le parti comme « la révolution prolétarienne » [77], et permet d'engager ses diverses composantes dans un processus d'unification, en contraignant le parti à fournir une première analyse de la situation concrète qu'il affronte. Elle répond de ce que la question d'une élaboration théorique, demeurée jusqu'alors simple répétition de ce qui s'élaborait ailleurs [78], se pose en des termes désormais différents. Elle explique enfin que se constitue, à partir des cadres mis en place, en août 1931, et avec leurs caractères propres, un groupe dirigeant qui se maintient à la tête du parti jusqu'à la guerre [79]. La nature de la crise et son moment confèrent à ce groupe dirigeant certains de ses traits spécifiques.

Le Parti communiste doit à l'aura de l'expérience soviétique victorieuse d'apparaître à ceux qu'il n'organise encore d'aucune manière comme un des meilleurs moyens de lutte contre le fascisme et pour la paix [80]. A l'heure où l'opinion publique doit à l'internationalisation croissante de la vie économique et politique, et plus généralement des luttes de classes, de s'ouvrir davantage au monde extérieur, les « modèles étrangers » séduisent d'autant mieux qu'ils paraissent apporter une réponse à cette question du moment que sont la crise et le danger fasciste. Le plan quinquennal brille d'un éclat d'autant plus fort que se ternit, un temps, celui du « modèle américain ». Il répond de ce que « des couches petites bourgeoises : commerçants, employés, fonctionnaires, instituteurs » [81] se rapprochent d'un parti qui ne se préoccupe pourtant que très incidemment de ceux de leurs intérêts qu'on pourrait qualifier de catégoriels [82]. Ce sont des motivations directement politiques et non syndicales [83] qui leur font parcourir cette trajectoire que décrit René Maublanc :

> Le terrain, écrit-il, était préparé par une sympathie purement sentimentale pour l'œuvre gigantesque qui s'accomplit en URSS accompagnée d'une répulsion pour le fascisme et, d'un manque total de confiance dans la solidité des démocraties bourgeoises. De même, poursuit-il, que dans le domaine de la vie, c'est la réalité de l'Union soviétique qui a ouvert les yeux sur la théorie de la révolution prolétarienne et de la société sans classes, on peut affirmer que dans le domaine de la pensée c'est la lecture de Lénine [84] qui nous a fait pénétrer la philosophie marxiste [85].

Les organisations de masse et, en tout premier lieu, les syndicats sont demeurés jusqu'alors le lieu privilégié sinon exclusif des pratiques de masse déployées par le Parti communiste français. Et en suscitant de nouvelles, le parti capitalise les soutiens que lui valent le rejet du fascisme et l'admiration pour l'Union soviétique ; parce qu'il s'agit moins de « briser l'appareil d'Etat » que de défendre les institutions menacées, il prend appui sur les appareils idéologiques d'Etat existants et tente de retourner contre une bourgeoisie qui les abandonne, les instruments traditionnels de son hégémonie. C'est pour utiliser le poids que conservent, à ce titre, les intellectuels qu'il pose les jalons du mouvement Amsterdam-Pleyel [86] et contribue à les organiser, en dehors de lui, en une force politique autonome.

Ces organisations sont le canal par lequel il déploie sa pratique unitaire [87] ; elles lui permettent de poser les bases d'une « voie française » ... du front unique et, d'en réussir une première expérience au-delà des strictes frontières de la classe ouvrière. Donnant efficacité à la stratégie que le parti s'essaie à mettre à l'œuvre, elles ne sont pas sans réagir en retour sur lui-même. « Les organisations de masse que le parti contribue à animer, écrit Pascal Plagnard, qui en a étudié l'implantation dans le VIIIe arrondissement de Paris, se développent mais leur développement, contrairement aux espérances, ne profite pas au recrutement. [88] » Cette appréciation est discutable. S'il est vrai que les effectifs du parti n'amorcent un redressement qu'à partir de 1933 [89], c'est peut-être parce que celui-ci ne cherche pas prioritairement à recruter. Fort du soutien des organisations sur lesquelles il s'appuie, il est naturellement conduit à en surestimer la pratique au détriment de la sienne propre et s'attache, en conséquent, à les renforcer plus qu'à se renforcer lui-même.

Les intellectuels qui contribuent à développer cette éducation de masse, dont le congrès de Paris a souligné l'urgence [90], et à organiser l'action contre le fascisme et la guerre, ne rejoignent qu'exceptionnellement les rangs du Parti communiste. Le témoignage qu'apporte Yvonne Sadoul sur le Cercle de la Russie neuve montre que c'est là l'effet d'un choix politique.

L'APECS [91], écrit-elle, fonctionnait bien et nous faisions un excellent travail. Quelques années plus tard, un jour que je dînais avec Maurice Thorez chez Jacques, je demandais à ce dernier s'il ne serait pas intéressant d'inviter tous les participants, conférenciers de renom, à adhérer au parti. Thorez répondit : « Non, nous préférons leur travail ainsi ; c'est beaucoup plus important » [92].

Faute de s'intégrer dans cet intellectuel collectif que devient le parti, et parce qu'il ne saurait se nouer de rapports organiques entre les intellectuels et la classe ouvrière qu'au niveau de la formation sociale et non du seul parti, les intellectuels conservent les positions idéologiques et politiques qu'ils ont jusqu'alors nourries et qui les ont conduits à s'engager dans le combat antifasciste. S'ils se rapprochent du marxisme au point d'élaborer une « littérature marxiste française »[93], qui se porte en faux contre le marxisme de la Deuxième Internationale[94], celle-ci demeure empreinte de rationalisme[95]. Leur marxisme est plus matérialiste que dialectique et leur langage mobilisateur parce que jacobin. Quelle que puisse être enfin l'importance de leur contribution à l'élaboration de la ligne[96] d'un parti dont ils intègrent plus timidement encore le groupe dirigeant[97], elle ne saurait être telle qu'elle infléchisse de façon radicale le mode d'élaboration qui est sien. Il diffère de ce qu'il est (ou fut) en Allemagne, en Italie ou en Russie. Maintenus dans ces pays, tout au long du XIXe siècle et au-delà, à l'écart de l'appareil d'Etat, les intellectuels ont pu (et dû) développer une pratique théorique autonome[98], susceptible de fusionner[99] avec le mouvement ouvrier. L'intellectuel collectif qu'est le parti de type nouveau s'est de ce fait développé en intégrant une pratique théorique qui lui préexistait. Il a pu donner naissance à Lénine, Rosa Luxemburg ou Gramsci.

L'intégration des intellectuels dans l'appareil d'Etat ayant au contraire fait, en France, obstacle au développement d'une telle pratique, le Parti communiste français a dû mettre en œuvre un mode d'élaboration théorique qui lui est spécifique[100] et qui se développe sous une forme immédiatement pratique. Le léninisme de Maurice Thorez, compris comme sa « faculté d'analyse concrète d'une situation concrète », est un « léninisme pratique ». C'est à ce titre qu'il est capable de mettre en échec la stratégie que la bourgeoisie s'essaie alors à déployer. C'est encore à ce titre, et bien qu'en contradiction à certains égards avec ce « léninisme théorique » de Staline dont le Parti communiste français assure plus que jamais la diffusion, qu'il parvient à infléchir la stratégie de l'Internationale[101].

CONCLUSION

Il n'entrait pas dans nos ambitions premières d'écrire l'histoire de la formation des cadres communistes. Qu'une étude des écoles et éditions de ce parti nous en ait permis l'esquisse prouve assez l'importance de la « bolchevisation idéologique » dans sa gestation.

Est-ce à dire que les rapports qui se sont noués durant les années 1920 entre l'Internationale communiste et sa section française relèvent principalement de la pédagogie ? Nous ne le pensons pas. L'Internationale se veut alors assurément « l'éducateur » des partis qu'elle contribue à forger. Elle entretient sans conteste certaines de ces illusions pédagogiques si profondément ancrées dans l'idéologie social-démocrate. Mais l'arbre ne saurait nous cacher la forêt.

La pratique pédagogique de la SFIO visait à l'éducation des masses comprises comme une collection d'individus indifférenciés. Celle de l'Internationale tend à former des partis qui luttent contre la classe dominante et non plus contre sa seule idéologie. L'idéologie qu'elle leur inculque à cette fin se définit par les rapports organiques qu'elle entretient avec la pratique révolutionnaire engagée à la faveur de la première crise de l'impérialisme. Son impact est à la mesure de la crise, de son ampleur, dans chacun des pays concernés.

S'agissant de la France où la crise n'est, au lendemain de la guerre, qu'une crise de restructuration ne mettant en péril ni la stabilité du corps social, ni l'appareil idéologique et politique qui l'organise, elle ne « pénètre » que dans le seul mouvement ouvrier. Un mouvement ouvrier confronté à son propre échec, à la recherche d'un nouveau type d'insertion dans les luttes politiques et qui n'organise, en 1919, en dépit d'une importante croissance des effectifs syndicaux et socialistes, qu'une minorité de la classe ouvrière.

Confronté à la Révolution russe, comprise comme un premier effet de cette idéologie nouvelle, il se divise. A l'opposition traditionnelle entre parti et syndicat, déjà remise en cause durant la guerre, se substitue progressivement une nouvelle ligne de partage qui sépare

avec quelques incertitudes les « réformistes » des « révolutionnaires ». Que l'on raisonne en termes numériques, et ces deux courants, additionnés l'un à l'autre, pèsent durant les années 1920 d'un poids moindre que la SFIO et la CGT de 1919, ce qui laisse à penser que la redistribution des forces s'opère au sein du seul mouvement ouvrier. Un tel raisonnement aboutit pourtant à occulter les processus nouveaux qui s'engagent au niveau moins directement saisissable des pratiques sociales.

Confronté à la relative stabilité de la formation sociale française, une France où les classes moyennes et de larges pans de la classe ouvrière s'estiment défendus et représentés par le pouvoir d'Etat, le courant révolutionnaire ne parvient à se faire entendre qu'à la seule faveur des maillons faibles d'une idéologie plus que jamais dominante. Le Parti communiste ne réussit alors à intervenir que dans les milieux, limités, qu'affectent les restructurations de l'impérialisme français : la classe ouvrière des grandes entreprises où la rationalisation se met en place ; les jeunes soldats directement victimes d'une politique impérialiste qui conduit la France à intervenir dans la Ruhr puis à se faire le gendarme de l'ordre colonial. Il ne parvient pas, en revanche, à mettre en œuvre la politique de front unique préconisée par l'Internationale. Les interventions répétées de celle-ci n'y peuvent mais. Forme nouvelle de la pédagogie, la « gymnastique révolutionnaire » ne peut suppléer à l'absence des conditions objectives qui donneraient au mot d'ordre sa validité.

Né de la première crise de l'impérialisme, le Parti communiste en épouse donc la chronologie et l'ampleur, montrant par là qu'il n'est aucunement une « contre-société ».

Il ne saurait être non plus le simple reflet des conditions objectives sous peine de devenir à son tour simple rouage de l'appareil d'Etat qu'il entend briser. C'est, durant ces mêmes années 1920, la fonction de l'Internationale que d'en devancer le cours en le réorganisant, par exemple sur la base de cellules d'usines ou en créant, à partir d'une réflexion sur les formes spécifiques dans lesquelles s'est organisée la classe ouvrière française, les conditions du « tournant ». Toutes choses lourdes de conséquences sur l'avenir des luttes politiques en France et dont rien, si ce n'est précisément l'intervention de l'Internationale, n'aurait pu permettre la génération « spontanée ».

La crise qui, en 1931, atteint la France, d'économique qu'elle était tout d'abord, devient bientôt *hégémonique*. Elle contraint la bourgeoisie à une tentative de restructuration des formes de sa domination de classe. Frappant des milieux qui s'étaient jusqu'alors sentis

protégés, représentés par l'appareil d'Etat dans lequel ils exerçaient parfois des fonctions dirigeantes, elle les rend perméables à l'idéologie dont le Parti communiste s'est fait le porte-parole. De pédagogique qu'elle était, la question du front unique devient alors politique.

Ce sont ainsi les crises successives de l'impérialisme, et elles seules, qui donnent à la pratique pédagogique déployée par l'Internationale vis-à-vis du parti et par le parti vis-à-vis des masses son efficacité. Leur action combinée permet la gestation, au tournant des années 1930, d'un parti de classe et de masse, capable d'une élaboration stratégique adaptée aux conditions nationales qui l'ont vu naître.

S'agit-il de ce « parti de type nouveau » dont le IIe congrès de l'Internationale avait, en 1920, défini les contours ? Il en présente certaines caractéristiques : capable de mener la lutte sur l'ensemble des terrains où se déploie l'exploitation capitaliste, il parvient, en particulier, à globaliser les luttes en les insérant dans une stratégie unifiante qui, pour la première fois, pose en des termes concrets la question du pouvoir d'Etat. Il n'en est pas moins marqué par la nature de la crise à la faveur de laquelle il se constitue. « Plutôt une crise dans la société française qu'une crise de la société française »*, une crise qui vaut à l'idéologie dominante menacée par une bourgeoisie en mal de restructuration de se conforter dans ses positions traditionnelles.

Il ne peut, dès lors, échapper à l'empreinte dont elle a jusqu'ici marqué le mouvement ouvrier. Contraint à s'appuyer sur le tissu des organisations de masse qui préexistaient ou qu'il a suscitées pour opérer sa liaison avec les masses, il est confronté à ces mêmes problèmes qui se sont toujours posés au mouvement ouvrier français : la question des rapports entre parti et syndicat ; celle des relations avec les intellectuels. Il n'échappe pas davantage aux ambiguïtés relatives à la nature de l'Etat et de son rôle. Un Etat que la crise contraint alors à défendre et non pas à détruire.

S'insérerait-il à son tour dans le jeu des appareils idéologiques politiques ? Du moins ne serait-ce pas au même titre que les autres formations politiques qui en sont toutes parties intégrantes (mais non dissociables). La stratégie qu'il engage contraint en effet, pour la première fois, la bourgeoisie à renoncer à ses projets de restructuration hégémonique. Elle contribue ainsi à modifier durablement le

* Jean Lhomme, « Juin 1936 » in *Aspects de la société française*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1954.

cours de la vie politique française. Mais la victoire n'est assurément pas telle qu'elle permette à la classe ouvrière d'affirmer son hégémonie sur les classes moyennes auxquelles elle s'était alliée.

Parti de type nouveau dès lors, à condition d'admettre — c'est une position théorique dont nous nous réclamons — que celui-ci n'est jamais qu'une réalisation tendancielle, « achevée » quand la classe ouvrière s'empare du pouvoir d'Etat, contraignant alors à redéfinir les rapports du parti de la classe ouvrière et de son Etat. Un problème théorique à ce jour non résolu.

NOTES

INTRODUCTION

1. L. Althusser, *Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1968, t. I, p. 49.
2. Nous emploierons PCF à titre d'abréviation et non de sigle.
3. Gramsci, *Note sul Machiavelli*, Rome, Editori Riuniti, 1973, p. 41.
4. Lénine, *Que faire ?* in *Œuvres*, Paris, Editions sociales, 1965, t. V, p. 374 et suiv.
5. Nous nous permettons de renvoyer, pour l'analyse d'une telle démarche, de ses effets, à L. Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1972, p. 51 : « Le problème théorique. »
6. Dans ses études sur le « renversement de la dialectique hégélienne », L. Althusser pose un problème de même nature. Rappelant que ni Marx ni Lénine n'ont élaboré la théorie de leur pratique, de leur méthode, il écrit : « Cette dialectique nous eût beaucoup intéressé parce qu'elle eût été la théorie de la pratique théorique de Marx, c'est-à-dire justement une forme théorique déterminante de la solution (existant à l'état pratique) de ce problème qui nous occupe : en quoi consiste la spécificité de la dialectique marxiste ? Cette solution pratique, cette dialectique existe dans la pratique théorique de Marx où elle est à l'œuvre ... Engels et Lénine le savaient ... ils ne confondaient donc pas l'indication sur laquelle Marx signale que son rapport avec Hegel est réglé avec la connaissance de cette solution, c'est-à-dire la théorie de cette solution. » (L. Althusser, *ibid.*, p. 176-177.)
7. M. Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Editions Rencontre, 1969.
8. D. Lindenberg, *Le Marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
9. Telle est la définition du léninisme qui ressort, par exemple, de l'ouvrage de M. Liebman, *Le Léninisme sous Lénine*, Paris, Le Seuil, 1973.
10. Compris ici comme la réduction du léninisme aux critères qui en sont donnés dans « Les principes du léninisme » de 1924.
11. C. Willard, *Les Guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965.
12. R. Trempé, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, Editions ouvrières, 1971.
13. E. Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974, p. 291 : « Matérialisme et idéalisme dans l'histoire de la théorie marxiste. »
14. A savoir le « léninisme » et l'idéologie du mouvement ouvrier français.
15. Pour une démonstration plus longue, voir M. Rebérioux, *La République radicale ?* Paris, Le Seuil, 1975, et « Le socialisme français », in *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. II, p. 133 et suiv.
16. Cf. A. Soboul, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1962, et *La Révolution française*, Paris, PUF, 1965.
17. Gramsci, *Œuvres choisies*, Paris, Editions sociales, 1959, p. 364 : « Problèmes de la direction politique ».

18. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat », *La Pensée*, juin 1971.

19. M. Rebérioux, « Le socialisme français », in *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1974, t. II, p. 135.

20. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de R. Balibar et D. Laporte, *Le Français national*, Paris, Hachette, 1975. Cf. aussi M. Ozouf, *La République et l'école*, Paris, A. Colin, 1973, et J. Ozouf, *Nous, les maîtres d'école*, Paris, Julliard, 1967.

21. Outre les exemples que nous analysons, il nous apparaît que la représentation proportionnelle des tendances du parti dans la commission administrative permanente de la SFIO, la commission de contrôle, le comité de rédaction de *L'Humanité*, qui est un phénomène unique dans les partis de la Deuxième Internationale, provient, au-delà de la recherche de garanties réciproques par les quatre courants qui s'unifient en 1905, de la prégnance de l'idéologie bourgeoise sous sa force juridique-parlementaire imposée par les luttes de la petite-bourgeoisie au sein de la République. Elle est un des effets de l'hégémonie des radicaux sur la société française.

22. Cf. M. Dommanget, *Les grands socialistes et l'éducation*, Paris, A. Colin, 1970 ; Dintzer, « Les universités populaires », *Le Mouvement social*, avril-juin 1971 ; S. Wolikow, « La classe ouvrière et l'école », *L'école et la nation*, 200, juin 1971.

23. Cf. en particulier M. Martinet, *La culture prolétarienne*, Paris, Librairie du travail, 1935.

24. A l'exception, bien sûr, de la répression qui, très vite, s'engage à l'encontre du Parti communiste français.

25. Cf. J. Tournerie, *Le ministère du Travail*, Paris, Cujas, 1971.

26. C'est ce qui ressort des travaux de C. Willard, qui prend le problème par le biais de l'appareil implantateur, de ceux de R. Trempé, M. Perrot et Y. Lequin, qui le prennent par le biais des « récepteurs ».

27. Y. Lequin, « Classe ouvrière et idéologie dans la région lyonnaise à la fin du XIXe siècle », *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1969.

28. Nous renvoyons, sur ce point, au rapport prononcé par Georges Haupt devant le colloque « Jean Jaurès et la classe ouvrière » (Paris 26-27-28 novembre 1976) : « Socialisme et syndicalisme : les rapports entre partis et syndicats sur le plan international : une mutation ».

29. Sur cet organisme, cf. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris, La Haye, Mouton, 1964, et C. Gras, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, Maspero, 1971.

30. Cf. M. Rebérioux et P. Fridenson, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *Le Mouvement social*, 87, 1974.

31. Nous renvoyons, pour l'esquisse d'une étude comparée de la formation des intellectuels dans les principaux pays européens, à Gramsci, *Gli intellettuali*, Rome, Editori Riuniti, 1971, p. 13 et suiv., « La formazione degli intellectuali » ; et L. Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1972, p. 13-15.

32. Cité par M. Rebérioux, *La République radicale*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 38.

33. Elle n'était, du reste, avant 1914, que la partie visible d'un vaste iceberg dont nous nous sommes efforcée de dégager les diverses composantes (suffrage universel, propriété parcellaire, rôle de la fonction publique), et qui seul lui conférait son efficacité.

34. Cf. sur ce dernier point, R. Linhardt, *Lénine et les paysans*. Paris, Le Seuil, 1970, p. 138, « Les samedis communistes », et pour la France, R. Balibar et D. Laporte, *Le Français national*, *op. cit.*

35. C'est sous le titre d'*Ecoles et éditions communistes : essai sur la formation des cadres du Parti communiste français* que notre thèse pour le doctorat de troisième cycle élaborée sous la direction de Claude Willard, a été déposée et soutenue, en novembre 1977, à l'Université de Paris VIII. Cette thèse (qui peut être consultée à la Bibliothèque de l'Université de Paris VIII et au Centre d'histoire du syndicalisme, Paris I), comporte un appareil bibliographique et critique que nous n'avons pas conservé dans le présent ouvrage. On y trouvera également le catalogue des éditions du Parti communiste et les annexes ainsi constituées :

Lettre à tous les prolétaires conscients de France, 26 juillet 1920.
Composition des BP et CC du Parti, 1921-1932.
Liste des élèves autorisés à suivre les cours de l'école du propagandiste (1921).
Programme de l'école du propagandiste, 1921.
Extrait d'un cours de A. Mary prononcé devant l'école communiste marxiste.
Programme de l'école du propagandiste, 1922.
Liste des plans de conférences publiés par le Bulletin de la presse communiste, 1921-1922.
Liste des cours prononcés en 1921 devant l'école communiste marxiste.
Brochures éditées par la Librairie de l'Humanité de 1918 à 1920.
Brochures éditées par les Editions Clarté et les Editions de la Vie ouvrière.
Brochures éditées par la Bibliothèque communiste.
Brochures éditées par la Librairie du travail.
Editions de la Bibliothèque des Jeunesses socialistes romandes.
Textes édités à Genève.
Editions des groupes français de Moscou et de Kiev.
Editions de l'Internationale communiste.
Textes édités en Russie et diffusés par le canal de la Suisse.
Quelques données sur le financement des écoles (1921-1922).
Rapport sur le Conseil d'études communistes (1921).
Résolution sur la propagande dans l'Internationale communiste et ses sections (1924).
Extrait des thèses sur la bolchevisation des partis de l'Internationale communiste (1925).
Lettre de Marrane à Sémard (2 décembre 1924) sur l'organisation de la propagande.
Rapport de police sur le financement (février 1925).
Programme des écoles fédérales (1925).
Programme des écoles de rayon du soir.
Programme des écoles de rayon de huit jours.
Ecoles régionales.
Extrait de A. Bernard, « Rôle et méthode de l'enseignement léniniste ».
Programme des écoles de la région parisienne.
Circulaire d'août 1925 portant sur le recrutement des élèves de l'école centrale.
Liste (partielle) des élèves de l'école de Bobigny.
Composition des délégués aux congrès de Clichy, Saint-Denis et Paris.
Résolution d'août 1925 sur l'éducation.
Cours du 24 février 1926 ; le Parti communiste.
Thèses pour le premier anniversaire de la mort de Lénine, 1925.
Thèses pour l'agitation, 1926.
Pour le deuxième anniversaire de la mort de Lénine (circulaire adressée aux secrétaires de cellule — Bordeaux).
Ibid. (Nord), plan de causerie sur l'histoire du Parti bolchevique.
Bibliographie jointe à un cours sur l'impérialisme (1926)...
Liste et composition des élèves des écoles régionales de 1930-1931.
Comparaison avec la composition des cadres du PCF et celle du Parti de 1929-1930.
Programme des écoles régionales de 1930.
Lettre de la CGTU à l'agit-prop du PC.
Bilan des écoles.
Coût des éditions et des périodiques.
Pour étudier le marxisme.
Cours de l'ELI (programmes).
Liste des élèves de l'ELI (1930-1932).
Composition des élèves de l'école par correspondance (1930-1933).
Rapport sur l'activité de la section d'agit-prop du PCF depuis la conférence européenne d'agit-prop.
Schéma de conférences à l'occasion du dixième anniversaire du PCF.
Résolution sur le travail théorique du PCF (1932).

Cours de l'école par correspondance consacré au PCF (extrait).
Liste des élèves ayant participé à l'école centrale de la CGTU (1932).
Liste des cahiers du contre-enseignement prolétarien.
Décision du secrétariat du PCF (3 mars 1932).

CHAPITRE I

1.

1. Lénine, *Œuvres*, édition russe, t. XXVII, p. 203, cité par J. Rocher, *Lénine et le mouvement zimmerwaldien en France*, Paris, Bureau d'éditions, 1934.

2. « La propagande par l'écrit », *L'Humanité*, 13 janvier 1921. (Souligné par nous.)

3. On se reportera aux « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne » (mars 1919) in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'IC*, Paris, Maspero, 1969, p. 6.

4. Nous renvoyons, pour l'étude de cette crise et celle de la naissance des partis, à P. Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Editions de Minuit, 1971 ; G. Badia, *Les Spartakistes*, Paris, Julliard, 1966 ; Ossip K. Flechteim, *Le Parti communiste allemand*, Paris, Maspero, 1972 ; Franco de Felice, *Serrati, Bordiga, Gramsci*, Bari, De Donato, 1971 ; Luigi Cortesi, *Le Origini del PCI*, Bari, Editori Laterza, 1973.

5. Dont la traduction primitive est, du reste, « Le communisme de gauche, maladie infantile du communisme ». Pour ces deux partis, le front est interne au mouvement communiste.

6. Nous renvoyons, pour l'étude de cette crise dont l'histoire est faite, à A. Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris, La Haye, Mouton, 1964.

7. *Manifestes, thèses et résolutions...*, *op. cit.* « Thèses sur les questions nationales et coloniales », (p. 57) ; « Manifestes du IIe congrès de l'Internationale », (p. 81). Cf. encore la « Lettre à tous les membres du Parti socialiste français, à tous les prolétaires conscients de France » (16 juillet 1920) ; *Bulletin communiste*, 30-31, 1920.

8. Il assiste, à titre consultatif, au congrès constitutif de l'Internationale.

9. Sur le mouvement Clarté, cf. S. Guisburg, *Raymond Lefebvre et les origines du communisme français*, Paris, Editions Tête de feuille, 1975, et N. Racine, « Une revue d'intellectuels dans les années 1920, *Clarté* », *Revue française de science politique*, mai 1967.

10. Cette propagande pénètre d'abord en France de façon clandestine. On se reportera à A. Kriegel : *Aux origines...*, *op. cit.*, t. II, chap. I, « La précarité des liaisons Paris-Moscou », et J. Humbert-Droz, *Mémoires*, Neuchâtel, La Baconnière, 1969, t. I, p. 331 et suiv. La création d'imprimeries dans les pays occidentaux rend, à partir de 1920, les liaisons moins aléatoires. C'est à *L'Internationale communiste*, mensuel créé en avril 1919, puis à *La Correspondance internationale*, qui paraît à partir de septembre 1921, que sont bientôt empruntés ceux des textes qu'on réédite.

11. La Librairie du travail s'inscrit dans la filiation des éditions de *La Vie ouvrière* et de celles du comité pour la reprise des relations internationales. Elle est fondée, en 1918, par Hasfeld. Cf. M.-C. Bardouillet, *La Librairie du travail*, Paris, Maspero, 1977.

12. La Librairie communiste est fondée par Souvarine ; elle édite les ouvrages de la Bibliothèque communiste, qui se donnent comme un complément au *Bulletin communiste*. Jusqu'à son n° 50, il est l'organe officiel du comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale.

13. *Le socialisme et la guerre* (1916) ; *La gauche de Zimmerwald et le Parti socialiste suisse* (1916) ; *Sur les tâches de l'opposition en France* (1916) ; *Lettre aux ouvriers américains* (1918).

14. Lénine, *Œuvres*, t. XXVIII, p. 57.

15. Lénine, *Problèmes du pouvoir des Soviets ; Lettre aux ouvriers américains ; Bolcheviks et paysans.* Boukharine, *Le programme des communistes.* Trotsky, *L'avènement du bolchevisme.*

16. *Les gouvernements alliés contre les Soviets ; Terreur blanche et terreur rouge.* Trotsky, *Les Soviets et l'impérialisme mondial.* Kerjentzev, *Les alliés et la Russie.*

17. A. Pierre, *Le IIe congrès de l'Internationale communiste*, 1920.

18. A. Mathiez, *Bolchevisme et jacobinisme*, 1920. « Les révolutionnaires russes, écrit-il, imitent volontairement et sciemment les révolutionnaires français. »

19. Celui-ci nous est connu grâce au catalogue de la Librairie de l'Humanité, établi en 1921, par Souvarine en cumulant le fonds de la Librairie de l'Humanité et celui de la Librairie communiste qui a fusionné avec elle au lendemain du congrès de Tours. Il comprend tout aussi bien les ouvrages diffusés que les ouvrages édités. Vient en tête de ce catalogue la rubrique dite « Socialisme, syndicalisme et économie ». Les ouvrages français y sont majoritaires (255 titres, 62 %) ; ils se caractérisent par leur éclectisme. S'y affirme, toutefois, une certaine prépondérance guesdiste. Le fonds allemand vient en seconde position (35 titres, 9 %). Le courant révisionniste y est dominant (Marx, 11 titres. Kautsky, 10. Bernstein, 4. Lassalle, 3. Engels, 2). Il domine plus encore si l'on prend en compte les autres fonds étrangers (Belgique : 10, dont 6 de Vandervelde ; Italie : 7, dont 3 de Labriola ; Angleterre : 6 ; Suisse : 1 ; Autriche : 1 de Otto Bauer). Le fonds russe ne vient, quant à lui, qu'en troisième position (28 titres, 7,2 %). En dépit de l'héritage du fonds de la Bibliothèque communiste qui le dote de 10 ouvrages de Lénine et Trotsky, la place des anarchistes demeure prédominante (Bakounine, 6. Kropotkine, 5. Tchernitchevski, 1).

20. Sur ces questions, L. Zak, *Des Français dans la Révolution russe*, Paris, Editions sociales, 1976. J. Sadoul, *Notes sur la Révolution bolchevique*, Paris, Maspero, 1971. Les ouvrages publiés sont les suivants : Marchand, *Les agissements des alliés contre la Russie soviétique*, Paris, Librairie du travail, 1918. J. Sadoul, *Notes sur la Révolution bolchevique*, Clarté ; *Lettres*, Paris, Librairie du travail, 1919. *Vive la république des Soviets*, 1919. Pascal, *En Russie rouge*, Bibliothèque communiste.

21. H. Barbusse, *Hommage à la République des Soviets.*

22. Drizdo-Losovsky, *Le rôle des syndicats russes dans la révolution* (1920). G. Dumoulin, *Les syndicats français pendant la guerre* (1918). J. Brecot (pseudonyme de G. Monmousseau), *La grève générale de mai 1920* (1920). A. Briand, *La grève générale et la révolution* (1920). Noms réunis sans doute pour la dernière fois. Le vieux syndicalisme français, qui fait appel ici aux pères théoriques, est à la veille de mutations décisives dans lesquelles l'entraîne le processus ouvert par la guerre et la Révolution russe.

23. R. Thal, *Deuxième ou Troisième Internationale.*

24. *Manifestes et résolutions de l'Internationale communiste, Le programme du PC russe.* Lénine, *Le rôle de la Jeunesse communiste ; La maladie infantile... ; L'Etat et la révolution ; La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ; Documents sur la Commune de Paris.* Trotsky, *Terrorisme et communisme ; Le terrorisme ; La Commune de Paris et la Russie soviétique.* Kollontaï, *Famille et Etat.* Glebov, *Les syndicats russes et la révolution.*

25. Il faut, en effet, leur adjoindre deux textes de Souvarine, *La Troisième Internationale*, et *Eloge des Bolcheviques.*

26. Nous renvoyons, pour une étude plus approfondie, à l'article que Claude Willard a consacré à ces problèmes. Il distingue « trois principales interprétations déformées ... : l'interprétation tolstoïenne, anarchisante et syndicaliste révolutionnaire qui est de loin la plus influente ». Nous y adjoindrons l'interprétation jacobine. « La connaissance de la Révolution russe et de l'expérience soviétique par le mouvement ouvrier français en 1918-1919 », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 12-13, 1975.

27. Rosmer et Lefebvre représentent le comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale, et Lepetit et Vergeat les syndicats minoritaires organisés depuis mai 1918.

Cf. A. Kriegel, *Aux origines ..., op. cit.*, et C. Gras, *Alfred Rosmer ..., op. cit.* Le discours de Lefebvre devant le IIe congrès est édité par les Editions Clarté.

28. E. Balibar, *La dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976, p. 83.

29. Cf. A. Kriegel, *Aux origines ..., op. cit.*, et *Le congrès de Tours*, Paris, Julliard, 1964. *Le congrès de Tours* (réédition commentée et annotée), Paris, Editions sociales, 1980.

2.

1. J. Droz, *Histoire générale du socialisme, op.cit.*, t. II, p. 67, « La social-démocratie allemande ».

2. Les écoles socialistes, plus ou moins officiellement patronnées par la SFIO dans les années qui précèdent la guerre, tenaient beaucoup plus des universités populaires telles que le mouvement anarchiste et syndical les avait développées. Celle que dirigeait Charles Andler avait d'ailleurs son siège au Quartier Latin, et s'adressait avant tout aux étudiants au sens traditionnel du terme. Point n'était besoin d'être adhérent du Parti socialiste pour assister à ce qui n'était qu'une suite de conférences plus ou moins érudites. Cf. Ziebura, *Léon Blum et le Parti socialiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1968, p. 65, M. Rebérioux, *Histoire générale du socialisme, op. cit.*, t. II.

3. G. Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1963, p. 186.

4. APP, classement provisoire I, dossier Cachin.

5. En juin 1920, Chauvelon, universitaire et membre du Parti communiste de Péricat, déclare aux étudiants qu'il fonde les plus grands espoirs sur leur sincérité et le concours précieux qu'ils peuvent apporter à la propagande dans les milieux populaires (AN F7 12967). A la même date, Verhaege déclare que « l'université Floréal », devant laquelle il s'exprime, a pour but « de faire l'éducation du peuple et de préparer son avènement vers un monde nouveau » (AN F7 12967).

6. Outre les trois délégués permanents que sont R. Verfeuil, Lucie Colliard et F. Veyren (qui sera remplacé par Treint), et auxquels s'ajoute C.-A. Julien pour l'Afrique du Nord, la commission se compose de P. Vaillant-Couturier, A. Blanc, Rappoport, Treint, Renoult, Marthe Bigot, Bestel et Marcel Cachin. Cf. R. Wohl, *French Communism in the making, 1914-1924*, Standford, Stanford University Press, 1966.

7. Le groupe parlementaire SFIO comptait 68 élus en 1919. Le groupe parlementaire SFIC n'en compte plus que 14 (G. Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1963, p. 224-225).

8. Nous ne traitons ici de la presse que pour expliquer la confiance en la « propagande ». On se reportera pour plus de détails à la thèse de troisième cycle de S. Pey, *Structures internes et rythmes de développement de la section d'agitation et propagande du Parti communiste français entre les deux guerres*, Université de Toulouse, 1976, t. I, p. 61 à 65 (texte dactylographié).

9. Lors du congrès administratif du parti, Frossard rappelle que le parti a perdu cinq quotidiens de province sur six (il conserve *La Dépêche de l'Aube*), mais a conservé, en revanche, la plupart des hebdomadaires et *La Voix paysanne* (*L'Humanité*, 16-18 mars 1921). L'appréciation exacte du nombre de journaux s'avère pourtant difficile : certains de ces organes ont la vie brève. De plus, il est souvent malaisé de différencier les hebdomadaires communistes des hebdomadaires syndicalistes. Les « comptes rendus des séances du groupe socialiste de Saint-Dié » de 1920 à 1921, publiés dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 7, permettent de comprendre comment minorité et majorité se sont disputé et partagé la presse.

10. L'expérience malheureuse de *L'Internationale*, créée en octobre 1921, et dirigée par D. Renoult, montre, a contrario, les difficultés qu'il y a à implanter de nouveaux moyens de propagande et dont souffrent les autres sections de l'Internationale. Elle tire

à 21 500 exemplaires (Institut Maurice Thorez, archives Renoult) mais ne vend jamais plus d'une dizaine de milliers d'exemplaires.

11. LEB, « Les cadres dans le PCF », *La correspondance internationale*, 65, 6 août 1932.

12. Rappoport, *L'Humanité*, 8 février 1922.

13. Nous avons recensé 24 auteurs de cours ou schémas de conférence pour les deux écoles et le bulletin de la presse de province. Ils se répartissent comme suit (1921-1922) ; Rappoport, 33 cours ; Ker, 19 ; Laurat, 8 ; Y. Travaux, 8 ; Dunois, 7 ; A. Coen, 5 ; A. Mary, 5 ; Louis Sellier, 4 ; Jegou, 3 ; Treint, 3 ; J. Micouleau, 2 ; Labrousse, 2 ; puis M. Rauze, P. Landeman, E. Girault, M. Ker, J. Lallemand, Pioch, G. Tourette, Ripert, Ermenonville.

14. C'est le cas de *La Revue communiste* de Rappoport, qui crée du reste à sa propre initiative l'école communiste marxiste, en mars 1919 (voir plus loin). C'est encore le cas du *Journal du peuple*, de F. Fabre, de *La Vague*, de Brizon.

15. C'est le cas du *Bulletin communiste*, organe du comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale, devenu, en novembre 1921, l'hebdomadaire du parti, mais qui demeure marqué par la personnalité de Souvarine.

16. Institut Maurice Thorez, cote 80, 1922 ; sur ce rapport, voir plus loin.

17. Créée en mars 1920.

18. *La Revue communiste*, 1, mars 1920.

19. Rappoport dirige avec Ker et Loriot le *Bulletin*, en l'absence de Souvarine, délégué à l'Internationale communiste.

20. Dunois, « A propos de l'Etat et la Révolution », *Bulletin communiste*, 36-37, 1er septembre 1921.

21. En mars 1921, la commission de propagande émet le vœu que le parti soit divisé en régions dotées chacune d'un délégué à la propagande. Cette réorganisation devra être faite avant le 1er avril 1921. Ces délégués seront appointés (*L'Humanité*, 18 mars 1921). En décembre 1921, lors du congrès de Marseille, on prévoit quinze régions qui toutes, sauf la Seine, qui jouit d'un statut particulier, seront dotées de propagandistes (*L'Humanité*, 3 décembre 1921). En octobre 1921, le congrès de Paris abandonne le projet, en raison du fléchissement des effectifs du parti et de l'insuffisance de ses ressources.

22. Le rapport établi par le secrétariat général du parti à l'occasion du congrès de Marseille la crédite de 20 000 cartes (sur un total de 131 476). Un second rapport, dressé pour le congrès de 1922, et qui précise l'état des effectifs en octobre 1921, ne la crédite que de 15 167 cartes sur un total de 109 931. Selon la première des hypothèses, elle vient en seconde position après la fédération du Nord ; elle passe dans la seconde des hypothèses. A. Kriegel, *Aux origines...*, *op. cit.*, p. 846.

23. A la différence de l'école du propagandiste, celle-ci est une création de Rappoport et n'est pas un organisme officiel du parti. Il s'agit, en fait, d'une suite de conférences échelonnées de mars à novembre, à raison de deux cours par semaine. On peut s'inscrire au mois (deux francs) ou payer un droit d'entrée à chaque conférence (*L'Humanité*, 8 février 1922). C'est assez dire que l'école n'est pas conçue comme un tout indissociable mais comme un simple lieu de culture individuelle. Dans la tradition des vieilles universités populaires, elle recrute ses élèves sur la base du strict volontariat. On ne connaît rien de leur composition sociale, rien de ses résultats. Peut-on se fier à ce jugement de cinq ans postérieur et qui émane d'un élève de la première école du Parti communiste française ? « Les conférences avaient un caractère très théorique et réclamaient un haut niveau intellectuel. Elles ne m'apportèrent aucun fruit. » (*La génération léniniste du prolétariat français*, éditée à Moscou, en russe, en 1925, biographie de Brisset.) En 1921, l'école reçoit plus de six cents élèves et ouvre une annexe à Levallois.

24. Composé de Ker, Papillot, Bonnaud, Jégou, Dupont, Luc Mériga. Nous extrayons toutes ces données d'une brochure publiée en 1921, sous le titre *Ecole du propagandiste* (Parti socialiste SFIC (*sic*), fédération de la Seine).

25. Composée de sept sous-commissions : propagande verbale, bibliothèque, art,

pupilles, presse, propagande écrite, école du propagandiste. Il est dit des deux dernières qu'elles sont les plus importantes. Sont membres de cette commission : Baptiste, Chasseigne, Bayer, Conrad, Favier, Lafond, Métayer, Piétri, Pioch, Reymond, Rochefeuil, Soutif (AN F7 13490).

26. *L'Humanité*, 8 février 1922.

27. L'école du propagandiste, *Le socialisme*, cours n° 3.

28. Brochure citée.

29. Pour reprendre une expression de Maurice Moissonnier. Rapport devant le séminaire des historiens communistes, Institut Maurice Thorez, 14-15 octobre 1972 (texte dactylographié).

30. Parmi eux, deux députés : Muller et Piquemal.

31. Historien, adhérent au Parti communiste depuis le congrès de Tours.

32. Des expériences similaires ont, de fait, eu lieu en province. Elles étaient, pour certaines, animées par des élèves ayant suivi les cours de la fédération de la Seine. C'est le cas de Fégy qui anime, en août 1921, à Lyon, une « organisation de propagande et d'éducation de la 17e entente de la JC qui prend le nom de « centrale communiste d'éducation ouvrière ». Fégy est employé ; il est assisté de Forestier (employé à la coopérative de *L'Avenir régional*) et de Laurent (étudiant à la Faculté des lettres de Lyon). (AN F7 13480.) Doriot aurait été désigné par la JC pour suivre ces cours et les répercuter ensuite devant la Jeunesse communiste (AN F7 13480, 11 août 1921).

33. *L'Humanité*, 28 janvier 1922.

3.

1. Institut Maurice Thorez, cote 80, 1922, « Le parti tâche, naturellement, par des écoles marxistes et ses écoles de propagandistes, de former des cadres. Cependant, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la portée de ces écoles. »

2. Sadoul est alors chargé de diriger de Moscou la propagande en direction de l'Europe occidentale AN F7 13490, 28 septembre 1921).

3. Encore le mot d'ordre de « lutte sur les deux fronts », alors adopté, énonce-t-il que l'opportunisme de droite demeure le danger principal.

4. Lors du IIe congrès de l'Internationale, les principes énoncés par les vingt et une conditions priment, s'agissant de la France, sur ceux qu'énonce *La maladie infantile...* Cf. D. Tartakowsky, « Autour des vingt et une conditions », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 7, 1974.

5. Lénine, *l'Etat et la révolution* ; *La Révolution prolétarienne*. Varga, *La dictature du prolétariat*.

6. *Bulletin communiste*.

Nombre d'articles de :	1920	1921	1922
Zinoviev	20	14	10
Lénine	14	8	5
Trotsky	11	7	12
Boukharine	5	2	1
Kamenev	1	2	1

Sur ce qu'il nomme « le culte de Trotsky », on se reportera encore à R. Wohl, *French communism...*, *op. cit.*, p. 369.

7. P. Lévy, *Trotsky*, Librairie du Parti socialiste et de l'Humanité).

8. Si la question du gauchisme, posée dans les termes où l'aborde *La maladie infantile...* ne concerne pas la SFIO, elle concerne, en revanche, les syndicats minoritai-

res. *La Vie ouvrière* consacre, du reste, une place importante à celui de ses chapitres qui porte sur la nécessité de militer dans les syndicats réactionnaires.

9. C'est là une donnée toute relative. Selon Souvarine, les tirages des « classiques » seraient, en 1923, les suivants : *La maladie infantile...*, 4 300 exemplaires ; *Terrorisme et communisme*, 2 070 exemplaires. Les autres ouvrages de Lénine et Trotsky : 1 500 exemplaires (*Bulletin communiste*, 8 mars 1923). Ce même numéro présente *La maladie infantile...* dans un article intitulé « Une leçon de stratégie ».

10. T. Judt, *La reconstruction du Parti socialiste, 1921-1926*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, p. 77-78.

11. Dont la dernière édition datait de 1901 (Editions Giard).

12. Encore portent-ils l'un et l'autre sur la Commune (1922).

13. Lénine, « La correspondance de Marx et Engels », *Bulletin communiste*, 1921, p. 19. Jules Jean, « Le bolchevisme comme doctrine marxiste et la dictature du prolétariat », « Le bolchevisme est le marxisme tout court », *Bulletin communiste*, 1921, p. 952. Labrousse, « Avec ou contre le marxisme traditionnel », *Bulletin communiste*, 1922, p. 812.

14. Dunois, « De Napoléon à K. Marx : deux anniversaires », *Bulletin communiste*, 1921, p. 297 ; « Marxisme et syndicalisme », *Bulletin communiste*, 1921, p. 425.

15. Edité en 1921, puis réédité en 1923 et 1924.

16. Elle est préfacée par Dunois, préface reproduite dans le *Bulletin communiste* 1921, p. 315.

17. Toujours préfacé par Dunois, tirage 10 000 exemplaires.

18. *L'Humanité*, 21 février 1921.

19. Nous intégrons dans cette étude les cours du propagandiste (1921-1922), les cours de l'école communiste-marxiste, les conférences adressées par le *Bulletin de la presse communiste* à la presse communiste de province (1921-1922).

20. Cf. un témoignage identique dans J. Duclos, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1968, t. I.

21. En réponse à un questionnaire adressé par nous aux vétérans, certains répondent 1918 ou 1919 à la question : « Date d'adhésion au parti ». Il y a pour eux continuité.

22. Interview du 16 décembre 1973.

23. Rappoport, Ecole communiste-marxiste, « La théorie marxiste et la révolution russe ».

24. E. Labrousse, « Révolution française et Révolution russe », conférence publiée dans le *Bulletin de la presse communiste*.

25. N'ayant pas retrouvé le texte même de la conférence d'E. Labrousse, nous avons cru pouvoir nous appuyer sur cet article qui lui est contemporain. *L'Humanité*, 3 novembre 1921. E. Labrousse avait bien voulu nous en signaler l'existence.

26. Interview du 16 décembre 1973.

27. C'est-à-dire aux populistes. Rappoport, Ecole communiste-marxiste, cahier n° 8, « La maladie infantile du communisme ».

28. Ces deux termes nous paraissent révélateurs des conceptions réductrices qu'on se fait du parti (voir plus loin).

29. Treint, Ecole communiste-marxiste, cahier n° 9, « Les Jacobins et la Révolution française ».

30. Rappoport, Ecole communiste-marxiste, cahier n° 8, « La maladie infantile du communisme » ; « Le IIIe congrès de l'Internationale de Moscou ». Il y justifie aussi les positions de Lénine sur l'abstentionnisme par référence à Guesde.

31. Rappoport, Ecole communiste-marxiste, cahiers n° 4 et 7, « La théorie marxiste et la Révolution russe ».

32. *Idem*.

33. C'est la structure de presque tous les cours prononcés à l'Ecole communiste-marxiste. Cf. M. Rauzé, « La femme, du communisme primitif au communisme futur », Ecole communiste-marxiste, cahier n° 10. E. Girault, « Le communisme agraire », cahier n° 13 (qui débute avec les dynasties pharaoniques pour aboutir à

1921). E. Labrousse, « Comment évoluent les guerres dites de défense nationale », *Bulletin de la presse communiste*.

34. On peut donc tout aussi bien expliquer l'échec de la Commune par référence à la Révolution russe. Cf. P. Louis, « La Commune », Ecole communiste-marxiste, cahier n° 3. Ker, « La Commune et la Révolution bolchevique », *Bulletin de la presse communiste* (texte non retrouvé).

35. Cela ne va pas parfois sans une naïveté certaine. Ainsi M. Rauzé écrit-elle, dans le cours qu'elle consacrera à « La femme, du communisme primitif au communisme futur » : « J'ai essayé de faire quelque chose d'aussi marxiste que possible », cahier n° 10.

36. *L'Humanité*, 8 février 1922.

37. Ils sont publiés en dix fascicules par le Parti socialiste (SFIC) ; fédération de la Seine.

38. Brochure n° 10.

39. Cours n° 7.

40. Cours n° 5.

41. Cours n° 7.

42. Lénine, *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, Œuvres, t. XIX, p. 13.

43. Nous empruntons ce titre à la brochure de Sorel (Rivière, 1908).

44. Onze ouvrages du catalogue de la Librairie de l'Humanité sont consacrés au marxisme : Cf. Cornelissen, *Théorie de la valeur*. B. Croce, *Matérialisme historique et économie marxiste*. Labriola, *K. Marx, l'économiste et le socialiste*. Sorel, *La décomposition du marxisme*. E. Ferri, *Darwin, Spencer, Marx*. Delville, *Le déterminisme de K. Marx ; La méthode historique de K. Marx*. Rappoport, *La philosophie de l'Histoire comme science de l'évolution*. Longuet, *La politique internationale du marxisme*. On peut ajouter ces trois tomes que *l'Histoire des doctrines socialistes* consacre à Marx : Dunois, *L'économiste*. Rappoport, *L'historien*. Renoult, *L'homme d'action*.

45. Les textes de Marx inscrits au catalogue de la Librairie de l'Humanité en 1921, sont les suivants : *Le Capital* (épuisé) ; *Misère de la philosophie* (épuisé) ; *Révolution et contre-révolution en Allemagne ; Contribution à la critique de l'économie politique ; Salaires, prix et profits ; l'Allemagne en 1848 ; Les luttes de classes en France ; Le 18 Brumaire ; Critique de l'économie politique* (épuisé) ; *Histoire de la Commune* (épuisé) ; *L'adresse inaugurale ; Le Manifeste*. Pour Engels, il s'agit de *l'Anti-Dühring* et de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* ; l'essentiel de ces textes émanant des Editions Giard et Costes.

46. C'est-à-dire au niveau de l'accumulation capitaliste.

47. Rappoport, Ecole communiste-marxiste, cahier n° 2, « Le Capital ». Le cours aborde les points suivants : la valeur, la marchandise, la loi de la valeur, l'accumulation capitaliste.

48. *Bulletin de la presse communiste*, « L'anarchie capitaliste en 1921 » (P. Louis) « La crise économique et le chômage » (Laurat). « La crise financière de l'Etat bourgeois » (Laurat). « Une source de conflit international : le pétrole » (A. Coen).

49. Institut Maurice Thorez, cote 50 ; résumé du cours du 3 avril 1921.

50. « Le Capital », cours cité.

51. On se reportera, pour une étude de la pénétration de Hegel en France, à R. Salvadori, *Hegel in Francia*, De Donato, 1974.

52. « Le Capital », cours cité.

53. Il s'agit sans doute d'un de ces « grands savants de bonne foi » dont parlait Rappoport, *L'Humanité*, 8 février 1922.

54. Ecole communiste-marxiste, « Division du travail et centralisation », cours n° 10.

55. Ils président également à la rubrique « Science et philosophie » du catalogue de la Librairie de l'Humanité, où les récits d'expéditions scientifiques, les ouvrages sur l'évolution de l'humanité occupent une grande place. On y trouve encore des ouvrages de Comte, Darwin, Fabre, F. Grave, Kropotkine, Nietzsche, Reclus, Jaurès *(De la réalité du monde sensible)* ; Taine, Charcot, Poincaré, Tolstoï, Bergson, c'est-à-dire, pour

l'essentiel, le vieux fonds positiviste français. Un seul titre de Hegel, *La philosophie de la nature*, mais il est signalé comme étant épuisé.

56. Cours du propagandiste, « Histoire de la pensée socialiste », cours n° 1.

57. Du moins, H. Roland-Holst l'affirme-t-elle en ces termes dans un article qu'elle consacre à Marx, Cf. *Bulletin communiste*, 18, 5 mai 1921, « Karl Marx » : « Au cours du XIXe siècle, il n'est guère que l'œuvre de Darwin qui soit comparable à celle de Marx par son importance novatrice et son influence capitale sur la pensée de l'humanité civilisée. Mais combien le profond *penseur*, l'économiste et l'historien que fut Marx dépasse en universalité et en audace intellectuelle le naturaliste spécialiste timoré sous maints rapports que fut Darwin. » Traitant ensuite du matérialisme historique, l'auteur déclare « que le terme le plus exact serait le déterminisme historique ». Cf. encore P. Lafargue, *Le déterminisme économique de Karl Marx*, Paris, Giard, 1928.

58. Ecole communiste-marxiste, cahier n° 8, « La maladie infantile du communisme ».

59. Cf. sur ce point le cours qu'Ernest Girault consacre au « Communisme et la paysannerie » (Ecole communiste-marxiste, cahier n° 13).

60. Qui n'est du reste jamais invoqué. Tout juste peut-on le déduire de l'analyse des expériences étrangères dont on fait état, et en particulier de l'expérience allemande. Ker, « Les conseils d'entreprise en Allemagne ».

61. « Cette classe, ou plutôt cette fraction de classe », écrit Paul Louis, à propos de la « petite-bourgeoisie parisienne, « a toujours été sans doctrine ». Cours n° 13, « La Commune » (Ecole communiste-marxiste). S'il reprend certaines analyses du *18 Brumaire*, il les transpose mécaniquement. Aucun des cours n'aborde la question du radicalisme.

62. Rappoport, « Le Capital », cours cité.

63. On les retrouverait dans les autres partis sociaux-démocrates. Cf. l'exemple de Serrati dans l'ouvrage de De Felice, *Serrati Bordiga, Gramsci, op. cit.*, p. 51, « Tradition et révolution ».

64. Renvoyons à l'article de l'historien soviétique, M. Gefter, « Lénine et la perspective historique », *Recherches internationales*, 62, 1er trimestre 1969.

65. Une telle analyse contribue à expliquer les analyses que fournit le Parti communiste sur le front unique en 1921 : SFIC et SFIO sont comprises comme deux organisations homogènes dont l'une regroupe ceux qui ont compris, l'autre ceux qui ne l'ont pas encore fait. Il ne s'agit donc que d'expliquer aux socialistes, perçus comme des individus, que leurs chefs les trompent.

66. Sept cours dont cinq de « pratique ».

67. *Programme de l'école, op. cit.* En 1922, six cours sont encore consacrés à « l'art oratoire » : le Dr Jules Lallemand traite de la physiologie de l'art oratoire ; Jules Micouleau de la logique, en des termes que ne désavouerait pas la philosophie officielle d'alors. Pioch reprend ses cours des années précédentes.

68. *L'Humanité*, 12 janvier 1921.

69. Ecole communiste-marxiste, cahier n° 4, « La théorie marxiste et la Révolution russe ».

70. Ecole communiste-marxiste, cahier n° 5.

71. Cette réduction permet à Paul Louis d'affirmer que la Commune de Paris fut « une grande expérience socialiste en ce sens que, pour la première fois, le prolétariat *fut associé à l'exercice du pouvoir* ». Ecole communiste-marxiste, cahier n° 3, « L'expérience de la Commune de Paris ». Ce cours fait à plusieurs reprises référence à Trotsky. Il ne contient encore aucune allusion à ce qui va devenir la référence obligée de quiconque parle de la Commune, *L'Etat et la révolution*.

72. Le seul cours de l'Ecole communiste-marxiste consacré à *l'expérience de l'Etat soviétique* porte sur le « Code bochevique du mariage » (A. Coen, cours n° 11). Cf. encore le cours de E. Girault, « Il faut faire comprendre aux paysans que leur devoir est de procéder à la reprise du sol *pour appliquer la nouvelle forme juridique de la Commune agraire* ».

73. Ecole du propagandiste, cours assuré par P. Louis (2 séances).

74. *Idem*, cours assuré par Dunois (4 séances).

75. *Idem*, cours assuré par L. Sellier (4 séances).

76. *Idem*, cours assuré par Jégou (3 séances).

77. Qui apparaît, toutefois, en 1922, au travers d'une conférence sur la guerre, d'une autre sur le front unique et son application en France (*Bulletin de la presse communiste*). Ces deux conférences sont l'une et l'autre faites par A. Ker. Revues et éditions communistes traitent, elles aussi, du parti de façon extrêmement organisationnelle. En 1920, le *Bulletin communiste* consacre 72 % de ses articles à la réorganisation du parti ; en 1921, 66 % ; en 1922, 75 %.

78. M. Gefter, *Lénine et la perspective..., op. cit.*

79. *Ibid.*

80. Encore appelée Internationale deux et demi, créée en février 1921, par les indépendants allemands et les longuettistes français.

81. Il s'agit essentiellement de la section allemande.

82. Juillet 1920, « Lettre à tous les membres du Parti socialiste, à tous les prolétaires conscients de France ».

83. Elle accueille des auteurs que la Librairie du Parti socialiste s'était refusée à abriter avant 1921 : Barbusse, Sadoul, Pascal, mais aussi Lénine, Zinoviev et Trotsky. Les explications continuent à venir de l'extérieur.

84. AN F^7 13490, novembre 1921 (sources non indiquées).

85. Jusqu'en 1925 du moins. A cette date, et du fait des répercussions de la « question russe » sur le mouvement ouvrier français (voir plus loin), ceux-ci sont édités par les Editions de la CGTU. Ce tournant accélère le déclin de la Librairie du travail.

86. Editions de la Jeunesse communiste.

87. En particulier un choix de textes de Lénine, Trotsky et Liebnecht intitulé *Contre le militarisme bourgeois* ; chacun publie, décidément, son propre Lénine.

88. Thèses sur la tactique in *Manifestes, thèses et résolutions, op. cit.*, p. 99.

89. *Bulletin communiste*, 2, janvier 1922.

90. Il ne saurait être question d'étudier ici l'attitude des différentes tendances face à la politique de front unique. On se reportera à Trotsky, *Le mouvement communiste en France, 1919-1939*, Paris, Editions de Minuit, p. 97 à 269 ; R. Wohl, *French communism..., op. cit.*, chap. VII, VIII, IX ; J. Humbert-Droz, *L'œil de Moscou à Paris*, Paris, Julliard, 1964 ; J. Humbert-Droz, *Mémoires*, t. II, *De Lénine à Staline* chap. VIII, « La consolidation du PCF ».

91. Comité directeur du 17 janvier.

92. 15-19 octobre. Cf. R. Wohl., *French communism..., op. cit.*, p. 235 et suiv., et L. Bodin, *Le drame politique du congrès de Paris*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1922. Deux motions s'y affrontent : une motion de compromis entre le centre et la gauche (Frossard-Souvarine), favorable au front unique ; une motion de droite, qui lui est hostile (Renoult-Dondicol).

93. Le point 1 de la lettre de juillet 1920, spécifiquement destinée à la France, est consacré au groupe parlementaire. Les points 2 et 3 à la presse. Dans le texte des vingt et une conditions, ces problèmes occupent respectivement la 11e et la 1re place.

94. Hormis les cantonales des 14 et 21 mai 1922 où la SFIC recueille 369 047 voix.

95. Statut de la presse, *L'Humanité*, 16 mars 1921.

96. Institut Maurice Thorez, cote 80, (rapport dactylographié), « Perspectives et tâches du PCF ». Ce rapport très riche n'est ni signé ni daté. On peut affirmer avec certitude qu'il est antérieur à février 1922 puisqu'il vante les mérites de la *Revue communiste* de Rappoport qui disparaît à cette date. Il s'agit sans doute du rapport établi en janvier 1922 par Kolarov, et auquel Sellier fait allusion dans son rapport pour le CE élargi de l'Internationale communiste de mai-juin 1923 (*Cahier d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, art. cité).

97. *Ibid.*

98. En particulier, *La Vague*, de Brizon et *Le Journal du peuple*, de Fabre.

99. En 1923, il tire 5 000 exemplaires ; le parti compte alors 53 000 membres.

100. C'est, du reste, en 1923, que sont publiées pour la première fois sous forme de brochure les vingt et une conditions.

CHAPITRE II

1.

1. *Manifestes, thèses et résolutions, op. cit.*, p. 195.
2. « Un Parti communiste », *Bulletin communiste*, 14, 5 avril 1923.
3. 5 novembre-5 décembre 1922. Cf. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, p. 106 et suiv.
4. « Résolution sur la presse », *L'Humanité*, 16 février 1921. « Statut de la presse », *L'Humanité*, 16 mars 1921.
5. « Programme de travail et d'action du Parti communiste français » adopté par le IVe congrès mondial. *Manifestes, thèses et résolutions, op. cit.*, p. 189 et 206.
6. Cf. Trotsky, « Le communisme français et l'attitude du camarade Rappoport », *Bulletin communiste*, 26, 1922.
7. Pour rallier au communisme les syndicalistes encore hésitants, il s'efforce de démontrer que le marxisme ne saurait être rendu coupable des déviations parlementaristes propres aux partis de la Deuxième Internationale.
8. V. Serge, présentation de *L'impérialisme... :* « Lénine est un révolutionnaire génial et armé d'une méthode scientifique, le marxisme révolutionnaire », *Bulletin communiste*, 33, 16 août 1923. Cf. encore Boukharine, « Un grand parti marxiste », *Bulletin communiste*, 11, 15 mars 1923. Riazanov, « Marx et le PC russe », *Bulletin communiste*, 32, 9 août 1923.
9. L. Revo, « R. Luxemburg, continuatrice de K. Marx », *Bulletin communiste*, 21, 1923, p. 257.
10. Néanmoins réédité en 1923.
11. Cf. *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, Librairie de l'Humanité, ouvrage traduit et présenté par V. Serge, *Bulletin communiste*, 24, 1923, p. 302. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », *ibid.*, 38, 1923, p. 583. Cf. sur le même sujet, Duret, « Marxisme, blanquisme et action de rue », *ibid.*, 49, 6 décembre 1923.
12. C'est au cours de l'année 1923 que se dessinent, dans le *Bulletin*, les prémices d'un culte de Lénine, et ce en dépit d'un article de M. Léon intitulé « Contre le subjectivisme historique », *Bulletin communiste*, 25, 21 juin 1923. Cf. Souvarine, « L'attentat contre Lénine », *ibid.*, 35, p. 520. Litvinov, « Lénine n'est pas seulement le nom du chef aimé, c'est un programme, une tactique, un catéchisme et une philosophie », *ibid.*, 48, 29 novembre 1923. Zinoviev, « La révolution et notre parti sont pour les neuf dixièmes l'œuvre de notre chef Lénine ».
13. P. Pascal, « Ce que sont les amis du peuple : le premier écrit de Lénine », *Bulletin communiste*, 25, 1923, p. 323. Cf. dans le même esprit, Boukharine, *ibid.*, 11, 1924, p. 164 : « Jamais le marxisme ne se fige chez nous en un dogme mort ; il est instrument pratique ; ce n'est pas un texte, c'est un esprit. Ni scolastique, ni talmudisme, mais l'intelligence générale de la dialectique de Marx. »
14. *Manifestes, thèses et résolutions, op. cit.*, p. 200.
15. Souvarine en avait perdu la direction lors du congrès de Paris. Deux numéros 43 sont parus au lendemain du congrès, dont un dirigé par Souvarine. Souvarine et Dunois reprennent la direction du journal dès le numéro 44.
16. 1er janvier 1923.
17. « Rapport de Sellier pour le comité exécutif élargi de l'*Internationale communiste* de mai-juin 1923 », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 6, 1974.
18. « Lettre de Humbert-Droz à Zinoviev, 13 mars 1923 » in *Origines et débuts des PC des pays latins* (1919-1923), D. Reidel Publish Company, Dordrecht, 1970.

19. Sellier, rapport cité.
20. *Ibid.*
21. Cf. Sellier, rapport cité et Treint, *Bulletin communiste*, 1, 4 janvier 1924.
22. Treint, *ibid.* Cette lutte est menée en particulier par l'introduction dans un certain nombre de régions (Midi) de suppléments régionaux gratuits de *L'Humanité*.
23. On se reportera sur ce point aux cartes dressées par A. Kriegel, *Aux origines du communisme français, op. cit.*, t. II, p. 812 et suiv., « Significations chiffrées de la scission ».
24. Elle négocie avec la fédération de la Seine la répartition des sièges dans les organismes dirigeants du parti.
25. Dont l'origine, nous en avons fait état dans notre premier chapitre, est justement due à la démarche des socialistes du Nord auprès de Rappoport. Il faut y voir la prégnance du guesdisme sur cette région.
26. A. Merlay, « Pour un travail fécond », *Bulletin communiste*, 25, 21 juin 1923.
27. Et peut-être, du même fait, plus consciente de son manque de cadres.
28. Institut Maurice Thorez, cote 50.
29. 11 janvier 1923.

2.

1. Sur ces questions, cf. R. Wohl, *French communism ..., op. cit.*, p. 321-327, « The left takes charge ». R. Deboisvieux, *Les Jeunesses communistes de France et l'occupation de la Ruhr*, mémoire de maîtrise réalisé sous la direction de René Galissot (Vincennes, 1973). R. Galissot, « Le parti à l'état naissant : l'apport des JC », *Recherches et débats*, 1 (supplément aux *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*).
2. Cf. R. Wohl, *French communism ..., op. cit.*, p. 343-348, et J. Charles et J.-L. Robert, « CGTU et PCF », communication à l'Institut Maurice Thorez, 1973 (texte dactylographié).
3. C'est en particulier le cas de Péri, Doriot, Guy Jerram.
4. C'est le cas de Monatte et de Sémard.
5. 20-24 janvier 1924.
6. On retrouve jusque dans les démonstrations de « gauche » cette idée selon laquelle la théorie est simple lecture du réel.
7. A. Merlay, « Pour un travail fécond », *Bulletin communiste*, 25, 21 juin 1923.
8. *Bulletin communiste*, 5, 1er février 1924. Souvarine, « Lénine et les communistes français ». On retrouve la même idée chez P. Pascal (*La Correspondance internationale* 9, 6 février 1924) : « S'il y a des communistes, non parmi les intellectuels mais parmi les ouvriers, ils ne le sont pas devenus par l'étude du *Capital* mais par la lecture de *La Maladie infantile ...*, du *Renégat Kautsky* et de *L'Etat et la révolution* » (« Lénine et les travailleurs français »).
9. Mais cela se réduit encore trop, l'étude du *Bulletin communiste* en fait foi, à de simples questions d'organisation.
10. *Bulletin communiste*, 5, 1er février 1924, « L'ère léninienne ».
11. *Bulletin communiste*, 5, 1er février 1924, « Lénine et les nés de la guerre ».
12. Syndicaliste révolutionnaire, secrétaire fédéral du Parti socialiste, puis du Parti communiste en Tunisie.
13. *Bulletin communiste*, 5, 1er février 1924 : « Lénine, génie de notre classe ».
14. Si le courant pacifiste se trouve représenté, les intellectuels pacifistes sont par contre éliminés de cet hommage.

CHAPITRE III

1.

1. *Cahiers du bolchevisme*, 2, 28 novembre 1924, « Idéologie, direction et organisation homogènes ».

2. « Des principes du léninisme » (avril 1924), in *Les questions du léninisme*, Paris, Editions sociales, 1946.

3. Cf. E. Carr, *The interregnum, Socialism in one country*, Penguin Books, 1969, t. I et Milos Hajek, *Storia dell'internazionale communista*, Editori Riuniti, 1972, « Anni di prove difficili ».

4. « Thèses sur la tactique », *Bulletin du Ve congrès de l'Internationale communiste*, 19, 6 juillet 1924.

5. Zinoviev, *Les perspectives internationales et la bolchevisation, la stabilisation du capitalisme et la révolution mondiale*, Librairie de l'Humanité, 1925.

6. *La Correspondance internationale*, 61, 1924, p. 653. Un article des *Cahiers du bolchevisme*, paru en novembre 1924 (*Cahiers du bolchevisme*, 2) se demande de même comment doter le parti d'une « idéologie, direction et organisation homogènes » à partir d'éléments venus du guesdisme, de l'anarchisme, du syndicalisme et de l'hervéisme).

7. *La Correspondance internationale*, 61, 1924.

8. Sur ces questions, cf. E. Carr, *The interregnum (1923-1924)*, Penguin Books, 1969, t. III, « The triumvirate in power ».

9. 15 décembre 1923. Ce même numéro de la *Pravda* publie un article de Staline sur le CC du 8 décembre 1923, et deux articles de Trotsky. L'ensemble de ces documents sont reproduits dans *La Correspondance internationale*, 8, 21 janvier 1924, p. 69-82.

10. La *Pravda*, 28 au 30 décembre 1923, 1er janvier 1924, 4 janvier 1924, reproduit dans *La Correspondance internationale*, 13, 28 janvier 1924, p. 128-138.

11. *Bulletin communiste*, 3 et 4, 1924. Publié en 1924 par la Librairie du travail.

12. 16 janvier 1924.

13. Cf. E. Carr, *The interregnum ... op. cit.*, chap. 14, « The death of Lenin », p. 349 et suiv.

14. Zinoviev, *Bulletin communiste*, 5, 15 février 1924.

15. Cf. éloge funèbre prononcé devant le comité central (E. Carr, *The interregnum, op. cit.*). Rapport de Kalinine sur « Lénine et l'Internationale » devant le Ve congrès (*Bulletin du Ve congrès de l'Internationale communiste*, 4, 19 juin 1924). Cf. encore, *La Correspondance internationale*, 2, 10 janvier 1924. Zinoviev, « L'essence du bolchevisme ». *Ibid.*, 6, 24 janvier 1924, Julius, « Lénine ». *Ibid.*, 9, 6 janvier 1924, Zinoviev, « Lénine ». *Ibid.*, 16, 5 mars 1924, A. Thalheimer, « Lénine théoricien ».

16. *Bulletin communiste*, 7, 15 février 1924.

17. *Des principes du léninisme*, conférences prononcées d'avril à mai 1924 devant l'université Sverdlov, *Bulletin communiste*, 22 à 31, 1924. Réédité cinq fois jusqu'à la guerre par le Bureau d'éditions dans le recueil intitulé *Questions du léninisme*. Selon un bilan des éditions établi en 1931, le tirage de cet ouvrage serait de 3 000 exemplaires (édition de 1930), dont 1 080 en stock. Il faut y ajouter *Le léninisme théorique et pratique* (réédité trois fois entre 1924 et 1933).

18. Sur la nouvelle définition du rapport que Lénine entretient avec Marx. Cf. *La Correspondance internationale*, 6, 24 janvier 1924 ; Julius, « Lénine » : « Marx avait désigné le but. Lénine a montré la voie. Marx avait dit pourquoi, Lénine a dit comment. » *Ibid.*, 6, 24 janvier 1924, Julius, « Lénine et le marxisme ». *Ibid.*, 16,

5 mars 1942, Auguste Thalheimer, « Lénine théoricien ». *Ibid.*, 9, 6 février 1924, Zinoviev parle, dans son article intitulé « Lénine », des tâches des marxistes-léninistes. C'est, à notre connaissance, la première apparition du terme.

19. *Des principes du léninisme, op. cit.*

20. Cf. en particulier, Trotsky, *Lénine*, publié en russe, en juin 1924, et traduit en français par la Librairie du travail en 1925.

21. Sur ces positions de Boukharine, exposées par lui dans *Lénine marxiste*, conférence prononcée lors d'une séance solennelle de l'Académie communiste, 17 février 1924, voir plus loin.

22. Les métaphores militaires vont aller se multipliant.

23. *Des principes du léninisme, op. cit.*

24. Ces « thèses adoptées à l'occasion de l'exécutif élargi d'avril-mai 1925 », n'en seront jamais que la démarcation, *Cahiers du bolchevisme*, n° spécial, 22 mai 1925. En 1924, les *Bases du léninisme*, déjà publiées par le *Bulletin communiste*, sont éditées par la Librairie de l'Humanité. Elles sont suivies par *Léninisme théorique et pratique* (réédité en 1925), puis des *Questions du léninisme*, et de *Questions et réponses*. En 1924, les *Bases du léninisme* paraissent aussi en allemand. Dans un bilan qu'il dresse en 1934, Bela Kun signale qu'elles ont alors été traduites en 26 langues, dont 8 éditions anglaises, 5 allemandes, 5 françaises, 5 espagnoles.

25. Voir plus loin.

26. Avril 1902, *Œuvres*, t. V.

27. On peut s'étonner que ce livre soit réédité alors même qu'est engagée dans le parti français la lutte contre la « droite ». Dans son article intitulé « Bolchevisme et trotskysme », *Cahiers du bolchevisme*, 7 et 8, 2 et 9 janvier 1925, Zinoviev n'écrit-il pas : « On peut dire que l'histoire du bolchevisme est caractérisée par les œuvres suivantes de Lénine : *Les amis du peuple*, *Le développement du capitalisme en Russie*, *Que faire ?*, *Deux tactiques*, *L'Etat et la révolution*, *Le renégat Kautsky*. » Son texte, il est vrai, est avant tout destiné au PC(b)US ; il n'en demeure pas moins notable que disparaissent à la fois *La maladie infantile* ... et *L'impérialisme*... L'assimilation du léninisme au bolchevisme s'avère réductrice en ce qui concerne, du moins, les sections de l'Internationale communiste. Deux hypothèses complémentaires, quant à cette réédition par la Librairie de l'Humanité : ce peut être justement une contre-attaque de cette « droite » qui dirige, jusqu'en avril 1925, par Dunois interposé, la Librairie ; c'est peut-être plus simplement une attaque contre les syndicalistes révolutionnaires. Reproduisant un extrait de *La maladie infantile* ..., les *Cahiers du bolchevisme* privilégient, en effet, le chapitre intitulé, « Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ? », *Cahiers du bolchevisme*, 10, 1925, p. 671.

28. Cette publication s'accompagne d'articles qui mettent l'accent sur la lutte illégale que se doit d'engager le Parti communiste dont la finalité est l'insurrection. On réédite, en 1924, *Sur la route de l'insurrection* (Librairie de l'Humanité) et les *Notes d'un publiciste* (février 1920, t. XXX, p. 370-371) ; *Cahiers du bolchevisme*, 10, 1925, p. 658. Et, dans le premier numéro des *Cahiers du bolchevisme*, H. Borel écrit de Lénine qu'il « répond à tous les problèmes que ne se sont pas posés les partis sociaux-démocrates : la lutte illégale, l'insurrection et sa préparation, les formes d'organisation prolétarienne, le rôle de l'aristocratie ouvrière et des masses organisées ... Il rend au prolétariat sa théorie révolutionnaire, la développe et l'applique à cette importante étape de l'histoire mondiale contemporaine : l'époque du capitalisme impérialiste et de la révolution prolétarienne universelle » (« Lénine et l'opportunisme », *Cahiers du bolchevisme*, 1, 21 novembre 1924). La différence avec la formation stalinienne est notable (le marxisme de l'époque de l'impérialisme et la révolution prolétarienne) ; puisqu'on se dote d'un parti adapté aux conditions de l'illégalité et de l'insurrection, c'est que l'insurrection est proche ... Le n° 11 de *La révolution prolétarienne*, 3 septembre 1925, salue la parution de *Que faire ?* comme celle d'un ouvrage décisif dont il conseille une lecture attentive à la SFIC.

29. *Cahiers du bolchevisme*, 14, 1er mars 1925, p. 90.

30. « La propagande du léninisme », rapport de Milioutine devant le Ve congrès, *Bulletin du Ve congrès de l'Internationale communiste*, 5, 20 janvier 1924.
31. « Thèses sur la propagande », *La Correspondance internationale*, 61, 1924.
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*
34. *Bulletin du Ve congrès de l'Internationale communiste*, 6, 10 juillet 1924.
35. Traduction littérale du terme russe ; il s'agit des permanents.
36. *Bulletin communiste*, 13, 28 mars 1924.
37. Ceci ne préjuge pas des difficultés auxquelles le Parti communiste français va se trouver confronté dans sa construction des cellules d'entreprise. Cf., pour l'étude d'un exemple majeur mais non caractéristique de l'ensemble du parti, le mémoire de maîtrise de J.-P. Depretto sur *L'implantation du Parti communiste aux usines Renault*, Paris, octobre 1974, texte dactylographié.
38. AN F[7] 13495, *Notes russes*, A/4 4/7, 22 mai 1925.
39. *Les questions d'organisation devant le Ve congrès*, Librairie de l'Humanité, 1925.
40. *Les questions d'organisation ... op. cit.*, rapport de Piatnitski.
41. *Ibid.*
42. Gaillard, *Les cellules d'usines*, Librairie de l'Humanité, mai 1924.
43. Outre la cellule, les commissions centrales de travail (mises en place entre 1924 et 1925 et en liaison régulière avec les sections correspondantes auprès de l'exécutif) et les fractions visent à assurer une ligne politique dans le syndicat, les municipalités, le parlement, etc., et à assurer une meilleure cohésion du travail des communistes dans chacun des secteurs considérés.
44. En 1924, 65,1 % des articles parus dans le *Bulletin communiste*, et 67,6 % de ceux des *Cahiers du bolchevisme* sont consacrés aux questions d'organisation.
45. En 1924 et 1925, disparaissent des *Cahiers du bolchevisme* tout article polémique vis-à-vis de la SFIO ou de la CGT.
46. L'exécutif de janvier 1924 prévoit l'existence de cellules de rue destinées à regrouper les militants isolés. Conçues comme un mal nécessaire, mais provisoire, ces cellules ne sont pas à égalité de droit avec les cellules d'usine, dont on entend renforcer le poids au sein des organismes dirigeants du parti.
47. *Les questions d'organisation ..., op. cit.*, rapport de Schuller.
48. *Ibid.*
49. Imposition dont la transformation du *Bulletin communiste* en *Cahiers du bolchevisme* est un exemple, peut-être superficiel, mais néanmoins caractéristique.
50. *Cahiers du bolchevisme*, 1, 21 novembre 1924. Sur le passage de l'une à l'autre de ces revues, voir plus loin.

2.

1. 7-21 janvier 1925.
2. Institut Maurice Thorez, cote 105. Atteste du caractère souvent théorique de leur existence, l'écart important qui existe entre le nombre officiel des cellules et le nombre des journaux édités par elles. Josiane Dragoni n'a recensé que 315 titres différents pour la période qui va de 1924 à juin 1926. J. Dragoni, *Les journaux de cellule du Parti communiste français*, DES, Vincennes 1976, sous la direction de Claude Willard.
3. En mars 1923, Humbert-Droz écrit à Zinoviev : « Hélène (Stasova) vous aura écrit de Berlin concernant les éditions françaises. Il n'y a pas de doute que le travail ne se fait ici que très lentement et sans méthode. Cela provient en grande partie du fait que la direction des éditions change constamment. Dunois s'en occupe en l'absence de Souvarine, mais, dès que celui-ci revient, il reprend tout en main et transforme les plans de Dunois. Hélène m'a demandé de surveiller le travail ici. Cependant, comme Souvarine est très chatouilleux en ce qui concerne les compétences, je ne m'occuperai

ici des éditions que si j'en reçois le mandat précis de l'Internationale », *Origines et débuts des Partis communistes des pays latins*, *op. cit.*, 13 mars 1923.

4. Les ouvrages de Trotsky sont les suivants : 1905, *La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale*. Ils sont présentés aux lecteurs français par Souvarine, *Bulletin communiste*, 16, 1923, p. 167, et Parijanine, *Bulletin communiste*, 14, 1923, p. 14. Zinoviev ne doit qu'à ses fonctions de dirigeant de l'Internationale d'avoir un ouvrage publié. Trotsky demeure donc le seul médiateur vers la réalité soviétique.

5. Le numéro du 14 mars 1924 est le dernier dont Souvarine assure la direction.

6. Cf. R. Wohl, *French communism ...*, *op. cit.*, p. 379 et suiv.

7. Discours du 19 décembre devant le conseil central des syndicats, *Cahiers du bolchevisme*, 7, janvier 1925.

8. *Pravda* et *Izvestia*, 20 décembre 1924, « Octobre et le camarade Trotsky : la théorie de la révolution permanente ». Texte repris en janvier 1925, comme préface à la brochure intitulée *Sur la route d'Octobre*. Repris dans *Les questions du léninisme*, *op. cit.*

9. Cette adéquation constamment répétée est amenée par une suite d'équivalents fournis par les titres mêmes des interventions qui se succèdent alors contre Trotsky, « Léninisme ou trotskysme », Zinoviev, *Cahiers du bolchevisme*, 5, 19 décembre 1924. « Léninisme ou trotskysme », Kamenev. *Ibid*, 5 et 6, 19 et 26 décembre 1924. « Trotskysme ou léninisme », Staline, *Ibid.*, 7, 2 janvier 1925. « Bolchevisme ou trotskysme », Zinoviev, *ibid* ; 7 et 8, 2 et 9 janvier 1925, d'où résulte tout naturellement l'adéquation entre bolchevisme et léninisme. La série des articles contre le trotskysme seront regroupés et publiés en Russie, en 1925, avec une introduction de Rykov sous le titre, *Za leninizm*. Cet ouvrage sera traduit en allemand sous le titre, *Un den Oktober* (1925) et, pour une part, en anglais sous le titre, *The errors of Trotskyism* (1925). E. Carr, *Socialism in one country*, t. II, *op. cit.* p. 24.

10. *Cahiers du bolchevisme*, 7, 2 janvier 1925.

11. Dans sa conception stalinienne, qu'on nommera aussi zinovieviste après la défaite de « l'opposition zinovieviste » au XIVe congrès du PC(b)US de décembre 1925.

12. *Cahiers du bolchevisme*, 7-8, 1925.

13. *Cahiers du bolchevisme*, 2, 28 novembre 1924, « Idéologie, direction et organisation homogène ». *Cahiers du bolchevisme*, n° spécial, 22 mai 1925, « Thèses sur la bolchevisation », « Le trotskysme n'est pas un phénomène russe, c'est un phénomène international ». Cf. encore R. Wohl, *French communism ...*, *op. cit.*, p. 411, « Bolchevization : the fate of opposition ».

14. AN F[7] 12092 ; le comité de rédaction entend maintenir un équilibre entre les cadres anciens et les cadres nouveaux. Il est constitué de P. Vaillant-Couturier, M. Cachin, A. Treint, P. Sémard, S. Girault, L. Sellier, Renaud Jean. Calzan demeure rédacteur en chef. En janvier 1925, ils tirent à 5 300 exemplaires (AN F[7] 13090) ; en septembre 1925, le tirage ne sera plus que de 4 700 exemplaires, *Cahiers du bolchevisme*, 26, 1er septembre 1925 ; cet article signale que de nombreuses cellules ne sont pas abonnées.

15. *Cahiers du bolchevisme*, 1, 21 novembre 1924 : éditorial.

16. Il le demeure jusqu'en mars 1928.

17. La part des articles qui lui est consacrée est de 26,6 % ; elle n'était plus que de 18,9 % dans le *Bulletin communiste* de Calzan.

18. *Cahiers du bolchevisme*, 12, 1925, p. 75. Lettre de Trotsky au plenum du comité central du PCR. On compte, en 1924 et 1925, seize articles émanant du triumvirat, contre quatre de Trotsky.

19. Quatre articles de Treint parus en 1924, dans les *Cahiers du bolchevisme* s'en prennent également à Trotsky.

20. Apparaît, du reste, dans les *Cahiers du bolchevisme*, une rubrique intitulée « Le coin Lénine » ; elle contient à la fois des textes de Lénine et des études qui lui sont consacrées, et fournit un arsenal de citations nécessaires aux militants. Dans le mémoire de maîtrise qu'elle a consacré aux journaux de cellules d'entreprise, de 1924 à

juin 1926, Josiane Dragoni constate que, sur 655 journaux recensés, 552 pratiquent la citation. Les citations se répartissent comme suit :

	Région parisienne	Région du Nord	Région lyonnaise	Autres	Total (en %)
Marx.....	149	9	0	12	170 = 39
Lénine.....	249	2	5	10	266 = 48,5
Autres*	106	10	0	0	116 = 21

* Guesde, Jaurès, Trotsky, Boukharine, Barbusse, Anatole France.

Elle a recensé 63 citations différentes de Lénine. Celles qui reviennent le plus souvent sont : « L'anarchisme et le réformisme sont deux monstruosités qui se complètent l'une l'autre » (47 fois) ; « Les idées deviennent force lorsqu'elles s'emparent des masses » (46 fois) ; Elles sont, toutefois, dépassées par deux citations de Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'affaire des travailleurs eux-mêmes » (49 fois) ; « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » (49 fois). Josiane Dragoni, *Les journaux de cellule du Parti communiste français,* DES, Vincennes, 1976.

21. En 1924, les *Cahiers du bolchevisme* publient contre les « Leçons d'Octobre », les « Lettres de loin », *Cahiers du bolchevisme,* 1, 20 mars 1917, « La première étape de la révolution ». *Ibid.*, 2, 22 mars 1917, « Le nouveau gouvernement et le prolétariat », puis en janvier et mai 1925, « Les notes d'un publiciste » ; « Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ? » ; « La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire ».

22. Institut Maurice Thorez, cote 88, rapport adressé à l'Internationale au lendemain du congrès de Clichy, et spécialement consacré à eux trois.

23. *L'Humanité,* 18 janvier 1925.

24. *Ibid.*

25. Institut Maurice Thorez, cote 88.

26. Les « Thèses sur la bolchevisation des partis de l'Internationale communiste » (n° spécial des *Cahiers du communisme* du 22 mai 1925), critiquent « certaines erreurs théoriques parmi les communistes » ; il s'agit des « communistes de gauche » en Russie, du groupe des marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) et de Rosa Luxemburg, n° spécial des *Cahiers du bolchevisme,* 22 mai 1925. Les « Thèses sur les objectifs de la propagande », *La Correspondance internationale,* 77, p. 646, attaquent encore Lukàcs, Korsch, Graziadei. Dans un article de 1934 portant sur cette période *(La Correspondance internationale,* 23 juin 1934), Bela Kun stigmatisera les membres de l'Internationale communiste alors influencés par les idées social-démocrates : Riazanov, Trotsky, Zinoviev, Bordiga, Thalheimer, Lukàcs, Maslow, Fisher.

27. Rappoport, demeuré membre du parti, est exclu de cette énumération.

28. *Histoire du Parti communiste français,* Bureau d'éditions, 1931, p. 174.

29. *Cahiers du bolchevisme,* 15, 1925.

30. *Le précis du communisme.*

31. Qui publie un ouvrage consacré à Blanqui.

32. Ils paraissent sous le titre *La Commune de Paris.* Dans son compte rendu d'août 1925 (n° 8), *La révolution prolétarienne* le salue comme un ouvrage de grande utilité et accuse *L'Humanité* d'avoir volontairement passé sous silence dans ses comptes rendus et publicités le fait que Dunois en soit l'auteur.

33. En cinq ans, cet ouvrage a été réédité six fois. Il l'avait été sept fois entre 1848 et 1920. Si la bataille qui se mène dans le mouvement ouvrier accélère la pénétration du marxisme en France, il ne faut, toutefois, pas en surestimer l'ampleur.

34. H. Borel, « Lénine sur l'opportunisme », *Cahiers du bolchevisme,* 1, 1924. « Lénine, le marxiste révolutionnaire », *ibid.*, 8, 1925. Berling, « Proudhon contre Marx : syndicalisme contre léninisme » (ce qui permet par glissement une adéquation nouvelle entre Marx et léninisme, *ibid.*, 11, 1925).

35. *La révolution prolétarienne*, 2, février 1925, article de Rosmer.

36. Publié en 1925 par Gallimard, cet ouvrage dénonce le complot contre Trotsky.

37. *L'Humanité*, 15 juillet 1925, articles de Cachin condamnant l'ouvrage ; 16 juillet 1925, mise au point de Trotsky ; nouvelles réserves de la part du comité central ; 13 août, nouvelle mise au point de Trotsky. Cf. *Cahiers du bolchevisme*, 26, 1926, p. 1699, « Depuis qu'Eastman a commencé de mentir ».

38. *La révolution prolétarienne*, 23. Ce texte sera repris par le *Bulletin communiste* qui reparaît, en janvier-mars 1927, après une interruption de onze mois. Il sera enfin repris par *Contre le courant*, organe de l'opposition communiste. Voir plus loin, 2, décembre 1927. En 1926, les *Cahiers du bolchevisme* publient un article de Kroupskaïa intitulé, « La vérité sur le testament de Lénine rétablie par sa veuve », *Cahiers du bolchevisme*, 25, p. 1659.

39. N° 1, octobre 1925.

40. *Chronique de la vie soviétique*, 4, 13 novembre 1925.

41. *Bulletin communiste*, 10 à 15, 1925-1926. Cf. aussi, « La défaite de l'opposition », *La révolution prolétarienne*, 20, Souvarine.

42. *Bulletin communiste*, 2, 30 octobre 1925, « Chronique de la vie soviétique ».

43. *La révolution prolétarienne*, 10, 1925, « La réponse du noyau à deux demandes de Trotsky ».

44. La direction du Parti communiste français élue par le congrès de Clichy est remaniée lors du Ve congrès de l'Internationale communiste. Sémard devient alors secrétaire général du parti.

45. Ils entrent au bureau politique lors du Ve congrès.

46. En 1924-1925, ce qualificatif leur est attribué par leurs adversaires. Ils le doivent à ce que Zinoviev dirige alors l'Internationale et apparaît donc, aux yeux du Parti communiste français, comme l'élément prééminent de la troïka. Du fait des équations posées par le Ve congrès, les dirigeants du Parti communiste français ne peuvent que récuser l'appellation ; ils se définissent quant à eux comme des « léninistes ».

47. D'après le nom de l'école de Bobigny, première école centrale du Parti communiste français (voir plus loin).

48. L'article est rédigé alors que s'ouvre la deuxième de ces écoles, qui se tient à Clichy (voir plus loin).

49. *Bulletin communiste*, 6, 27 novembre 1925.

50. *Bulletin communiste*, 2, 28 novembre 1924.

51. Kurella, *L'Internationale communiste*, 3, 1er novembre 1926.

52. AN F^7^ 13096, en particulier, Gironde, 3 septembre 1924 ; Nord, 3 janvier 1925. Cf., *Bulletin communiste*, 29-31, juillet-août 1924 ; lettre de Dupuy, de la fédération du Rhône, et AN F^7^ 13092, 26 octobre 1924 ; discours prononcé par Doriot devant une assemblée générale de la 4e entente : « *Des cadres !!!* ... Nous sommes pauvres en hommes. Notre passivité en certains endroits provient surtout de notre manque de forces dirigeantes. Il faut changer cette situation. » *L'Humanité*, 19 janvier 1925. Lors du congrès de Clichy, Doron et Duclos dénoncent le manque de cadres en province. Ils y voient la cause de son retard sur Paris.

53. A. Bernard (pseudonyme de A. Kurella), *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste*, Librairie de l'Humanité, 1925. Transposée du russe, la notion de « petit-bourgeois » vise à la fois un mode de pensée et la catégorie socioprofessionnelle où ce mode de pensée est donné comme dominant. Il nous apparaît que dans les écrits des communistes français, ce sont plus aux « intellectuels » et à leurs préjugés que l'on s'attaque. Il y a ici encore ambiguïté quant à la valeur socioprofessionnelle ou plus strictement idéologique.

54. *Ibid.*

55. A. Kurella a bien voulu nous communiquer ces précisions dans une lettre du 20 juin 1973.

56. 23 septembre-16 octobre 1924, regroupe quarante jeunes ouvriers (A. Kurella, *L'Internationale communiste*, 3, 1er novembre 1926).

57. A. Bernard, *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste* (1925).

58. Kurella, *L'Internationale communiste*, 3, art. cité.

59. A. Bernard, « L'école de Bobigny », *Cahiers du bolchevisme*, 29, 16 octobre 1925.

60. Les choses seront très différentes en 1936. L'envoyé de l'Internationale, Fritz Glaubauf, témoigne : « Pendant les discussions préparatoires à Moscou, nous nous mîmes d'accord sur le fait que je ne jouerais en aucune façon le rôle qu'Alfred Kurella avait joué à Bobigny comme directeur de la première école du parti où il faisait lui-même les cours fondamentaux. Mon travail devait consister à donner des conseils aux camarades français et à les aider dans l'établissement du plan d'études et des méthodes. » (Fritz Glaubauf, « Mon travail à l'école d'Arcueil », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 7, 2e trim. 1974.)

61. Elle ne comportera jamais que trois brochures : *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste* (1925) ; *L'ABC de la politique communiste* (1925) ; *Textes choisis sur le capitalisme* (1926).

62. Rappoport le déplore et proteste, lors du congrès de Clichy, contre les critiques implicites qui s'exercent à son encontre, *L'Humanité*, 18 janvier 1925.

63. Lettre de Kurella, déjà citée.

64. *La Correspondance internationale*, 2, 14 janvier 1925, « Programme d'étude des cours élémentaires du parti ».

65. Nous avons relevé, dans *L'ABC de la politique communiste* de Kurella, toutes les phrases qui définissent le marxisme et le qualifient : « Le marxisme complété par Lénine, voilà la base théorique de l'Internationale communiste » ; « Le léninisme : le redressement du marxisme » ; « Avec Lénine, le prolétariat possède une doctrine claire » ; « Le léninisme ... est le marxisme orthodoxe, pur » ; « La social-démocratie fait du marxisme une doctrine figée et dogmatique : quand le capitalisme manifesta de nouvelles formes de développement, la social-démocratie déclara le rôle du marxisme achevé » ; « Lénine : le rétablissement du marxisme intégral » ; « Lénine a rétabli les idées principales du marxisme » ; « Le travail nouveau de Lénine commence là où il applique la méthode marxiste à l'étude des nouvelles formes du capitalisme [avec Lénine] le marxisme est débarrassé de sa déformation pédantesque et idéaliste » ; « L'avant-garde du prolétariat apprend de nouveau à se servir du marxisme comme moyen d'analyse ». Débarrassé de sa gangue social-démocrate, le marxisme est assurément acquitté, mais il lui faut, pour s'en débarrasser, la béquille léniniste.

66. A. Bernard, *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste*, *op. cit.*

67. *La Correspondance internationale*, 2, 14 janvier 1925, « Programme d'étude des cours élémentaires ».

68. A. Bernard, « L'école de Bobigny », *Cahiers du bolchevisme*, 23, 16 octobre 1925.

69. A *L'ABC du communisme*, de Boukharine qui, rédigé avant la crise de 1924, ne se présente, bien sûr, pas comme une réponse directe au débat léninisme ou trotskysme, se substitue, du reste, *L'ABC de la politique communiste*, de A. Bernard.

70. A. Bernard, *Rôle et méthode de l'enseignement léniniste*, *op. cit.* Une telle conception contribue à rendre compte du rejet total par la Librairie de l'Humanité de tout ouvrage de nature littéraire ou culturelle au sens large du terme. Il en va différemment de la Librairie du travail, qui consacre, en 1924-1925, deux cinquièmes de ses publications à de tels ouvrages. Le n° 7 du *Bulletin communiste* (octobre 1925) publie le texte de Lénine sur Tolstoï.

71. *La Correspondance internationale*, 61, 1924, p. 653.

72. *Cahiers du bolchevisme*, 29, 16 octobre 1925, « L'école centrale de Bobigny ».

73. A. Bernard, *Rôle et méthode ...*, *op. cit.*

74. A. Bernard, *L'ABC de la politique communiste*, *op. cit.*

75. D. Tartakowsky, « Un instrument de culture ouvrière : les premières écoles centrales du Parti communiste français », *Le Mouvement social*, 91, avril-juin 1975. Nous y avons publié leurs programmes en annexe.

76. Gaillard, *Les cellules d'usines*, *op. cit.*

77. Cf. Boukharine, *Lénine marxiste*, « Le marxisme est à la fois une méthode et la somme d'idées obtenues par l'application de cette méthode », 1925.

78. Ils disparaissent totalement des programmes de 1924-1925.

79. Kurella, préface à la brochure publiée en russe et intitulée *La génération léniniste du prolétariat français*.

80. A. Bernard, *Cahiers du bolchevisme*, 29, 16 octobre 1925.

81. AN F^7 13092, circulaire n° 77 de l'agit-prop centrale, signée S. Girault et Garay.

82. *Cahiers du bolchevisme*, 29, 16 octobre 1925.

83. *L'Humanité*, 19 novembre 1924.

84. Pour leur description, cf. J. Duclos, *Mémoires*, Paris, Fayard, t. I, p. 229 et suiv.

85. Fort de cette expérience, le parti ne recrute pour sa seconde école que des français (AN F^7 13092, circulaire 116, 27 août 1925).

86. Lettre reproduite dans les *Cahiers du bolchevisme*, 9, 16 janvier 1925.

87. AN F^7 13092, circulaire 116, 27 août 1925, adressée à la région Centre-Est.

88. Nous avons pu en identifier un certain nombre : Georges Bagrand, Beors, C. Broche, Gaston Bronstein, Victor Henri Brisset, Henri Dargesse, Jacques Duclos, Jules Fariousan, Marcel Farret, Fromage, Maurice Garay, Fernand Grenier, Amar Hessar, Arsène Issad, Jaunet, Octave Lambert, Lucien Mathé, Auguste Mezance, Mouret, Maurice Ogues, Carlos Ribrok, Georges Robelot, René Rousseau, Roquès, Elie Soulié, Albert Vassart, Georges Vasseurt. Et parmi les élèves étrangers : Bladier, Hamkert, Henem, Paulus, Lamboth, Van Asche, Langlet (belge), Solignac (suisse), Giovello (italien). Ces noms qui ont été retraduits du russe peuvent comporter des erreurs de transcription.

89. Tous les chiffres que nous citons désormais sont empruntés à *L'Internationale communiste*, 3, 1er novembre 1926 et aux *Cahiers du bolchevisme*, 29, 16 octobre 1925. Nous les avons complétés par diverses indications puisées dans la brochure de Kurella, *La génération léniniste du prolétariat français*, Moscou, 1925, et certains rapports de police.

90. Nous ne connaissons l'origine que pour douze d'entre eux.

91. Une école pour coloniaux est prévue pour octobre 1924. Les enseignants en seront Hadjali Abd el Kader et Mahmoud Ben Lekhal. Nous ignorons si elle a été effectivement réalisée (APP classement provisoire 96, 27 septembre 1924).

92. Préface de *La génération léniniste du prolétariat français, op. cit.*

93. APP, dossier Cachin, classement provisoire n° 1.

94. Interview réalisée par nous.

95. On lit, dans un rapport adressé à l'Internationale communiste (Institut Maurice Thorez, cote 88) : « L'immense majorité des délégués au congrès sont des ouvriers d'usine, beaucoup de paysans et de cultivateurs. Une forte représentation des Jeunesses, une quinzaine de femmes. Jamais encore un congrès du Parti communiste français, et encore moins du congrès du Parti socialiste, n'avaient connu une représentation aussi fortement ouvrière ... La plupart des délégués étaient inconnus à la direction du parti ... A ce congrès étaient venus des militants nouveaux directement sortis des usines. Sur 268 délégués, dont 239 sont rentrés, on compte 224 manuels et 15 intellectuels. »

96. C'est à l'image de l'implantation des cellules d'entreprises. Josiane Dragoni a calculé que, sur 255 entreprises ayant publié, entre 1924 et 1926, au moins un journal de cellule, 88 sont des usines métallurgiques (28 %) ; en deuxième position viennent les transports (20 %), (art. cité).

97. *La génération léniniste du prolétariat français, op. cit.*

98. *L'Humanité* du 18 janvier 1925.

99. Lors du congrès de Lille, Pierre Sémard se félicitera de ce que, depuis le Ve congrès, le bureau politique soit homogène. La date a son importance : c'est par une intervention extérieure que l'homogénéisation s'effectue, elle s'accompagne de mises à l'écart, puis d'exclusions. Notons encore qu'entre la conférence nationale de janvier 1923 et le congrès de Lyon, janvier 1924, le taux de renouvellement du comité

directeur n'avait été que de 45 %. Il est de 61 % entre le congrès de Lyon et le congrès de Clichy, janvier 1925.

100. M.J. Lonsky, *La Correspondance internationale*, 31, 6 avril 1925.

101. J. Duclos, *Mémoires, op. cit.*, t. I, p. 233.

102. Papiers Vassart, cités par A. Kriegel, *Les Communistes français*, Paris, Le Seuil, 1968.

103. Voir plus loin.

104. Renseignement fourni par Jacques Girault.

105. Cf. le récit de F. Grenier, *Ce bonheur-là, op. cit.*, p. 65 : « Sans emploi et pour combien de temps ? Cette perspective acheva de vaincre mes hésitations, et, le soir même, j'écrivis à la fédération que j'acceptais d'aller à l'école centrale. » J. Duclos, *Mémoires, op. cit.*, t. I, p. 229 : « A peine avais-je repris contact avec le parti que je fus informé que j'étais désigné pour suivre les cours de l'école centrale qui venait d'être créée. »

106. APP, Classement provisoire, 96.

107. Transfert des cendres de Jaurès au Panthéon.

108. L'indemnité est de 15 F par jour pour les JC. Les élèves de l'école de Clichy touchent, selon leur situation de famille, des indemnités de 30, 40 et 50 F.

109. AN F^7 13188. Des documents saisis chez Suzanne Girault font état de l'envoi de 514 dollars destinés à la première école. Ces envois d'argent ne vont pas sans poser problème en Union soviétique. Cf. AN F^7 13494, 10 février 1925.

110. AN F^7 13092, circulaire 116.

111. Ces renseignements nous ont été communiqués par Jacques Girault.

112. Dans un article de 1933, V. Masson (pseudonyme de V. Fay) dresse le bilan suivant : « Une quinzaine de militants formés à Bobigny sont devenus des militants responsables au niveau du bureau politique, du comité central ou des secrétariats régionaux ... Nous n'avons pas de renseignements précis sur les résultats de Clichy. »

113. *Cahiers du bolchevisme*, 13, 13 février 1925, « Plan de travail du comité central ».

114. Il s'agit de Fromage et de Garay, élu à Clichy, non réélu à Lille, puis de Vassart, élu à Lille. Duclos y entrera plus tard et F. Grenier deviendra en 1936 secrétaire des Amis de l'URSS.

115. En 1923, Souvarine affirme que Maurice Thorez en serait l'élève type. Lettre de Souvarine au bureau politique du Parti communiste, 30 mai 1923 in « Les écoles de cadres du Komintern », *Contributions à l'histoire du Komintern*, Genève, Droz, 1965, p. 233. Le document élaboré au lendemain de la conférence des services d'agitation et de propagande qui se tient en mai 1925, réaffirme la nécessité d'une école communiste internationale et précise que le but des écoles centrales est de former « des fonctionnaires bolcheviques », « des dirigeants d'organisation locales », *La Correspondance internationale*, 77, 7 août 1925.

116. *Cahiers du bolchevisme*, 13, 12 février 1925.

117. AN F^7 13489, 4 janvier 1925. Un rapport adressé à l'Internationale communiste fait état d'une école municipale centrale et de « multiples écoles fédérales dans les grandes régions industrielles » (Institut Maurice Thorez, cote 105, 1924).

118. Notre documentation étant parcellaire, on voudra bien ne point chercher ici un bilan exhaustif qu'une étude de la presse communiste pourrait sans doute permettre d'établir.

119. APP, classement provisoire 96, octobre 1924.

120. APP, classement provisoire 96.

121. Lille, AN F^7 13093, 6 juin 1926, conférence régionale préparant le congrès de Lille.

122. Intervention de Mathieu (délégué de la région limousine) au congrès de Lille, compte rendu sténographique, 2e séance, 20 juin 1926 (l'instructeur est peut-être Mouret, élève de Bobigny, affecté dans la région limousine).

123. Rapport cité. Simon entre au bureau régional.

124. Intervention de Mathieu au congrès de Lille.

125. Doron intervient au congrès de Clichy pour demander qu'on tienne le plus grand compte de la situation locale en organisation des écoles en province, qu'on ne parachute pas députés, réunions et mots d'ordre.

126. AN F⁷ 13097, 4 mars 1925.

127. AN F⁷ 13096, 20 décembre 1924, Loire.

3.

1. Institut Maurice Thorez, cote 231, réunion de l'agit-prop du 9 mai 1927.

2. AN F⁷ 13 093, 14 février 1926, circulaire adressée par le rayon de Lyon aux cellules de rayon (souligné par nous).

3. *Correspondance internationale*, 77, 7 août 1925, « Thèses sur les objectifs de la propagande » adoptées par le Ve plenum.

4. *Correspondance internationale*, 31, 6 avril 1925, « Rôle de l'agitation et de la propagande dans la bolchevisation des Partis communistes ».

5. *Cahiers du bolchevisme*, 23, 15 juillet 1925, « Statuts du Parti communiste français élaborés d'après les statuts types adoptés par la section d'organisation du CE de l'Internationale communiste réunie le 4 mars 1925 ». Ces statuts prévoient l'existence de douze commissions de travail : il s'agit du plenum central (CC) ; de l'agit-prop, la section syndicale (+ MOE), féminine, agraire, municipale, coloniale, coopérative, locataires, anciens combattants, sportifs, groupes d'enfants. Cf. sur le problème, Sauvage, « Structures d'un parti », *Cahiers du bolchevisme*, 18-19, 1925 ; « Thèses sur l'organisation des différentes sections de travail », *Ibid.*, 25, 15 août 1925.

6. *Correspondance internationale*, 3, 6 avril 1925.

7. Les « Thèses sur la bolchevisation des partis de l'Internationale communiste » ne parlent encore que de marxisme et léninisme. C'est dans les « Thèses sur les objectifs de la propagande », qui leur sont postérieures, que la notion de marxisme-léninisme se généralise (août 1925).

8. 27-29 avril 1925 (voir plus haut).

9. « Thèses sur la bolchevisation. »

10. « Thèses sur les objectifs de la propagande. »

11. Zinoviev avait lui-même déclaré, dans son discours devant l'exécutif élargi : « Il est inadmissible qu'un communiste français n'étudie pas Guesde et Lafargue ou qu'un communiste russe ne connaisse de Plekhanov que l'opportunisme », *Les perspectives internationales et la bolchevisation*, Librairie de l'Humanité, 1925. Une critique des *Cahiers du bolchevisme*, élaborée en avril 1925, *Correspondance internationale*, 31, 6 avril 1925, regrette que la revue ait, jusqu'ici, paru négliger les objectifs français.

12. En liaison avec l'élimination de l'ultra-gauche de la direction du PCA. Cf. Ossip K. Fleichteim, *Le Parti communiste allemand sous la république de Weimar*, Paris, Maspero, 1972, p. 153 et suiv. Le *Bulletin communiste* prend, à l'encontre, la défense de Rosa Luxemburg (n° 13-14, janvier 1926).

13. Un embryon en avait été mis sur pied en février 1925 (voir plus haut).

14. Les « Thèses sur la section d'agit-prop » (Institut Maurice Thorez, cote 106, réunion du 28 janvier 1926) rappellent que « la propagande est à l'usage des membres du parti. Elle consiste à approfondir la politique quotidienne de notre organisation en la reliant à l'ensemble de notre doctrine marxiste-léniniste ; l'agitation consiste à donner au parti le moyen de répandre dans la forme la plus accessible aux masses sa politique et ses mots d'ordre ».

15. AN F⁷ 13188, 29 juillet 1925, procès-verbal de la constitution de la section d'agit-prop centrale, 12 mai 1925 (documents saisis chez Arrighi, Aucouturier, Lozeray).

16. Nous avons retrouvé dans les microfilms de ces cours des schémas élaborés en Allemagne, dont l'agit-prop française disposait donc comme modèle (Institut Maurice

Thorez, cote 106, 1925). L'exemplaire des cours de février 1926, puis de novembre 1926, dont nous avons consulté le microfilm, est celui qui a été envoyé pour information et correction à la section d'agit-prop de l'Internationale communiste. Il porte en marge de nombreuses remarques, pour la plupart rédigées en allemand et qui sans doute émanent de Kurella (Institut Maurice Thorez, cote 163, le premier cours date de février 1926, le second de juin 1926). Faute d'avoir retrouvé aux Archives nationales les exemplaires effectivement envoyés aux régions, il nous est impossible de savoir dans quelle mesure on a tenu compte des remarques formulées. Nous savons, toutefois, que ces cours ont bien été effectivement acheminés. A preuve cette lettre envoyée le 17 mai 1926 aux secrétaires de région et agit-prop régionales qui signale que le dernier cours sera envoyé dans quinze jours (Institut Maurice Thorez, cote 161).

17. Cours n° 1, « Le Parti » ; cours n° 2, « Structure du PC » ; cours n° 3, « La cellule » ; cours n° 4, « Le front unique ».

18. Cours n° 1, février 1926. Les termes soulignés l'ont été par le correcteur allemand, qui ajoute, en marge, un point d'interrogation bien compréhensible.

19. *Ibid.*

20. Cours n° 3, 10 mars 1926.

21. Cours n° 5 et 6.

22. Cours n° 7 et 8, 2 juin 1926, « La situation internationale et l'impérialisme ». Ce cours insiste sur le fait que l'hégémonie mondiale est désormais passée à l'Amérique.

23. Cours n° 8.

24. *Ibid.*

25. Cours n° 1.

26. Nous renvoyons sur ce point aux travaux en cours de Jean Charles.

27. La décision de constituer, en septembre 1927, des commissions antimilitaristes mixtes regroupant à la fois, sur le plan des régions, le parti et la JC s'inspire de cette même constatation. Cf. R. Galissot, *Le parti à l'état naissant : l'apport des Jeunesses communistes, op. cit.*, et à J. Varin, *Jeunes comme JC*, Paris, Editions sociales, 1975.

28. J. Dragoni, art. cité.

29. Certains des journaux lançant un double appel, le total peut dépasser cent.

30. Interview réalisée en 1973.

31. C'est ce que montre l'exemple des usines Renault analysé par J.-P. Depretto, art. cité. Cf. encore le témoignage de L. Mauvais, « Dans l'entreprise des années vingt », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 7, 1974.

32. En marge de « il n'est pas nécessaire », le correcteur a noté : « Il est impossible », cours n° 2, février 1926. Le cours sur le front unique (AN F^{7} 13093, 16 janvier 1926) recommande d'éviter à cette fin, les mots d'ordre qui seraient « trop en avant », trop révolutionnaires » pour la masse (s'agissant de la guerre du Maroc, il en donne pour exemple le mot d'ordre de fraternisation). Il recommande d'éviter aussi ceux qui, pour la trop vouloir rallier, l'entraîneraient dans la mauvaise voie.

33. Cours n° 5 et 6.

34. *Quaderni* (passato et presente), Torino, Einaudi, 1954, p. 34, cité par De Felice, *Serrati-Bordiga-Gramsci, op. cit.*, p. 21.

35. *Correspondance internationale*, 31, 6 avril 1925. Sten insiste sur la nécessité de bolcheviser aussi les masses. Il donne les chiffres suivants :

	Membres du PC	Lecteurs de presse communiste	Electeurs
France	70 000	220 000	1 500 000
Tchécoslovaquie	140 000	100 000	1 500 000
Allemagne	200 000	300 000	2 700 000

C'est en France que les écarts sont les plus grands. Tandis que le parti se renouvelle largement, lecteurs et électeurs lui demeurent.

36. Dans son mémoire de maîtrise déjà cité, Josiane Dragoni a calculé que, sur un total de 655 journaux de cellules d'entreprise parus entre 1924 et juin 1926, 479 émanent de la région parisienne (dont 66 entreprises parisiennes et 84 dans la Seine). Si certains de ces journaux n'ont eu qu'un numéro, ce chiffre est néanmoins l'indice d'une implantation plus forte que dans le reste de la France. C'est aussi dans la région parisienne que le parti conquiert, en 1925, un maximum de municipalités. Cf. G. Gautherot, *Le monde communiste*, Paris, Editions Spes, 1927, p. 288 et suiv.

37. Institut Maurice Thorez, cote 231. Rapport de la région parisienne : *Bulletin d'organisation* joint au rapport du 9 mai 1927. Elle a organisé une école de huit jours en septembre 1925, 26 écoles de sous-rayon (400 à 450 élèves), et 11 écoles de rayon.

38. Ses cours vont du « théorique » au concret, de l'élément simple vers le plus complexe.

39. Institut Maurice Thorez, cote 231.

40. En Gironde, le nommé Souquès donne lecture à sa cellule, en février 1925, d'extraits de *L'ABC du communisme* consacrés au parti (AN F^7 13092) ; à cette date, notons-le, les *Cahiers du bolchevisme* ont d'ores et déjà dénoncé cet ouvrage comme vieilli (puisque ne parlant pas du « léninisme ») et conseillé de lui substituer l'ouvrage de A. Bernard.

41. AN F^7 13093. Rapport moral du rayon de Lyon. Conférence des rayons des 11 et 12 décembre 1926 ; « L'école de rayon n'a pas été organisée faute de camarades en mesure de faire les cours. »

42. Journaliste, il rédige six des seize articles de « doctrine » que publient les *Cahiers du bolchevisme* entre 1925 et 1928, et la quasi-totalité des notices bibliographiques.

43. *Cahiers du bolchevisme*, 58, 9 octobre 1926. Cet article est la préface d'un ouvrage de M. Beer qui paraît alors au Bureau d'éditions et qui s'intitule *Karl Marx, sa vie, son œuvre*.

44. *Cahiers du bolchevisme*, 27, 1925.

45. Treint, « L'arme idéologique, *Cahiers du bolchevisme*, 24, 1925. Il est vrai qu'au-delà des métaphores, le parti s'assigne alors pour but de « préparer techniquement et militairement la révolution », cours n° 1, 1926.

46. Cette position n'est, il est vrai, pas propre au Parti communiste français. On la retrouve tardivement dans les textes de l'Internationale. Cf. en particulier, « La question française devant le IXe plenum, février 1928 », *Classe contre classe*, Paris, Bureau d'éditions, 1929. Ercoli (Togliatti) intervient alors contre de telles simplifications.

47. Cf. en particulier, *Cahiers du bolchevisme*, 26, 1925, Achlin, « Social-démocratie et religion ». Articles de Marion, *Ibid*, 27, 36, janvier 1926 ; Berlioz, « Le congrès socialiste de Lyon », *Ibid.*, 51, 1926 ; M. Marty, « Sur le Parti socialiste », *Ibid.*, 60, 1926, « Le sens de congrès socialiste », *Ibid.*, 72, 1927 ; « Les socialistes français et la guerre impérialiste : Lyon », *Ibid.* 23 et 24, 1925.

48. *Cahiers du bolchevisme*, 24 et 25, 1925. Analyse critique de *La révolution prolétarienne*. Notons pourtant un article consacré au cléricalisme : Beors, « L'évolution du cléricalisme en France », *Ibid.*, 67, 28 mars 1927.

49. Sept articles lui sont consacrés entre mai 1925 et la fin 1927.

50. Dupleix, « Le gouvernement sous la tutelle de la haute banque », *Cahiers du bolchevisme*, 51, 12 juin 1926.

51. Cf. en particulier une longue série d'articles de Fontvieille intitulée, « L'impérialisme français et l'organisation patronale dans l'industrie métallurgique », *Cahiers du bolchevisme*, 17 à 28, 1925 ; Cadine, « Dans les usines Citroën », *Ibid.*, 37 et 38, 1926.

52. Sur le guesdisme, cf. C. Willard, *Les Guesdistes, op. cit.*

53. Dans son rapport devant la conférence d'organisation, en janvier 1928, Dallet déclare : « Le parti existe réellement dans la région parisienne, le Nord, la région lyonnaise, l'Alsace-Lorraine. Ailleurs, il ne présente pas une force politique réelle » (Institut Maurice Thorez, cote 271).

54. Chauvelon, *Cahiers du bolchevisme*, 19 juin 1927.

55. Colloque CERM, « Lénine et la pratique scientifique » (texte dactylographié).

56. Les auteurs des ouvrages français se répartissent comme suit :

	Membres du BP et du CC (en %)	Collectif (PCF) (en %)
1927	50	25
1927	36,4	45,4
1928	50	25

57. Institut Maurice Thorez, cote 161. Lors de sa réunion du 28 janvier 1926, l'agit-prop se déclare peu satisfaite de ce qu'a publié la Librairie de l'Humanité. Elle s'attribue le soin de décider de ce qui devra désormais être publié. « Il nous faut, dit Marty, des brochures pour les paysans, les soldats, simples et peu coûteuses. » Une commission est mise sur pied pour réaliser ce programme ; elle prévoit de confier à « certains camarades compétents (Garchery, Cat) le soin de rédiger certaines brochures », qui élaboreront aussi une partie des articles des *Cahiers du bolchevisme*. Cette politique de « spécialistes » est critiquée. En 1928, Pillot se plaint du trop grand nombre de parlementaires qui rédigent les brochures. Sellier lui répond : « Nous ne somme pas pour, mais il faut que nous nous rendions compte qu'il n'y a jusqu'à maintenant que les camarades parlementaires spécialisés sur quelques problèmes qui peuvent les traiter et les traitent bien » (Institut Maurice Thorez, cote 271, réunion de la section d'organisation, février 1928).

58. Juin 1926.

59. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline*, *op. cit.*, p. 268. Lettre du 19 juin 1926. Il poursuit dans le même sens : « Le groupe Sémard est un mythe, une création que nous avons imaginée à Moscou mais qui n'existe pas en réalité ... C'est dire combien la situation de la direction est précaire, c'est un émiettement, une collection d'individualités qui luttent contre les autres. »

60. La résolution sur la question française, adoptée par le VIe plenum de 1926, *Cahiers du bolchevisme*, 47, 15 avril 1927, insiste sur la nécessité d'une « synthèse organique entre les deux générations qui le constituent ». L'idée est reprise par Sémard devant le congrès de Lille.

61. Le règlement intérieur de l'Amicale des vétérans, élaboré lors du XVe congrès du Parti communiste français (1959), le reconnaît implicitement.

62. *Cahiers du bolchevisme*, 47, 15 avril 1926. Cf. aussi *La Correspondance internationale*, 25 mai 1926, et *L'Internationale communiste*, avril 1926.

63. C'est le cas lors de la guerre du Maroc où un Comité d'action contre la guerre du Rif et de Syrie et les impôts Caillaux, réunit, du moins formellement, le parti, la CGTU, l'ARAC et la JC. Cf. R. Galissot, « Le parti à l'état naissant : l'apport des JC »..., *op. cit.* Significatif du caractère morcelé des actions qui s'engagent, le fait que les « comités » créés à diverses occasions dépérissent une fois disparues les causes qui leur ont donné naissance. Ainsi les comités Sacco et Vanzetti qu'on tente de réactiver sur d'autres mots d'ordre (AN F[7] 13094, 19 septembre 1927).

64. C'est en 1926 que se constituent « Les amis de l'URSS ». Cette organisation de masse, que dirigent Henri Barbusse et Francis Jourdain, organise beaucoup de ceux qui ne trouvent plus leur place dans le parti bolchevisé.

CHAPITRE IV

1.

1. S. Cohen, *Bukharin and the bolchevik revolution, a political biography, 1888-1938*, New York, A.A. Knopf, 1973.

2. Intervention lors de l'examen de la « question française » devant le VIe congrès mondial, *Classe contre classe*, Paris, Bureau d'éditions, 1929, p. 113.

3. Leur opposition se manifeste lors du XIVe congrès du PC(b) US. A la session du comité central d'avril 1926, Trotsky, Zinoviev et Kamenev adoptent une attitude identique et ratifient en commun un texte hostile à la « thèse du socialisme dans un seul pays ». On se reportera sur ces questions à E. Carr, *Socialism in one country, op. cit.*, t. II, chap. XIII, XVI et XVII.

4. Président de l'exécutif de l'Internationale, il le demeure jusqu'au VIIe exécutif (22 novembre-16 décembre 1926). Cf. *La Correspondance internationale*, 23 à 25, décembre 1926 à février 1927.

5. Selon le titre de l'ouvrage de Zinoviev, qui paraît en russe en septembre 1925, et dans lequel il attaque pour la première fois la NEP au nom même du léninisme.

6. Ou « zinovievistes » ; les deux termes ont un temps été identiques.

7. Gouralski perd sa fonction de représentant de l'Internationale à Paris.

8. S. Cohen, *Bukharin and the bolchevik revolution, a political biography, op. cit.*, chap. VII, p. 213 et suiv., « The duumvirate : Bukharin as co-leader ».

9. Discours prononcé à la séance solennelle de l'Académie communiste du 17 février 1924 (publiée sous ce titre en 1925 à la Librairie de l'Humanité).

10. Dont les *Principes du léninisme* font, au contraire, le principal apport de Lénine. Il est significatif que, durant la période de « bolchevisation », la presse communiste ne fasse aucun écho à l'ouvrage de Boukharine qui n'est traduit qu'alors que ses thèses triomphent.

11. Lénine, « Feuillets de bloc-notes », 2 janvier 1923. « De la coopération », 4-6 janvier 1923 (*Cahiers du bolchevisme*, 2, 1926). « Sur notre révolution », 16-17 janvier 1923. « Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne », 23 janvier 1923. « Mieux vaut moins, mais mieux », 2 mars 1923, in *Œuvres*, t. 33. Ceux de ces articles qui sont publiés par les *Cahiers du bolchevisme* ne le sont, on le voit, qu'en 1926.

12. Sur l'interprétation boukharinienne de Lénine, nous renvoyons à S. Cohen, *Bukharin..., op. cit.*, chap. V, « Rethinking bolchevism ».

13. Cette dernière dénonce les effets de la politique adoptée à l'égard du Kuomintang et réclame la dissolution du comité anglo-russe qui regroupe des représentants du conseil général des trade unions et des syndicats soviétiques. Son comportement lui est dicté par l'attitude de la majorité réformiste des trade unions lors de la grève générale anglaise de 1926. Elle a, en effet, poussé à la reprise du travail, et s'est vue, pour ce, condamnée par le Parti communiste anglais. L'opposition lui dénie, en conséquence, tout droit à la survie. Cf. VIIe exécutif, 18 mai-30 mai 1927, où sont abordées les questions chinoise et anglaise (*L'Internationale communiste*, 12, 15 juillet 1927 et *Cahiers du bolchevisme*, 72, 15 mai 1927).

14. Selon l'expression de J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline, op. cit.*, p. 270.

15. *L'Humanité*, 6 décembre 1925. *L'Humanité*, 3 janvier 1926, résolution du comité central. Cf. encore Ferrat, *Histoire du Parti communiste français, op. cit.*, p. 168 et suiv. On se reportera pour les autres sections de l'Internationale, à Milos Hajek, *Storia dell'internazionale, op. cit.*, p. 126 et suiv.

16. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline, op. cit.*, lettre du 19 juin 1926.

17. C'est ce que montre, nous semble-t-il, le texte du comité central, de septembre 1926, consacré à cette question russe et publié dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 15-26, 1978.

18. Juin 1926.

19. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline*, *op. cit.*, p. 271.

20. Ferrat, *Histoire du Parti communiste...*, *op. cit.*, p. 211.

21. Institut Maurice Thorez, cote 107, réunion du 28 janvier 1926.

22. Nous n'en voulons qu'un exemple. Les circulaires qu'envoie l'agit-prop à ses régions pour les inviter à commémorer « la semaine de Lénine », ne font aucun cas des mutations qui se sont opérées entre les thèses de 1925 et celles de 1926, que les *Cahiers du bolchevisme* reproduisent pourtant avec les quelques corrections de traduction qui s'imposent. *Cahiers du bolchevisme*, 10, 23 janvier 1925 ; *Ibid.*, 33, 15 janvier 1926.

23. Ancien élève de l'école de Bobigny.

24. B. Lazitch, *Les écoles de cadres du Komintern*, *op. cit.*, p. 238. Nous connaissons peu de chose de cette école. le chiffre de huit élèves est donné par Sémard dans son rapport devant le congrès de Lille (deux d'entre eux étaient membres de la JC). L'école comptait au total soixante-dix à quatre-vingts élèves (cf. B. Lazitch, *Contribution à l'histoire du Komintern*, Genève, Droz, 1965, p. 233 et suiv.). Cinq de ses élèves nous sont connus : outre Marion, il s'agit de Jean Bonneau, Moyon, Forestier et Rivet, dont un rapport de l'Internationale ne dit pas le plus grand bien (Archives de Moscou, OPUC, 30 495). Il semble que Servet ait participé à cette école, ainsi que Garay.

25. Fontenay, « Trois ans après la mort de Lénine », *Cahiers du bolchevisme*, 64, 15 janvier 1927.

26. En 1927, les éditions du parti se restructurent, la Librairie de l'Humanité se scinde en un bureau d'édition (Bureau d'éditions) chargé d'élaborer, en liaison avec l'agit-prop, le matériel de propagande, et des Editions sociales internationales (ESI) qui publient les ouvrages plus fondamentaux.

27. C'est la première réapparition officielle du terme de marxisme autrement que sous la forme de sa liaison obligée avec des qualificatifs divers. En publiant cette collection, la France adapte, avec retard, une expérience allemande. C'est, en effet, dès 1926, que les Allemands ont édité aux Editions révolutionnaires marxistes une collection intitulée *Verlag für Literatur und Politik*, dont la Bibliothèque marxiste va s'inspirer. En 1928, cette même Bibliothèque paraîtra aussi en chinois (Robert, « La littérature russe à l'exposition de Moscou », *La Correspondance internationale*, 107, 22 septembre 1928).

28. Celles-ci publient, en 1926 et 1927, cinq tomes des *Œuvres complètes* ; trois tomes du *Capital*, les *Œuvres philosophiques* et *La sainte famille*.

29. Conférences prononcées en 1922, présentes dans les *Cahiers du bolchevisme*, 77, 1927.

30. *Cahiers du bolchevisme*, 81, 1er octobre 1927.

31. Préface à l'article intitulé « La dialectique marxiste dans l'œuvre de Lénine », *Cahiers du bolchevisme*, 67, 1927.

32. Arrig et Caza, « Le matérialisme historique, conception marxiste de l'histoire », *Cahiers du bolchevisme*, 66, 1927.

33. Adoratski, « La dialectique marxiste dans l'œuvre de Lénine », *Cahiers du bolchevisme*, 67, 1927. Le texte est, par ailleurs, publié dans le recueil de *Textes choisis* que Kurella (A. Bernard) met au point en 1926 (t. I, « Le Capitalisme », 1926). L'exposé que fait Kurella de sa méthode s'en inspire très directement.

34. *Cahiers du bolchevisme*, 75, 15 juin 1927, « Après le discours de Sarraut et l'offensive anglaise : l'idéologie communiste ».

35. Sur le « retour de Hegel », qui se produit alors, cf. D. Lindenberg, *Le marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; R. Salvadori, *Hegel in Francia*, De Donato, 1974. On se reportera encore à G. Politzer, *Ecrits*, Editions sociales, t. I, et P. Nizan, *La Conspiration*, Paris, Gallimard, 1938.

36. Du fait du départ de certains cadres, dont M. Ollivier, les articles français à caractères idéologique disparaissent des *Cahiers du bolchevisme* à partir de leur n° 50, de mai 1926.

37. Il faut attendre juillet 1929 pour constater la reprise de cette activité.

38. Dans une lettre qu'il adresse à l'Internationale, à la fin 1927, Fontenay déplore qu'aucune école centrale n'ait pu être mise sur pied, en dépit des résolutions prises.

39. Institut Maurice Thorez, cote 231, réunion du 9 mai 1927. « La commission d'agit-prop ne fonctionne pas effectivement. Elle est affaiblie par le départ de Marion à Moscou comme délégué de l'exécutif ; on ne ressent d'ailleurs pas le besoin de la réunir fréquemment dans l'état actuel du travail », déclare Fontenay, qui ajoute que l'agit-prop n'est plus, en fait, composée que de lui-même et de Walter.

40. Il en existe dix-sept en 1927 (sur vingt-neuf régions) ; Institut Maurice Thorez, cote 231, 9 mai 1927.

41. Le cours en donne une définition qui juxtapose trusts et gouvernements : « Les trusts se partagent économiquement le monde. Les puissances se le partagent géographiquement. »

42. Parce que l'expérience a prouvé que l'assiduité des élèves décroît de cours en cours, le nombre de leçons se réduit au contraire à quatre en avril 1927. L'agit-prop forme le projet d'une expérience d'auto-éducation qui devra permettre de fournir « à tout camarade désireux d'étendre ses connaissances léninistes le moyen d'étudier seul, c'est-à-dire de choisir convenablement ses lectures et d'être contrôlé et guidé dans son travail. » Ce projet avait été développé par Fontenay, dès le lendemain du congrès de Lille, dans un article intitulé « L'éducation léniniste individuelle » (*Cahiers du bolchevisme*, 69, 1er avril 1927). Il est repris, à titre de proposition, dans une lettre adressée à l'Internationale, en mars 1927 (Institut Maurice Thorez, cote 231) : « L'expérience des écoles nous a renforcés dans la compréhension de la nécessité de l'auto-éducation. Nous avons vu, en effet, combien sont limités les sujets que l'on peut traiter, les obstacles que cause le manque de professeurs. Seule l'auto-éducation permettra l'élévation sérieuse du niveau léniniste du parti. » L'expérience ne verra le jour qu'en 1928, et se soldera par un échec (voir plus loin).

2.

1. Avril 1927.

2. Cf. pour l'étude de ce tournant et de ses causes, Milos Hajek, « Origine della tattica della "classe contre classe" », *Storia dell'Internazionale communista (1921-1935)*, *op. cit.*, p. 149 et suiv.

3. On se reportera, pour l'analyse de cette tactique et de ses effets, à Ferrat, *Histoire du Parti ...*, *op. cit.*, p. 220 et suiv. Cf. encore, « Lettre ouverte aux membres du parti », *L'Humanité*, 19 novembre 1927. Son adoption est préparée lors de la conférence nationale de juin 1927. Cf. *Cahiers du bolchevisme*, 71, 30 avril 1927, « PC, région parisienne : un an après le congrès de Lille », *ibid.*, 75, 25 juin 1927 ; *L'Humanité* du 27-30 juillet 1927. On se reportera aussi, pour les discussions que suscite cette tactique dans le parti, aux débats du IXe plenum, *Classe contre classe*, Paris, Bureau d'éditions, 1929.

4. E. Carr, *Foundation of a planned economy*, Pelican Books, 1976, t. II, p. 3 et suiv., « The united opposition ».

5. Stephen Cohen, *Bukharin and the ...*, *op. cit.*, chap. IX : « The fall of Bukharin and the coming of Stalin's revolution ».

6. Pour reprendre la formule de Ferrat. *Histoire du Parti ...*, *op. cit.*, p. 211.

7. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline*, *op. cit.*, chap. XVIII, « Premier conflit avec Staline ».

8. Intervention d'Ercoli (Togliatti) devant le IXe plenum, février 1928, *Classe contre classe*, *op. cit.*, p. 30 et suiv.

9. La SFIC gagne, toutefois, 184 552 voix. Dans son *Histoire du Parti communiste français*, Jacques Fauvet ne retient de l'expérience que l'échec électoral. Cela nous paraît présenter le défaut majeur d'interroger les résultats de 1928 en fonction de données électorales classiques, et sans égard à ce que sont alors les objectifs prioritaires du Parti communiste et surtout de l'Internationale communiste.

10. Elle se voit simplement renforcée au lendemain du IXe plenum (Institut Maurice Thorez, cote 288, février 1928). Agitation, Fontenay. Propagande et éducation, Alby. Presse, Bulletin, Ferrand. Commission d'agit-prop, Dupuy (MOE), Dallet (SO), Berlioz et Delhay (Information) ; Labarre (Editions), Cadine (agit-prop RP) ; Alexandre (Rabcors) ; Chasseigne, Arrighi, M. Marty. *Les Cahiers du bolchevisme* connaissent une réorganisation parallèle (Institut Maurice Thorez, cote 278, *Bulletin communiste* du 3 février 1928). Le nouveau comité de rédaction est composé comme suit : Bouthonnier, Berlioz, Belhay, Fontenay, Renaud, Billoux, Dallet, Péri, Arrighi.

11. AN F[7] 13 094, septembre 1927. Le plan précise les axes de travail : renforcement des cellules d'entreprise. Préparation de la manifestation de Saint-Denis (contre la guerre). Campagne de signature contre les projets militaires. Travail anti. Travail du parti auprès des conscrits. Campagne pour l'amnistie. S'y ajoute un plan d'école, dont trois écoles pour coloniaux (nous ignorons tout de ces écoles apparemment restées à l'état de projet).

12. AN F[7] 13 094, 22 novembre 1927.

13. *Ibid.*

14. *Cahiers du bolchevisme*, 1, 15 mars 1928.

15. Cette expérience d'auto-éducation se révéla un échec. Le parti reçut quarante réponses dont dix seulement émanaient de cellules réunies en cercle d'étude, *Cahiers du bolchevisme*, 4, juin 1928.

16. C'est du moins ce qu'affirment certains des responsables à la propagande. Cf. F. Grenier, « Avons-nous une section centrale d'agit-prop ? », *Cahiers du bolchevisme*, 12, décembre 1927. Derigon, *ibid.*, 80, 31 janvier 1928.

17. La section d'agit-prop de l'Internationale communiste est dirigée par Ercoli (Togliatti), jusqu'en février 1927, puis par Pétrovski (Humbold). J. Humbert-Droz, *De Lénine à Trotsky, op. cit.*, p. 278.

18. Institut Maurice Thorez, cote 288. Seules quatorze régions assistent à cette conférence.

19. Institut Maurice Thorez, cote 232, 1er mars 1927.

20. Institut Maurice Thorez, cote 231, 9 mai 1927.

21. Institut Maurice Thorez, cote 288, 23 juin 1928.

22. Institut Maurice Thorez, cote 288. Rapport de Alby devant la conférence nationale d'agit-prop, 23 juin 1928. Le rapport précise que seul un petit nombre d'ouvriers sont des permanents ; il en est de même pour les employés.

23. Cette précision due au fait que le parti emploie alors le terme de « fonctionnaire » pour désigner ce qu'on nomme aujourd'hui un « permanent ».

24. Dont nous avons esquissé une approche graphique par le biais du nombre de journaux de cellules parus entre 1924 et 1926. Ce chiffre, rappelons-le, surévalue sans nul doute le nombre réel des cellules d'usine.

25. On notera que 7 des 17 agit-prop régionales mentionnées en 1927 ont organisé des écoles. On peut supposer que celles qui ne l'ont pas fait et n'assistent pas à la conférence de juin 1928 ont disparu. C'est le cas du centre et de la région méditerranéenne.

26. C'est ce qu'affirme le délégué du Nord, lors de la conférence nationale d'agit-prop de juin 1928.

27. Nous en exceptons, bien sûr, le Nord où l'école fut un échec.

28. L'agit-prop central se plaint de n'en avoir pas reçu le bilan. Institut Maurice Thorez, cote 231, mai 1927. Il est du reste significatif que les rapports de police fassent état de quelques tentatives de faible ampleur qui semblent avoir échappé au contrôle de l'agit-prop.

29. AN F[7] 13 094, novembre 1927. Une circulaire de l'agit-prop déclare que la

question des écoles sera difficile à résoudre « car le parti devra assurer, outre ses tâches habituelles, les élections législatives. Il est clair que, dès le milieu du mois de mars, il sera impossible de diriger une partie de l'activité des militants vers les écoles du parti ». Les régions se font effectivement l'écho des difficultés qu'elles ont rencontrées. (AN F7 13 095, 22 février 1928). Conférence de rayon de Lyon : « Cette année, nous n'avons pu ouvrir une autre école en raison de la multiplicité des tâches auxquelles nous fûmes appelés à faire face tant dans les cellules que dans les rayons, mais nous devons envisager dans les sous-rayons, les moyens de parfaire l'éducation politique de nos camarades en les faisant participer activement à la vie du parti. »

30. Dans son rapport au congrès de Lille, Sémard déclare que le renouvellement des adhérents du parti atteint 70 %. Il explique ces mutations, qui ont pour corollaire l'entrée dans le parti d'un nombre croissant d'ouvriers, par l'absence de campagne de recrutement, la répression, le fait surtout que « beaucoup de vieux camarades n'ont pas compris la nécessité des nouvelles tâches et ont quitté l'organisation » (compte rendu sténographique). Le rapport que prononce Dallet, en janvier 1928, devant la conférence d'organisation précise la composition du parti (Institut Maurice Thorez, cote 271).

Nombre de cellules	Au congrès de Lille	Janvier 1928
Entreprises	1 544	898
Locales	1 644	2 410
Total	3 188	3 308

En janvier 1928, les 898 cellules d'entreprise se répartissent comme suit : industries privées 543 ; administration 355 (dont cheminots 218).

Branches d'industries :

Métallurgie	212	3 309 membres
Mines	122	807 membres
Textile	56	1 083 membres
Divers	152	4 288 membres

En 1929, le Parti communiste français tente une première analyse de ses effectifs. Il reçoit 20 000 réponses parmi lesquelles 50 % d'ouvriers du privé, 25 % d'ouvriers à statut ou petits fonctionnaires. Les résultats de ce recensement sont publiés par *L'Humanité* du 17 février 1929 (voir plus loin).

31. Il devait exister, en principe, au niveau de chaque région, une section de travail correspondant à chacune des commissions, mises en place au plan national. C'est Bouthonnier qui affirme qu'en dehors des deux sections citées ci-dessus, les autres n'ont qu'une existence tout à fait formelle. (Institut Maurice Thorez, cote 288, 1928.)

32. *Classe contre classe, op. cit.*, p. 137 ; intervention de Lozovski.

33. *Classe contre classe, op. cit.*, p. 108 et suiv.

34. *Ibid.* p. 137, intervention de Lozovski. Cette remarque nous paraît amplement confirmée par notre carte qui fait apparaître l'absence de toute école, la faiblesse des abonnements aux *Cahiers du bolchevisme* dans des régions où l'influence électorale est pourtant forte.

35. *Classe contre classe, op. cit.*, p. 248 et suiv. ; intervention d'Humbert-Droz.

36. J. Humbert-Droz poursuit en se déclarant « contre la formation des directions du parti à Moscou ».

37. Trois des 31 membres du comité directeur élus à Tours appartiennent encore au comité central élu en 1932. C'est le cas de 4 des membres du comité directeur élus à Marseille (chiffres cumulés) ; 2 des 32 membres du comité directeur élus à Paris (1922) ; 9 des 36 membres élus à Lyon ; 12 des 41 élus à Clichy (1925) ; 18 des 78 membres élus au comité central par le congrès de Lille (1926). En prenant le pro-

blème par l'autre bout, on peut constater que 18 des 40 membres du comité central élus en 1932 appartenaient déjà à cet organisme avant cette date : Cachin, Gourdeaux, Vaillant-Couturier (1920) ; Renaud-Jean (1921), Midol, Péri, Doriot, Semard, Thorez (1924) ; Marty, Costes, Raynaud (1925) ; Bonte, Duclos, Frachon, Racamond, Vassard, Monmousseau (1926). La composition du comité central élu à Saint-Denis n'est pas connue.

38. *Classe contre classe, op. cit.*, p. 248 et suiv.

39. Les exemples de cet ouvriérisme sont légion. La plupart des intellectuels ont été écartés de leurs responsabilités et les « journalistes avec un grand J » (*Classe contre classe, op. cit.*, p. 163) demeurent une cible permanente. N'échappent à la suspicion que ceux de ces intellectuels qui, tel G. Cogniot, se sont vu confier des responsabilités syndicales (du fait, il est vrai, de leurs premières « tendances droitières ». Cf. G. Cogniot, *Parti pris*, Paris, Editions sociales, 1976) ; les hommes de « masse » encore dont on utilise le renom. Ainsi Barbusse doit-il au *Feu* plus qu'à ses positions en matière littéraire de se voir confier, en 1926, la page littéraire de *L'Humanité* (au grand dam des surréalistes qui croient y voir une prise de position en matière culturelle). Lorsque ceux-ci tentent d'adhérer, rien n'est fait pour faciliter leur engagement. L'histoire que conte André Breton est célèbre : « On me demandait de faire à la cellule du Gaz " un rapport sur la situation italienne " en précisant que je n'eusse à m'appuyer que sur des faits statistiques (production de l'acier, etc.) et surtout pas d'idéologie. Je n'ai pas pu » (*Second Manifeste du surréalisme*, Gallimard).

40. Selon le témoignage de Victor Fay, Cachin disait : « Je représente, je ne dirige pas. »

41. *Classe contre classe, op. cit.*, p. 248.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. Institut Maurice Thorez, cote 342, CC d'avril 1929.

45. Les thèses parlent alors de « radicalisation des masses, « d'intensification des luttes des masses ».

46. Cf., sur ce sujet, *Thèses et résolutions du VIe congrès mondial*, Paris, Bureau d'éditions, 1928.

47. Les « Thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et les tâches des communes », puis celles sur « le mouvement révolutionnaire dans les colonies et les semi-colonies » reviennent sur son importance. Elle est encore évoquée par le rapport que consacre Schuller au rôle de la Jeunesse communiste.

48. *Programme de l'Internationale communiste* élaboré par le VIe congrès mondial, Paris, Bureau d'éditions, 1935.

49. Cf. S. Cohen, *Bukharin..., op. cit.*, chap. IX ; « The fall of Bukharin ». Cf. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline, op. cit.*, chap. XXII ; « Le VIe congrès mondial », chap. XXIII : « Staline m'envoie au diable ». La défaite de Boukharine entraîne, en effet, la mise à l'écart d'Humbert-Droz.

50. *L'Humanité*, 18 novembre 1928. Compte rendu du comité central. Du fait de la répression grandissante, la composition du comité central élu par le congrès de Saint-Denis n'est pas rendue publique.

51. Institut Maurice Thorez, cote 288. Responsable de l'agit-prop F. (Identifié comme étant Ferrat par V. Fay.)

52. Lors du XIe plenum, en mars 1931, M. Thorez déclare : « Nous avons pompé à l'excès dans notre organisation des JC pour y puiser nos cadres depuis notre bureau politique jusqu'aux directions de nos rayons et des cellules. » *Le Parti communiste français devant l'Internationale communiste*, Paris, Bureau d'éditions, 1931.

CHAPITRE V

I.

1. Rapport préparatoire à la conférence nationale du Parti communiste français de mars 1930. *Cahiers du bolchevisme*, 3, mars 1930.

2. M. Thorez, « Le tournant », *L'Humanité*, 13 août 1930.

3. Lettre du CE de l'Internationale communiste à tous les partis. On retrouve la même idée en des termes encore moins voilés dans les conférences prononcées, en 1930, par Bewer devant « l'école de perfectionnement des fonctionnaires du parti » et publiées en France, en 1931, sous le titre de *Manuel du militant* (Bureau d'éditions). Il écrit : « Les CC de tous les partis communistes se plaignent d'un manque de cadres dirigeants capables de mettre en application les décisions du VIe congrès de l'Internationale communiste et du Xe plenum ... Les simples membres du Parti communiste et les ouvriers sympathisants qui, d'ores et déjà, se montrent aptes à appliquer pratiquement la ligne ... représentent le réservoir naturel où nous devons résolument et sans perdre de temps puiser les forces nécessaires pour remplacer les opportunistes et les bureaucrates de tout poil et de toute nuance, renforcer et élargir les effectifs dirigeants. »

4. Cette spécificité est soulignée par B. Lazitch, *Contributions à l'histoire du Komintern*, *op. cit.*, p. 251. Il écrit, à propos des cadres nouveaux : « Quelquefois ceux-ci ne venaient pas des écoles du Komintern, comme par exemple l'équipe qui fut installée à la tête du Parti communiste français et composée d'anciens chefs de la JC ; mais, dans la plupart des cas, l'appareil stalinien eut recours aux élèves de l'école léniniste. » Il cite le cas des PC bulgare, yougoslave, grec, finlandais et, dans une moindre mesure, espagnol et chinois. Revenu de l'ELI en février 1929, Marion démissionne, il est vrai, du Parti communiste en août 1929 (Institut Maurice Thorez, cote 328, CC du 8 septembre 1929). En janvier 1930, l'agit-prop passe sous le contrôle direct de Barbé. Son bureau est désormais composé de Barbé, Servet (de retour de l'ELI), Gitton et Berlioz (Institut Maurice Thorez, cote 394).

5. *L'Internationale communiste*, 31, 6 avril 1925. Article de Sten.

6. Cette surestimation préside à l'adoption du mot d'ordre de « grève politique de masse » pour le 1er août 1929, proclamée Journée mondiale de lutte contre la guerre impérialiste, pour la défense de l'Union soviétique. Nous en avons esquissé l'étude pour la France. Cf. « Pour la conquête des masses », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 5, 1973. Cf. encore M. Thorez, *Œuvres*, Paris, Editions sociales, 1950, livre 2, t. I, p. 9 et suiv. Et pour les problèmes que soulève un tel mot d'ordre : B. Badie, *Stratégie de la grève*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, chap. 2, p. 42 et suiv.

7. Cette surestimation se retrouve d'ailleurs à un même degré dans la CGTU. Cf. Ferrat, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 252, et les travaux en cours de J. Charles.

8. Cf. A. Kriegel, *Les Internationales ouvrières*, Paris, PUF, 1966, p. 112.

9. Lominadzé, « Quelques questions de la stratégie et de la tactique léniniste », *Cahiers du bolchevisme*, 14-15, 1929. Cet article nous paraît d'autant plus significatif qu'il est un des rares articles théoriques paru dans les *Cahiers du bolchevisme*, en 1929. En janvier 1930, Maurice Thorez déclare, dans le même sens : « Le redressement des masses dans le sens d'un développement révolutionnaire, devance actuellement le redressement du parti. » *Œuvres*, livre 2, t. I, « La grève politique de masse ».

10. Institut Maurice Thorez, cote 324, janvier 1929.

11. D'abord étudiant à Toulouse, il participait à la direction régionale de la région toulousaine.

12. Interview de Victor Fay réalisée par nous.

13. Institut Maurice Thorez, cote 393. Sauf indication contraire, tous les renseignements relatifs à ces écoles émanent d'une série de rapports classés sous cette cote et que V. Fay adresse à l'Internationale entre le 6 mars et décembre 1930.

14. Le but des écoles est, du reste, moins « d'enseigner aux élèves les notions élémentaires du communisme, de la doctrine, de ses principes, que de compléter, coordonner, systématiser les connaissances tant théoriques que pratiques qu'ont acquises nos cadres au cours de leur passé militant. » (Circulaire du 29 avril 1930 publiée dans le *Carnet du militant*, 7, juin 1930, Institut Maurice Thorez, cote 394.)

15. Cinq écoles, dont deux dans la région parisienne, sont organisées de juillet 1930 à mars 1930.

16. L'école est portée à douze jours dans le but de consacrer un temps plus long à la répétition ; les dernières écoles régionales dureront quinze jours pour permettre une journée de repos et l'élaboration en commun du bilan critique de l'école.

17. Institut Maurice Thorez, cote 393. Programme des écoles régionales de 1930.

18. Selon le titre de la brochure de Kurella consacrée aux élèves de l'école de Bobigny.

19. Ou un représentant du « centre ». Dans la région parisienne, Célor assure les cours relatifs à l'organisation, Ferrat les cours d'histoire, et V. Fay l'essentiel des cours théoriques.

20. Par rapport à 1925, ils approfondissent les problèmes liés à la « troisième période ». Ils réintroduisent en particulier l'étude du « parlementarisme communiste ».

21. Ainsi, dans le Sud-Ouest, le cours sur le parlementarisme est-il remplacé par un cours sur la politique municipale, du fait de la conquête de quatorze municipalités par le parti. Il est conseillé aux enseignants d'analyser de « bons et de mauvais exemples du front unique », des exemples concrets de travail politique, syndical et anti.

22. En avril 1930, dans la région parisienne, les cours sur les questions anti et les questions syndicales n'ont pas lieu ... faute d'enseignants. Les autres cours ont un niveau médiocre. En 1931, et toujours dans la région parisienne, les « spécialistes » s'abstiennent à nouveau d'assurer les cours » (Institut Maurice Thorez, cote 394).

23. L'anti-intellectualisme était, de fait, souvent plus répandu chez certains intellectuels qui croyaient y voir la voie la plus rapide pour atteindre « les positions de la classe ouvrière ».

24. Interview réalisée par nous.

25. Institut Maurice Thorez, cote 393.

26. Ainsi, dans le Nord, n'y a-t-il que douze élèves au lieu des vingt-cinq prévus.

27. La région lyonnaise recrute ses élèves en les choisissant parmi les jeunes célibataires, et ce aux fins de minimiser l'indemnité qu'elle devra leur verser. L'école revient à près de 5 000 francs, dont 60 à 70 % échoient aux régions et le reste à la direction nationale. L'agit-prop conseille aux régions d'exiger des municipalités communistes, des syndicats et des coopératives une subvention (Institut Maurice Thorez, cote 394). Les élèves reçoivent théoriquement une indemnité qu'on leur demande de réduire au maximum de leurs possibilités. Elle est dans le Nord de 20 francs par jour en moyenne, en 1930 (en 1931, les élèves de la région parisienne disposaient d'un salaire moyen de 40 à 50 francs par jour avant leur arrivée à l'école). Mais les indemnités sont versées de façon irrégulière. Doize abandonnera l'école de la région marseillaise faute de l'avoir perçue.

28. En 1932, une école qui, dans le Nord, devait rassembler huit mineurs et six ouvriers du textile, doit être ajournée du fait de la grève des mineurs (Institut Maurice Thorez, cote 394, rapport sur le travail d'agit-prop dans le Nord). L'école régionale de la région marseillaise souffre quant à elle de s'être tenue en août 1929. On ne parvient toujours pas à mener de front plusieurs activités.

29. Et ce à l'encontre des résolutions du VIe congrès qui théorisent l'accentuation de la répression.

30. C'est du moins ce qu'affirme le rapport de V. Fay (Institut Maurice Thorez, cote 393), mais la répression n'est peut-être pas la cause unique de leur élimination.

Ceretti a parlé de l'importance du noyau gauchiste parmi les communistes italiens de Lyon, *A l'ombre des deux T*, Paris, Julliard, 1973, p. 82.

31. Institut Maurice Thorez, cote 393.

32. *Ibid.* V. Fay déplore qu'un tel mode de logement n'offre que rarement aux élèves le cadre qui leur serait nécessaire pour revoir leurs cours.

33. *Ibid.*

34. « Nous nous sommes heurtés, écrit V. Fay, à tout un passé d'étouffement de la base qui a déshabitué les simples adhérents d'ouvrir la bouche en présence des " ténors " locaux ou régionaux. » « Un an d'écoles régionales », *Cahiers du bolchevisme*, septembre 1930.

35. *Ibid.*, « Seul le cours peut donner aux élèves un aperçu général du problème traité, susciter leur curiosité et rendre plus facile la lecture des textes. »

36. Selon V. Fay, ils en ont perdu l'habitude du fait « de la déplorable habitude de centralisation bureaucratique du travail rédactionnel entre les mains de fonctionnaires régionaux », *Cahiers du bolchevisme*, septembre 1930. Une étude de la presse régionale et de la presse d'entreprise le confirmerait sans doute. N'oublions pas que, lorsque le parti planifie ses écoles, il doit parfois prévoir l'existence de groupes de travail spéciaux pour illettrés (AN F^7 13 093, 2 février 1936 ; circulaire sur l'organisation du travail dans la JC).

37. Institut Maurice Thorez, cote 393.

38. V. Fay souligne la sous-estimation de l'idéologie. Pour les élèves, les ouvriers n'étaient pas conditionnés mais ignorants (interview du 10 décembre 1976).

39. Institut Maurice Thorez, cote 393.

40. Créée comme la section financière en 1934.

41. Institut Maurice Thorez, cote 394... Avril 1930 : 15 élèves : Biette, Bonnardel, Boisson, Deseulin, Fontana, Guillemin, Keimhorg, Lauzi, Lebrun, Philippe, Robat, Richard, Soileux, Soupé, Vachat.

42. *Ibid.*, mai-juin 1930, 11 élèves : Baudin, Bonizi, Colombo, Doize, Esthevenin, Ginovesi, Gras, Rimbert, Sliva, Vede, Vedovini.

43. *Ibid.*, juin-juillet 1930, 14 élèves (école inter-régionale).

44. *Ibid.*, juin 1930, 17 élèves.

45. Nous les avons donc retrouvés dans les archives microfilmées de l'Institut Maurice Thorez. (Institut Maurice Thorez, cote 394).

46. Interview réalisée par nous.

47. Bien que l'école régionale de la région parisienne, de mars 1931, soit une initiative régionale, nous avons intégré ici les données sociologiques la concernant. Les élèves sont : Beaudenut, Bellancontre, Berody, Chasseing, Delmas, Doudain, Duchene, Fardeau, Gacon, Husson, Lagache, Lesueur, Maurice, Mourre, Passa, Thébault, Thomas, Venet, Zellner.

48. Institut Maurice Thorez, cote 394, avril 1930. Rapport concernant Soupé, futur secrétaire régional de Paris-Est : « Peut-être un dirigeant effectif et utile. Handicap : timidité. Situation de famille : marié et père de quatre enfants. »

49. Les ouvriers des industries privées constituent en 1929, 50 % des effectifs du parti, mais 69 % des délégués au congrès de Saint-Denis.

50. Institut Maurice Thorez, cote 533. Le rapport fait, toutefois, remarquer qu'à la seule vue des cotisations, on croirait le nombre des manœuvres plus élevé que les statistiques ne le révèlent.

51. Nous ne possédons, à cet égard, d'indications que pour les seules régions parisienne et marseillaise.

52. Ajoutons qu'en 1931 le quart des élèves de la région parisienne sont des chômeurs. C'est peut-être là une des causes de leur recrutement.

53. Ce n'est pas là son unique spécificité : elle seule recrute quelques éléments non ouvriers.

54. Dans la région parisienne, en 1931, la sélection est meilleure puisque le pourcentage est de 24 %.

55. Il s'agit des élèves des deux écoles de la région parisienne et de ceux de la région marseillaise. Les autres ne nous sont connus que par leurs initiales.

56. L'un d'entre eux, Doize, entre au bureau régional.

57. Institut Maurice Thorez, cote 393, 16 avril 1930. Les élèves sont issus de la région parisienne (2), de Marseille, Lyon, Bordeaux, Troyes et du Nord.

58. *Ibid.* Des remarques identiques seront faites lors de l'école des journalistes, *Cahiers du bolchevisme*, 10, octobre 1930.

59. Institut Maurice Thorez, cote 393, 16 avril 1930.

2.

1. Sur ce présidium élargi : *La Correspondance internationale*, 24-26 et 36 à 40, 1930, *Résolutions adoptées par le présidium élargi du CE de l'IC*, 18-28 février, Paris, Bureau d'éditions, 1930 ; Manouilski, *La crise économique et l'essor révolutionnaire*, Rapport et discours de clôture au présidium élargi du CE de l'Internationale communiste, Paris, Bureau d'éditions, 1930.

2. Elle frappe effectivement le Parti communiste français avec force à partir de juillet 1929. Cf. N. Racine et L. Bodin, *Le PCF pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972, p. 290-291.

3. Cette constatation qu'énonce le plenum élargi, et que M. Thorez reprend devant le comité central de juillet 1930, au cours duquel il se réfère explicitement aux discussions de février, repose sur une surestimation du développement des grèves et des luttes. La statistique des grèves montre au contraire que le développement de la crise provoque une diminution des conflits du travail. Cf. Rapports de *Thorez*, *Barbé et Célor*, publiés par le secrétariat du Parti communiste (SFIC).

4. C'est en particulier le cas des CDH (Comités de défense de l'Humanité) créés après la mise en faillite de la Banque ouvrière et paysane. Sur ces questions cf. APP Ba 1715 à Ba 1720. Ces dossiers ont été analysés par P. Milza, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, « Les problèmes financiers de l'Humanité, 1920-1939 » octobre-décembre 1973.

5. A. Kriegel, *Le pain et les roses*, Paris, PUF, 1968. Courbes des effectifs du Parti communiste français et de la SFIO, p. 203.

6. Il s'agit des élections aux caisses de retraite des mineurs où les « réformistes » gagnent 20 000 voix, tandis que la CGTU en perd 1 000 ; intervention de Célor devant le comité central du 30 juillet.

7. « Il y a crise, dira Barbé, non du point de vue de l'orientation mais de l'application et de la réalisation de notre politique juste devant les masses ouvrières. » CC de juillet 1930.

8. Sur la délégation, Walter, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Somogy, 1948, p. 214.

9. *Cahiers du bolchevisme*, 3, mars 1930.

10. Allusion à Sellier, Garchery, etc., exclus du parti en novembre 1929, et qui constituent, en décembre 1929, le POP.

11. *Cahiers du bolchevisme*, n° spécial, janvier 1930. Rapport préparatoire pour la conférence nationale, « La consolidation politique et organique du parti, condition expresse de la réalisation de son rôle dirigeant ».

12. C'est là l'idée centrale d'un texte rédigé par F. Billoux pour les *Cahiers du bolchevisme*, qui ne sera pas publié, et qui s'intitule « Le rôle de la Jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti » (UNIR, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Veridad, 1960). De telles théories marquent de leur empreinte le manuel de Ferrat, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Bureau d'éditions, 1931, en particulier p. 220.

13. *Cahiers du bolchevisme*, *op. cit.*, n° spécial, janvier 1930.

14. Discours de M. Thorez, Comité central de juillet 1930, *op. cit.*

15. Cf., sur cette question, le témoignage de F. Billoux in J. Varin, *Jeunes comme Jeunesse communiste*, *op. cit.*, p. 150.

16. Conditionnée à la fois par la vie politique française et/ou les directives de l'Internationale.

17. Comité central de juillet 1930, Maurice Thorez écrit encore : « La direction n'a pas fait un effort suffisant, non seulement pour former et éduquer de nouveaux cadres, mais aussi pour rééduquer et assimiler les anciens. Une bonne politique de cadres se mesure à l'effort de conviction et de persuasion idéologique et politique poursuivi par la direction à l'égard de l'ensemble du parti. » *L'Internationale communiste*, 21, 20 juillet 1930. L'ouvrage que Ferrat consacre alors à l'histoire du parti conclut du reste en appelant le Parti communiste français à « revendiquer les meilleures traditions de la classe ouvrière », parmi lesquelles il sauve, en particulier, ce qui lui paraît être l'annonce du présent dans le passé : les positions de Jaurès sur la question coloniale, les positions de Guesde sur l'organisation.

18. Le terme même de renforcement est nouveau. Il se substitue à celui de « redressement » qui prévalait en 1928. Des objectifs sont du reste fixés : 55 000 adhérents au Parti communiste français, 100 000 nouveaux syndiqués à la CGTU, 200 000 lecteurs de *L'Humanité* d'ici au dixième anniversaire du *Parti communiste* (Comité central de juillet 1930, *op. cit.*).

19. Institut Maurice Thorez, cote 454, lettre de l'agit-prop à l'Internationale communiste, janvier 1931.

20. Institut Maurice Thorez, cote 394, compte rendu de la conférence européenne d'agit-prop de juillet 1930 (août 1931).

21. Comité central de juillet 1930, *op. cit.*

22. Maurice Thorez écrit encore : « La plus grande faiblesse dans le travail de masse est l'inattention aux revendications partielles, générales ou particulières à l'entreprise. Les exemples abondent où nos militants, passablement qualifiés dès qu'il s'agit des choses de Chine ou d'Amérique, perdent pied dès qu'il faut parler des revendications ou de la corporation » (*L'Internationale communiste*, 21, 20 juillet 1930). Lors du comité central de juillet 1930, Barbé va dans le même sens : « Il est bon de constater qu'aujourd'hui, on n'a pas parlé du krach de New York : on n'a pas fait le tour du monde et c'est quelque chose de nouveau ... Toutes les interventions ont été des interventions en général concrètes, basées sur l'expérience. » Cette difficulté à intervenir dans la conjoncture avait pour contrepartie, au plan de l'action, le développement d'une véritable « gymnastique révolutionnaire ». Elle se caractérisait par la juxtaposition de « campagnes » dont la plupart avaient un caractère international et visaient à faire marcher le « parti mondial » (en construction) d'un pas unique. Pour le premier semestre 1929, ces campagnes étaient les suivantes : 11e anniversaire de l'Armée Rouge, 12e anniversaire de la Révolution russe, 10e anniversaire de l'Internationale communiste, Semaine internationale des femmes, congrès international antifasciste, anniversaire de la Commune, de l'insurrection des marins de la mer Noire, 1er Mai, contre-manifestation de Vincennes, 14 Juillet, Mur des fédérés. En critiquant, lors de ce comité central, le mot d'ordre de grève politique de masse qu'on avait à nouveau lancé pour le 1er août 1930, M. Thorez entend rompre avec cette gymnastique révolutionnaire. Cf. *Œuvres*, livre II, t. I.

23. Institut Maurice Thorez, cote 394. Depuis mars 1930, elle était dirigée par Barbé, Servet, Berlioz et Gitton et fonctionnait mal. En juillet 1930, Barbé et Servet s'adjoignent Versoix, Victor (sur qui s'exerce, dit le rapport, un contrôle désormais effectif), Soupe et Darnar (qui remplace Gayman, reparti à *L'Humanité*).

24. Institut Maurice Thorez, cote 454.

25. *Ibid.* : « Le programme d'édition n'est pas établi par le bureau de Paris. Celui-ci ne fait que des propositions partielles au bureau international. Le contrôle accordé au comité central du parti ne peut être en réalité que fictif puisque ce dernier ne peut rien faire sans l'autorisation du BI (ce qui prend un temps énorme). Il en résulte que

les plans d'édition correspondent très imparfaitement aux besoins du mouvement communiste français. »

26. Institut Maurice Thorez, cote 454.

27. Compte rendu de lecture des *Cahiers du bolchevisme*, 14-15, 1929.

28. C'est à cette demande que l'on doit sans doute l'édition de romans de Barbusse et de Vaillant-Couturier.

29. Cela porte son tirage à 300 000 exemplaires (source A. Moine).

30. Institut Maurice Thorez, cote 454. Edité à 5 000 exemplaires, 3 678 ont été vendus fin 1930. Cet ouvrage est sans nul doute une traduction.

31. Lettre de Maurice Thorez, datée du 28 novembre 1930, et reproduite dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 15, 1er trimestre 1976. M. Thorez précise que le Cercle devra comprendre une section historique, économique et agraire, et mettre sur pied une bibliothèque centrale auprès du comité central (Institut Maurice Thorez, cote 452).

32. *Ibid.*

33. On la retrouve aussi dans le travail d'éducation. On peut lire, dans les *Carnets du militant* de septembre 1930, une circulaire qui conseille d'employer au travail d'éducation « ces camarades intellectuels qui ne déployaient pas une grande activité pratique dans le parti ... cette tâche les intéressera et ils rendront service au parti ... aucun membre du parti ne doit rester inactif et il faut utiliser tout le monde selon ses capacités et ses penchants ».

34. C'est le cas du Cercle de la Russie neuve (cf. G. Cogniot, *Parti pris*, Editions sociales, 1976, p. 237 et suiv. et Paul Laberenne, *La Pensée*, 205, juin 1979), de *Monde*, malgré les réserves du Parti communiste français à son égard, et de la *Revue marxiste* fondée en 1929 par Nizan, Morhange, Politzer ; elle porte en exergue « Sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire » et dénonce dans l'éditorial de son premier numéro « ce marécage idéologique d'une bourgeoisie devenue stérile » ; le marxisme est défini comme « une méthode de recherche et d'action révolutionnaire, celle du prolétariat qui commence à accomplir sa tâche historique, qui seul est intéressé à la connaissance entièrement objective de l'univers, qui seul osera chasser toutes les mythologies [et dont] le premier fruit est la révolution de Lénine. Bien que le parti semble n'avoir joué aucun rôle dans sa gestion, les rapports adressés à l'Internationale communiste font mention de son tirage. Institut Maurice Thorez, cote 452, 1 000 exemplaires. Cf. encore D. Tartakowsky, « Les intellectuels et le marxisme », *La Pensée*, 205, juin 1979.

35. Sur *Monde*, cf. J.-P. Bernard, *Le PCF et les écrivains*, et *Europe*, colloque Barbusse, 1976.

36. « Proposition pour l'organisation du travail théorique dans le parti », juillet 1930. Document publié par les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 15, 1er trimestre 1976.

37. Souligné dans le texte.

38. Institut Maurice Thorez, cote 452, décembre 1930. L'agit-prop centrale doit recruter un nouveau collaborateur du fait du départ de Versoix pour raison de santé : « La condition essentielle, dit le rapport, c'est que ce camarade ait une formation prolétarienne. Il ne faut pas à cette fonction un intellectuel. Non que nous dédaignions les intellectuels, mais parce qu'ils sont déjà assez nombreux dans l'appareil d'agit-prop (Darnar, Victor, Berlioz) et si nous faisons encore appel à un autre, nous retournerons à la vieille formule de l'agit-prop qui était la chasse gardée des intellectuels. »

39. A la citation de Lénine, « partout épinglée », comme l'écrit Servet, les *Cahiers du bolchevisme* en substituent désormais deux autres : une première d'Engels qui, dans *La Guerre des paysans, op. cit.*, parle des « trois directions théoriques, politiques et économiques de la lutte » ; une seconde de Staline : « La théorie est la synthétisation de l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays ... la plus grande force du mouvement ouvrier si elle est indissolublement liée à la pratique révolutionnaire, car seule elle peut donner au mouvement l'assurance, l'orientation, l'intelligence, la liaison

interne des événements et la direction du mouvement des classes au moment présent et dans l'avenir prochain. »

40. Une rubrique ainsi intitulée est réintroduite dans les *Cahiers du bolchevisme* à partir de janvier 1930 (dirigés depuis juin 1929 par Sémard, Larribère, Ferrat, Monmousseau et Thorez ; ils deviennent, à cette date, un mensuel régulier *Cahiers du bolchevisme*, 16, juin 1929). Cette rubrique, qui paraît jusqu'en juin 1931, se substitue à la rubrique « Doctrine et action ».

41. « Lutte théorique et formation des cadres », *Cahiers du bolchevisme*, 7, 5 juillet 1930.

42. Institut Maurice Thorez, cote 452. Un rapport de juillet 1931, le déplore et en attribue la cause à ce que « ses principaux membres sont mobilisés à de nouvelles tâches : l'Association des écrivains prolétariens ». Du moins doit-on à ce Cercle la publication d'un catalogue qui contient un plan de lecture et des conseils bibliographiques pour étudier le marxisme. Il réintègre le fonds ancien et conseille aux lecteurs de niveau supérieur la lecture d'ouvrages sociaux-démocrates.

43. Institut Maurice Thorez, cote 535, février 1932. Lors du congrès de Paris, Sémard dira à ce propos : « Il existe dans notre parti un mépris pour l'étude qui constitue la déviation principale et que le groupe Barbé encouragea par son praticisme étroit et son désir d'avoir un parti d'exécutants. » *Cahiers du bolchevisme*, 1er mai 1932.

44. Les rapports adressés à l'Internationale communiste font du reste à « Victor » un sort particulier ; Institut Maurice Thorez, cote 452, janvier 1931. Ce rapport qui donne la composition de l'agit-prop déclare que « Victor » y est « invité » (les guillemets sont dans le rapport). Institut Maurice Thorez, cote 394, juillet 1931 : « Victor est en situation illégale, *sans notre contrôle direct* » (souligné par nous).

45. La région parisienne organise, toutefois, de sa propre initiative, une école régionale. Une seconde est prévue dans le Nord mais ne pourra avoir lieu du fait du déclenchement de la grève des mineurs de mars 1931. Victor Fay devait en assurer la direction.

46. La première école (septembre 1930) a reçu treize candidats : Région bordelaise : André Izaute. Languedoc : Gabriel Roucaute et René Uni. Troyenne : Charles Fréchard. Lyonnaise : Waldeck Rochet. Région parisienne : Raymond Meunier, Lucienne Lesaint, Georges Clunet. Nord : Gaston Coquel, Cyrien Quinet. Alsace-Lorraine : Paul Gundrans, Edouard Meyer. Région algérienne : George Obis. La seconde reçoit vingt-deux élèves. Languedoc : Edmond-Marius Roca. Troyenne : Michel Herbst. Région parisienne : Thérèse Capitaine, Zellner, Gaston Dourdain, Albert Dalmas, Jean Paumard, Edgar Monceaux, Auguste Gillot. Nord : Martha Desrumeaux. Alsace-Lorraine : Adolphe Baechler, Guillaume Kuhn. Région algérienne : Ahmed Bellarbi. Pyrénées : René Homière. Est : Georges Krauss dit Martinon. Nord-Est : Emile Galatry. Atlantique : Robert Joly. Alpes : Paul Billat. MOE : Jany Ignacy. JC : Jules Decaux, André Moine. (Institut Maurice Thorez, cote 394).

47. L'un d'entre eux n'a pas suivi l'école primaire.

48. Sur ces écoles, voir plus loin.

49. Ces données chiffrées, comme les suivantes, émanent d'un rapport adressé par Vassart à l'Internationale (Institut Maurice Thorez, cote 453).

50. Institut Maurice Thorez, cote 453. On cite, parmi les ouvrages qu'ils doivent connaître avant leur arrivée : Marx, *Salaire, travail, capital, Les luttes de classes en France, La guerre civile en France, Le 18 Brumaire*. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Lénine, *L'Impérialisme, L'Etat et la révolution, Le radicalisme (sic), la maladie infantile du communisme*. Staline, *Lénine et le léninisme*. Zinoviev, *Histoire du PC (b) US*.

51. Si les fiches des élèves comportent des appréciations politiques, elles se limitent le plus souvent à des observations sommaires mais cependant instructives : « N'a pas eu de sympathie pour le trotskysme et l'opportunisme, n'a jamais participé à un travail fractionnel. » Il est quelquefois fait état de désaccords passés avec le parti. Ceux-ci por-

tent sur le trotskysme, la tactique classe contre classe, ou parfois même la validité de la thèse du socialisme dans un seul pays.

52. L'étude de la situation de famille montre, en effet, qu'on n'a pas privilégié à tout prix les célibataires. Ils sont au nombre de 16 ; les élèves mariés sont 17 (dont sans enfants, 4 ; un enfant, 10 ; deux enfants, 2 ; trois enfants, 1). A leur arrivée à l'école, les élèves touchaient les salaires suivants : moins de 1 000 francs : 11 ; 1 000 à 1 500 francs : 14 ; plus de 1 500 francs : 1 ; non mensualisé : 1.

53. Il y a souvent cumul de fonctions. Nous n'avons pris en compte, en 1930, que la fonction de plus haut degré. Nos sources ne nous permettent pas la différenciation en 1931.

54. Institut Maurice Thorez, cote 453.

55. A l'exception de la région marseillaise.

56. La plupart des élèves sont membres d'organisations de masse (FST, SRI, ARAC, locataires, coopérateurs, Amis de l'URSS).

57. Institut Maurice Thorez, cote 453.

58. Le rapport signé de Vassart signale que dix élèves seulement appartiennent à une cellule d'entreprise : de toute évidence, les autres proviennent de petites entreprises dépourvues de cellules ou sont permanents du parti. Onze d'entre eux sont dans le cas.

59. Les renseignements nous manquent pour quatre des élèves de 1931.

60. Comme c'était le cas dans les écoles régionales, les élèves ont été, pour certains, adhérents à la CGT, qu'ils ont toujours quittée après leur adhésion au parti. A leur arrivée à l'école, tous sont donc membres de la CGTU ou de la CGPT.

61. Il précise que cinq des vingt-quatre élèves de la promotion dont faisait partie W. Rochet sont encore membres du parti en 1950. *Contributions à l'histoire du Comintern, op. cit.*, p. 241.

62. Institut Maurice Thorez, cote 394, août 1930, dirigée par Gayman, suivie par huit élèves venant des régions marseillaise, Languedoc, Troyes et Est. L'un des élèves est déjà journaliste à *L'Humanité*, un autre vient de l'agit-prop centrale, trois d'entre eux sont déclarés aptes à être journalistes.

63. Institut Maurice Thorez, cote 532, sept élèves.

64. Institut Maurice Thorez, cote 535, février 1932.

65. Institut Maurice Thorez. Ecole syndicale des employés municipaux, des métaux et du bâtiment. V. Fay nous a déclaré avoir organisé, à Nantes, une école syndicale parallèlement à l'école régionale.

66. Selon le rapport dressé par le congrès de Paris, ces écoles de « sympathisants » ont regroupé au total sept cents élèves. Il s'agissait de trois écoles de CDH, deux écoles des Amis de l'URSS et d'une école de Rabcors (correspondants ouvriers de *L'Humanité*). Ajoutons que, selon le témoignage de V. Fay, l'agit-prop prend encore en charge l'école de l'Etoile nord-africaine.

67. Institut Maurice Thorez, cote 394. Rapport sur l'activité de la section d'agit-prop depuis juillet 1930, (août 1931).

68. Institut Maurice Thorez, cote 394.

69. Institut Maurice Thorez, cote 394.

70. *Ibid.*, 12 décembre 1930.

71. *Ibid.*

72. *Carnets du militant*, 7, juin 1930.

73. PC (SFIC), 1930, neuf fascicules. En 1929, le Bureau d'éditions avait édité six cours d'éducation élémentaire, qui reprenaient le texte des cours jusqu'alors expédiés par circulaires. C'était leur permettre une diffusion plus grande.

74. Programme de l'Internationale communiste, *op. cit.*, p. 63.

75. Les cours persistent à donner des classes sociales une vision simplifiée. Ainsi réduit-on les « couches petites-bourgeoises » à la seule paysannerie ; dans un schéma de cours sur la production adressé aux cellules (AN F^7 13092), on peut lire : « La simple description de l'usine nous met en présence des classes : les capitalistes, les petits-bourgeois (courtiers, ingénieurs, techniciens, contremaîtres qui sont les auxiliaires

directs du capital) et ouvriers. » Si l'on commence à prendre en compte l'idéologie, c'est uniquement en tant qu'elle est moyen de domination. Classe contre classe est une image qui paraît toujours pouvoir résumer la société française.

76. Cours n° 1.

77. Cours n° 2, le Parti communiste : « Avant la révolution, le parti ne peut englober que la majorité du prolétariat. Il ne comprend que les éléments les plus conscients, les plus exploités. » Ce déterminisme sociologique conduit à définir à son tour la social-démocratie par des critères économiques et non plus strictement idéologiques (comme l'étaient les « survivances ») : il est dit de la SFIO qu'elle se gonfle d'éléments venus de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière en nombre croissant. Sans pouvoir affirmer que c'est une des conséquences des mises en garde de Maurice Thorez, nous constatons que le terme de « social-fascisme » qui était le titre d'un des chapitres du Manuel de 1929, disparaît de ce cours n° 2. Il est, toutefois, réintroduit dans le cours n° 3, directement consacré au comité central de juillet 1930, et qui reprend le texte des résolutions officielles.

78. Institut Maurice Thorez, cote 394. Rouen, Le Havre, Sotteville-Oissel, Dieppe.

79. *Ibid.*, Marseille.

80. *Ibid.*, rayon de Longwy, quarante élèves.

81. *Vers l'organisation d'un parti bolchevique*. Rapport d'organisation pour le VIIe congrès, Paris, édité par le Parti communiste, 1932.

82. *Cahiers du bolchevisme*, 13, novembre 1931.

83. Alors composé de deux personnes (dont Jeanne Rougé, femme de V. Fay).

84. Ajoutons que sur 56 syndiqués, 39 ont des responsabilités. « Une école par correspondance », *Cahiers du bolchevisme*, 13, novembre 1931.

85. *Cahiers du bolchevisme*, 21, 1er novembre 1932 : « Hier soir, nous avons fait trois adhésions. Sur treize membres de la cellule, personne n'a été capable de faire une allocution de bienvenue, tout en exposant la théorie communiste. Voilà pourquoi je m'inscris à l'école », écrit un militant de L'Isle-sur-la-Sorgue.

86. Elles boudent une fois encore l'expérience. Seule la région tourangelle prend une inscription collective. Un rapport établi pour le congrès de Paris 1932 (Institut Maurice Thorez, cote 535) accusera le « groupe » d'avoir encouragé une telle politique pour avoir sous ses ordres un parti d'exécutants. (Voir plus loin.)

87. *Cahiers du bolchevisme*, 13, novembre 1931.

88. Et ce d'autant plus que de nombreux élèves ont quitté l'école à dix ans et rencontrent une grande difficulté dans ce mode d'expression écrite.

89. Encore ces cours réservent-ils parfois des surprises. Ainsi ce militant syndical, qui, à la question : « Comment préparer et diriger une grève ? », répond : « Je n'ai pas étudié la question. » *Cahiers du bolchevisme*, 13, novembre 1931.

90. La majorité des élèves ayant répondu au premier cours ignorent-ils le sens du mot plus-value. *Cahiers du bolchevisme*, 13, novembre 1931.

91. *Ibid.*

92. D. Tartakowsky, « Quelques réflexions sur la " bolchevisation " du PCF », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 23, 1977.

93. Sur l'attitude des journaux de cellules vis-à-vis de ces catégories, J. Dragoni, « Etude sur les premiers journaux de cellules d'entreprises du Parti communiste », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 23, 1977, p. 108.

94. J.-P. Depretto a calculé le pourcentage des cellules d'entreprises de 1926 à 1936 ; 1926 : 48 % ; 1927 : 31 % ; 1928 : 27 % ; 1929 : 29,2 % ; 1930 : 26 % ; octobre 1934 : 21 % ; juin 1935 : 22 % ; octobre 1935 : 18 % ; octobre 1936 : 26 %. « Les problèmes posés par l'implantation du Parti communiste français à l'entreprise (1920-1936) : Renault » in J. Girault, *Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Editions sociales, 1977.

95. Le questionnaire adressé par nous aux vétérans du parti fait apparaître un phénomène identique : plusieurs d'entre eux ont connu des interruptions dans leur vie militante faute de n'avoir pas toujours trouvé où s'organiser.

96. *Cahiers du bolchevisme*, 21, 1er novembre 1932.

97. Il en va de même dans les écoles de « sympathisants » dont nous avons déjà fait état. Ainsi, en décembre 1930, une école de CDH organisée dans le quartier de la Goutte-d'Or, et qui regroupait vingt élèves, se termine-t-elle par dix-neuf adhésions. Le cours portait sur « Le front unique ; pourquoi être communiste ? » Institut Maurice Thorez, cote 393, 16 décembre 1930.

98. « Les enseignements de la XIe session plénière », *Le PCF devant l'Internationale communiste*, Paris, Bureau d'éditions, 1931.

99. *Ibid.*

3.

1. Manouilski critique en ces termes le mot d'ordre de grève politique de masse lancé par le parti : « Il ne faut pas appliquer de façon schématique ce que Lénine a écrit sur la grève politique de masse dans les conditions de 1905. Dans les pays capitalistes les plus importants, le prolétariat ne marche pas vers une révolution bourgeoise mais vers une révolution prolétarienne ... la transition des grèves économiques aux grèves politiques est beaucoup plus difficile dans ces pays. » *Le PCF devant l'Internationale communiste, op. cit.*

2. Cette appréciation repose sur la thèse énoncée par ce même XIIe plenum et selon laquelle il n'y a pas d'« opposition entre la démocratie bourgeoise contemporaine, le fascisme et la social-démocratie ».

3. *Le PCF devant l'Internationale communiste, op. cit.*

4. *Le PCF devant l'Internationale communiste, op. cit.*

5. *Ibid.*

6. Cf. *Discours de Thorez et de Frachon à la conférence nationale des 28 février et 1er mars 1931* édités par le secrétariat du Parti communiste.

7. Dans son intervention devant le XIe plenum, M. Thorez déclare : « Nous avons pompé à l'excès dans notre organisation des JC pour y puiser nos cadres, depuis notre bureau politique jusqu'aux directions de rayons et de cellules. » Son intervention est destinée à contrevenir à l'affirmation de Manouilski selon laquelle le parti a négligé, durant ces derniers mois, le travail anti. Elle n'en souligne pas moins une fois de plus les déséquilibres qui se sont instaurés au plan des cadres.

8. Composition de la délégation : Fried, Vitovski (délégué du Profintern et collaborateur de Losovsky), Pourman (Profintern). Instructeurs : Georges Kagan (Gilbert) : *travail théorique, Cahiers du bolchevisme* ; Anna Pauker : Organisation ; Geroe (Pierre), Iablonski, Golubieva (Suzanne). Un responsable du travail anti (témoignage de Victor Fay).

9. Cf. la série des articles de M. Thorez sur cette question, *Œuvres*, livre 2, t. II (juin 1931-février 1932), et leur transposition directe dans les écrits du Parti communiste français relatifs à cette question jusqu'au *Manuel d'histoire du PCF* compris (Paris, Editions sociales, 1964).

10. Institut Maurice Thorez, cote 394.

11. Institut Maurice Thorez, cote 394.

12. Institut Maurice Thorez, cote 394. « On ne peut pourtant mettre Barbé et Servet ... sur le même plan. Si le premier était entièrement conscient des buts qu'il poursuivait, le second ... ignorait l'existence du groupe et de ses buts cachés. »

13. Et vraisemblablement toutes, mais l'analyse reste à cet égard à faire.

14. Cf. ce plan publié par les *Carnets du militant*, 10, 1931, pour le dixième anniversaire du parti : « L'histoire du parti, c'est, par étape, la mise en pratique d'une théorie qu'il convient de faire pénétrer dans la tête de chaque membre du parti ... , c'est la lutte contre une série de déviations et l'apprentissage du combat contre l'opportunisme, le sectarisme ou l'anarcho-syndicalisme. Relater cela c'est s'armer contre les déviations éventuelles ... (L'histoire du parti) présente à notre analyse un champ critique d'études stratégiques et tactiques où se forme notre expérience des luttes. » Le plan de conférence est le suivant : 1) des origines au parti de Frossard ; 2) les

éliminations : 1923-1927 ; 3) la bolchevisation. De telles conceptions président encore à l'*Histoire du PCF* que rédige Ferrat en 1931.

15. Nous empruntons cette expression à Louis Althusser, *Le XXIIe congrès*, Paris, Maspero, 1977.

16. Cf. J. Girault, *Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Editions sociales, 1977. Il nous apparaît qu'un des acquis majeurs de la bolchevisation est d'avoir permis une progressive reconquête du mouvement syndical par le courant révolutionnaire. D. Tartakowsky, « Autour de la bolchevisation du PCF » in *La classe ouvrière française et la politique*, Paris, Editions sociales, 1980.

17. Il s'agit de Doriot et de Ferrat qui seront seuls à quitter, pour des raisons différentes, la direction du parti (et le parti même) avant la guerre. A la différence de Barbé et Célor, ils le quittent, toutefois, de leur propre initiative.

18. Les exceptions sont constituées par les cadres de la première heure : Marcel Cachin, Paul Vaillant-couturier, Renaud Jean.

19. *Vers l'organisation d'un parti bolchevique*, Bureau d'éditions, 1932.

20. Comme les nomme alors le parti. *Cahiers du bolchevisme*, 23, décembre 1933.

21. Il s'agit d'Etienne Fajon.

22. Selon les termes du rapport d'avril 1932, qui s'en félicite. Institut Maurice Thorez, cote 535. C'est à tous les niveaux que s'exprime cette volonté de conserver le caractère « prolétarien » du parti. Si les *Cahiers du bolchevisme* se félicitent que l'école par correspondance ait été suivie par d'autres que des ouvriers (voir plus loin), c'est dans les termes suivants : « Nous devons nous en réjouir, mais nous voudrions voir grandir en même temps et plus encore notre recrutement parmi les travailleurs les plus exploités » (*Cahiers du bolchevisme*, 23, décembre 1933). L'école élémentaire privilégie, de son côté, les grands centres ouvriers. Dès avant le congrès de Paris, des écoles de cellule avaient été organisées dans les plus grosses entreprises où le parti est implanté : Citroën, Renault, Panhard, Gare du Nord, Chenard et Walker. Vers l'organisation d'un parti bolchevik).

23. Deux des élèves sortis de l'école de 1932 suivent ces cours au grand dam du parti. En décembre 1934, cette école de longue durée est critiquée par l'Internationale elle-même. Dans un article intitulé « Le problème des cadres communistes », Tchernomordik écrit : « L'exemple d'un grand nombre de partis, dont la France, montre ce que signifie l'éloignement de l'activité pratique dans les années 1933-1934. Cet écart ne permet pas de voir les traits nouveaux dans la situation et cela est une perte irréparable. » (*L'Internationale communiste*, décembre 1934.) Le temps de l'agit-prop est décidément terminé. Cette école sera supprimée en 1935 dans la lignée du VIIe congrès de l'Internationale communiste. C'est alors qu'Etienne Fajon prend la direction des écoles centrales en France. Cf. pour une première approche de ces écoles Fritz Glaubauf, « Mon travail à l'école d'Arcueil du PCF », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 7, 1974 ; Etienne Fajon, *Ma vie s'appelle liberté*, Robert Laffont, 1976.

24. Institut Maurice Thorez, cote 451.

25. Institut Maurice Thorez, cote 535, 3 avril.

26. Témoignage de V. Fay. Les archives de l'école de la JC ne figurent pas parmi les microfilms dont dispose l'Institut Maurice Thorez.

27. Georges Cogniot, *Parti pris ...*, *op. cit.*, p. 190.

28. Institut Maurice Thorez, cote 536. Liste des élèves : Bollangier, Bouquet, Brunet, Carré, Carrière, Chauviat, Coisne, Darnet, Delaguette, Delval, Demoulin, Granetier, Guignaud, Hénaff, Landais, Levasseur, Manoutine, Peyra, Piot, Pinson, Piu, Tollet, Salsenack.

29. Deux d'entre eux adhèrent au parti au terme de l'école.

30. Son programme avait été calqué sur celui des écoles du parti ; tout juste supprimait-il le cours relatif à la « tactique actuelle du parti » pour le remplacer par un cours sur le rôle des fractions.

31. Selon le nom qui devient sien au lendemain du congrès de Paris (Institut Maurice Thorez, cote 452).

32. Février-mars 1932, février-mars 1933.

33. Du moins est-ce le cas en 1933. En 1932, les directions syndicales se refusent à dégager ceux de leurs cadres qu'on avait désignés pour suivre les cours. Institut Maurice Thorez, cote 535.

34. Qui est passé par l'école de Bobigny.

35. Cette remarque nous paraît tout aussi bien valoir pour l'ELI. Le fait que Waldeck Rochet entre au comité central, en 1936, au titre de suppléant n'a pas de rapport direct avec son passage par l'école régionale et l'ELI.

36. Nous nous appuyons ici sur le témoignage de Victor Fay. Il nous a cité le nom de certains des élèves passés par les écoles centrales de 1932 et 1933 : Danielle Casanova (passée par l'école de la Jeunesse communiste), qui entre ensuite à la direction nationale des JC ; Etienne Fajon qui, en 1935, dirigera les écoles centrales du Parti communiste français, Lucien Sampaix. La quasi-totalité de la direction de la CGTU est, à l'exception de Julien Racamond, Gaston Monmousseau et Lucien Midol, passée selon lui par ces écoles. Tenant compte de ce processus de double sélection, il déclare pourtant que la contribution de l'agit-prop à la sélection des cadres est demeurée faible. Le rapport consacré à l'école centrale de 1932 signale que deux des élèves sont devenus députés, deux autres secrétaires syndicaux, un autre est devenu cadre de la JC (Institut Maurice Thorez, cote 535). Ce sont désormais des cadres du parti qu'on détache vers la JC ou le syndicat, et non plus l'inverse.

37. La référence à *Que faire ?* n'est pas notre fait. Cf. *Cahiers du bolchevisme* 1931, Servet : « Le parti et l'économisme ». Cet article se veut une lecture de la conférence nationale sur les questions syndicales à la lumière de *Que faire ?*

38. *Cahiers du bolchevisme*, 1931, p. 666. (Souligné par nous.) Le XIe plenum avait, du reste, invité chacune des sections de l'Internationale à adapter ses résolutions « formulées en termes généraux par l'ensemble de ses sections » à chaque situation concrète (*Le PCF devant l'Internationale communiste, op. cit.*).

39. Pour la première fois depuis 1922, un bilan du travail d'éducation et de propagande est dressé à l'occasion du congrès. Cf. *Vers l'organisation d'un parti bolchevik, op. cit.*

40. Nous avons, de fait, pu constater que les adhérents qui rejoignent le parti sur un motif d'autant plus ponctuel que le parti fonctionne alors par « campagnes », le quittent souvent une fois la « campagne » achevée. Hors de toute pratique collective, leur lutte ne vient s'insérer dans aucune pratique d'ensemble qui ferait d'eux des militants communistes.

41. Cette attitude vis-à-vis du passé est contradictoire avec les positions exposées dans l'ouvrage de Ferrat qui s'inscrivait quant à lui dans la perspective de « lutte sur les deux fronts ». Notons ici que le Parti communiste français est avec le Parti communiste de Tchécoslovaquie le premier parti des pays capitalistes à écrire son histoire. Cf. *Cahiers du bolchevisme*, 15, 1932, J. Rocher. De par les caractères qui sont siens, elle est effectivement un instrument direct de formation politique. Pour le Parti communiste allemand devant son histoire, cf. P. Broué, *Révolution en Allemagne, op. cit.*, chap. XLIII, « Histoire et politique ».

42. La lettre est reproduite dans les *Cahiers du bolchevisme*, 2, 1932 : « Quelques questions de l'histoire du bolchevisme » puis dans les *Questions du léninisme*, t. II. Cf. encore P. Sémard, « Pour l'éducation marxiste-léniniste », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mai 1932.

43. Staline poursuit en accusant Sloutski « d'entraîner les gens dans une discussion sur les questions qui constituent les axiomes du bolchevisme ... de transformer de nouveau la question du bolchevisme de Lénine d'axiome en problème nécessitant une étude ultérieure ». Commentant cette lutte dans *La Correspondance internationale*, 113-116, 19 décembre 1931, Kaganovitch écrit : « Par sa lettre, Staline a élevé à une hauteur formidable les questions de l'histoire du parti et les tâches de leur étude. L'histoire de notre parti est l'histoire de *la lutte intransigeante contre la déviation* du point de vue marxiste-révolutionnaire conséquent. » Et il poursuit en polémiquant avec les conceptions de Radek, qui écrivait en 1919 : « L'Internationale communiste n'est pas un produit ingénieux du gouvernement soviétique ..., c'est le rassemblement de

toutes les tendances révolutionnaires de la vieille Internationale telles qu'elles se sont déclarées et renforcées pendant la guerre. Ces semences, ce ne sont pas seulement les bolcheviques qui les ont semées mais également Debs, Le Leon, les héroïques combattants des IWW ... Jules Guesde comme Loriot et Monatte ... Rosa Luxemburg (etc.) » (cité par P. Broué, *La révolution en Allemagne, op. cit.*, p. 803). Dans une telle conception, le parti de type nouveau, ou l'Internationale conçue comme parti mondial, se donnent comme héritiers des formes d'organisation que le mouvement ouvrier s'est forgées. Il se doit de les gérer en les faisant dépérir dans le sens d'un centralisme de plus en plus organique. Tout autre est la démarche stalinienne qui procède par exclusive et élimination. Elle nous paraît toutefois contradictoire avec la *pratique* dans laquelle *L'Internationale communiste* engage alors le Parti communiste français.

44. En 1929-1930, un tiers des articles que les *Cahiers du bolchevisme* consacrent à l'URSS portent sur le PC(b)US et ses débats internes. C'est, en 1931-1932, le cas de un onzième des articles. On n'en relève plus aucun en 1933.

45. De 1929 à 1933, une seule brochure émane du PC(b)US en tant qu'organisme collectif.

46. La publication de romans soviétiques poursuit la même finalité.

47. Ces conceptions humanistes prévalent également dans les mémoires de militants soviétiques que le Bureau d'éditions regroupe en une collection intitulée « Mémoires révolutionnaires ».

48. Essentiellement descriptive, la littérature française consacrée à l'Union soviétique présente les mêmes caractères. Elle se compose, pour l'essentiel, de comptes rendus de voyages effectués par des délégations qui se sont rendues en URSS, par certains intellectuels ou dirigeants du parti. Ajoutons qu'à l'occasion des législatives de 1932, le parti sort une revue illustrée sur l'URSS : le responsable en est Paul Vaillant-Couturier. Cf. enfin la revue *Russie d'aujourd'hui* (qui tire à 27 000 exemplaires en décembre 1933). (Cf. F. Grenier, *Ce bonheur-là...*, Paris, Editions sociales, 1976, p. 131 et suiv.). Il faudra attendre 1935, pour qu'apparaissent certaines analyses originales : L. Clavel, *Quelques aspects de la vie culturelle en URSS*, Paris, Bureau d'éditions, 1935. Friedmann, *Le problème du machinisme en URSS*, Paris, Bureau d'éditions, 1935.

49. Institut Maurice Thorez, cote 454. Il s'en vend, en deux ans, un peu plus de 2 000 exemplaires.

50. Telle est alors la démarche de Staline dans une brochure intitulée *Deux bilans*.

51. Ainsi dans ces cours de 1931 déjà cités, où l'on passe sous silence la gestation des partis ouvriers, qui conduirait à souligner le rôle progressiste qui fut leur (comme il le fut un temps pour le capitalisme même). Cf. aussi les ouvrages d'histoire de Klement, *Jaurès réformiste*, et de Bouton (Bouthonnier) et Servet, *Les socialistes et la guerre*, qui relèvent l'un et l'autre d'une même conception comparative et donc rétroactive de l'histoire.

52. De Rothstein.

53. Présenté comme la « méthode du matérialisme historique appliqué à quelques problèmes historiques et concrets ». L'histoire est, en outre, abordée par deux collections intitulées : « Histoire du mouvement ouvrier » et « Bibliothèque du mouvement ouvrier ».

54. Deux articles soviétiques parus en 1928 dans les *Cahiers du bolchevisme* cherchent à fonder l'existence d'un « marxisme soviétique [qui] développe dans les domaines théorique et philosophique la méthode dialectique et la conception matérialiste des fondateurs du marxisme ». Il ne s'agit plus d'affirmer l'identité du marxisme et du léninisme, mais de montrer en quoi Lénine est marxiste. Cf. « La révolution d'Octobre et le matérialisme dialectique », *Cahiers du bolchevisme*, 1, 1928 ; « Reproduction de la préface de Deborine à *Matérialisme et empiriocriticisme* », *Cahiers du bolchevisme*, 20, 1928.

55. *Les Questions du léninisme* et *La révolution d'Octobre*.

56. Il s'agit d'une décision prise par l'ensemble des sections de l'Internationale.

L'édition débute conjointement en France, en Angleterre, en Allemagne et au Japon. *La Correspondance internationale*, 107, 22 septembre 1928.

57. Et en particulier au Bureau d'éditions, qui publie en 1928 des morceaux choisis intitulés « Lénine et l'organisation », et dans les *Cahiers du bolchevisme*.

58. Institut Maurice Thorez, cote 452. Lettre du 26 mai 1930 : elles devraient permettre de remplacer les *Pages choisies* rassemblées par Pierre Pascal et dont l'Internationale demande d'interrompre l'édition. On trouve là confirmation du témoignage de V. Fay : il fallait que dans chacune des sections de l'Internationale communiste les éditions théoriques soient rigoureusement identiques. L'Internationale ne se définit-elle pas comme un parti mondial.

59. En 1933, l'Internationale lui reprochera d'être responsable du retard pris en la matière. « La France, écrit Kreps, n'a publié que cinq tomes sur trente ; les Allemands en sont à quinze tomes. Les éditions complètes paraissent avec une lenteur inversement proportionnelle à l'allure des événements historiques. » *L'Internationale communiste*, janvier 1933.

60. Ces ouvrages coûtent deux à cinq francs. Les ouvrages de la Bibliothèque marxiste valent en moyenne trente francs.

61. *La Commune de Paris, La Révolution russe de 1905, Karl Marx et sa doctrine, La lutte contre les dangers de guerre, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, La révolution d'Octobre, L'Etat et la révolution, De la religion, Des amendes, Du traité de Versailles, Du matérialisme historique, De l'Etat.*

62. Riazanov est impliqué dans le procès du « centre contre-révolutionnaire menchevik » de 1931.

63. Pour la première fois, en 1933, et du fait du cinquantenaire de la mort de Marx, les éditions du parti publient davantage d'ouvrages de Marx que de Lénine.

64. A cette date, Léon Moussinac se rend à Moscou pour revoir les traductions de V. Serge et, en mars 1934, Ducroux est chargé de vérifier les traductions qui arrivent en France (témoignages recueillis par A. Moine). En 1934, les ESI publient les *Etudes philosophiques* dans la Bibliothèque marxiste. Cette initiative est violemment prise à parti par Kreps (de l'Internationale) : le manuscrit envoyé de Moscou s'intitulait *Marx-Engels-marxisme* et comportait 600 pages. V. Fay, alors responsable aux éditions, prit l'initiative d'élaguer le manuscrit en en retirant tout ce que le Bureau d'éditions et les ESI avaient déjà publié. L'internationale proteste contre la modification du titre, de l'ordre, des choix opérés. Toutes ses sections devaient disposer des mêmes ouvrages (témoignage de V. Fay). Deux tomes des *Œuvres complètes* de Lénine paraîtront entre 1934 et la guerre : le tome 8 (1905) et le tome 25 (la troisième année de dictature du prolétariat).

65. La réédition de ce texte est sans nul doute due à la présence de Victor Fay à la tête des éditions depuis septembre 1931 (Institut Maurice Thorez, cote 450). Jusqu'en 1932, le contrôle de l'Internationale sur les éditions est assuré par Kreps, puis par Bertrand (Wertheim) éditeur à Vienne jusqu'en 1933.

66. Sémard, « Pour une éducation marxiste-léniniste », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mai 1932.

67. André Moine a calculé que la production d'ouvrages communistes dans les années 1933-1935 est en progression de 261 % par rapport aux années 1921-1923. La production française ne progresse entre les mêmes dates que de 33 % (communication de l'Institut Maurice Thorez, texte dactylographié).

68. Cf. Adoratski, « Comment lire le " Capital " », *Cahiers du bolchevisme*, 6, 1933, donne une structure de l'ouvrage et un plan de lecture. Rosenberg, « Le Capital », *ibid.*, 8, 9, 1933. L'article présente d'abord « Marx économiste et révolutionnaire », sa méthode d'analyse ; il critique les éditions social-démocrates de Marx qui ont séparé l'*Histoire des doctrines économiques* du *Capital* (c'est en 1938, que les ESI entreprennent de rééditer le *Capital*. Pour des raisons évidentes, le tome 1 est seul à paraître avant la guerre). Les *Cahiers du bolchevisme* publient enfin, en 1933, une bibliographie des textes et articles de Marx et Engels parus en français (*Cahiers du bolchevisme*, 8, 1933).

69. Elle occupe une place importante dans l'école centrale de 1932, dont le programme comprend trois séries de cours : l'économie politique et le matérialisme historique et dialectique (assuré par V. Fay). L'histoire du mouvement ouvrier (assuré par Ferrat). Les cours, c'est un fait nouveau, débutent en 1789. La législation ouvrière enfin, assurée par Henri Raynaud, en 1933 le programme s'étoffe plus encore.

70. AN F[7] 13 095 ; une circulaire de mai 1928, déclare que le parti a décidé de réserver la moitié du tirage des *Œuvres complètes* « devant le succès de cette publication dans les milieux bourgeois d'où les commandes affluent » et dans la crainte que « l'épuisement du tirage ne mette bientôt nos propres adhérents dans l'impossibilité de se procurer les *Œuvres complètes* ». En 1930, Cical affirme qu'il n'y a pas 137 communistes qui ont acheté les *Œuvres complètes* et que sur mille ouvrages de la Bibliothèque marxiste, les rayons ne figurent que pour cent. Une circulaire de novembre 1928 fait une remarque de même nature à propos des *Cahiers du bolchevisme* (AN F[7] 13 095) : « Nos recherches révèlent que les milieux bourgeois accordent à nos *Cahiers du bolchevisme* une attention beaucoup plus soutenue que les propres membres de notre parti » (Bouthonnier). Le rapport dressé à l'occasion du congrès de Paris évalue à 830 le stock moyen de chacun des tomes des *Œuvres complètes* dont chacun fut tiré à 1 800 exemplaires.

71. Institut Maurice Thorez, cote 535.

72. Institut Maurice Thorez, cote 536.

73. *Cahiers du bolchevisme*, 21, 1932, et 23, 1932.

74. Ainsi qualifiés par les *Cahiers du bolchevisme* : « Ceux qui ont lu *Le Capital* ou *Le Matérialisme historique* sans avoir appris l'ABC ». La formule traduit toujours une certaine méfiance vis-à-vis des intellectuels.

75. Les « affaires » de l'après-guerre nous paraissent avoir une explication qui est fondamentalement de même nature que l'affaire Barbé-Célor. Constitué à la faveur d'une crise hégémonique, le groupe dirigeant perd de sa cohésion dès lors que la bourgeoisie reprend l'offensive et développe de nouvelles formes hégémoniques. Parce que le parti se bat alors sur les seuls maillons faibles (luttes syndicales, luttes pour la paix), certaines pratiques s'en trouvent surestimées et parce que d'aucuns allument à leur encontre des contre-feux, se développent à nouveau opportunismes de « droite » et de « gauche ». Aucune de ces « affaires » ne prendra, toutefois, le caractère de gravité qui fut celui de l'affaire Barbé-Célor : le parti reste animé, en dépit des difficultés, d'une pratique collective née du Front populaire, de la Résistance et de la Libération qui perpétue sa cohésion.

76. Ils représentent, en 1936, 2,2 % des actifs, soit 450 000 personnes constituées pour l'essentiel d'enseignants (186 000). Cf. C. Willard, « Les intellectuels et le Front populaire », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 3 et 4.

77. Cf. M. Thorez, *Œuvres*, *op. cit.* Livre II, t. III, « En avant pour l'issue révolutionnaire de la crise ». Rapport du comité central, présenté au VIIe congrès du PCF.

78. Dans la préface qu'il rédige en 1933 pour les *Œuvres choisies* de Lafargue. J. Varlet (pseudonyme de Duret) écrit : « Si le mouvement révolutionnaire d'un pays trouve suffisamment de force pour appliquer la théorie aux conditions concrètes de lutte, la théorie marxiste s'y développe avec une vigueur particulière ; ce fut le cas de la Russie. Si par contre, cette force lui manque, la théorie ne lui servira qu'à exposer les généralités sans expliquer les traits originaux de la vie économique et sociale du pays et, par conséquent, sans servir de guide pour l'action révolutionnaire du prolétariat pour ce pays. »

79. Et au-delà même, pour ceux de ses membres que la guerre n'aura pas décimés.

80. Les décisions du VIe congrès s'infléchissent jusqu'à s'en transformer. En 1932, il s'agit moins de lutter contre la guerre que pour la paix. L'effet mobilisateur s'en trouve accru. Cf. Doriot, *Tu veux la paix, ouvrier socialiste*, Bureau d'éditions, 1932. *Marty, La paix par la révolution*, Bureau d'éditions, 1932.

81. *Cahiers du bolchevisme*, 23, décembre 1933.

82. Les *Cahiers du bolchevisme* n'interviennent que très timidement sur les revendications des catégories non ouvrières (ou paysannes). De 1931 à 1933, ils consacrent

neuf articles aux étudiants, instituteurs, fonctionnaires et médecins. C'est là un phénomène nouveau. Notons pourtant que la notion de « salariés » apparaît à partir de 1932 dans un certain nombre de statistiques établies par le parti et portant sur sa composition sociale.

83. Cette remarque est valable pour la classe ouvrière même. La composition sociologique de l'école par correspondance et ses programmes ont été analysés dans les *Cahiers du bolchevisme*, 21, novembre 1932 et 23, décembre 1933. Ces articles font apparaître que le nombre des non-syndiqués est supérieur au nombre d'ouvriers. La lutte syndicale n'est donc plus nécessairement le plus court chemin pour se rapprocher du parti. Ce sont, au contraire, les motivations politiques qui peuvent conduire dans un second temps à adhérer au syndicat.

84. S'il est incontestable que le Parti communiste a opéré une remontée de Lénine vers Marx, nous sommes fondée à nous demander si ceux qui se sont alors rapprochés de lui pour en rejoindre parfois les rangs n'ont pas opéré une remontée plus complexe qui les a menés de Staline vers Lénine puis vers Marx. Du moins devons-nous constater que c'est avec « un bolchevisme stalinien » et non plus « zinovieviste ou boukharinien » que ce sont d'abord familiarisés ceux qui sont venus au marxisme par le biais d'une volonté de lutte antifasciste.

85. R. Maublanc, « Le rayonnement du marxisme », *Cahiers du bolchevisme*, 1936. Il est effectivement significatif que le *Cercle de la Russie neuve* (créé en 1928 par Gabrielle Duchêne et bientôt transformé en *Association pour l'étude de la culture soviétique*) ait joué, sous la direction de Paul Langevin et d'Henri Wallon, un rôle important dans la diffusion du marxisme chez les universitaires. Cf. Zévas, « La propagande marxiste en France », *Monde, 11 mars 1933. Rossi, « Marxisme, 1933 », Monde*, mars-avril 1933. Friedmann, « Progrès du marxisme en France », *Monde*, 26 septembre 1935. P. Gérome, « Le marxisme pénètre en France », *Europe*, 152, août 1935. C'est, en 1934, qu'Auguste Cornu soutient sa thèse sur Marx. Alors socialiste, il adhére ensuite au Parti communiste français. C'est encore, en 1934, que les éditions Gallimard publient des *Morceaux choisis* de Marx présentés par Lefebvre, Guterman, Nizan et Duret. En 1935, les PUF éditent à leur tour des *Extraits et résumés* par Borchardt. Le marxisme « pénètre » ainsi les éditions bourgeoises. Cf. D. Tartakowsky, « Le marxisme et les intellectuels, (1920-1935) », *La Pensée*, 205, juin 1979.

86. Institut Maurice Thorez, décisions du secrétariat du bureau politique du 3 mars 1932 : « ... Vaillant-Couturier verra Barbusse et les écrivains sympathisants pour lancer un manifeste. » Nous remercions Jocelyne Prezeau de nous avoir signalé ce texte et renvoyons aux travaux qu'elle a entrepris sur le mouvement d'Amsterdam-Pleyel.

87. Rappelons que conformément aux décisions des XIIe et XIIIe plenums, le parti demeure sur la ligne dite « classe contre classe » pour ce qui est de ses relations avec la SFIO. Elle reste sa tactique lors des élections de mai 1932, et aboutit cette fois à lui faire perdre des voix aussi bien que des sièges.

88. « L'implantation du PCF dans le 13e arrondissement de Paris », in J. Girault, *Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux-guerres*, 1977, Paris, Editions sociales, p. 142.

89. A. Kriegel, *Le pain et les roses*, *op. cit.*, p. 203.

90. En particulier , l'Université ouvrière, dont les *Cahiers du bolchevisme* annoncent l'ouverture, en juillet 1932 (*Cahiers du bolchevisme*, 4). Selon V. Fay, le projet fut mis sur pied après discussion avec la délégation du Komintern qui alloua pour ce faire une subvention de cinq à six mille francs. Sa direction est mise sur pied, en septembre 1932, par la section de propagande du parti. A la différence de ce qu'était l'école par correspondance (qui se poursuit jusqu'en 1933), elle ne se donne pas pour une école communiste. Elle entend « s'appuyer sur toutes les organisations de masses telles que les municipalités ouvrières (*sic*), les syndicats et les coopératives ... recruter ses enseignants parmi les membres du syndicat de l'enseignement, des techniciens, de l'AEAR ». Cf. Cogniot, *Parti pris*, *op. cit.*, p. 186 et suiv., et p. 234 et suiv.

91. L'Association pour l'étude de la culture soviétique.

92. Y. Sadoul, *Tels qu'en mon souvenir*, Paris, Grasset, 1978, p. 185. Nous remercions Paul Laberenne d'avoir attiré notre attention sur cette importante remarque.

93. Elle s'exprime essentiellement dans la collection « Problèmes », créée aux ESI en 1933, dans les *Cahiers du contre-enseignement prolétarien*, créés en 1930, et bien sûr dans l'APECS et dans le groupe d'études matérialistes animé par Paul Langevin.

94. Celui-ci renaît alors d'autant plus facilement dans la SFIO, qu'un certain nombre de transfuges du Parti communiste français en ont rejoint les rangs. C'est le cas de Dunois qui se voit confier un office de documentation destiné à alimenter la presse socialiste, de Laurat, de Paul Louis et de Duret.

95. Il est significatif que cette littérature marxiste française se développe avant tout sur le terrain des sciences de la nature. Cf. *A la lumière du marxisme*, Paris, ESI, 1937. Marcel Prenant, Darwin, Paris, ESI, 1938, et bien sûr *La Pensée*. Cf. A. Adler, « Georges Cognot et la naissance de *La Pensée* », *La Pensée*, 205, juin 1979.

96. On ne saurait, à cet égard, minimiser le rôle qui fut celui de Politzer.

97. Seuls Etienne Fajon et Georges Cogniot intègrent dans l'avant-guerre les rangs du comité central. Etienne Fajon se voit confier, en 1935, la direction des écoles centrales où de nombreux cours sont désormais assurés par des intellectuels et G. Cogniot devient, en 1937, rédacteur en chef à *L'Humanité*. Il assiste à ce titre aux réunions du bureau politique. Le fait que l'éducation et la propagande soient à nouveau confiées à des intellectuels dont le rapport à la direction est organique, est l'indice de mutations qui s'opèrent. C'est parce que le parti fonctionne désormais comme intellectuel collectif que l'intellectuel communiste peut voir le jour.

98. L. Althussser, *Pour Marx, op. cit.*, p. 72 et suiv., « Sur le jeune Marx ».

99. Au sens où nous avons pu parler, par exemple, de « fusion » entre les pratiques syndicales et politiques.

100. Et à quoi se résume, pourrait-on dire, la pratique nouvelle de la politique qu'il développe alors.

101. Celle-ci analyse, en effet, en termes de déviation, ce qui n'est pas sur le plan théorique, simple répétition de ce qu'elle énonce. Seul et parce qu'emprisonné, Gramsci parvient à innover en la matière.

INDEX

Althusser : 13.
Anette : 96.
Arrig (pseudonyme d'Arrighi) : 107.
Arrighi : 96.
Aulard : 41.

Balibar : 16, 26.
Balzac : 87.
Barbé : 129, 136, 143, 144, 145, 146, 155.
Barbusse : 25, 87.
Bauer : 25.
Bebel : 28.
Béors : 88.
Bordiga : 104.
Borel : 96.
Boukharine : 24, 35, 53, 61, 63, 104, 106, 107, 109, 114, 118, 152.
Bourlois : 86.
Bouthonnier : 110, 149.

Cachin : 24, 28, 38, 49, 83, 86, 114, 153.
Calzan : 71, 90, 96.
Cat : 83.
Caza : 107.
Célor : 129, 143, 144, 145, 146, 155.
Chabanis : 127.
Chasseigne : 90.
Chauvelon : 100, 107.
Chavaroche (pseudonyme de Manouilski) : 131.
Clamamus : 83.
Cohen (Stephen) : 104.
Compère Morel : 35.
Comte : 40, 42.
Corcos : 44.
Costes : 36, 74, 106.
Cunow : 28.

Darnar : 137.
Darwin : 42.
Delmas : 127.
Deslinière : 87.
Deville : 87.
Dimitrov : 154.
Dommanget : 15, 37, 75.
Doriot : 54, 83, 90, 101, 150.
Doron : 92, 122.
Dragoni : 97.
Dreyfus : 19.
Duclos : 86, 87, 89, 146, 150.
Dumoulin : 23.
Dunois : 31, 35, 36, 37, 56, 73, 74, 75, 90, 92.
Dupleix : 96.
Duisabou : 122.

Eastman : 75.
Engels : 14, 16, 35, 37, 40, 53, 65, 82, 100, 106, 152.
Ercoli (pseudonyme de Togliatti) : 154.

Fabre : 42.
Faure (Sébastien) : 87.
Fausscave : 83.
Fay : 119, 120, 122, 123, 124, 127, 133, 137, 144, 148, 149.
Ferrat : 74, 90, 119.
Fisher (Ruth) : 104.
Fontenay : 106, 108.
Fourrier : 80.
Frachon : 146.
France (Anatole) : 87.
Frossard : 31, 49, 53.

Gaillard : 81.
Garay : 90, 96, 106.
Gauthier : 148.
Gayman : 119.
Gefter : 46.
Giard : 35.
Girault (Jacques) : 32.
Girault (Suzanne) : 76, 104, 105, 106, 109.
Gorki : 34, 87.
Gramsci : 14, 17, 23, 28, 57, 99, 158.
Grenier : 86, 87, 89.
Guesde : 95.

Hegel : 42.
Henaff : 149.
Herriot : 83, 88.
Hoernlé : 54.
Hugo : 87.
Humbert-Droz : 101, 105, 109, 113.

Jaures : 19, 35, 37, 45, 87, 89, 95.
Jouhaux : 19.

Kaménev : 61, 70, 71, 76, 101.
Kautsky : 14, 25, 35.
Ker : 37.
Kun : 94.
Kurella : 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 96, 99, 104, 106, 107, 110.

Labarre : 96.
Labica : 101.
Labrousse : 37, 38, 41.
Lafargue : 35, 40, 95, 131.
Lafont : 24.
Lambert (Octave) : 89.
Lapidus : 152.
Lassalle : 40.
Laurat : 41.
Lénine : 16, 22, 24, 25, 34, 38, 39, 40, 45, 53, 56, 57, 60, 62, 63, 64, 65, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 82, 87, 94, 95, 101, 104, 106, 107, 119, 151, 152, 153, 154, 156, 158.
Lequin : 18.
Lhomme : 161.
Lominadzé : 119.
Loriot : 73, 74.
Louis (Paul) : 32, 37, 40, 45, 87.
Louzon : 56, 74, 75.
Lozeray : 144.
Luxemburg (R.) : 23, 28, 53, 95, 154, 158.

Manouilski : 131, 143.
Marchand : 25.
Marion : 56, 78, 96, 106.
Marty (Michel) : 96.
Marx : 16, 35, 36, 39, 40, 41, 42, 53, 56, 62, 64, 65, 74, 75, 76, 82, 95, 100, 101, 106, 107, 152, 154.
Mary : 42.
Mathiez : 25, 41.
Matline : 98.
Maublanc : 156.
Mauvais : 149.
Mayeras : 24.
Mehring : 28.
Merrheim : 23.
Michel (Rosa) : 152.
Michelet : 87.
Monatte : 23, 55, 71, 74, 75.
Monmousseau : 55, 101.

Ollivier (Marcel) : 99, 152.
Ostrovitianov : 152.
Owen : 80.

Pascal : 25, 53.
Péricat : 23.
Pioch : 44.
Plagnard : 157.
Platon : 40.
Plekhanov : 107.
Pokrovski : 153.
Préobrajenski : 53.
Proudhon : 87.

Rappoport : 29, 31, 32, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 49, 53, 73, 74, 75, 79, 131.
Raynaud (Henri) : 149.
Riazanov : 65, 106, 152, 154.
Rieder : 36.
Ripert : 37.
Rolland (Romain) : 87.
Rosmer : 71, 74, 75.

Sadoul (Jacques) : 25.
Sadoul (Yvonne) : 157.
Saint-Simon : 40.
Sellier : 53.
Semard : 76, 83, 101, 104, 105, 113, 154.
Serge (Victor) : 75, 153, 154.
Servet : 132, 144.
Sloutski : 151.
Soupé : 127.
Souvarine : 23, 49, 52, 56, 70, 71, 74, 76.
Staline : 60, 61, 62, 63, 70, 71, 72, 76, 82, 104, 151, 152, 153, 154, 158.

Thomas : 19.
Thorez : 101, 118, 129, 130, 146, 150, 157, 158.
Tillon : 149.
Travaux : 37.
Treint : 37, 38, 53, 76, 83, 90, 96, 99, 104, 105, 106, 109.
Trempé : 16.
Trotsky : 24, 34, 61, 62, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 95, 105, 106.

Vaillant-Couturier : 22, 36, 45.
Varga : 154.
Vassart : 88, 135.
Willard : 16.

Zinoviev : 34, 47, 61, 62, 70, 71, 72, 76, 104, 105, 106.
Zola : 87.

La fabrication de cet ouvrage
a été réalisée
par l'Imprimerie Chirat, 42540 Saint-Just-la-Pendue

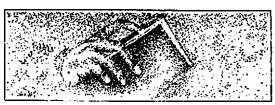
Achevé d'imprimer en juillet 1980
N° d'impression 4175
Dépôt légal 3e trimestre 1980

IMPRIMÉ EN FRANCE

Couverture : Philippe BILLOIS

LE PARTI COMMUNISTE français est né à Tours, dit-on, en décembre 1920. Ce seul baptême ne suffit pas, cependant, à lui conférer tous les attributs du « parti de type nouveau » que l'Internationale communiste requiert de ses sections. Il va donc devoir se « bolcheviser » et la signification de cette période se saisit tout particulièrement dans la formation de ses premiers cadres. Il fallait, pour mener cette étude renouvelée de la bolchevisation, disposer de moyens nouveaux et ceux mis en œuvre dans ce livre sont de taille puisque l'auteur a pu travailler sur les archives de la section française de l'Internationale déposées à l'Institut Maurice Thorez. En nous faisant découvrir ces premiers communistes français, ce livre fournit à la question controversée du rôle et des fonctions des cadres du Parti sa nécessaire dimension historique.

DANIELLE TARTAKOWSKY, agrégée d'histoire, est professeur au Lycée Jean-Baptiste Say. Membre des comités de rédaction des Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez *et du* Mouvement social, *elle est l'auteur d'articles et d'ouvrages sur le PCF pendant l'entre-deux-guerres.*



ISBN 2-7246-0439-3